







12742
OEUVRES

DE

MAXIMILIEN ROBESPIERRE,

AVEC UNE NOTICE HISTORIQUE, DES NOTES ET DES COMMENTAIRES,

Par Laponneraye ;

PRÉCÉDÉES DE CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES,

Par ARMAND CARREL.

TOME SECOND.

PARIS,

CHEZ L'ÉDITEUR, FAUBOURG SAINT-DENIS, 13.

1840.



OEUVRES

DE

MAXIMILIEN ROBESPIERRE.



OEUVRES
DE
MAXIMILIEN ROBESPIERRE .

AVEC UNE NOTICE HISTORIQUE, DES NOTES ET DES COMMENTAIRES,

Par Laponneraye ;

PRÉCÉDÉES DE CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES,

Par **ARMAND CARREL.**



TOME SECOND.

PARIS,
CHEZ L'ÉDITEUR, FAUBOURG ST-DENIS, 13.

1840.

Imprimerie de WORMS, boulevard Pigale, 20 (*extré muros*).

OEUVRES
DE
MAXIMILIEN ROBESPIERRE.

(ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. *Séance du 13 août 1792.*)

**DISCOURS PRONONCÉ PAR ROBESPIERRE A LA BARRE
DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE AU NOM DES CI-
TOYENS DE LA SECTION DE LA PLACE VENDÔME.**

Les citoyens de la section de la place Vendôme nous envoient vers vous pour présenter à vos délibérations un objet digne de vous. Nous avons vu tomber la statue d'un despote, et notre première idée a été d'ériger à sa place un monument à la liberté. Les citoyens qui meurent en défendant la patrie sont au second rang. Ceux-là sont au premier, qui meurent pour l'affranchir. Les héros dont je

parle ne valent-ils pas ceux d'Athènes et de Rome? Sachons nous estimer ce que nous valons. Hâtez-vous d'honorer les vertus dont nous avons besoin, en immortalisant les martyrs de la liberté. Ce ne sont pas des honneurs seulement, c'est une apothéose que nous leur devons. Peuple, quand la tyrannie est couchée par terre, gardez-vous de lui laisser le temps de se relever. (On applaudit.) Nous vous proposons de décréter qu'au lieu où était la statue de Louis XVI à la place Vendôme, il sera élevé une pyramide aux citoyens mort le 10 en combattant pour la liberté. Les citoyens de la section voulaient élever, à leurs frais, ce monument, mais ils ont pensé qu'à la nation seule il appartenait de la consacrer.

Les pétitionnaires obtinrent les honneurs de la séance, et traversèrent la salle au milieu des applaudissemens.

Cette pétition fut renvoyée au comité d'instruction publique.

(ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, Séance du 15 août 1792.)

DEUXIÈME DISCOURS PRONONCÉ PAR ROBESPIERRE
A LA BARRE DE L'ASSEMBLÉE AU NOM D'UNE
DÉPUTATION DE LA COMMUNE.

Si la tranquillité publique, et surtout la liberté, tient à la punition des coupables, vous devez en désirer la promptitude, vous devez en assurer les moyens. depuis le 10, la

juste vengeance du peuple n'a pas encore été satisfaite. Je ne sais quels obstacles invincibles semblent s'y opposer. Le décret que vous avez rendu nous semble insuffisant ; et, m'arrêtant au préambule, je trouve qu'il ne contient point, qu'il n'explique point la nature, l'étendue des crimes commis dans la journée du 10 août, et c'est trop restreindre la vengeance du peuple ; car ces crimes remontent bien au-delà. Les plus coupables des conspirateurs n'ont point paru dans la journée du 10, et d'après la loi il serait impossible de les punir. Ces hommes qui se sont couverts du masque du patriotisme pour tuer le patriotisme ; ces hommes qui affectaient le langage des lois pour renverser toutes les lois ; ce La Fayette, qui n'était peut-être pas à Paris, mais qui pouvait y être ; ils échapperaient donc à la vengeance nationale ! (On applaudit.) Ne confondons plus les temps. Voyons les principes, voyons la nécessité publique, voyons les efforts que le peuple a faits pour être libre. Il faut au peuple un gouvernement digne de lui ; il lui faut de nouveaux juges, créés pour les circonstances ; car si vous redonniez les juges anciens, vous rétabliriez des juges prévaricateurs, et nous rentrerions dans ce chaos qui a failli perdre la nation. Le peuple vous environne de sa confiance, Conservez-la cette confiance, et ne repoussez point la gloire de sauver la liberté pour prolonger, sans fruit pour vous-mêmes, aux dépens de l'égalité, au mépris de la justice, un état d'orgueil et d'iniquité. Le peuple se repose, mais il ne dort pas. Il veut la punition des coupables, il a raison. Vous ne devez pas lui donner des lois contraires à son vœu unanime. Nous vous prions de nous débarrasser des autorités constituées en qui nous n'avons

point de confiance, d'effacer ce double degré de juridiction, qui, en établissant des lenteurs, assure l'impunité; nous demandons que les coupables soient jugés par des commissaires pris dans chaque section, souverainement et en dernier ressort. (On applaudit.)

(ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, *Stance du 22 août 1792.*)

TROISIÈME DISCOURS DE ROBESPIERRE À LA BARRE
DE L'ASSEMBLÉE AU NOM D'UNE NOUVELLE
DÉPUTATION DE LA COMMUNE.

Vous voyez une députation composée d'une partie des membres de la commune, et d'une partie des membres nommés par les sections pour remplacer ce qu'on appelait le département. Déjà nous avons déposé dans votre sein nos inquiétudes sur la formation d'un nouveau département; déjà nous croyions voir renaitre les germes de division et d'aristocratie. Nous avons éclairé nos commettans; ces nuages se sont dissipés d'eux-mêmes. Les membres nommés par les sections se sont présentés à la commune; ils ont juré de n'accepter d'autre titre que celui de commission des contributions. Nous vous prions de consacrer par un décret ce grand acte de fraternité et d'union.

LETTRE DE ROBESPIERRE INSÉRÉE DANS LE MONITEUR DU 28 AOUT 1792.

Robespierre avait été nommé président du tribunal institué pour juger les conspirateurs du 10 août. Les journaux en annonçant cette nouvelle apprirent en même temps au public qu'il avait donné sa démission, ce qui donna lieu à une foule de commentaires. Robespierre écrivit la lettre suivante pour expliquer les motifs de sa conduite.

Certaines personnes ont voulu jeter des nuages sur le refus que j'ai fait de la place de président du tribunal destiné à juger les conspirateurs. Je dois compte au public de mes motifs.

J'ai combattu, depuis l'origine de la révolution, la plus grande partie de ces criminels de lèse-nation, J'ai dénoncé la plupart d'entre eux ; j'ai prédit tous leurs attentats, lorsqu'on croyait encore à leur civisme ; je ne pouvais être le juge de ceux dont j'ai été l'adversaire ; et j'ai dû me souvenir que, s'ils étaient les ennemis de la patrie, ils s'étaient aussi déclarés les miens. Cette maxime, bonne dans toutes les circonstances, est surtout applicable à celle-ci : la justice du peuple doit porter un caractère digne de lui ; il faut qu'elle soit imposante autant que prompte et terrible.

L'exercice de ces nouvelles fonctions était incompatible avec celle de représentant de la Commune qui m'avaient été confiées ; il fallait opter : je suis resté au poste où j'étais, convaincu que c'était là où je devais actuellement servir la patrie.

Signé, ROBESPIERRE.

AUX AMIS DE LA CONSTITUTION,

SUR LES CIRCONSTANCES ACTUELLES.

Robespierre prononça ce discours à la société des *Amis de la Constitution* (les Jacobins) dans le courant de mars 1792. Quelques mois après il le publia dans son journal, et voici comment il expliqua le motif qui le déterminait à le livrer à la publicité : « Dans les temps où nous sommes, dit-il, il importe de jeter quelquefois un regard sur le passé et de le comparer avec le présent. Comme le grand défaut de notre nation, et le malheur peut-être de l'humanité, est de ne reconnaître la vérité que quelque temps après le moment où elle pouvait être utile, il est bon de se reporter quelquefois à ce moment, afin d'éviter au moins la même erreur pour l'avenir.

» Ce motif me détermine à publier ici des réflexions que j'avais adressées à tous les bons citoyens, à l'époque du manifeste et de la mort de Léopold, et peu de temps avant la déclaration de la guerre. Je le fais, avec d'autant moins de répugnance, que les vérités morales et politiques sont bonnes à répandre dans tous les temps; et que celles qui sont consignées dans l'écrit que je vais mettre sous les yeux du public, s'appliquent particulièrement à notre situation actuelle. »

Une conspiration formidable, tramée dès long-temps contre notre liberté, était près d'éclater. La guerre civile s'allumait au moment où la guerre étrangère nous menaçait; les prêtres secouaient les torches du fanatisme et de la discorde; des administrateurs infidèles secondaient leurs fureurs et favorisaient les complots de tous les ennemis de la révolution; une coalition, fameuse par ses attentats contre la liberté naissante, dominait à la cour; elle occupait les premiers emplois dans nos armées; le gouvernement nous trahissait; nul ne s'occupait du salut de l'état. Au milieu de tous ces désordres, des cris de guerre se faisaient

entendre; on ne songeait ni à étouffer les troubles du dedans, ni à soulager le peuple, ni à protéger les soldats patriotes, persécutés par un ministère odieux, ni à le forcer à donner des armes aux gardes nationales, ni à pourvoir à la défense de nos frontières. D'un côté l'indolence, la faiblesse; de l'autre, la tyrannie, l'aristocratie, le machiavélisme semblaient présider aux destins de la France; et sans le courage inébranlable des bons citoyens, sans la patience invincible et le sublime caractère du peuple, il eût été permis à l'homme le plus ferme de douter du salut public; lorsque la providence, qui veilla toujours sur nous, beaucoup mieux que notre propre sagesse, en frappant Léopold, parût déconcerter les projets de nos ennemis, au moins pour quelque temps. Ce délai suffit pour donner à l'humanité le temps de respirer. Il remet entre nos mains notre destinée et celle du monde.

Saurons-nous mettre à profit cette grande occasion qui nous est offerte, de réduire tous les tyrans à l'impuissance de nous nuire et de nous opprimer? C'est en avoir triomphé que de connaître et de dévoiler les secrets de leur ténébreuse politique. Quelle soit donc long-temps présente à tous les esprits, cette fameuse correspondance concertée entre le cabinet de Vienne et le comité des Tuileries.

Exciter, entretenir les troubles du dedans, et nous susciter en même temps la guerre au dehors, pallier ce double projet, en l'imputant aux amis les plus zélés de la constitution, détruire les sociétés patriotiques, et pour cela les décréditer dans l'opinion publique, par l'imputation vague et insignifiante de républicanisme, les accuser de vouloir changer le gouvernement, en même temps qu'on

travaillait à détruire la liberté; tel est tout le plan de conjuration qu'elle vient de révéler aux yeux de l'univers.

Ainsi donc tous les sophismes, toutes les calomnies par lesquelles les ennemis hypocrites de la constitution s'efforcent de dégrader l'esprit public et d'énervier le caractère nationale, nous les avons retrouvées dans la bouche de Léopold. Il est curieux de voir les agens, interprètes des volontés du cabinet des Tuileries, parler de la dignité nationale, et annoncer le désir de maintenir la paix, lorsque de concert avec eux, Léopold nous menaçait de la guerre; il est curieux de les voir défendre les patriotes de France, et prêcher contre eux la croisade, par l'organe de l'empereur des Allemands. Mais, voyez comme celui-ci nous développe lui-même le projet de nos ennemis intérieurs; voyez avec quelle affection il rappelle le passage de la lettre de Louis XVI, du mois de septembre 1791, où, en acceptant la constitution, il annonce d'avance des obstacles à son exécution qui pourraient un jour en exiger le changement : rappelez-vous qui a dicté cette lettre; je veux dire la coalition qui, depuis le départ du roi, dirigea toutes ses démarches, en même temps qu'elle cherchait à maîtriser l'Assemblée constituante; écoutez ce même Léopold reprocher aux sociétés patriotiques le dessein de vouloir troubler l'État, en se refusant à toute espèce de conciliation, sur ce qu'il appelle les accessoires de la constitution. Est-il clair que le but de la faction qui dirigeait tout était d'établir ce système des deux chambres, annoncé dès long-temps, et d'élever la puissance d'un parti sur les ruines de la liberté publique? Est-il clair qu'il faut rapporter à ce projet et l'intervention des puissances étrangères qu'ils appelaient

à leur secours, et les désordres qu'ils excitaient au dedans? Les perfides! et ils ont osé nous imputer ces troubles? Ils ont osé nous charger de leurs propres crimes? Que dis je? Ils ont réussi à tromper une foule de citoyens de bonne foi! Ils ont ligué contre la liberté tous les hommes ignorans, faibles ou timides, ils ont formé, dans la nation, un troisième parti, sous la dénomination de *modérés*, dont ils se sont déclarés les chefs et les protecteurs; ils n'ont rien négligé pour présenter aux yeux des Français et des étrangers, tous les amis de la constitution et de la patrie, comme une secte particulière, aussi opposée à l'intérêt général que le parti connu sous le nom d'*aristocrates*. Réunis à ces derniers, ils auraient bientôt accablé les patriotes et ramené, sous des formes nouvelles, l'empire du despotisme et de l'aristocratie, ou plutôt le règne des crimes et des factions. Pour mieux cacher leur dessein, ils avaient créé des sociétés séduisantes pour les hommes froids et pusillanimes; ils avaient fait arborer à leurs partisans et à leurs créatures, une devise qui annonçait le rigorisme le plus scrupuleux en fait de constitution; mais depuis qu'ils ont choisi Léopold pour interprète. depuis que, de concert avec eux, le despote autrichien a daigné emprunter leur langage et revêtir le costume des feuillans, depuis qu'ils se sont déclarés patriotes et Français à la manière du chef de nos ennemis étrangers, l'homme le plus crédule a pu apprécier leur système, et tous les prosélytes qu'ils avaient égarés, peuvent, sans scrupule, abjurer leur doctrine pour professer avec nous les principes de la véritable religion politique, c'est-à-dire, ceux de l'égalité, de la liberté, de l'humanité et de la constitution.

Telle était cependant la trame qu'ils avaient ourdie contre le salut public, lorsque Léopold mourut. Presque au même instant, un ministre fut frappé d'un décret d'accusation ; les autres disparurent successivement.

Le nouveau ministère s'annonce avec des circonstances qui peuvent être regardées comme d'heureux présages, et qui semblent permettre aux amis de la liberté de se livrer aux charmes de l'espérance.

Au reste, louer les ministres nouveaux, serait un trait de flagornerie d'autant plus servile et d'autant plus gratuit que bientôt leurs œuvres mêmes peuvent les louer et les mettre même au-dessus des éloges. Bientôt une preuve décisive nous apprendra si la conversion de la cour est sincère, si l'esprit du ministère est changé avec les ministres. Qu'ils tiennent en tout une conduite opposée à celle de leurs prédécesseurs ; que la franchise et la probité du gouvernement écartent tous les maux que sa perfidie nous attirait ; que les vrais patriotes soient protégés ; que le peuple soit honoré et respecté, non par de vains discours, mais par des actes de justice et de fidélité soutenus ; que l'ordre et la prospérité renaissent, et nous aurons, pour le pouvoir exécutif, autant de vénération qu'il nous a inspiré jusqu'ici d'inquiétude et de défiance.

Avec un ministère patriote et éclairé, à quelles douces espérances ne pouvons-nous pas nous livrer ? Quel obstacle pourrait résister à son union sincère avec tous les bons citoyens ? Quel est en France l'ennemi assez audacieux et assez puissant pour lutter à la fois contre le peuple et contre le gouvernement ? Quel autre motif a pu enhardir les prêtres séditions à troubler l'ordre public ; les directoires

perfides et les tribunaux aristocratiques, à persécuter le patriotisme et à opprimer la liberté, si ce n'est la protection du ministère précédent ? Au dehors, quelle puissance osera nous menacer, quand la paix intérieure et une administration loyale nous mettront en état de déployer toutes les forces de ce superbe empire ? Quelle puissance eût osé en concevoir l'idée, sans cette coupable trahison ? Les cours étrangères sont-elles plus redoutables ou plus entreprenantes aujourd'hui que la mort du chef de l'empire et de la maison d'Autriche doit les occuper de soins plus pressans, pendant un temps plus que suffisant, pour donner à un gouvernement fidèle le temps d'affermir, au sein de l'État, le règne des lois et la souveraineté nationale.

Hâtons-nous d'éclairer les nations de l'Europe sur les sinistres projets des traitres qui avaient formé cette lâche conjuration contre l'humanité entière ; que le nouveau ministre rappelle tous ces dangereux intrigans, que nous avons payés trop chèrement et trop stupidement jusqu'ici, près des cours étrangères, pour nous calomnier aux yeux de l'univers, et pour troubler le cours d'une révolution qui, tôt ou tard, doit changer ses destinées. Dissipons tous les nuages que la perfidie avait répandus sur la situation et sur les dispositions de la France. Proclamons solennellement, dans toutes les langues, les principes sacrés sur lesquels reposent notre constitution, la garantie de la fraternité que nous avons jurée à toutes les nations. Que le peuple français parle avec la majesté qui lui convient ; qu'il trace, autour des despotes, le cercle de Popilius ; et, si ces démarches sont faites avec la franchise et la solennité qu'elles exigent, vous verrez les despotes vous demander humble-

ment la paix, et vous donner une satisfaction entière. S'ils la refusent, alors nous ferons la guerre : mais malheur aux tyrans et aux traîtres ? Alors, portons nos coups dans les endroits où le despotisme peut être frappé à mort. Que la nation se lève toute entière ; faisons la guerre du peuple et non celle des rois ; marchons sous des chefs dignes de le guider, dont les mains ne soient souillées, ni des dons corrupteurs des cours, ni du sang des citoyens, célèbres par leurs vertus civiques, et non par le massacre des plus zélés défenseurs de la patrie. Combattons, non pour procurer des pompes triomphales et une puissance dangereuse à ces patriciens intrigans qui ont jusqu'ici fomenté nos divisions et causé tous nos maux : mais pour rétablir le règne de l'égalité et de la justice. Les Romains refusèrent de vaincre sous les drapeaux des décemvirs, mais ils citèrent, au tribunal des lois, l'infâme assassin de Virginie et de la liberté, et ils triomphèrent ensuite des ennemis de l'État. Ce n'est pas à ces conditions que les factieux, les tyrans, les vampires de l'État veulent la guerre ; mais ce n'est qu'à ces conditions qu'une nation, digne de la liberté, peut la faire. C'est à ces conditions seules que des ministres et des représentans, amis du peuple, peuvent la proposer. Il faut enfin que cette guerre ne ressemble en rien à celles que provoquent les caprices des rois, les intrigues des cours ou l'intérêt des factions. Il faut que les drapeaux même qui brilleront à la tête de nos armées, en rappellent le sacré caractère ; qu'ils présentent aux regards des Français et des étrangers cette inscription nouvelle : *Paix, liberté universelle, guerre seulement aux despotes* Marchons à nos ennemis, non comme des hommes légers ou injustes,

qui veulent punir les peuples des crimes de leurs tyrans, mais comme des amis de l'humanité qui veulent châtier l'insolence des tyrans, et venger les outrages des peuples. Marchons, après avoir prouvé à l'univers que notre modération et notre justice égalent notre courage.

Si nous suivons ces principes, si nous déployons ce caractère énergique et sage, nous serons libres, malgré la guerre ; et, si les puissances étrangères la préviennent, nous serons libres plus sûrement encore sans la guerre. Une révolution, amenée par la raison, doit s'achever naturellement par la raison, par les progrès de l'esprit public ; et à quoi tient-il que nous soyons heureux et libres, si un gouvernement juste s'unit à des représentans fidèles, pour ramener, au milieu de nous, le règne de l'égalité, des lois et de la justice ?

C'est au sein d'une telle paix, que se développeront les vertus civiques qui font la gloire et le bonheur de la société, que s'anéantiront toutes les coupables espérances de l'ambition du fanatisme ou de la tyrannie. Une fois établie en France la liberté, par le cours naturel des choses, étendra d'elle-même ses paisibles conquêtes dans le reste du monde. Quand les peuples sont assez éclairés et assez malheureux pour vouloir être libres, ils le sont. Les tyrans tombent d'eux-mêmes, quand ils sont mûrs. L'heureuse contagion de nos principes, et le spectacle de notre gloire et de notre bonheur, amèneront insensiblement cette époque ; et alors l'Allemagne n'aura pas plus besoin de nos armes, pour secouer le joug du despotisme, que nous n'avons eu besoin du secours de l'Allemagne pour renverser la Bastille et conquérir une constitution. Mais, quoi que nous fassions,

si notre gouvernement n'a point changé de système et de principes, ou si nous n'avons pas assez d'énergie pour forcer notre gouvernement à respecter les droits de la nation, la guerre et la paix nous conduisent également à la servitude.

Que nous reste-t-il donc à faire dans ces momens décisifs, pour le salut de l'état et de la liberté ? Préparons-nous à la guerre ; veillons sur nos ennemis intérieurs, et surtout éclairons l'opinion publique qui seule fait la destinée des peuples et des gouvernemens, qui règne sur les despotes eux-mêmes, et qui les anéantit, lorsqu'ils n'ont point fait alliance avec elle. Après avoir combattu le despotisme, déclarons la guerre à toutes les factions. Prévenons ce système de désorganisation et de troubles, qui est la dernière ressource des ennemis de la liberté. Raillons-nous sous l'étendard de la constitution, la constitution, qu'ils n'invoquaient jadis que pour l'anéantir. Ne soyons pas trop blessés de ses vices, et croyons qu'elle a un assez grand prix, puisque le but des ennemis de la liberté est de la détruire. Songeons qu'elle a, en elle-même, le principe immortel de sa perfection. Ses vices appartiennent aux hommes, ses bases sont l'ouvrage du ciel. Réconcilions, avec la liberté, tous les hommes honnêtes, mais faibles ou ignorans, que l'intrigue ou la calomnie en ont éloignés. Forçons-les à connaître et à chérir le véritable patriotisme.

Le patriotisme n'est ni inconséquent, ni léger, ni turbulent, comme les enfans des préjugés et des passions ; il est doux, fier, calme, intrépide, comme la raison et comme la vérité dont il tire son origine. Le patriotisme n'est que la vertu dans tout son éclat, et la nature humaine dans

toute sa dignité. Il paraît exagéré, mais seulement aux hommes lâches et dégradés; à peu près comme la fleur des champs paraît un colosse monstrueux à l'insecte qui rampe à ses pieds, ou comme la lumière semble trop vive aux yeux des oiseaux de la nuit. Le patriotisme ne court point après les frivoles distinctions et les honneurs créés par l'orgueil ou par les préjugés. Il peut aimer la gloire, mais il ne la courtise jamais avec inquiétude; il compte trop sur elle pour en être jaloux. S'il accepte les charges publiques sans répugnance, ce n'est que dans les temps où Phocion boit la ciguë, où Caton, dans la tribune du peuple romain, est assailli par les pierres de Claudius, où les Graches expirent sous le poignard des patriciens. Jamais il n'habita un seul instant dans une âme où fut conçu un sentiment vil, où fut formée la pensée d'une action lâche ou injuste. Il est au-dessus de tous les succès comme de tous les revers. Si la liberté triomphe, il s'occupe, non de sa gloire, mais des moyens d'accroître le bonheur de son pays, si elle succombe, il cherche quel dernier service son désespoir peut lui rendre encore. S'il ne peut lui être utile, il perce lui-même son sein généreux, plutôt que de voir le visage odieux du tyran. Alors même, il ne blasphème point contre la vertu : le héros de la liberté expirant, et plus grand, plus heureux que le tyran élevé sur un char de triomphe; sa mémoire sera respectable et chère à la dernière postérité; le lieu où reposera sa cendre sera un temple sacré pour tous les hommes qui naîtront après lui; et, s'il existe quelque chose après la vie, si l'éternel auteur de la nature, dont l'idée éleva et consola les âmes de tous ses pareils, au milieu des plus redoutables

épreuves, n'est point une douce illusion, il ne sera point étranger à ce grand être qui mit dans son sein cette force divine et cette flamme céleste qui l'animait. Citoyens, qui osez vous dire les défenseurs de la liberté, c'est à vous de justifier ce titre auguste. Réalisez le vœu de Platon, lorsqu'il s'écriait : « Oh ! si la vertu pouvait se montrer toute nue aux regards des mortels, de quel brûlant amour elle embrâserait tous les cœurs ! » C'est à vous de la faire briller aux yeux de tous vos concitoyens dans tout son éclat et dans toute sa majesté ; faites retentir, dans tous les cœurs, sa voix puissante et irrésistible. Pour relever l'éclat de ses charmes, placez, s'il le faut, à côté d'elle, le spectre hideux de l'hypocrisie, le squelette dégoûtant de l'envie, la horde impure de tous les vices, et surtout la tyrannie entourée de victimes, toujours abreuvée et toujours altérée de sang humain. Citoyens, voilà les armes invincibles avec lesquelles vous devez les combattre ; voilà la véritable puissance dont vous êtes investis. Français, si vous versez des larmes au récit des actions vertueuses, si vous frémissez au nom des tyrans, aux cris de leurs victimes ; si vous regardez comme une injure personnelle, tout acte d'oppression exercée contre vos semblables, vous êtes libres. Non, Français, vous n'êtes point corrompus ; ne croyez point à ceux qui vous adressent cette injure, pour vous forcer à la mériter ; ne regardez point leurs mœurs, ne regardez point les intrigans qui paraissent, dans les révolutions, comme l'écume s'élève sur la surface d'une liqueur, qui fermente : regardez le peuple, comptez tous les traits héroïques que la révolution a produits, et croyez à la vertu. Amis de la constitution , répandez ces saintes

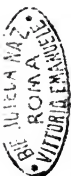
maximes, et montrez-en le modèle ; c'est ainsi que vous graverez la liberté, non sur nos murailles, et sur de froids monumens, mais dans tous les cœurs ; c'est ainsi que vous l'affermirez sur ses véritables bases, les mœurs, l'amour de la patrie et de l'humanité.

AUX FÉDÉRÉS.

Depuis que la Bastille avait croulé sous la main toute-puissante du peuple, on célébrait chaque année cet événement mémorable par une fédération au Champ de Mars. De tous les départemens arrivaient des députés qui venaient jurer sur l'autel de la patrie obéissance à la Constitution. C'est aux Fédérés du 14 juillet 1792 que Robespierre adressa ces mots :

Salut aux défenseurs de la liberté ; salut aux généreux Marseillais, qui ont donné le signal de la sainte fédération qui les réunit ; salut aux Français des quatre vingt-trois départemens, dignes émules de leur courage et de leur civisme ; salut à la patrie, puissante, invincible, qui rassemble, autour d'elle, l'élite de ses innombrables enfans, armés pour sa défense. Que nos maisons soient ouvertes à nos frères, comme nos cœurs ; volons dans leurs bras ; et que les douces étreintes d'une sainte amitié annoncent aux tyrans, que nous ne souffrirons jamais d'autres chaînes.

Citoyens, êtes-vous accourus à une vaine cérémonie ? N'avez vous quitté vos foyers et vos travaux, que pour



venir répéter encore de froides formules de sermens, garans trop superflus du civisme éprouvé? Ce sont les cris du patriotisme opprimé; c'est la voix de la patrie en danger, qui vous a appelés. Ces dangers sont-ils passés? Ils sont plus grands que jamais. Au dehors, les tyrans rassemblent contre nous des armées nouvelles : au dedans, d'autres tyrans nous trahissent. Les ennemis qui nous guident, respectent le domaine du despote autrichien, autant qu'ils prodiguent le plus pur sang des Français. Ils n'ont pris quelques villes belgiques, que pour les abandonner; ils n'ont fait briller l'image de la liberté, aux yeux d'un peuple malheureux qui se jetait dans nos bras, que pour le replonger dans une servitude plus affreuse. Ils ont commis le plus grand de tous les crimes qui ait jamais souillé l'histoire des nations barbares; ils ont lâchement livré aux flammes les propriétés et les maisons de nos infortunés alliés, au nom de ce même peuple qui venait briser leurs fers. Ils leur ont laissé, en partant, pour gage de la protection française, la misère, la mort et la vengeance de leurs tyrans, irrités par les preuves d'affection qu'ils nous avaient données; et ils demeurent impunis! Un autre monstre privilégié est venu, au sein de l'Assemblée nationale, insulter à la nation, menacer le patriotisme, fouler aux pieds la liberté, au nom de l'armée qu'il divise et qu'il s'efforce de corrompre, et il demeure impuni! L'Assemblée nationale existe-t-elle encore? Elle a outragée, avilie, et elle n'est point vengée.

Les tyrans de la France ont feint de déclarer la guerre à leurs complices et à leurs alliés, pour la faire de concert au peuple français, et les traitres demeurent impunis!

Trahir et conspirer semblent un droit consacré par la tolérance ou par l'approbation de ceux qui nous gouvernent : réclamer la sévérité des lois, est presque un crime pour les bons citoyens. Une multitude de fonctionnaires, que la révolution a créés, égalent ceux que le despotisme avait enfantés, en tyrannie et en mépris pour les hommes, et le surpassent en perfidie. Des hommes, qu'on nomme les mandataires du peuple, ns sont occupés que de l'avilir et de l'égorger. La plus belle de toutes les révolutions dégénère, chaque jour, en un honteux système de machiavélisme et d'hpocrisie, où les lois ne sont entre les mains d'un gouvernement déloyal, que des moyens d'opprimer les faibles et de protéger les hommes puissans ; les droits de l'humanité, l'objet d'un exécration trafic ; la fortune publique, la proie de quelques brigands ; où tous les vices calomnient toutes les vertus, et changent le règne de la liberté en une longue et cruelle proscription exercée, au nom de l'ordre public, contre *les honnêtes gens* qui ont de la probité et du courage, par *les honnêtes gens* qui n'ont que de l'or, des vices et de l'autorité.

Tant d'attentats ont enfin réveillé la nation, et vous êtes accourus. Mais, à l'approche des hommes libres, le despotisme a tremblé, et il s'est hâté de recouvrir son visage hideux, de ce masque grossier du patriotisme qu'il avait déposé. A l'aspect du lion, les animaux lâches et féroces se couchent, et demeurent immobiles ; ils attendent qu'il ait passé ou qu'il se soit rendormi, pour recommencer leurs ravages, ou même pour l'enchaîner. On a vu Polyphème essayer de contrefaire le souris de Circé, pour attirer, sous sa dent meurtrière, les victimes qu'il voulait dévorer.

Ainsi, ceux qui ont mis tout en œuvre pour arrêter votre marche ; ceux qui vous auraient fait égorger, s'ils l'avaient osé, vont se présenter à vous, avec un air caressant. L'aristocratie et l'incivisme veulent, dit-on, offrir la table de l'hospitalité et le baiser fraternel au patriotisme et à la liberté. Que l'honneur d'accueillir la vertu soit réservé à la vertu seule. Fuyez leurs perfides caresses, fuyez les tables opulentes où l'on boit, dans des coupes d'or, le poison du modérantisme et l'oubli des devoirs les plus saints.

Il est des hommes stupides et frivoles à qui un seul mot de patriotisme, prononcé par la bouche de l'idole, fait oublier cent parjures et mille attentats contre la patrie ; il est des âmes faibles et lâches qui, sur les gages les plus trompeurs, sont toujours prêtes à reprendre la sérénité de l'espérance et l'apathie de la confiance, pour s'épargner le tourment de croire aux dangers, et la peine de lutter contre les ennemis de la patrie ; il est des esclaves qui, cent fois outragés, battus par leurs maîtres, tombent à ses pieds, et pleurent de tendresse, toutes les fois qu'il daigne abaisser sur eux un regard moins irrité, qui lui font un mérite extraordinaire de ce qu'il y a eu un instant, où on ne l'a point vu, la verge à la main. Pour vous, vous vous montrerez toujours dignes de la cause que vous défendez, et de la mission auguste que vous venez de remplir. Vous releverez les fronts de ces esclaves attachés à la terre ; vous leur donnerez une âme, s'il est possible, et vous leur apprendrez quelle est l'attitude des hommes libres vis-à-vis des oppresseurs du peuple.

La tyrannie elle-même prétendra vous le disputer en amour de la liberté, en dévouement à la cause publique ;

elle se mettra à votre tête ; elle voudra guider et presque exciter votre zèle. Elle ne dédaignera pas de vous sourire ; mais, dans son sourire perfide et cruel, vous démêlerez et tous les crimes qu'elle a déjà commis, et tous ceux qu'elle médite encore.

Généreux citoyens, dernier espoir de la patrie, c'est à vous qu'il appartient de les prévenir. Vous n'êtes point venus pour donner un vain spectacle à la capitale et à la France.... Votre mission est de sauver l'état. Assurons enfin le maintien de la constitution qui prodigue à la cour la substance du peuple, qui remet entre les mains du roi des trésors immenses et un énorme pouvoir ! mais principalement, et avant tout, de celles qui garantit la souveraineté et les droits de la nation. Demandons la fidèle exécution des lois, non pas de celles qui ne savent que protéger les grands scélérats, et assassiner le peuple dans les formes ; mais de celles qui protègent la liberté et le patriotisme contre le machiavélisme et contre la tyrannie.

L'heure fatale sonne.... marchons au champ de la fédération. Voilà l'autel de la patrie ; voici le lieu où jadis les Français resserrèrent les liens de leur association politique. Reviennent-ils encenser de fausses divinités ? De méprisables idoles viendront-elles encore se placer entre vous et la liberté, pour usurper le culte qui lui est dû ? Déjà l'opinion publique a replongé dans le néant, ce héros ridicule, dont les basses intrigues égarèrent les sentimens civiques de nos frères, et dégradèrent le caractère national. De tout ce bizarre échafaudage d'une réputation usurpée, il ne reste que le nom d'un traître. Ne prétons serment qu'à la patrie et à nous-mêmes, entre les mains du roi immor-

tel de la nature, qui nous fit pour la liberté, et qui punit les oppresseurs. Ici tout nous rappelle et les premiers parjures et tous les crimes des nôtres. Ici même, sur cet autel, nos pieds ne peuvent fouler un endroit qui ne soit souillé du sang innocent qu'ils ont versé. Ici des honneurs coupables furent rendus aux assassins du peuple. Il semble qu'un crêpe funèbre couvre encore cet autel et ce champ de la mort. Qu'il soit purifié; qu'il devienne le domaine de la liberté. Ecoutez les cris plaintifs de nos citoyens massacrés; voyez la patrie ensanglantée qui se présente devant vous. Contemplez les flammes de Courtrai, qui appellent tous les peuples à la vengeance; voyez l'humanité abattue sous le joug de quelques tyrans méprisables; et que ce spectacle vous inspire de grandes pensées. Ne sortez point de cette enceinte, sans avoir décidé dans vos cœurs le salut de la France et de l'espèce humaine.

Citoyens, la patrie est en danger; la patrie est trahie; on combat pour la liberté du monde; les destinées de la génération présente et des races futures sont entre vos mains : voilà la règle de vos devoirs, voilà la mesure de votre sagesse et de votre courage.

SUR L'ARRÊTÉ DU DIRECTOIRE,

**QUI SUSPEND LE MAIRE ET LE PROCUREUR DE LA COMMUNE
DE PARIS.**

Ces deux magistrats furent suspendus pour n'avoir pas voulu suivre aveuglément les volontés du pouvoir exécutif et faire massacrer le peuple. Le directoire du département de Paris, qui était servilement dévoué à la cour, voulut

lui donner une preuve de plus de son dévouement et de son servilisme, en sévissant contre deux magistrats qui avaient encouru sa disgrâce en épargnant le peuple. Voici comment Robespierre s'exprime à ce sujet :

Le maire et le procureur de la commune de Paris sont suspendus de leurs fonctions. Si on cherche à deviner le délit qui a provoqué ce jugement sévère du directoire, il est difficile d'en trouver un autre que celui de n'avoir point proclamé la loi martiale contre le peuple de Paris, dans la journée du 20 juin. Un peuple libre, une loi de sang inventée pour assassiner solennellement une multitude de citoyens sans défense, à coups de fusil ou de canon ; des magistrats créés par le peuple et altérés de sang, qui mettent au rang de leurs devoirs celui de le répandre ; qui décernent des couronnes civiques à ceux qui l'ont fait couler, et lancent des anathèmes contre ceux qui l'ont épargné : voilà, sans doute, les plus étranges contrastes que l'ordre social puisse offrir ; voilà du moins des institutions et des mœurs plus dignes des canibales, que des Français, vivant sous l'ère de la liberté naissante.

On a prétendu que le directoire n'avait suspendu de leurs fonctions, le maire et le procureur de la commune, que pour offrir au roi un moyen de se populariser, en cassant cet arrêté. Si telle a été leur intention, il sera difficile de la réaliser ; car il résulte de la déclaration faite à l'Assemblée nationale, le 9 de ce mois, par le secrétaire du département, mandé à la barre, que cet arrêté n'existe pas. Il paraît, par la lettre du procureur syndic, et par ce qui a été dit à l'Assemblée, que l'usage des administrateurs du directoire était de rédiger leurs arrêtés sur des feuilles volantes, et

de les signer ou de les enregistrer ensuite, lorsqu'ils le jugeaient à propos. Il paraît que celui qui suspend le maire et le procureur de la commune, n'était point sur les registres, ni même signé. En effet, est-ce que les actes de l'administration supérieure doivent être en règle? Est-ce que les magistrats sont faits pour respecter les lois? Ils ont osé le signer! L'arrêté n'existe pas, et cependant il est exécuté; il y a ici un effet sans cause, et cet effet est la proscription arbitraire de deux magistrats du peuple. L'arrêté existe pour la destitution du maire et du procureur de la commune, et il n'existe pas pour la responsabilité de ceux qui l'ont porté. Semblables aux décrets de la providence, les arrêtés du directoire sont tracés par une main invisible.

On a essayé de la découvrir; on a dénoncé un étrange abus introduit dans ce corps administratif; on a vu que l'usage des arrêtés fugitifs et sans signature, ne remontait qu'au 5 juin; on a cru pouvoir conclure que, depuis cette époque, la politique du département avait aperçu des raisons plus prochaines de donner aux actes de l'administration, cette étrange conformité avec les feuilles de la Sybille..... Voilà donc *les honnêtes gens*! Voilà les religieux adorateurs des lois! les apôtres ardents de l'ordre et de la paix! Voilà les calomnieurs éternels du peuple et les détracteurs infatigables de tous les bons citoyens!

SUR LA FEDERATION DE 1792.

Les fédérés de 1792 ne se bornèrent pas à jurer obéissance à la constitution, ils dénoncèrent à l'Assemblée nationale les trahisons et les perfidies de la cour. Robespierre les encouragea et les exhorta à persévérer dans leur patriotiques sentimens, dans leur courageuse conduite. Il leur donna de sages conseils sur la marche qu'ils devaient suivre pour éviter les pièges qui leur étaient tendus par l'aristocratie et pour affranchir la France du joug qui pesait sur elle.

La fédération de 1790 avait été provoquée par l'Assemblée nationale constituante, au sein de la paix, pour jurer d'avance de maintenir la constitution qui n'était que commencée.

Celle de 1792 s'est formée dans la plus grande crise de l'état, pour soutenir la constitution chancelante et défendre la liberté menacée.

La fédération de 1790 fut l'ouvrage d'une politique artificieuse qui, sous le prétexte d'affermir la révolution, cherchait à la faire rétrograder, et à altérer l'esprit public naissant.

Elle ne présenta aux yeux des amis éclairés de la patrie, qu'une multitude ignorante et idolâtre, partageant ses hommages entre une cour parjure et un vil intrigant, que la plus extravagante adulation transformait en héros. Cette grande cérémonie ne servit qu'à avilir et à tromper la nation.

La fédération de 1792 semble n'avoir rassemblé que

des hommes libres, appelés par les dangers de la patrie, plutôt que par le décret qu'ils avait devancé. Ils ont foulé aux pieds les idoles que leurs devanciers avaient encensées. Ils ont voué au mépris public le même homme que les premiers fédérés avaient adoré. Leurs hommages et leurs sermens ne se sont adressés qu'à la patrie et à la liberté ; et si le nom de deux magistrats du peuple furent mêlés à leurs civiques acclamations, c'était au moins un hommage rendu au patriotisme persécuté par la tyrannie.

La fédération de 1790 n'était qu'une parade militaire tristement ordonnée par l'autorité publique, étrangère au peuple, que l'on cherchait à distinguer de la garde nationale.

Celle de 1792 offrait le spectacle touchant de l'union de tous les citoyens ; les piques mêlées aux fusils, et les uniformes aux habits grossiers des laboureurs et des artisans ; les images de la liberté portées en triomphe ; la joie franche et naïve du peuple ; tout, jusqu'au désordre intéressant qui régnait dans cette fête nationale, annonçait que le génie de la liberté l'avait préparée.

Peut-être cette réunion de tant de citoyens courageux est-elle le dernier espoir qui reste à la patrie, dans les périls imminens qui l'environnent. Aussi, tous les ennemis du bien public ont-ils mis tout en œuvre pour la traverser. Le ministre de l'intérieur a osé calomnier le peuple français dans leurs personnes, par des proclamations et par des missives dignes de la tyrannie qui les a dictées : Des directeurs, émules de son civisme, ont abusé de leur autorité, pour les désarmer, pour les arrêter ; des bruits allarmans, des libelles infames étaient répandus sur toute la route,

pour détourner les députés fédérés de se rendre à Paris. Et, dans cette ville même, la cour et l'aristocratie n'ont rien oublié pour les rebuter, et pour les forcer à fuir promptement la capitale.

Ils y sont arrivés au moment de la plus horrible conspiration, prête d'éclater contre la patrie. Ils peuvent la déconcerter, Pour remplir cette tâche, ce ne sera ni le courage, ni l'amour de la patrie qui leur manquera : mais il leur faudra encore toute la sagesse et toute la circonspection nécessaire pour choisir les véritables moyens de sauver la liberté, et pour éviter tous les pièges que les perfides ennemis du peuple ne cesseront de tendre à leur franchise.

Les émissaires et les complices de la cour mettront tout en œuvre pour provoquer leur impatience, et pour les porter à des partis extrêmes et précipités. Qu'ils se conduisent avec autant de prudence que d'énergie ; qu'ils commencent par connaître les ressorts des intrigues qui causent tous nos maux, et les véritables ennemis de la liberté ; qu'ils s'instruisent eux-mêmes pour éclairer leurs commettans ; qu'ils ménagent l'opinion des faibles, en éveillant le patriotisme ; qu'ils s'arment de la constitution même pour sauver la liberté ; Que leurs mesures soient sages, progressives et courageuses. Ce serait une absurdité de croire que la constitution ne donne pas à l'Assemblée nationale les moyens de la défendre, lorsqu'il est évident que l'Assemblée nationale est loin d'employer toutes les ressources que la constitution lui présente ; il serait souverainement impolitique de commencer par demander plus que la constitution, lorsqu'on ne peut pas obtenir la cons-

titution elle-même ; il serait plus impolitique encore de vouloir réclamer, par des moyens en apparence inconstitutionnels, ce qu'on a le droit d'exiger, en vertu du texte formel de la constitution. En suivant ce principe, on rallie les esprits timides et ignorans, on impose silence à la calomnie, et on dévoile toute la turpitude des mandataires coupables qui ne cessent d'invoquer les lois en les foulant aux pieds.

Pourquoi laisserais-je croire qu'il faut s'élever à ces mesures extraordinaires que le salut public autorise pour demander la punition d'une cour conspiratrice, des généraux traîtres et rebelles, la destitution de directoires contre-révolutionnaires, l'exécution de toutes les lois qui doivent protéger la liberté publique individuelle, lorsque ce ne sont-là que les devoirs les plus rigoureux que la constitution impose à nos représentans ? Et s'ils les négligent, pourquoi nous accuseraient-ils de violer les lois, quand nous les réclamons ?

Citoyens fédérés, ne combattez nos ennemis communs, qu'avec le glaive des lois. Présentez légalement, à l'Assemblée législative, le vœu du peuple de vos départemens et les alarmes de la patrie en péril. Développez, avec énergie, toutes les atteintes portées jusqu'ici à la constitution, tous les crimes commis contre la liberté par ses ennemis hypocrites et par ses ennemis déclarés. Dénoncez à vos concitoyens les trahisons et les traîtres ; développez à leurs yeux le fatal tissu de ces abominables intrigues qui, depuis si long-temps, livrent la nation à ses anciens oppresseurs et à des tyrans nouveaux ; de ces intrigues, dont Paris est le centre, et que l'on soupçonne à peine dans nos départe-

mens. Constatez d'abord que ceux, à qui les rênes du gouvernement ont été confiées, ne veulent point absolument sauver l'état, ni maintenir la constitution, afin que la nation, éclairée sur l'étendue et sur les véritables causes de ses dangers, puisse pourvoir elle-même à son propre salut, et que la première invasion des ennemis extérieurs, que le premier attentat des ennemis intérieurs soient le signal qui l'avertisse de se lever toute entière.

Braves et généreux citoyens, voilà la seule marche que vous devez suivre. Votre seule présence à Paris donnera de grands avantages à la cause publique. Votre union avec les patriotes que cette ville renferme dans son sein, déconcertera les complots sans cesse renaissans, dont elle est le foyer ; elle rendra impuissante cette armée de satellites et d'assassins, que le despotisme et les cours étrangères y rassemblent. Elle ranimera l'esprit public, encouragera le patriotisme, abaissera l'audace de l'aristocratie. Votre correspondance, avec vos compatriotes, liera les provinces à Paris, pour opposer une résistance commune et simultanée aux derniers attentats que nos ennemis se préparent à exécuter contre la sûreté et contre la liberté de la France.

Ce n'est que par cette marche sage et ferme, que vous pouvez sauver votre pays. L'impatience et l'indignation peuvent conseiller des mesures plus promptes et plus vigoureuses en apparence ; le salut public et les droits du peuple peuvent les légitimer : mais celles-là seules sont avouées par la saine politique, et adaptées aux circonstances où nous sommes. Il ne faut pas toujours faire tout ce qui est légitime. Sans doute, un peuple si lâchement op-

primé, si indignement trahi, peut avoir des droits bien étendus; mais ce n'est point la vengeance qu'il faut chercher, c'est le salut public.

Ce n'est point à la tête de tel ou tel individu qu'est attachée la destinée de l'empire; c'est à la nature du gouvernement; c'est à la bonté des institutions politiques. Dans un vaste état, au sein des factions, les malheurs publics ne disparaissent point avec quelques individus malfaisans; et la tyrannie ne tombe point avec les tyrans. Les mouvemens partiels et violens ne sont souvent que des crises mortelles. Avant de se mettre en route, il faut connaître le terme où l'on veut arriver, et les chemins où l'on doit marcher. Il faut un plan et des chefs, pour exécuter une grande entreprise. Les seules agitations, qui puissent délivrer un peuple du joug qui l'opprime, sont celles qu'amènent généralement et insensiblement la lassitude de l'oppression, le sentiment du malheur commun et la connaissance des causes qui le produisent.

J'ai toujours vu ces maximes diriger la conduite des généreux citoyens qui se dévouent à la défense de la liberté; mais quelquefois aussi, des émissaires de nos ennemis se mêlent parmi eux, pour emporter, hors des règles de la sainte politique, le patriotisme ardent et inexpérimenté. Alors, si l'on consulte plus ce qui est juste en soi que ce qui est utile dans les circonstances données, en croyant servir la chose publique, on ne sert que les intérêts d'une faction et la cause même du despotisme. L'un des artifices les plus familiers à nos tyrans hypocrites, est de chercher à exciter des mouvemens inutiles ou mal combinés pour calomnier le civisme, et pour égorger

le peuple : ils se servent de ses vertus réelles pour lui donner des torts apparens ; et, comme ils en sont les juges, ils les punissent de leur propre perversité. Ils s'écrient ensuite les premiers que le peuple est le jouet des intrigans, et le dégoûtent presque de la défense de ses droits.

Telle est la bizarre et malheureuse situation où ils nous ont conduits à force de machiavélisme et de perfidie ! Ils sévissent impitoyablement contre les indiscretions des patriotes outragés, et ferment les yeux sur les plus grands attentats de leurs complices. La même loi qui, entre leurs mains, sert d'égide à tous les crimes, est un instrument de proscription contre les meilleurs citoyens : genre d'oppression d'autant plus redoutable, qu'ils conspirent toujours dans les ténèbres ; et que le peuple délibère tout haut et au grand jour, sur les moyens de réclamer contre leur tyrannie. Tandis que les honnêtes gens combattent pour la liberté, sans système, comme sans concert, avec les seules armes de la justice et de la conviction, les méchans se réunissent pour l'accabler de tout le poids des moyens pécuniaires, de toute la puissance de la calomnie, de toutes les forces de l'intrigue et de l'autorité. Aussi, le mandataire corrompu, qui trahit et qui assassine le peuple avec adresse et même avec impudence, est toujours innocent ; tandis que le peuple qui se livre à un mouvement d'indignation, ou qui se permet seulement une plainte trop vive, est traité comme criminel.

Mais ils font plus, ils le persécutent souvent pour des faits qui lui sont absolument étrangers, et qui ne sont que leurs propres œuvres. C'est un art connu des tyrans, comme l'a observé Jean-Jacques Rousseau, de mêler aux

Assemblées des citoyens quelques-uns des leurs, qui préfèrent des discours insensés, ou commentent des actes criminels pour les imputer à l'Assemblée entière, pour flétrir les démarches les plus louables en elles-mêmes et présenter toujours le peuple comme un ramas de brigands séditionnels.

J'en ai vu moi-même de sinistres exemples dans cette révolution qui, plus qu'une autre, a montré la vertu du peuple et la scélératesse de ses oppresseurs. Et si je connaissais quelque part un tribunal assez juste pour condamner un grand coupable, je lui dénoncerais celui qui fit pendre un boulanger pour obtenir la loi du sang qui a déjà immolé tant de citoyens vertueux ; celui qui, pour justifier le massacre du Champ-de-Mars, fit pendre, le matin, deux inconnus ; celui qui, après avoir cherché en vain à déshonorer la journée du 20 juin, par quelques actes indignes du peuple, n'en calomnia pas moins impudemment le peuple comme s'il les avait commis ; ceux qui, au moment où j'écris, préparent peut-être encore des scènes sinistres, pour pallier leurs exécrables projets.....

Généreux défenseurs de la liberté, vous avez apporté des âmes franches et simples dans le séjour de l'intrigue et de la corruption. Les hommes les plus pervers de l'Europe, rassemblés aujourd'hui dans cette ville, vous entourent et vous observent. Le crime, l'ambition veillent autour de vous pour vous tromper et pour perdre en vous, s'il était possible, le plus précieux espoir de la liberté. Les calomnies qui vous ont précédé vous présagent les nouveaux forfaits qu'ils peuvent commettre pour vous calomnier encore. Veillez sur tous ceux qui approchent de vous. Des ambi-

tieux hypocrites détestent votre présence seule ; ils sont disposés à punir en vous l'usage même du droit qui vous appartient, de réclamer l'autorité des lois violées, et les principes de la liberté méconnus. Ils voudront détourner l'attention publique de leurs forfaits en vous donnant des torts..... Fuyez les pièges qu'ils vous tendront ; ne compromettez pas le sort de la patrie par une précipitation téméraire, ni par un zèle indiscret. Soyez calmes et réfléchis autant que fermes et courageux. Laissez-les quelque temps encore s'enlacer dans leurs propres intrigues ; attendez le moment favorable que doit amener l'usage des ressources que nous avons indiquées, et que doivent hâter les attentats prochains des ennemis de la liberté. Le salut de la patrie et le bonheur de l'humanité sont à ce prix.

DÉCRET

SUR LA REBELLION DE LA FAYETTE.

Robespierre exprime dans cet article toute son indignation pour le scandale donné à la nation par le corps-législatif. La Fayette, traduit à la barre de l'Assemblée nationale, comme rebelle, avait été absous, par l'ajournement de sa cause, grâce aux efforts des nombreux amis qu'il avait dans le sein du corps-législatif.

Après deux mois de délai, après une discussion de plusieurs séances, après deux ou trois rapports, après beaucoup

de discours lumineux et de panégyriques impertinens du héros de l'Oeil-de-Bœuf, les représentans de la nation viennent d'ajourner le jugement de la cause de M. La Fayette.

Il était bien convaincu de conspiration contre la liberté publique, de sédition et de désertion ; mais il fallait savoir s'il était vrai que M. Luckner avait dit qu'un certain M. Puzi lui avait conseillé, de la part de M. La Fayette, de marcher sur Paris. Dix témoins attestaient ces faits ; mais il fallait consulter M. Luckner lui-même, et l'Assemblée nationale décrète qu'il sera sursis au décret que la nation sollicitait, jusqu'à ce que M. Luckner se soit expliqué sur ce point.

Luckner, qui écrit à l'Assemblée nationale et au roi des lettres qu'il ne sait pas lire, Luckner, que l'on représente environné d'intrigans, complices de La Fayette, qui dirigent tous ses mouvemens, Luckner, dont on attribue toutes les erreurs et toutes les contradictions à une profonde ignorance de la politique et de la langue française, est, en quelque sorte, constitué juge de ce grand procès, et sa réponse va décider du sort de M. La Fayette et du maintien de la constitution, en supposant toutefois que cette affaire doive encore être reportée à la délibération de l'Assemblée nationale.

En attendant, La Fayette va rester à la tête de l'armée, dont il a jusqu'ici enchaîné le courage, qu'il a affaibli par des fatigues extraordinaires, par la perte des plus zélés patriotes, qu'il a livrés aux fers de l'ennemi. Il restera à la tête de cette armée où il a semé la division, dont l'état-major est composé de ses créatures ou de ses complices,

qu'il s'efforce d'attacher à sa fortune et à la cause des ennemis du peuple, par les moyens de séduction les plus dangereux. Il pourra achever, à loisir, son criminel ouvrage, et tramer impunément la ruine de la patrie et de la liberté, et la proscription de tous les bons citoyens. L'Assemblée nationale ajourne la punition des généraux trahîtres et rebelles ; mais les ennemis étrangers qui sont à nos portes, ajournent-ils leurs attaques ? Les ennemis du dedans ajournent-ils leurs conspirations ? La Fayette, lui-même, a-t-il promis une trêve à l'Assemblée nationale et au peuple ?

Tous les bons citoyens se sont accordés à regarder ce décret évasif comme plus funeste et plus indigne de la loyauté du corps législatif, qu'une absolution formelle, que l'opinion publique n'a point permis de prononcer. Tout annonce, en effet, que cette décision est beaucoup plus favorable à La Fayette que l'absolution même. Cette absolution eût été effacée par l'évidence du crime, au lieu qu'en paraissant réduire la question au fait d'une conversation de Luckner, on substituait au véritable procès, un incident interminable qui donnait le change à l'opinion publique, et laissait ralentir la juste indignation que les attentats prouvés du général avait excitée.

Que ne puis-je dérober aux yeux de la postérité cet opprobre de mon pays et ce scandale de l'humanité !

Mais la postérité pourra-t-elle croire que les représentants de 25 millions d'hommes aient pu immoler, à un méprisable intrigant, le salut de leur patrie et la liberté du monde ? Croira-t-elle qu'ils aient pu renoncer aux titres

de législateurs du peuple français, de bienfaiteurs du genre humain, pour devenir les complices et les valets du valet d'un roi? On dit qu'il existe des contrées où les hommes, abrutis par l'esclavage, s'enorgueillissent des insultes de leurs maîtres; mais qui pourrait penser que les dépositaires de la puissance d'un grand peuple descendent à ce degré de bassesse, d'approuver eux-mêmes l'insolence d'un citoyen qui les avilit et qui les menace, de sourire à ses attentats, et de mettre la nation qu'ils représentent, aux pieds du plus vil des courtisans et du plus coupable de tous les rebelles? Sont-ce là les successeurs de ceux qui prêtèrent le serment du Jeu de paume? Sont-ce là les mandataires de ce peuple qui, en 1789, fit rentrer tous ses tyrans dans la poussière? Sont-ce là les dépositaires de la constitution française, et les gardiens de la déclaration des droits de l'homme, qui ont juré eux-mêmes de mourir pour les défendre? Que dis-je? N'est-ce pas dans cette même tribune, où elle fut proclamée, qu'on a vu des représentans du souverain, d'un côté, élever au-dessus de tous les héros de l'antiquité, un général séditionnaire, chargé de la haine et du mépris de leurs commettans; de l'autre, outrager le peuple qu'ils représentent, par les dénominations de brigands et de scélérats; et, dans leur criminel délire, l'appeler une excressence vicieuse, une lèpre honteuse du corps politique (1)? Et le sénat français ne s'est point levé tout entier pour chasser de son sein ces infâmes conspirateurs; et la foudre n'a pas frappé à l'instant ces vils blas-

(1) Discours de Dumolard, l'un des panégyristes de La Fayette, et l'un des orateurs de la majorité.

phémateurs? Hélas! on ne se souvient de la déclaration des droits, que pour la faire oublier; de la révolution, que pour en effacer les traces; du peuple, que pour l'anéantir, que pour le punir d'avoir secoué un moment le joug du despotisme. Tous les suppôts de l'ancien régime, tous les fripons du nouveau, que l'intrigue a élevés aux emplois publics, tout ce qu'il y a en France d'égoïstes et d'hommes lâches ou corrompus, est ligué contre le peuple, pour le replonger dans le néant, et réduire l'espèce humaine à la condition d'un vil troupeau, pour partager la puissance et la fortune publique avec la cour et les chefs de parti.

Voilà l'objet de la politique actuelle. Voilà le vœu, l'esprit de tous les *honnêtes gens*. Voilà les principes de la plupart des fonctionnaires publics. Si on l'osait, on proposerait des récompenses à quiconque apporterait une tête de *patriote* ou de *sans-culotte* : on se contente, quant à présent, de les calomnier, de les emprisonner arbitrairement; de les livrer en détail au fer des Autrichiens, ou de les fusiller à loisir, légalement, lorsqu'on les trouve réunis sans armes, dans une plaine, à peu près comme on tire sur un troupeau de bêtes fauves. Souvent on les attire dans le piège pour les égorger. Voulez-vous être un héros, ou même un demi-dieu, faites déployer contre le peuple l'étendard de la mort. Voulez-vous échapper à la proscription? Gardez-vous d'aimer le peuple ou d'en être aimé. Savez-vous quels sont les bons citoyens? Ce sont les écrivains qui, pour de l'argent, outragent tous les jours tous les défenseurs de la liberté, et s'efforcent de prouver, à la France entière, que le peuple français n'est composé que de bandits et de factieux; ce sont les administrateurs qui servent la

cour en trahissant la nation ; ce sont les juges qui trouvent toujours un crime où ils aperçoivent la pauvreté ou le patriotisme, et l'innocence où est la richesse et l'aristocratie. Savez-vous quels sont les scélérats ? Ce sont les citoyens qui ont une âme et des principes, qui croient à la constitution, à la justice, aux droits de l'humanité. Voilà pourquoi *les honnêtes gens* aujourd'hui sont si grands fripons ; voilà pourquoi les défenseurs de la propriété sont si habiles à s'approprier les deniers publics, et les amis des lois si audacieux à les enfreindre ; enfin, les hommes sages et modérés, si absurdes et si barbares. Voilà pourquoi aussi on voit tant de brigands généreux, et tant de factieux passionnés pour le bien public.

Montesquieu a dit, que la vertu était le principe du gouvernement républicain, l'honneur celui de la monarchie, la terreur celui du despotisme. Il faudrait aussi imaginer un principe nouveau, pour le nouvel ordre des choses que nous voyons parmi nous. On serait tenté de croire que ce principe est la calomnie, la perfidie, la corruption. Quelle multitude de grands hommes d'état il a déjà produits ! Eh ! qui pourrait contester ce titre à ceux qui, depuis trois ans, ont trouvé, dans la constitution et dans la déclaration des droits, tous les moyens nécessaires pour ressusciter le despotisme et l'aristocratie, à ceux qui ont toujours foulé aux pieds les lois, sans jamais les violer ; opprimé et trahi le peuple, sans cesser de respecter la nation ; à ceux qui ont dilapidé la fortune publique, sans cesser d'être purs et désintéressés. Ah ! comment refuser son hommage au génie de ces grands politiques qui, en répandant, sur toute la surface de l'empire, des libelles

payés du trésor du peuple, et en violant le secret de la poste, pour intercepter les écrits utiles, et même la correspondance des patriotes, ont pu changer la vérité en mensonge, la sagesse en folie, la vertu en crime !

Comment ne pas admirer l'habileté de ces hommes qui, depuis l'origine de la révolution, ont si bien fait, que nul des innombrables honnêtes gens qui ont conspiré contre la patrie, n'a encore été puni, et que le sang de quarante mille patriotes a déjà coulé, soit à l'ombre du drapeau rouge, soit sous le glaive des tribunaux aristocratiques, soit sous le fer des Autrichiens ? Quels hommes d'état, que ceux qui ont presque ramené l'estime au crime et à l'opulence, et accablé l'indigence et la vertu sous le poids du mépris et de l'oppression ! Quels hommes d'état, que ceux qui ont armé contre nous les despotes et qui nous ont inspiré la résolution de leur confier le soin de notre défense ; qui ont fait proscrire nos soldats fidèles, et couronner nos officiers parjures, qui sont nos ennemis, nos assassins, et qui se sont fait nommer nos chefs ; qui nous ont trahis, et qui nous ont fait décréter que c'était un crime de croire à la trahison ; qui se sont fait donner le droit de faire des réglemens pour l'armée, et le pouvoir arbitraire de vie et de mort, afin que personne n'osât les en accuser, ni leur refuser une obéissance passive, contre le salut public et contre la liberté du peuple !

Quels régénérateurs de la nation ! Quels instituteurs du genre humain, que ceux qui posent en principe qu'un château, qu'une grande propriété territoriale est beaucoup ; mais qu'un homme n'est rien ; que la société humaine doit être uniquement composée de propriétaires, à l'exclusion

des hommes ; qui, pour établir ce système, veulent livrer la patrie aux armées étrangères, et cimenter, du sang de leurs citoyens, ce monstrueux édifice de l'orgueil et de la déraison ! Voilà la sublime philosophie de nos sages ; voilà l'ardent patriotisme de nos honnêtes gens.

Dans une telle société, nous avons eu tort, sans doute, d'accuser La Fayette. C'est M. Dumolard, c'est M. Ramond, c'est M. Daveyroud, c'est M. Dumas qui a raison ; M. La Fayette est en effet un héros ; il est digne d'être le chef de la république des honnêtes gens. Que veut-il autre chose, en effet, que d'égorger, que d'asservir le peuple, pour fonder l'empire des grands, des riches et de la cour ? Qui pourrait être assez pervers, ou assez factieux, pour traverser un si noble dessein ? Nobles, clergé, rois, sangsues et tyrans du peuple de quelque espèce que vous soyez, prosternez-vous au nom de ce grand homme ; implorez ce nouveau messie, qui doit vous délivrer du joug de la justice et de l'égalité. Ne vous contentez pas de l'absoudre ; décernez-lui des couronnes civiques ou des temples. Partagez vos hommages entre lui et les Autrichiens, et ces despotes secourables qui, pleins du zèle qui l'anime pour la tranquillité et pour le bonheur de la France, veulent concourir avec lui au rétablissement de l'ordre, et à la punition de la faction jacobite. Unissez, dans vos chants de victoire, les noms de François, de Frédéric, de La Fayette ; préparez-vous à danser sur les cendres de votre patrie, et sur les cadavres de vos concitoyens... Et vous, Français, préparez-vous à leur ravir ce triomphe, et à faire rentrer dans la poussière, tous les tyrans et tous les traîtres.

DES MAUX

ET DES RESSOURCES DE L'ÉTAT.

Robespierre énuméra longuement dans l'article suivant les maux de l'état ; il en indiqua la cause ; il dénonça le pouvoir exécutif et le corps législatif comme étant les seuls auteurs de toutes les angoisses de la patrie. Non content de démontrer le mal, il indiqua le remède ; il discuta la déchéance de Louis Capet, et termina en demandant la convocation d'une Convention nationale pour aviser aux moyens de sauver la chose publique. C'est peu de temps après la publication de cet article que s'opéra la révolution du 10 août dont il semblait être le précurseur.

Les grands maux appellent les grands remèdes. Les palliatifs ne font que les rendre incurables. Les maux de la France sont extrêmes. En connaît-on bien les causes ? Personne encore, ce me semble, n'a osé les développer dans toute leur étendue.

Trahi par les dépositaires de son autorité, livré par le gouvernement lui-même aux insultes et au fer des despotes étrangers, avili, opprimé, dépouillé au nom des lois, le peuple français s'agite, avec une douloureuse inquiétude, sans connaître précisément ni la source de ses malheurs, ni les moyens de les terminer. Jouet éternel des intrigans qui l'ont gouverné depuis le commencement de la révolution ; victime de sa propre ignorance, ou de ses propres préjugés, il s'est tour-à-tour alarmé, rassuré sur leur parole ; des actes de patriotisme insignifiants ou perfides lui

ont fait oublier mille attentats funestes contre ses droits. Aujourd'hui même encore, parvenu au dernier période de la longue crise qui le tourmente, il est prêt à se reposer de son propre salut, sur des mesures partielles et insuffisantes, sur des remèdes ou impuissans ou dangereux. Parmi cette multitude de fonctionnaires publics, qui peuplent la France, combien en est-il qui lui montrent la route qu'il doit suivre, qui ne préfèrent point les plus vils intérêts au bonheur de leur pays, et qui ne soient prêts à immoler les droits du peuple à leur orgueil stupide? Ceux qui se disent ses conseillers, ne sont, pour la plupart, que des ignorans que l'on trompe, ou des fourbes qui s'efforcent de prolonger ses erreurs et son sommeil. Ses représentans eux-mêmes; en proclamant les dangers de la patrie, lui en ont dissimulé la cause. Ils ont environné cette déclaration solennelle de dispositions contradictoires, qui en éludaient l'effet, et qui ne tendaient qu'à le retenir dans une funeste inaction et dans une léthargie mortelle. Il y a plus, depuis cette époque, qu'ont-ils fait que l'environner de pièges inextricables? Allons jusqu'à la racine du mal. Beaucoup de gens croient la trouver exclusivement dans ce qu'on appelle *le pouvoir exécutif*; ils demandent ou la déchéance ou la suspension du roi, et pensent qu'à cette disposition seule est attachée la destinée de l'état. Ils sont bien loin d'avoir une idée complète de notre véritable situation.

La principale cause de nos maux est à la fois dans le pouvoir exécutif et dans la législature, dans le pouvoir exécutif qui veut perdre l'état, et dans la législature qui ne peut pas ou qui ne veut pas le sauver. Supposez une législature ferme, pure et éclairée; le pouvoir exécutif

n'aurait jamais la puissance de mettre l'état sur le penchant de sa ruine. Supposez une législature faible ou corrompue ; elle sera elle-même un fléau public, soit qu'elle se ligue avec le chef du pouvoir exécutif, soit qu'elle s'en empare elle-même. La puissance du corps législatif est infiniment plus grande que celle du roi, puisqu'il peut disposer de la force du peuple, et s'environner de l'opinion publique. Le roi a la liste civile et beaucoup de moyens de corruption ; mais cette puissance doit céder, sans doute, à celle dont les députés du peuple sont investis, à moins que leurs propres vices ne la rendent prépondérante, le bonheur de la France était réellement entre les mains de ses représentants. J'ai prouvé, il y a quelques mois, avant la déclaration de la guerre, que la constitution leur suffisait pour prévenir les maux qui menaçaient l'état et la liberté. Il est vrai que j'adressais ce langage à l'Assemblée nationale même, et qu'il supposait une législature dont la majorité fut vouée à la cause du peuple. Elle n'a point prévenu ces maux, et elle a permis que la crise de l'état arrivât au dernier degré. Il faut que l'état soit sauvé, de quelque manière que ce soit ; et il n'y a d'inconstitutionnel que ce qui tend à sa ruine. Il y a plus, il n'y a pas une mesure nécessaire à son salut qui ne soit avouée par le texte même de l'acte constitutionnel. Il suffit de vouloir l'interpréter et le maintenir de bonne foi. Changez, tant qu'il vous plaira, le chef du pouvoir exécutif ; si vous vous bornez là, vous n'aurez rien fait pour la patrie. Il n'y a qu'un peuple esclave, dont les destinées soient attachées à un individu ou à une famille ; la liberté et le bonheur public dépendent de la nature du gouvernement et du résultat des institutions politiques.

La constitution de la royauté étant supposée la même, il n'y a qu'une légère différence entre un roi et un roi. L'homme honnête, mais faible et peu éclairé, l'homme pervers et corrompu, peuvent être rangés sur la même ligne. Ce seront toujours les intrigans, dont il sera entouré, qui, sous son nom, abuseront de ses trésors et de son pouvoir. Il n'y a d'exception à cette règle, tout au plus, que pour ces hommes d'un grand caractère et d'une haute vertu, que l'on ne trouva jamais, ou presque jamais sur un trône. Ces vérités s'appliquent à la constitution française, plus qu'à toute autre forme du gouvernement. Est-ce bien Louis XVI qui règne? Non, aujourd'hui, comme toujours, et plus que jamais, se sont tous les intrigans qui s'emparent de lui tour-à-tour. Dépouillé de la confiance publique, qui seule fait la force des rois, il n'est plus rien par lui-même. La royauté n'est plus aujourd'hui que la proie de tous les ambitieux qui en ont partagé les dépouilles. Vos véritables rois ce sont vos généraux, et peut-être ceux des despotes ligüés contre vous; ce sont tous les fripons coalisés pour asservir le peuple français.

La destitution, la suspension de Louis XVI est donc une mesure insuffisante pour tarir la source de nos maux. Qu'importe que le fantôme appelé roi ait disparu, si le despotisme reste? Louis XVI étant déchu, en quelles mains passera l'autorité royale? Sera-ce dans celle d'un régent, d'un autre roi ou d'un conseil? Qu'aura gagné la liberté si l'intrigue et l'ambition tiennent encore les rênes du gouvernement? Et quel garant aurai-je du contraire, si l'étendue du pouvoir exécutif est toujours la même?

Le pouvoir exécutif sera-t-il exercé par le corps législatif?

Je ne vois, dans cette confusion de tous les pouvoirs, que le plus insupportable de tous les despotismes. Que le despotisme ait une seule tête ou qu'il en ait sept cents, c'est toujours le despotisme. Je ne connais rien d'aussi effrayant que l'idée d'un pouvoir illimité, remis à une Assemblée nombreuse qui est au-dessus des lois, fût-elle une Assemblée de sages ! Cette espèce de translation du pouvoir exécutif des mains de Louis XVI dans celle de la législature, apporterait-elle un changement réel dans la face des affaires ? Vous verriez l'Assemblée nationale toujours mue par la même influence ; vous verriez quelques hommes lui communiquer l'impulsion qu'ils auraient reçue de quelque faction ; de celle même de la cour. Eh ! pourquoi non ! les préjugés, les passions, les intérêts qui l'ont agitée jusqu'ici seraient-ils éteints ? Les nombreux partisans de l'Autriche, tous les intrigans qui se prostituaient à la cour ou à d'autres factions, continueraient de marcher dans les mêmes routes. Et, si l'on peut supposer que, jusqu'ici, la majorité ait servi le roi aux dépens du peuple, elle le servirait encore avec plus de succès après sa suspension. Le roi n'était-il pas suspendu pendant ce période de la révision, où l'Assemblée constituante, ou plutôt la coalition des intrigans qui l'agitaient, lui sacrifia les droits les plus sacrés de la nation ? Fidèle et sur le trône, eût-il obtenu les avantages qu'ils lui prodiguèrent après sa défection, et durant le temps de son apparente interdiction ? O peuple, trop bon et trop crédule, crains de te laisser tromper encore ? Crains que la suspension même du roi, si elle n'est combinée avec d'autres mesures plus décisives, ne cache un nouveau piège ? Est-il, en effet, si difficile de prouver qu'elle pourrait être

encore aujourd'hui le fruit d'un pacte criminel fait entre la cour et quelques ambitieux hypocrites ? Quand les perfidies de la cour sont dévoilées à tous les yeux, quand l'homme le plus inepte sent combien il est absurde que la guerre soit conduite par ceux qui nous l'ont suscitée, pour nous remettre sous le joug ; serait-il étonnant qu'on fût consentir le roi lui-même à sa propre interdiction, pour rendormir la nation dans une trompeuse sécurité, jusqu'au moment où les chaînes qu'on lui prépare seraient entièrement forgées ? Non, cet artifice est trop analogue au génie de la cour pour qu'il ne soit pas au moins permis de l'en soupçonner.

Faites ici une distinction nécessaire entre la suspension et la destitution. La suspension qui laisserait, sur la tête du roi, les titres et les droits de la puissance exécutive, ne serait évidemment qu'un jeu concerté entre la cour et les intrigans de la législature, pour la lui rendre plus entendue, au moment où il serait réintégré. La déchéance ou la destitution absolue serait moins suspecte ; mais seule, elle laisserait encore la porte ouverte aux inconvéniens que nous avons développés.

D'ailleurs, ce grand changement fournirait un prétexte à de nouveaux troubles ; il exciterait de nouveaux orages politiques. Il faudra donc nécessairement des mains fermes et habiles pour tenir le gouvernail et conduire au port le vaisseau de l'État. Quels seront les pilotes qui le sauveront ? Sera-ce ceux qui, jusqu'ici l'on fait heurter contre tous les écueils ? L'Assemblée nationale, en déclarant les dangers de la patrie qu'elle n'a point prévenus, a déclaré sa propre impuissance. Elle a appelé la nation elle-même à son secours.

C'est en vain que quelques ambitieux sans talens, comme sans vertus, voudraient sacrifier le salut public à leur intérêt personnel. Ecoutez les membres désintéressés et intègres de cette législature ; ils vous crient tous à la tribune et partout, avec le ton du désespoir, que la nation doit pourvoir elle-même à son salut, au défaut de ses représentans. Ils vous disent qu'une grande partie de l'Assemblée est près d'immoler l'Assemblée elle-même aux ennemis de notre liberté ; que d'autres ne voient dans les malheurs de la patrie, que l'occasion d'élever leur faction sur les ruines de la fortune publique ; que le vœu de tous les fidèles mandataires du peuple est de se voir promptement déchargés du fardeau sous lequel ils succombent. Ce qui est du moins incontestable, c'est que, pour tenir le timon de l'État dans des momens aussi difficiles, il faut un grand caractère, un plan déterminé de l'ensemble et de l'union. Or, tous ceux qui ont assisté aux délibérations du corps législatif, ont pu juger s'il présente tous ces gages du salut public. Comment une Assemblée où règne la guerre civile pourrait-elle l'éteindre ?

Il est temps, sans doute, de publier ces austères vérités. Que dis-je ? En est-il temps encore ? Qu'ils sont coupables ceux qui ont si long-temps trompé la nation, en prêchant la confiance, tantôt dans le pouvoir exécutif, tantôt dans les généraux, tantôt dans l'Assemblée nationale ? Qu'ils étaient ineptes ou pervers ceux qui ont osé poser en principe, que le seul moyen de sauver l'État, était de s'abandonner sans examen au patriotisme et aux lumières de la majorité des membres de la législature actuelle ! Lâches et absurdes maximes, dictées par l'esprit de corps et par l'in-

trigue, qui ont retardé les progrès de l'esprit public, étouffé l'énergie de la liberté, et conduit le peuple sur les bords du précipice où il est près de tomber !

La confiance ! A-t-on besoin de la demander, quand on la mérite ? Et quand on ne la mérite pas, doit-on l'obtenir ! Le salut public repose-t-il sur les lumières et sur le courage de la nation, sur l'intégrité et l'énergie de ses mandataires, ou seulement sur la foi aveugle qui leur suppose toutes les vertus qu'ils doivent avoir ? Les intrigans voudraient confondre la représentation nationale avec la personne des représentans qui paraissent dans telle période : ils voudraient attacher la destinée du corps législatif à leur propre existence, pour se rendre inviolables même contre l'opinion, pour régner au sein des orages qu'ils n'ont pas su prévenir, et qu'ils peuvent encore moins apaiser : mais désormais la représentation nationale est immortelle, impérissable ; les représentans sont passagers. Faut-il immoler à ceux-ci et la puissance législative et la nation elle-même, pour satisfaire l'orgueil de quelques hommes ?

Au reste, la question se réduit à des points très simples.

Le chef du pouvoir exécutif a-t-il été fidèle à la nation ? il faut le conserver. L'a-t-il trahie ? il faut le destituer. L'Assemblée nationale ne veut point prononcer cette déchéance ; et, si on le suppose coupable, l'Assemblée nationale est elle-même complice de ses attentats, elle est aussi incapable que lui de sauver l'État. Dans ce cas, il faut donc régénérer à la fois et le pouvoir exécutif et la législature.

Un autre dilemme, indépendant de ce fait, peut encore facilement décider la question. Ou bien la législature a

montré jusqu'ici, en général, toutes les qualités nécessaires pour guérir les plaies profondes de la patrie, ou elle en a paru dépourvue. Dans le premier cas, reposons-nous absolument sur elle des destinées de la France et de l'univers ; oublions tous les événemens dont nous avons été les témoins. Oublions même la déclaration qu'elle nous a faite des dangers de la patrie. Dans le second cas, la question se réduit évidemment à ces termes simples : vaut-il mieux que l'État périclite, ou que le soin de le sauver soit confié à de nouveaux représentans ? Il s'agit d'opter entre les membres de la législature actuelle et la liberté.

On peut encore poser la question d'une autre manière, en la liant à un fait essentiel. La Fayette, et depuis d'autres généraux, à son exemple, encouragés par l'impunité dont il jouit, lui ont dicté des lois, au mépris de la constitution ; ils ont déclaré la guerre au peuple français, et usurpé la dictature. La majorité de l'Assemblée nationale l'a souffert ; La Fayette et ses complices demeurent impunis. Elle reconnaît donc tacitement l'empire de ces généraux rebelles ; elle nous livre au despotisme militaire et aux attentats de tous les factieux. Et la question de la nécessité d'une convention nationale se réduit à savoir, si la nation veut courber la tête sous le joug de La Fayette et de tous les conspirateurs assez audacieux pour l'insulter.

D'après cela, vous conclurez, peut-être, qu'une convention nationale est absolument indispensable. Déjà on a mis tout en œuvre pour prévenir d'avance les esprits contre cette mesure. On la craint, ou on affecte de la craindre pour la liberté même. Il suffirait peut-être de répondre que

la liberté, étant évidemment perdue, si l'état actuel des choses subsiste, il serait absurde de ne pas recourir à ce moyen de la sauver ; et que des inconvéniens plus ou moins réels ne peuvent balancer la nécessité évidente de l'employer.

Mais, si l'on examine les objections qu'on oppose à ce système, on aperçoit bientôt que ce ne sont que de vains épouvantails, tels que le machiavélisme a coutume de les imaginer, pour écarter toutes les mesures sanitaires.

Les Assemblées primaires, dit-on, seront dominées par l'aristocratie. Qui pourrait le penser, lorsque leur convocation même sera le signal de la guerre déclarée à l'aristocratie ? Le moyen de croire qu'une si grande multitude de sections du peuple puisse être séduite ou corrompue ! Si quelques-unes pouvaient être égarées, la masse serait, à coup sûr, dirigée par le sentiment du bien commun et par l'esprit de la liberté. Et où chercherez-vous donc l'amour de la patrie et la volonté générale, si ce n'est dans le peuple lui-même ? Où trouverez-vous l'orgueil, l'intrigue, la corruption, si ce n'est dans les corporations puissantes qui substituent leur volonté particulière à la volonté générale, et qui sont toujours tentés d'abuser de leur autorité contre ceux qui la leur ont confiée ? Quelle témérité ou quelle ineptie dans des hommes que la nation a choisis, de lui contester à la fois le sens commun et l'incorruptibilité dans les occasions critiques où il s'agit de son salut et de sa liberté ?

Quel spectacle affligeant pour les amis de la patrie ! Quel objet de risée pour nos ennemis étrangers, de voir quelques intrigans aussi absurdes qu'ambitieux, repousser

le bras tout-puissant du peuple français, évidemment nécessaire pour soutenir l'édifice de la constitution sous lequel ils sont prêts d'être eux-mêmes écrasés ! Ah ! croyez que la seule inquiétude qui les agite, c'est celle de perdre leur scandaleuse influence sur les malheurs publics ; c'est la crainte de voir la nation française déconcerter le projet qu'ils ont déjà bien avancé, de l'asservir ou de la trahir !

Les autrichiens et les Prussiens, disent ces intrigans, maîtriseront les assemblées primaires. Se seraient-ils donc arrangés pour livrer la France aux armées de l'Autriche et de la Prusse ? S'il en est ainsi, c'est une raison de plus d'assembler la nation ; ce n'est que lorsqu'elle sera levée toute entière qu'elle pourra repousser ses ennemis ; et c'est alors que tous les satellites du despotisme respecteront notre territoire, [comme une terre sacrée et redoutable aux tyrans. Croyez-vous que ceux-ci aient mieux à faire au peuple français et à une convention digne des circonstances qui l'auront créée, qu'à une cour perfide et à des mandataires du peuple, ou ineptes, ou faibles, ou corrompus ?

Mais, disent encore nos intrigans, les aristocrates désirent aussi une convention nationale. Je les crois dignes d'être les interprètes des aristocrates, dont ils sont les plus fermes appuis. Cependant, que ce vœu soit réel ou non ; que les aristocrates, soit par désespoir, soit par erreur, désirent ce que les intrigans redoutent, ou bien qu'ils ne fassent ici que renouveler le stratagème usé, de paraître désirer une mesure salutaire pour la rendre suspecte, il suffit, pour les amis éclairés du bien public, de savoir que l'intérêt du peuple l'exige impérieusement.

Bonne ou mauvaise, les aristocrates et la cour accuseront toujours la législature ; bonne, parce qu'elle confondra toutes leurs espérances ; mauvaise, pour lui concilier une espèce d'opinion publique qui lui donne les moyens de favoriser plus puissamment leurs complots. Au-dessus de toutes les intrigues et de toutes les factions, la nation ne doit consulter que les principes et ses droits.

La puissance de la cour, une fois abattue, la représentation nationale régénérée, et surtout la nation assemblée, le salut public est assuré.

Il ne reste plus qu'à adopter des règles aussi simples que justes pour assurer le succès de ces grandes opérations.

Dans les plus grands dangers de la patrie, il faut que tous les citoyens soient appelés à la défendre, Il faut par conséquent les intéresser tous à sa conservation et à sa gloire. Par quelle fatalité est-il arrivé que les seuls amis fidèles de la constitution, que les véritables colonnes de la liberté soient précisément cette classe laborieuse et magnanime que la première législature a dépouillé du droit de cité ? Expiez donc ce crime de lèse-nation et de lèse-humanité, en effaçant ces distinctions injurieuses qui mesurent les vertus et les droits de l'homme sur la quotité des impositions. Que tous les Français domiciliés dans l'arrondissement de chaque assemblée primaire, depuis un temps assez considérable pour déterminer le domicile, tel que celui d'un an, soit admis à y voter ; que tous les citoyens soient éligibles à tous les emplois publics, aux termes des articles les plus sacrés de la constitution, même sans autre privilège que celui des vertus et des talents. Par cette seule

disposition, vous soutenez, vous ranimez le patriotisme et l'énergie du peuple, vous multipliez à l'infini les ressources de la patrie, vous anéantissez l'influence de l'aristocratie et de l'intrigue, et vous préparez une véritable convention nationale, la seule légitime, la seule complète que la France aurait jamais vue.

Les Français assemblés voudront, sans doute, assurer pour jamais la liberté, le bonheur de leur pays et de l'univers. Ils réformeront ou ils ordonneront à leurs nouveaux représentants de réformer certaines lois, vraiment contraires aux principes fondamentaux de la Constitution française et de toutes les constitutions possibles. Ces nouveaux points constitutionnels sont si simples, si conformes à l'intérêt général et à l'opinion publique, si faciles d'ailleurs à attacher à la constitution actuelle, qui suffira de les proposer aux assemblées primaires ou à la convention nationale pour les faire universellement adopter.

Ces articles peuvent se ranger sous deux classes. Les premiers concernent l'étendue de ce qu'on a appelé, avec trop de justesse, les prérogatives du chef du pouvoir exécutif. Il ne sera question que de diminuer les moyens immenses de corruption que la corruption même a accumulés dans ses mains. La nation entière est déjà de cet avis, et par cela seul, ces dispositions pourraient être déjà presque considérées comme de véritables lois, d'après la constitution même, qui dit que la loi est l'expression de la volonté générale.

Les autres articles sont relatifs à la représentation nationale dans ses rapports avec le souverain. Et ici, il ne sera question que de relever les bases de la constitution fran-

çaise, déjà renversées par le despotisme représentatif. La source de tous nos maux, c'est l'indépendance absolue où les représentans se sont mis eux-mêmes à l'égard de la nation sans l'avoir consultée. Ils ont reconnu la souveraineté de la nation, et ils l'ont anéantie. Ils n'étaient de leur aveu même que les mandataires du peuple, et ils se sont fait souverains, c'est-à-dire despotes ; car le despotisme n'est autre chose que l'usurpation du pouvoir souverain. Quels quesoient les noms des fonctionnaires publics et les formes extérieures du gouvernement, dans tout état où le souverain ne conserve aucun moyen de réprimer l'abus que ses délégués font de sa puissance et d'arrêter leurs attentats contre la constitution de l'état, la nation est esclave, puisqu'elle est abandonnée absolument à la merci de ceux qui exercent l'autorité, et comme il est dans la nature des choses que les hommes préfèrent leur intérêt personnel à l'intérêt public lorsqu'ils peuvent le faire impunément, il s'ensuit que le peuple est opprimé toutes les fois que ses mandataires sont absolument indépendans de lui. Si la nation n'a point encore recueilli les fruits de la révolution, si des intrigans ont remplacé d'autres intrigans, si une tyrannie légale semble avoir succédé à l'ancien despotisme, n'en cherchez point ailleurs la cause que dans le privilège que se sont arrogé les mandataires du peuple, de se jouer impunément des droits de ceux qu'ils ont caressé bassement pendant les élections. Placez à côté d'un monarque riche et puissant une assemblée représentative qui ne doit compte à personne de sa conduite, il ne résultera jamais de cette combinaison politique que le despotisme et la corruption. Ou bien, les deux espèces de mandataires se feront

la guerre, ou ils se liguèrent pour élever leur puissance communesur les ruines de la liberté publique. La nation sera donc encore d'avis que, par une loi fondamentale de l'état à des époques déterminées et assez rapprochées pour que l'exercice de ce droit ne soit point illusoire, les assemblées primaires puissent porter leur jugement sur la conduite de leurs représentans, ou qu'elles puissent au moins révoquer, suivant les règles qui seront établies, ceux qui auront abusé de leur confiance. La nation voudra encore que, lorsqu'elle sera assemblée, nulle puissance n'ose lui interdire le droit d'exprimer son vœu sur tout ce qui intéresse le bonheur public.

Ce peu d'articles très-simples, et puisés dans les premiers principes de la constitution, suffiront pour l'affermir et pour assurer à jamais le bonheur et la liberté du peuple français.

La cour prétend que la constitution a besoin d'être modifiée pour subsister ; la secte hypocrite, connue sous le sobriquet des feuillans, répand la même doctrine. La nation, ce me semble, ne risque rien de les prendre au mot, pourvu, qu'adoptant le principe diamétralement opposé à leur système, elle efface, non les principes de la constitution, mais les contradictions de l'acte constitutionnel ; pourvu qu'elle ne sacrifie pas la souveraineté à l'aristocratie, mais l'aristocratie à la souveraineté.

Il n'est pas nécessaire d'entrer ici dans tous les détails qui seront les conséquences de ces principes, que la législature actuelle pourrait indiquer, que la convention nationale verra d'un coup-d'œil.

Je n'ai pas besoin de dire non plus que la première

opération à faire est de renouveler les directoires, les tribunaux et les fonctionnaires publics, soupirans après le retour du despotisme, secrètement ligués avec la cour et avec les puissances étrangères. Car, il faut le dire, la grande crise où nous sommes arrivés n'est autre chose que la conspiration de la plupart des délégués du peuple contre le peuple ; et la volonté publique est tellement prononcée sur la nécessité de cette mesure, qu'il était même superflu de la rappeler.

Dès que la voix toute puissante de la nation aura retenti, vous verrez aussi disparaître l'audace de ces généraux perfides qui affectent si impudemment la tyrannie, et tous ces états-majors que le peuple soudoie pour l'Autriche et pour les ennemis de la France. Vous verrez l'armée dégagée des chaînes qui l'attachent à la noblesse, comme un corps vivant à un cadavre, se réunir, sous des chefs patriotes, à la nation entière, pour marcher à la conquête de la liberté. Jusque-là, à quel sort devez-vous vous attendre, placés comme vous l'êtes, entre des conspirateurs et des armées étrangères, disciplinées et nombreuses ?

Il faut pourtant convenir que, dans les circonstances où nous sommes, tous ces grands moyens nécessaires pour sauver la patrie ne sont pas faciles à exécuter, ni exempts de toute espèce d'inconvéniens.

Tel est l'excès du mal auquel nous ont conduits, et la profonde perfidie du gouvernement et la déplorable crédulité du peuple, que le remède est devenu nécessairement difficile et périlleux. La guerre étrangère, que nos ennemis intérieurs nous ont suscitée, semble gêner tous les mouvemens de la nation, et la place continuellement entre

les mesures qu'exige sa sûreté extérieure et celles que prescrit le maintien de sa liberté. La guerre semble la livrer à la discrétion de tous les traîtres qu'elle nourrit dans son sein. Tel est du moins le système de tous les vils intrigans qui la trompent pour l'asservir. Jamais nation ne se trouva dans une situation semblable à la nôtre. On a vu des peuples célèbres combattre pour la liberté, contre leurs anciens tyrans, soutenus par un despote étranger : mais un spectacle nouveau pour l'univers, c'est celui d'un peuple marchant sous les ordres de ses tyrans, contre ses tyrans eux-mêmes, abandonnant à ses ennemis du dedans le soin de le défendre contre ses ennemis du dehors. Dans les autres révolutions, le gouvernement nouveau qu'elles avaient créé, dirigeait toutes les forces du peuple contre l'ennemi commun : souvent c'était une faction qui combattait ouvertement une autre faction, et qui l'accablait par la force et par le nombre. Ici, au contraire, le gouvernement, mélange monstrueux de l'ancien et du nouveau régime, ne s'applique qu'à punir le peuple de la révolution qui l'a fait naître et combat contre lui avec toutes les armes de la corruption, de l'intrigue et de l'autorité publique. Le peuple français, moins heureux que les factions qui ont échangé tant de gouvernemens, trouve presque autant d'ennemis qu'il a nommé de mandataires, et sa cause est indignement trahie uniquement parce qu'elle est celle du peuple et de l'égalité. On dirait qu'il est arrêté, dans les décrets éternels, que le crime et la tyrannie pourront seuls trouver des appuis sur la terre.

Ainsi abandonnés, que dis-je ? Proscrits par le gouvernement nouveau, il faut que nous trouvions toutes nos

ressources dans nous-mêmes. Il faut que nous nous élevions à tous les prodiges que l'amour de la liberté peut enfanter. A notre sort est attaché celui de toutes les nations, et nous avons à lutter contre toutes les puissances physiques et morales qui les ont opprimées jusqu'à ce moment ; nous avons à lutter contre les traîtres nombreux et redoutables qui vivent au milieu de nous et contre nous-mêmes. Il faut que le peuple français soutienne le poids du monde et qu'il dompte, en même temps, tous les monstres qui le désolent. Il faut qu'il soit parmi les peuples ce qu'Hercule fut parmi les héros.

Oui, je l'ai déjà dit dans plusieurs circonstances, et je le répète encore dans ce moment, il ne nous reste que deux alternatives, ou de périr et d'ensevelir avec nous la liberté du genre humain, ou de déployer de grandes vertus et de nous résoudre à de grands sacrifices.

Je finirai ces réflexions en proposant, à cette occasion, aux défenseurs de la liberté, de donner à leurs concitoyens un exemple de désintéressement qui ne me paraît pas bien difficile, mais qui est aussi sage qu'utile au bien public. Qui peut douter que nous serions invincibles si, détachés de tout intérêt personnel, nous étions unis par le seul intérêt de la patrie. Du moins j'ai toujours pensé que ce qui a mis la chose publique en danger, a été l'ambition des faux patriotes, et surtout de ceux qui ont joué un rôle dans l'Assemblée constituante et dans l'Assemblée actuelle. Il importe plus que jamais de rompre cette chaîne d'intrigues qui partout a arrêté les mouvemens du patriotisme et accablé la liberté. Il est désormais impossible de la servir avec succès, si on ne la sert pour elle-même ; il importe encore

d'en exalter le sentiment sublime et d'imprimer à sa cause un caractère sacré, en repoussant, loin de ceux qui l'ont défendue, ce soupçon d'intrigue et de faction que ses ennemis se sont forcés d'accréditer.

Si l'Assemblée constituante s'est montrée digne du peuple qu'elle représentait, c'est peut-être lorsque, d'un côté, elle ferma à ses membres l'accès du ministère et des places dont le pouvoir exécutif dispose; et que, de l'autre, elle décréta qu'ils ne pourraient être réélus à la seconde législature. Cette double disposition bien exécutée eût épargné à la France bien des maux et bien des crimes. Plût au ciel que les membres de la législature actuelle n'eussent point éludé la première de ces lois, en briguant scandaleusement le ministère pour leurs créatures, et en sacrifiant sans cesse, à ce vil prix, et les principes et les grandes mesures qui seules pouvaient sauver l'État. L'autre n'eût pas été moins utile à la liberté. C'est en vain que l'ambition déconcertée m'a fait un crime d'avoir proposé ces deux décrets; c'est en vain qu'elle a opposé, à celui qui excluait les membres du corps constituant de la législature nouvelle, la composition même de cette Assemblée. Quand la première législature le porta, pouvait-elle prévoir les manœuvres de la coalition des intrigans qui la domina durant la période funeste de la division et les assassinats du Champ-de-Mars, et surtout le décret téméraire par lequel les représentans osèrent arrêter les opérations du souverain assemblé, pour élire l'Assemblée nouvelle et donner aux cabales et à la calomnie les moyens et le temps de corrompre la pureté des élections? Le moment est arrivé d'adopter des mesures semblables avec succès. Il faut absolument

arracher la chose publique des mains de ces ambitieux hypocrites qui ont égaré les deux Assemblées représentatives et altéré l'esprit public dans toutes les parties de l'empire ; il faut une Assemblée neuve, pure, incorruptible, composée surtout des citoyens que leurs manœuvres ont écartés de la seconde législature et que le despotisme a proscrits. S'il est quelques zélés défenseurs des droits du peuple qu'il aurait pu désirer réélir, l'inconvénient de les exclure sera plus que compensé par la nécessité de repousser la ligue de tant de chefs de parti, qui serait toujours l'écueil de la paix et de la liberté politiques. Que l'Assemblée nationale actuelle s'honore donc par un décret semblable à celui que ses prédécesseurs ont rendu. Que les membres de l'Assemblée constituante s'engagent formellement à laisser à d'autres mains le soin de bâtir le temple de la liberté dont ils ont jeté les fondemens ; qu'ils s'excluent ainsi glorieusement de la convention prochaine et renoncent à tout nouveau choix du peuple jusqu'à ce qu'elle soit terminée ; que ceux d'entre eux qui ont montré le plus de zèle pour la défense de la liberté, donnent les premiers cet exemple ; que ceux qui se refuseront à ce sacrifice soient jugés par cela même, et que cette preuve d'ambition soit pour eux, aux yeux du peuple, un titre suffisant d'exclusion.

Et qu'on ne dise pas que les bons citoyens, qui seront éloignés de la Convention nouvelle, seront perdus pour la patrie. Ils la serviront puissamment dans les emplois dont la plupart d'entre eux sont actuellement revêtus ; ils la serviront dans les Assemblées du peuple, comme citoyens. Il importe qu'il reste, au milieu du peuple, des hommes intègres et judicieux, étrangers aux fonctions

publiques, pour éclairer et pour surveiller les dépositaires de son autorité.

Expions donc, aux yeux des nations, cette lâche ambition de tant d'indignes fonctionnaires qui ont scandalisé l'Europe et qui sont à la fois la honte et le fléau de notre révolution. Loin de les envier, laissons purifier ces places, par une génération nouvelle de magistrats dignes du peuple français. Que nous faut-il de plus, que le bonheur et la liberté de notre pays?

SUR L'ARRIVÉE DES MARSEILLAIS

A PARIS.

Un bataillon de Marseillais, se rendant à Soissons, où un camp avait été établi pour protéger la capitale, arriva à Paris. Ce bataillon se composait des patriotes les plus ardens de la ville de Marseille; son arrivée excita la joie la plus vive dans la population parisienne. C'est ce bataillon qui contribua si puissamment à la révolution du 10 août. Voici comment Robespierre s'exprima au sujet des patriotes marseillais, et comment il raconta la réception qui leur fut faite par le peuple de Paris:

Les Marseillais sont arrivés dans la capitale. Cette légion immortelle, que l'on peut montrer aux amis et aux ennemis de la liberté, a paru digne, aux uns et aux autres, de la haute réputation de courage et de patriotisme qui l'avait précédée. Une multitude de patriotes de Paris et des départemens volèrent à leur rencontre, et leur avaient préparé, le même jour, un repas civique aux Champs-Élysées. Les ennemis de la liberté avaient aussi choisi ce moment pour signaler leur arrivée par quelque événement

désastreux. A peine étaient-ils à table, qu'une troupe d'hommes habillés en gardes nationales, qu'on assure être des grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, cherchèrent à provoquer une scène funeste par des propos insolens, où ils mêlaient des injures lancées contre les Marseillais, des blasphèmes contre la nation. Déjà le peuple, irrité de leur audace, leur avait témoigné son indignation, et ils avaient levé leurs sabres sur le peuple désarmé. Un Marsillais, attiré par le tumulte, avait été entraîné au milieu d'eux par quelques-uns de ces satellites du despotisme, qui se préparaient à l'égorger, quand les fédérés de Marseille et ceux qui les accompagnaient, instruits de ce qui se passait, s'élancent avec la rapidité de la foudre à la défense du peuple et de leur camarade. L'un d'eux est frappé d'un coup que l'on croit mortel; mais plusieurs grenadiers des Filles-Saint-Thomas sont blessés, un autre tombe victime de sa criminelle audace, et le reste de la horde aristocratique et feuillantine fuit comme de lâches assassins. Le calme de Paris ne fut point troublé par aucun autre événement, malgré le son du tocsin et de la générale qui fut battue dans plusieurs quartiers.

La cour et les feuillans voulaient-ils en effet, commencer ce jour-là la guerre civile à Paris? Ne voulaient-ils que faire égorger ou désarmer les Marseillais, ou cherchaient-ils seulement un prétexte de calomnier leur civisme, d'effrayer la timide bourgeoisie et tous les modérés du monde en marquant, par quelque accident fâcheux, les premiers momens de leur présence à Paris? Ce qui est certain, c'est que cette agression inouïe, préparée d'avance, annonce au moins une grande audace et de sinistres projets.

On assure que Paris et le château renferment une armée nombreuse de contre-révolutionnaires et des magasins d'armes destinées aux conspirateurs. On assure que le régiment suisse, dont le départ a été vainement décrété, entre toutes les nuits sans armes aux Tuileries, et en sort armé; on assure qu'on a cherché à les exciter contre les Marseillais, sous prétexte de venger le régiment d'Ernest. Tout semble, depuis long-temps, présager une grande conspiration, qui peut-être aurait déjà éclaté sans le séjour des fédérés à Paris. Aussi n'est-il point d'intrigues qu'on emploie, soit pour les éloigner, soit pour les diviser, soit pour les endormir. Autant les satellites du despotisme sont payés avec libéralité et récompensés avec magnificence, autant les défenseurs de la liberté sont abandonnés lâchement ou indignement trahis. Quand les tyrans, avec l'or du peuple, trouvent sans cesse des serviteurs qui combattent pour leur cause, le peuple, qui n'a que des bénédictions à accorder, ne trouve presque personne parmi ceux là même qu'il a le plus élevés, qui veuille se dévouer pour la sienne.

Depuis long-temps la guerre est déclarée au peuple et à la liberté, non par les despotes de l'Autriche et de la Germanie, mais par les généraux français, par la cour, par les directoires, par les tribunaux, par les juges de paix de Paris, par ceux qu'il a tirés du néant. Chaque moment accroît nos dangers et diminue nos ressources; tout est perdu si nous ne nous élevons à ce degré d'énergie dont une partie de l'empire a donné l'exemple; si le feu sacré qui anime les généreux Marseillais ne se communique à tous les Français.

Florissante et immortelle cité, reçois les hommages de tous les hommes libres ; que la patrie reconnaissante tresse des couronnes civiques pour les fronts de tes enfans magnanimes. Au feu et à l'enthousiasme des Français, ils unissent la fierté de ce peuple fameux dont ils sont descendus, et l'industrie d'Athènes à l'héroïsme de Sparte. A leur approche, la liberté se réveille, le patriotisme se console, et le despotisme pâlit. Ils triomphaient quand on pérorait ailleurs ; ils faisaient mieux que prêcher la constitution, ils la défendaient. Non contents de dénoncer les oppresseurs de leur pays, ils les ont domptés. Marseille, tu peux lever une tête orgueilleuse entre toutes les cités qui ont fait la gloire du monde. Rome, à demi-libre, donna des fers aux nations ; Sparte conquit et conserva la liberté pour elle et pour la contrée qui l'environnait. Marseille, attachée aux destinées d'un grand état, luttant, depuis plusieurs années, contre la puissance des tyrans perfides qui l'oppriment, contre l'inertie d'une multitude innombrable d'esclaves malvaillans, semble entraîner presque en dépit d'elle-même la France entière à sa liberté ; pareille à ce héros qui, seul, persécuté par la colère des dieux, purgea la terre de tous les monstres qui la désolaient. Les destinées de Marseille ont été mises dans un côté de la balance, dans l'autre celles des tyrans du monde, et Marseille a pesé plus qu'eux tous.

Génereux citoyens, auxquels elle s'enorgueillit d'avoir donné le jour, continuez votre glorieuse carrière. Nous combattons, nous triompherons avec vous ; ou, si la cause de l'humanité pouvait succomber, nous tournerions vers Marseille nos derniers regards ; nous irions dans ses murs sacrés nous ensevelir avec vous sous les ruines de la patrie.

SUR LES EVENEMENS

DU 10 AOÛT 1792.

La monarchie venait de succomber sous les coups de l'insurrection triomphante; Robespierre publia dans le douzième numéro du *Défenseur de la Constitution* un article dans lequel, après avoir démontré combien était inévitable la chute d'une royauté parjure et criminelle, il raconta les circonstances principales de la sublime révolution du 10 août et accompagna la narration des faits de commentaires et de réflexions.

Les trahisons du gouvernement, la ligue sacrilège de nos ennemis intérieurs avec nos ennemis du dehors, avec une multitude innombrable de fonctionnaires publics corrompus par la cour, les persécutions suscitées à tous les bons citoyens par la tyrannie armée au nom de la loi, les principes de la constitution impudemment violés, et le mot seul de constitution devenu, entre les mains du despotisme et de la perfidie, une arme terrible pour assassiner le patriotisme; la guerre ouvertement déclarée au peuple français par La Fayette et par ses complices, et leur scandaleuse impunité; enfin les conspirations tramées ouvertement contre la sûreté de la capitale et contre la vie des meilleurs citoyens, tout annonçait que les Français n'avaient plus à combattre seulement pour leur liberté, mais pour leur existence. Tous ces crimes étaient le terrible commentaire de cette formule imposante proclamée par l'Assemblée nationale : *La patrie est en danger*. Le peuple français tout entier, avili, opprimé depuis long-temps, sentait que le moment était arrivé de remplir ce devoir

sacré imposé par la nature à tous les êtres vivans, et, à plus forte raison, à toutes les nations, celui de pourvoir à leur propre sûreté par une généreuse résistance à l'oppression. Les préparatifs formidables d'une nouvelle Saint-Barthélemi, que l'on faisait depuis long-temps dans Paris et au château des Tuileries, ne laissaient plus encore aux citoyens le temps de délibérer, et le peuple a reparu dans l'attitude qu'il avait montrée au mois de juillet 1789.

Seulement il est vrai que l'insurrection du 10 août 1792, a, sur celle du 14 juillet 1789, des avantages qui annoncent le progrès des lumières depuis cette première époque de la révolution.

En 1789, le peuple de Paris se leva tumultuairement pour repousser les attaques de la cour, pour s'affranchir de l'ancien despotisme plutôt que pour conquérir la liberté, dont l'idée était encore confuse et les principes inconnus. Toutes les passions concoururent alors à l'insurrection, dont il donna le signal à la France entière.

En 1792, il s'est levé avec un sang-froid imposant pour venger les lois fondamentales de sa liberté violée, pour faire rentrer dans le devoir tous les tyrans qui conspiraient contre lui, tous les mandataires infidèles qui cherchaient à ensevelir encore une fois les droits imprescriptibles de l'humanité. Il a exécuté les principes proclamés trois ans auparavant par ses premiers représentans ; il a exercé sa souveraineté reconnue, et déployé sa puissance et sa justice pour assurer son salut et son bonheur.

En 1789, il était aidé par un grand nombre de ceux que l'on appelait grands, par une partie des hommes qui étaient revêtus de la puissance du gouvernement.

En 1792, il a trouvé toutes ses ressources, et dans ses lumières et dans sa force ; seul, il a protégé la justice, l'égalité et la raison contre tous leurs ennemis. Ce n'était point seulement le peuple de Paris qui donnait un grand exemple à la France, c'était le peuple français qui se levait à la fois.

La manière solennelle dont il procéda à ce grand acte, fut aussi sublime que ses motifs et que son objet.

Les sections de Paris, déclarées permanentes depuis la proclamation des dangers de la patrie, dont la sagesse et l'énergie avaient éclaté durant cette courte période par tant d'arrêtés immortels ; ces sections qui avaient réveillé et guidé le patriotisme des fidèles députés du peuple, avaient elles-mêmes publiquement agité les motifs, et marqué le moment de cette démarche courageuse. Elles la concertèrent avec une union dont les amis de la liberté peuvent seuls donner l'exemple. Ce n'était point une émeute sans objet excitée par quelques brouillons ; ce n'était point une conjuration ensevelie dans les ténèbres : on délibérait au grand jour en présence de la nation. Le jour et le plan de l'insurrection furent indiqués par des affiches. C'était le peuple entier qui usait de ses droits ; il agissait en souverain, qui méprise trop les tyrans pour les craindre, qui compte trop sur sa puissance et sur la sainteté de sa cause pour daigner même leur cacher ses desseins.

Les sections commencèrent par nommer des commissaires pour veiller au salut de la commune et exercer son pouvoir. Ces commissaires se transportèrent auprès de la municipalité, à qui ils déclarèrent, au nom du peuple de Paris, qu'il la révoquait, excepté le maire, le procureur

de la commune et les seize administrateurs de la police.

Cependant le tocsin avait sonné; les citoyens de toutes les sections s'étaient armés et réunis, les gardes nationales, tout le peuple, la gendarmerie nationale, les fédérés de tous les départemens restés à Paris, tous n'avaient qu'un seul sentiment, qu'un seul but. On distinguait parmi eux l'immortel bataillon de Marseille, célèbre par des victoires remportées sur les tyrans du midi. Cette armée, également imposante par le nombre, par la diversité imposante des armes, surtout par le sentiment sublime de la liberté qui respirait sur tous les visages, présentait un spectacle qu'aucune langue ne peut rendre, et dont ceux qui n'ont vu que les événemens du 14 juillet 1789, ne peuvent se former qu'une idée imparfaite.

Elle se portait vers le château, où était le foyer de la conspiration tramée contre la sûreté de Paris, et une armée de contre-révolutionnaires et de Suisses rassemblés depuis long-temps pour l'exécuter. Arrivés à la porte du château, sur la place du Carrousel, un bataillon de fédérés et de citoyens arrivé le premier, requit les Suisses de se ranger du parti du peuple. Ceux-ci répondent par des signes d'amitié; ils tendent la main aux citoyens, plusieurs arborent le bonnet de la liberté. Mais tandis que les citoyens se livrent à cette douce illusion; des coups de canon tirés du château sillonnent l'armée du peuple; un nombre considérable, parmi lesquels on compte cent Marseillais, tombent sur le carreau. Horrible perfidie, qu'il faut moins imputer aux Suisses en général, qu'aux exécrables artifices de leurs chefs aristocrates et de la cour, qui, depuis plusieurs jours, ne cessaient de les circonvenir pour les préparer à ces attentats.

Cette trahison fut le signal d'un combat où le courage du peuple, excité par l'indignation, triompha encore une fois du despotisme. Le château fut forcé, les Suisses mis en fuite, poursuivis; un grand nombre d'entre eux fut immolé aux mânes des défenseurs de la liberté qui ont péri sous les coups de la tyrannie. La justice du peuple expia aussi, par le châtimement de plusieurs aristocrates contre-révolutionnaires qui déshonoraient le nom français, l'éternelle impunité de tous les oppresseurs de l'humanité. Mais, dans sa colère même, il voulut observer les formes nécessaires pour protéger l'innocence; il ne frappa aucun coupable qui n'eût été condamné par la nouvelle municipalité, sur des pièces écrites ou sur des faits publics.

Quelle est la main qui a porté le poignard dans le cœur des patriotes, ou le glaive de la justice dans le sein des coupables? C'est la main des tyrans qui ont opprimé, trahi les uns, corrompu et égaré les autres. Dans les malheurs des hommes, reconnaissez toujours les crimes du despotisme.

Au commencement de l'action, Louis XVI, Marie-Antoinette d'Autriche et sa famille avaient abandonné les Tuileries et s'étaient retirés à l'Assemblée nationale. Ils entendirent de cette retraite le bruit des canons, les décharges de mousqueterie qui faisaient tomber leurs satellites et les amis de la liberté. Jusqu'au moment où les cris qui annonçaient la défaite des leurs frappèrent leurs oreilles, ils avaient paru tranquilles: ils avaient compté, sans doute, sur les préparatifs qu'ils avaient faits contre le peuple, sur la division des citoyens, sur les trahisons de plusieurs chefs de la garde nationale, sur la portion de

cette garde qui était vendue à l'aristocratie , et sur tous les scélérats soudoyés par la cour. Il n'appartient point aux tyrans de calculer la force du peuple ; et ceux-ci étaient loin de prévoir que tout ce monstrueux édifice du crime et de la perfidie disparaîtrait devant sa toute-puissance.

L'illusion de tous les ennemis de la liberté était si complète sur ce point, que le procureur-syndic Rœderer, qui avait accompagné Louis XVI, eut la bonhomie de parler à l'Assemblée en avocat, en protecteur de la cour, de s'appitoyer froidement sur les malheurs de Louis et de son auguste famille, d'accuser le peuple et les magistrats connus par leur attachement à sa cause, avec le courage d'un homme qui le regardait déjà comme voué au carnage et à la servitude. Mais à peine avait-il achevé de dénoncer les canonniers, qui, sur l'ordre qu'il leur avait donné de tirer sur les citoyens, s'étaient hâtés de lui témoigner leur mépris, et les officiers de la police qui n'avaient point invoqué la loi martiale ; à peine avait-il protesté de son dévouement sublime pour maintenir, au péril de sa vie, les décrets homicides qu'il attendait de l'Assemblée nationale, les cris terribles qui annonçaient la victoire de la liberté, retentirent autour d'elle. L'orateur des tyrans pâlit et rentra dans le néant ; et ceux qui, jusques-là, n'inspiraient que l'indignation et l'horreur, parurent presque dignes de pitié.

Les observateurs judicieux ont remarqué l'attention qu'eut Louis XVI au moment où les premiers coups de canon se firent entendre, de prévenir l'Assemblée *qu'il n'avait point ordonné aux Suisses de tirer.*

Quant à l'Assemblée, les prodiges d'héroïsme qui

avaient éclaté autour d'elle, parurent l'élever quelquefois à la hauteur de ses devoirs. Les députés fidèles, délivrés du joug que leur imposait cette multitude de traitres soudoyés par la cour, purent faire entendre leurs voix, et les décrets du corps législatif commencèrent à devenir des lois, puisqu'ils commencèrent à se rapprocher de l'intérêt public et de la volonté générale.

L'Assemblée approuva formellement la conduite des représentans de la commune de Paris ; elle se ressouvint qu'elle représentait elle-même le peuple, et que le peuple l'avait sauvée. Le plus beau de ses décrets est sans doute celui qui effaça cette criminelle et impolitique distinction établie par l'Assemblée constituante entre les citoyens retifs et non actifs, éligibles et non éligibles ; qui expia le crime de lèze-nation et de lèze-humanité, que le machiavélisme et la perfidie avaient osé couvrir du nom de la prudence et de la politique, pour dépouiller des droits de cité ceux-là même qui les avaient conquis, ceux qui, chez toutes les nations, composent la partie la plus saine et la plus probe de la société. Méorable et consolant exemple des progrès de la raison ! Puisque nous avons vu l'opinion publique provoquer, avec empire, l'exécution de ces lois éternelles de la justice et de l'ordre sociale, que les préjugés avaient méconnues et violées trois ans auparavant.

L'Assemblée n'a pas non plus balancé à suspendre Louis XVI ; mais il faut convenir que l'on ne trouve point, à beaucoup près, dans les décrets qu'elle a adoptés sur ce point, toute la sagesse et toute l'énergie que les circonstances exigeaient. Elle a suspendu celui qu'elle devait déclarer déchu, sauf à la convention nationale à confirmer

cette décision. Elle eût ainsi prévenu beaucoup de lenteurs dangereuses et des questions qui, dans les circonstances où nous sommes, ne peuvent être que des alimens de discordes civiles. On n'a point aimé la manière dont le décret est motivé dans le préambule; on n'a point aimé à entendre parler *des méfiances conçues contre le pouvoir exécutif*, lorsque la nation et l'Assemblée nationale n'aperçoivent partout que les crimes prouvés de Louis, de sa famille et de ses agens.

Mais, on a été révolté de voir l'Assemblée choisir ce moment pour donner un gouverneur à l'enfant royal. De quelle hauteur, juste ciel! cette idée nous fait tomber tout à coup! Français, songez au sang qui a coulé; rappelez-vous les prodiges de raison et de courage qui vous ont mis au-dessus de tous les peuples du monde; rappelez-vous ces principes immortels que vous avez eu la gloire de faire retentir autour des trônes, pour ressusciter le genre humain enseveli dans le néant de la servitude; voyez la nation française qui s'avance pour réparer ses premières erreurs, pour régler ses destinées et celle du monde, et rapprochez de ces idées le décret qui nomme un gouverneur au prince royal. Mais qu'importent les préjugés et les faiblesses des anciens délégués, quand le souverain va paraître? Au reste, il faut peut-être moins imputer ces dispositions vicieuses aux membres de l'Assemblée qui, depuis la nouvelle régénération, ont déployé quelque zèle pour le bien public, qu'à l'influence des comités et des rapporteurs.

Il eût à désirer aussi que, pour la convention nationale, l'Assemblée se fût occupée à indiquer un mode d'élection

plus simple, plus court et plus favorable au droits du peuple. Il eût fallu supprimer l'intermédiaire inutile et dangereux des corps électoraux, et assurer au peuple la faculté de choisir lui-même ses représentans. L'Assemblée a suivi la routine plus que les principes. Mais il faut la louer de n'avoir proposé ce mode d'élection, que par forme d'invitation et de conseil, et d'avoir rendu cet hommage à la souveraineté du peuple réuni dans les assemblées primaires.

Ainsi a commencé la plus belle révolution qui ait honoré l'humanité; disons mieux, la seule qui ait eu un objet digne de l'homme, celui de fonder enfin des sociétés politiques sur les principes immortels de l'égalité, de la justice et de la raison. Quelle autre cause eût pu réunir, dans un moment, ce peuple immense, cette multitude innombrable de citoyens de toutes les conditions, agissant de concert sans chefs et sans point de ralliement! Quelle autre cause eût pu leur inspirer ce courage sublime et patient, et enfanter tous ces miracles de l'héroïsme supérieurs à tout ce que l'histoire nous raconte de la Grèce et de Rome! Déjà la France entière répond à ce signal; tous les petits intrigans, tous les traitres ambitieux qui osaient provoquer le tonnerre du peuple, s'ils échappent à sa justice, vont retomber d'eux-mêmes dans le néant; déjà la secousse, qui a renversé le trône de nos tyrans, a ébranlé tous les trônes, et la liberté du monde sera à la fois notre ouvrage et notre récompense.

Français, n'oubliez pas que vous tenez dans vos mains le dépôt des destinées de l'univers. Ne vous endormez pas au sein de la victoire; adoptez la maxime d'un grand homme,

qui croyait n'avoir rien fait tant qu'il lui restait quelque chose à faire. N'oubliez pas que vous avez à combattre la ligue des despotes et à confondre les complots des ennemis plus dangereux que vous nourrissez dans votre sein. Une gloire immortelle vous attend ; mais vous serez obligés de l'acheter par de grands travaux. Restez debout et veillez. Il ne vous reste plus désormais qu'à choisir entre le plus odieux de tous les esclavages ou une liberté parfaite, entre les plus cruelles proscriptions et le bonheur le plus pur dont un peuple puisse jouir. Il faut que les rois ou les Français succombent. Telle est la situation où vous place cette lutte glorieuse que vous avez jusqu'ici soutenue contre la royauté. Secouez donc entièrement le joug de vos anciens préjugés pour vous soutenir à la hauteur des principes de la liberté et des circonstances où vous êtes engagés.

Peuple, jusqu'ici des fripons vous ont parlé de lois pour vous asservir et pour vous égorger, et vous n'aviez point de lois. Vous n'aviez que les criminels caprices de quelques tyrans accrédités par l'intrigue et appuyés par la force. Ils vous prêchaient le respect pour les autorités constituées, et ces autorités constituées, n'étaient que des fourbes adroits, revêtus d'un injuste pouvoir pour proscrire, avec de certaines formes, la justice et le civisme. Leurs crimes vous ont encore une fois forcés à reprendre l'exercice de vos droits ; exercez-les d'une manière digne de vous et propre à assurer votre bonheur. Vous ne serez heureux que quand vous aurez des lois ; vous n'aurez des lois que quand la volonté générale sera entendue et respectée, et quand les délégués du peuple ne pourront plus la violer impunément en usurpant la souve-

raineté. Le fruit de vos efforts, de vos sacrifices et de vos victoires, doit être la meilleure constitution possible, la plus digne d'un peuple magnanime et éclairé. Vous devez ce bienfait à l'univers et à vous-mêmes. Tel est l'objet de la convention nationale que vous allez former. Ecartez d'elle tous vos ennemis naturels, tous les agens, tous les valets de vos tyrans ; ne confiez point à l'intrigue, à l'ambition, à l'égoïsme, l'ouvrage de la vertu et du génie. Mais, quels qu'ils soient vos délégués, gardez-vous de les laisser maîtres absolus de vos destinées : surveillez-les ; jugez-les, et réservez-vous, dans tous les temps, des moyens réguliers et pacifiques d'arrêter les usurpations des hommes publics sur les droits et sur la souveraineté du peuple.

Mais préparez le succès de cette convention par la régénération de l'esprit public. Que tout s'éveille, que tout s'arme, que les ennemis de la liberté se cachent dans les ténèbres. Que le tocsin sonné à Paris soit répété dans tous les départemens. Français, sachez raisonner et combattre. Vous êtes en guerre désormais avec tous vos oppresseurs, vous n'aurez la paix que quand vous les aurez châtiés. Loin de vous cette faiblesse pusillanime, ou cette lâche indulgence que réclament, pour eux seuls, les tyrans altérés du sang des hommes. L'impunité a enfanté tous leurs crimes et tous vos maux. Qu'ils tombent tous sous le glaive des lois. La clémence qui leur pardonne est barbare ; c'est un crime contre l'humanité.

Détails intéressans sur les événemens du 10 août et des jours suivans.

Dans la nuit du 9 au 10 août le sieur Mandat était commandant de la garde nationale ; il avait concerté, avec la cour, l'horrible conspiration tramée contre le peuple. Il avait rassemblé, au château, tout ce que la garde nationale renfermait de satellites vendus à La Fayette et à la cour, notamment une partie des bataillons des Filles-Saint-Thomas et des Petits-Pères ; ces bataillons avaient fourni aux tyrans huit pièces de canon, suivant les aveux faits par le sieur Mandat au conseil général de la commune.

Il avait été arrêté, dans le comité des Tuileries, qu'il fallait attirer le peuple pour l'envelopper entre deux feux. Et Mandat s'était chargé d'exécuter ce plan. Le conseil général de la commune, assemblé durant cette nuit, averti de la conspiration par plusieurs indices, lui ordonna de comparaitre devant lui ; il refusa d'abord, et se rendit à un second ordre. On lui demanda pourquoi il a rassemblé aux Tuileries une force militaire extraordinaire, sans aucune réquisition de l'autorité municipale ; il répond d'une manière équivoque et astucieuse, lorsque l'interrogatoire est interrompu par un membre du conseil, qui annonce une pièce de conviction importante ; c'était une lettre écrite par le sieur Mandat au commandant du poste de la Grève. Cette lettre portait :

« M. le commandant, vous laisserez passer le peuple, quand il sera passé, vous ferez tirer dessus par derrière, je réponds du devant. » Le commandant du poste, saisi

d'horreur, avait lui-même dénoncé cet ordre au conseil général. Alors le conseil général ordonne que Mandat sera conduit sur-le-champ à la prison de l'Abbaye, et cet arrêté fut exécuté. C'est ainsi que le salut du peuple et de la liberté est dû, peut-être, à la vigilance, au courage des délégués de la commune, et à la fidélité du commandant du poste de la Grève. C'est ainsi qu'un vil intrigant, nommé Mandat, et d'autres intrigans non moins vils, renfermés dans la caverne des Tuileries, ont pensé ensevelir, pour jamais, la liberté de la France et de l'univers. Le bruit s'est répandu que ce monstre a déjà subi la peine due à ses forfaits.

Par les ordres du même homme, le bataillon de Henri IV, ou du moins l'état-major, attendait, sur le Pont-Neuf, les Marseillais et le bataillon du Théâtre-Français qui s'avancait avec confiance, pour les foudroyer d'une décharge d'artillerie. Mais, à la vue de la légion marseillaise, ces lâches conspirateurs furent intimidés ; ils refusèrent cependant le passage ; mais à peine les Marseillais se furent-ils disposés à l'attaque, que les braves satellites de La Fayette s'enfuirent à toutes jambes, et abandonnèrent leurs canons.

Il ne faut pas entreprendre de louer les prodiges d'impétuosité que firent les Marseillais au combat des Tuileries. Cent d'entre eux ont péri. C'est plus que vingt mille satellites des tyrans. Il faut détruire l'infâme repaire du despotisme et élever, à la place où il existait, un monument simple où sera gravée une inscription semblable à celle des Thermopyles. Il nous en reste quatre cents ; c'en est assez, pour faire trembler l'armée de Xerxès.

Citons un des traits héroïques qu'enfanta cette lutte de la liberté contre la tyrannie. Un corps de Bretons, de fédérés de différens départemens, et de citoyens de Paris, était arrivé aux Tuileries. L'un d'eux, le brave Westermann, citoyen d'Huningue, aussi connu par son civisme que par sa bravoure, se détache seul, et adresse la parole aux officiers-généraux suisses, postés à l'entrée du château, et environnés de plusieurs pièces de canon ; il les conjure de ne point faire couler le sang des citoyens ; ils lui font une réponse digne des satellites de la tyrannie ; il prend à témoin tous les soldats suisses, que tous les maux que présage cette journée doivent être imputés à leurs chefs ; il les invite à embrasser la cause du peuple et de l'humanité. Un officier suisse entend la voix de la raison ; il vole dans ses bras ; à son exemple, les soldats qu'il commande, s'ébranlent et descendent l'escalier pour se réunir au peuple ; mais, au même instant, les Suisses, placés au-dessus d'eux, excités sans doute par leurs chefs, font, au même instant, une décharge terrible contre les citoyens et tirent sur leurs propres camarades. Alors Westermann appelle à grands cris les citoyens rassemblés à l'entrée du château ; il s'élance, le sabre à la main, au milieu du feu ; ceux qui l'environnent se précipitent avec lui ; de nouveaux bataillons arrivent pour les soutenir ; c'est ainsi que s'engagea le combat sanglant dont les suites doivent être si décisives et si heureuses pour la liberté.

Un grand nombre de soldats fut massacré dans la fuite. Mais les officiers, mais l'état-major fut soustrait à la juste vengeance du peuple. L'Assemblée nationale elle-même les prit sous sa sauve-garde, avec une tendre sollicitude.

Les malheureux et coupables agens de l'aristocratie furent sacrifiés; les chefs de la conspiration demeurèrent impunis. Les héros de Marseille ont péri; et les exécrables, les dangereux intrigans qui, depuis le commencement de la révolution, ont désolé leur patrie, respirent pour la déchirer encore!

Quelle est donc la misérable condition de l'humanité, si l'injustice et la tyrannie triomphent jusque dans ces jours où le peuple déploie sa puissance, pour punir ses tyrans!

Les canonniers méritèrent l'admiration et la reconnaissance de la nation. Ils tournèrent contre la cour, les foudres qu'elle voulait diriger contre le peuple; ils désobéirent à leurs officiers et au procureur-syndic Røederer, pour demeurer fidèles à la patrie; et leur bravoure dans le combat répondit à ce grand acte de civisme. On a observé, dès long-temps, que le peuple n'a pas d'amis plus fidèles, ni la liberté de plus zélés défenseurs que le corps de l'artillerie; il semble que l'instruction, qu'exige le genre de leur service, ait développé chez eux le patriotisme naturel aux soldats français.

La gendarmerie nationale a acquis des droits aux mêmes éloges; elle a excité des sentimens de gratitude d'autant plus vifs, qu'elle a eu besoin de lutter contre l'aristocratie de ses chefs, et que le peuple attache toujours un plus grand prix au civisme et à l'humanité de ceux qui sont armés de la force publique.

On vit, dans la journée du 10, avec des transports de joie, accourir au secours du peuple, les gendarmes, les citoyens armés, des campagnes et des villes voisines de

Paris, telles que Versailles, Saint-Germain, où ils rencontrèrent partout sur leur passage, les signes les plus touchans de la reconnaissance et de l'amitié du peuple généreux qui venait de triompher. Plusieurs communes, dès les premiers momens de l'insurrection, avaient déjà envoyé offrir leur bras et leur zèle aux nouveaux délégués de la commune de Paris.

Qui pourrait peindre les tableaux intéressans de cette journée? Qui pourrait exprimer le sentiment sublime dont toutes les âmes étaient remplies? Les victimes amoncelées des fureurs de la cour, s'offraient de toutes parts aux yeux des citoyens, dans le vaste repaire qu'elle avait habité, dans tous les lieux qui l'environnaient; les citoyens avaient à pleurer leurs pères, leurs amis, leurs frères; mais l'amour de la patrie, l'enthousiasme de la liberté dominait au-dessus de toutes les affections; on regardait, sans émotion, les cadavres des satellites de la tyrannie; on répandait de douces larmes sur ceux des défenseurs de la liberté, en jurant de les venger.

Ceux qui ont parcouru le palais des Tuileries; ceux qui ont vu, dans l'immense hôtel de Brionne, tous ces lits qui remplissaient toutes les salles, tous les greniers, toutes les cours; ceux qui ont vu, dans tous les coins, les préparatifs et les preuves de la conjuration, ces armes, cet amas de poignards, d'une forme extraordinaire et dont l'aspect seul dénonce tous les attentats de la tyrannie, ne savent ce qu'ils doivent admirer le plus, ou de la scélératesse de la cour, ou du courage des citoyens, qui en a triomphé, ou de leur générosité qui a suspendu leur vengeance.

Que penser de ce roi, qui avait préparé toutes ces hor-

reurs, et qui, en écrivant à l'Assemblée nationale, avant le combat qui devait décider de notre sort, osa dire : *Je suis venu auprès de vous, pour éviter un grand crime.* Ce mot seul dit plus que l'histoire des crimes des rois.

Et cette réponse du président de l'Assemblée : « Sire : votre majesté peut compter sur la fermeté de l'Assemblée nationale ; ses membres ont juré de mourir à leur poste, en soutenant les autorités constituées. » O nation, que serais-tu devenue avec ces cruels tyrans et ces lâches esclaves, si ta main puissante n'avait rompu toutes les trames criminelles dont ils t'avaient environné !

Combien le peuple fut grand dans toutes ses démarches ! Ceux qui avaient trouvé quelques meubles ou quelque argent dans le château, se firent une loi de s'abstenir de ces dépouilles prises sur l'ennemi. Ils vinrent les déposer dans l'Assemblée nationale ou dans la commune ; ils regardèrent, comme des larcins, cet exercice du droit de la conquête. Ils poussèrent même jusqu'à l'excès ce sentiment de délicatesse. Le peuple immola lui-même ceux qui avaient cru pouvoir s'approprier quelques effets qui avaient appartenu aux tyrans et à leurs complices. Il fut cruel en croyant être juste.

Grands dieux ! le peuple punit, dans des malheureux, l'apparence seule du crime, et tous les tyrans, qui le font égorger, échappent à la peine de leurs forfaits ! Riches égoïstes, stupides vampires engraissés de sang et de rapines, osez donc encore donner au peuple le nom de brigand ; osez affecter encore des craintes insolentes pour vos biens méprisables achetés par des bassesses ; osez remonter à la source de vos richesses, à celle de la misère de vos

semblables; voyez, d'un côté, leur désintéressement et leur honorable pauvreté; de l'autre vos vices et votre opulence, et dites quels sont les brigands et les scélérats. Misérables hypocrites, gardez vos richesses qui vous tiennent lieu d'âme et de vertu; mais laissez aux autres la liberté et l'honneur. Non, ils ont juré une haine immortelle à la raison et à l'égalité. Quand le peuple paraît, ils se cachent: s'est-il retiré? ils conspirent. Déjà ils renouvellent leurs calomnies et renouent leurs intrigues. Citoyens, vous n'aurez la paix qu'autant que vous aurez l'œil ouvert sur toutes les trahisons et le bras levé sur tous les traîtres.

LETTRES

DE MAXIMILIEN ROBESPIERRE

MEMBRE DE LA CONVENTION NATIONALE DE FRANCE

A SES COMMETTANS.

La constitution de 91 et la monarchie constitutionnelle de Louis Capet avaient péri du même coup au 10 août. Le journal que Robespierre rédigeait sous le titre de *Défenseur de la Constitution*, ne pouvait donc plus paraître sous le même titre. Robespierre en modifia la forme ou plutôt fit paraître à la place une série de lettres adressées à ses commettans, et par ce mot, *commettans*, il déclara lui-même qu'il entendait tous les Français. La première lettre qu'on va lire sert en quelque sorte d'introduction à celles qui doivent suivre. Après avoir expliqué comme quoi les fonctions de représentant du peuple lui imposent l'obligation de rendre compte à ses concitoyens de sa conduite et de ses principes, il entre dans quelques détails sur la situation de la France et sur les principes qui doivent guider les représentans du peuple et le peuple lui-même. Nous retrouverons plus tard, dans le discours que Robespierre prononça à la convention nationale, le 10 ma

1793, lorsque le projet de constitution présenté par Hé-
rault de Séchelles était en discussion, un grand nombre
de principes et des fragmens tout entiers de cette première
lettres.

CITOYENS,

Les nouvelles fonctions que vous m'avez confiées, m'imposent l'obligation de consacrer, au bonheur de la patrie, tous mes momens et toute mon existence. J'ai mis, au rang de mes premiers devoirs, celui de rendre compte, de temps à autre, à mes concitoyens, de mes principes, de ma conduite et de la situation des affaires publiques.

Les représentans du peuple français appartiennent, en quelque sorte, à tous les peuples. Chez eux toute faiblesse est un crime, et tout crime un attentat contre l'humanité entière : ils lui doivent compte de leurs actions et de leurs pensées ; il leur faut une tribune plus accessible, plus élevée que celle de la convention nationale, d'où ils puissent être entendus de l'univers. Je monterai quelquefois à cette tribune ouverte à tous les hommes, et je tracerai le tableau fidèle des opérations de l'assemblée qui doit rédiger les lois du peuple français ; j'exposerai à vos yeux les ressorts de tous les grands événemens qui doivent fixer la destinée de la France et du monde ; je vous ferai même parcourir le dédale où l'intrigue cherche, depuis trop long-temps, à égarer la liberté. Je défendrai surtout ces maximes immuables, ces principes fondamentaux de l'ordre social, éternellement reconnus et éternellement violés, que le charlatanisme ne cesse d'obscurcir, et que l'ambition s'efforce d'effacer. J'oserai même appeler quelquefois à l'o-

pinion publique et à la postérité des funestes décisions qu'ils pourraient arracher à l'erreur ou aux préjugés.

Les amis éclairés du bien public cherchent, dans cette foule de papiers qui inondent les quatre-vingt-trois départemens, les principes, la raison, la vérité; et ils ne trouvent, dans la plupart, que la passion, l'esprit de parti, des flagorneries éternelles pour les idoles que l'on veut accréditer, des calomnies intarissables contre tous les patriotes que l'on hait ou que l'on redoute. Tous les bons citoyens désirent de voir éclore des écrits véridiques qui puissent offrir le contre-poison de ces impostures périodiques. Peut-être remplirai-je, en partie, leur vœu.

Je vous présenterai aujourd'hui quelques idées sur votre situation actuelle, sur les principes qui doivent guider vos représentans dans la carrière où vous les avez appelés, et qui doivent vous diriger vous-mêmes dans l'examen du pacte social qui sera soumis à votre sanction.

La royauté est anéantie; la noblesse et le clergé ont disparu, et le règne de l'égalité commence. Ces grandes conquêtes de la liberté sont le prix de votre courage et de vos sacrifices, l'ouvrage des vertus et des vices, des lumières et de l'ignorance de vos premiers représentans, le résultat des crimes et de l'impéritie de vos tyrans. Les rois de l'Europe tournent contre vous leurs armes sacrilèges; mais ce n'est que pour vous préparer de nouveaux triomphes. Déjà ils expient cet attentat par de honteux revers; et si vos chefs savent tirer parti de votre puissance et de votre enthousiasme, il est impossible à l'imagination même de mesurer l'étendue de la glorieuse carrière que le génie de l'humanité ouvre devant vous. Protégés par la

force de vos armes, environnés de vos vœux et de votre confiance, vos nouveaux représentans peuvent vous donner, à loisir, le plus heureux de tous les gouvernemens; et cet ouvrage ne peut être ni long, ni difficile.

Depuis que la royauté est abolie, depuis que l'égalité politique est rétablie, la constitution provisoire, purgée de ces deux vices essentiels, vous élève déjà eu-dessus de tous les peuples que les nations esclaves ont appelés libres. Telle est la solidité des fondemens sur lesquels repose ce grand édifice, telle est la beauté de plusieurs de ces parties demeurées intactes, qu'il reste peut-être beaucoup moins à faire qu'on ne pense aux nouveaux architectes. Perfectionner, d'après des principes reconnus, l'organisation et la distribution de quelques autorités constituées; tempérer l'aristocratie représentative par un petit nombre d'institutions nouvelles, qui en imposent à la corruption, et assurent le maintien des droits du souverain; voilà peut-être le seul mérite et la seule tâche de la convention nationale. Il me semble du moins que nous sommes dans une situation assez heureuse pour pouvoir, dans l'espace de quelques mois, cimenter la liberté de notre pays par un gouvernement juste, sans avoir même le droit de prétendre au titre de sublimes politiques, ni de législateurs prodigieux.

Je conviens que, pour arriver à ce terme, quelque près de vous qu'il paraisse, vous avez à éviter quelques écueils dangereux. La liberté n'est pas moins difficile à conserver qu'à conquérir. Ceux qui affirment que tous ses ennemis ont disparu avec la royauté, sont au moins des hommes crédules. Le nom de république ne suffit pas pour affermir

son empire. Qui de nous voudrait descendre de la hauteur des principes éternels que nous avons proclamés, au gouvernement de la république de Berne, par exemple, de celle de Venise ou de Hollande ? Qui voudrait échanger les sublimes destinées du peuple français contre la constitution de ces États-Unis d'Amérique qui, fondés sur l'aristocratie des richesses, décline déjà, par une pente irrésistible, vers le despotisme monarchique ?

Ce n'est point assez d'avoir renversé le trône ; ce qui nous importe, c'est d'élever sur ses débris la sainte égalité et les droits imprescriptibles de l'homme. Ce n'est point un vain mot qui constitue la république, c'est le caractère des citoyens. L'âme de la république, c'est la vertu ; c'est-à-dire, l'amour de la patrie, le dévouement magnanime qui confond tous les intérêts privés dans l'intérêt général. Les ennemis de la république, ce sont les lâches égoïstes, ce sont les hommes ambitieux et corrompus. Vous avez chassé les rois ; mais avez-vous chassé les vices que leur funeste domination a enfantés parmi vous ? Vous êtes en masse, le plus généreux, le plus moral de tous les peuples ; et, à la légèreté près, le plus digne de la liberté ; mais aussi, quel peuple nourrit, dans son sein, une si grande multitude de fripons adroits et de charlatans politiques habiles à usurper et à trahir sa confiance.

Citoyens, voulez-vous éviter de nouvelles erreurs et de nouvelles calamités ? Commencez par reconnaître le changement que la dernière révolution a apporté dans votre situation. Avant l'abolition de la noblesse et de la royauté, les intrigans, qui ne songeaient qu'à élever leur fortune sur les ruines de la cour, combattaient à côté des amis de

la liberté, et partageaient, avec eux, le titre de patriotes. De là les diverses métamorphoses de tant de personnages dont la vertu civique expirait au moment où elle commençait à contrarier leurs spéculations ambitieuses. Alors la nation semblait divisée en deux partis, les royalistes et les défenseurs de la cause populaire. Aujourd'hui, que l'ennemi commun est terrassé, vous verrez ceux que l'on confondait sous le nom de patriotes se diviser nécessairement en deux classes. Les uns voudront constituer la république pour eux-mêmes, et les autres pour le peuple, suivant la nature des motifs qui avaient, jusque là, excité leur zèle révolutionnaires. Les premiers s'appliqueront à modifier la forme du gouvernement, suivant les principes aristocratiques et l'intérêt des riches et des fonctionnaires publics; les autres chercheront à la fonder sur les principes de l'égalité et sur l'intérêt général. Vous verrez le parti des premiers se grossir de tous ceux qui avaient arboré l'enseigne du royalisme, de tous les mauvais citoyens, quelque rôle qu'ils aient joué jusque-là; celui des autres sera réduit aux hommes de bonne foi, qui cherchaient, dans la révolution, la liberté de leur pays et le bonheur de l'humanité. Les intrigans déclareront à ceux-ci une guerre plus cruelle que la cour et l'aristocratie elle-même. Ils chercheront à les perdre par les mêmes manœuvres et par les mêmes calomnies, d'autant plus redoutables qu'ils voudront s'emparer de toutes les places et de toute l'autorité du gouvernement. Que serait-ce, s'ils employaient tous ces moyens à corrompre ou à égarer l'opinion publique?

L'opinion publique aujourd'hui ne peut plus reconnaître les ennemis de la liberté, aux traits prononcés de

royalisme et de l'aristocratie; il faut qu'elle les saisisse sous les formes plus délicates de l'incivisme et de l'intrigue. Elle ne pourrait que se tromper ou flouter une funeste incertitude, si elle cherchait encore à classer les hommes d'après les anciennes dénominations. Il n'existe plus que deux partis dans la république, celui des bons et des mauvais citoyens, c'est-à-dire celui du peuple français et celui des hommes ambitieux et cupides.

Il faut apprendre désormais à juger les uns et les autres, d'après leur fidélité à observer les principes reconnus de l'ordre social et de l'intérêt public, qui doivent rallier tous les amis de la patrie.

Je vais essayer de les rappeler et développer du moins une vérité que je regarde comme la base de toutes les institutions politiques.

On a dit, il y a long-temps, que les hommes sont essentiellement libres et égaux, et que le but de tout gouvernement est le maintien de leurs droits naturels et imprescriptibles. Comment peut-il atteindre ce but? En protégeant le faible contre le fort. Or, ce qu'il y a de plus fort dans l'état, c'est le gouvernement lui-même, puisqu'il est armé de la force de tous contre chacun. Lorsqu'il déploie cette force, conformément à la volonté générale, il assure la liberté et le bonheur public. En abuse-t-il? Il n'est que le plus terrible de tous les instrumens d'oppression. Que conclure de là? Que le principal objet des lois constitutives doit être de défendre la liberté publique contre les usurpations de ceux qui gouvernent.

Parcourez l'histoire des nations, vous verrez partout le gouvernement dévorer la souveraineté. La maladie mor-

telle du corps politique, ce n'est point l'anarchie, mais la tyrannie ; si le peuple recouvre, pour quelques momens, son indépendance, ce n'est que dans les conjonctures extraordinaires où il est enfin réveillé par l'excès de l'oppression. La cause de ces dangers ou de ces désordres est dans la nature même des choses et dans le cœur humain.

Le gouvernement est institué pour faire respecter la volonté générale, et ceux qui gouvernent ont une volonté individuelle : ils tendent naturellement à leur intérêt particulier ; il faut donc que la loi les ramène sans cesse à l'intérêt commun, et qu'elle ait la force de confondre le magistrat avec la république.

Donner au gouvernement l'énergie nécessaire pour soumettre les individus à l'empire de la volonté générale, et cependant empêcher qu'il puisse en abuser : tel est le grand problème que le législateur doit résoudre. Cette solution est peut être le chef-d'œuvre de la raison humaine. Elle devient plus difficile, en proportion de l'étendue de l'état qu'on veut constituer ; car alors il faut, d'un côté, donner au gouvernement une plus grande activité, et de l'autre, il est moins aisé de rallier le peuple pour s'opposer à ses entreprises.

A peine a-t-elle été trouvée ou même recherchée sérieusement une seule fois dans le monde. On dirait que les législateurs n'ont pensé qu'à la moitié du problème. Ils ne se sont occupés que de la puissance du gouvernement et point du tout ou presque point des moyens de le ramener à son institution. Ils n'ont vu le peuple que sous le rapport de sujets et jamais sous celui de souverain. S'ils ont reconnu quelquefois que les fonctionnaires publics n'étaient

que ses serviteurs, ils les ont traités en effet comme ses dominateurs ou comme ses idoles. Cette maxime était dans leur bouche ou dans leurs livres, et non dans leur cœur. Quelle était la cause de cette fatale erreur ? C'est que les législateurs étaient des hommes qui prenaient conseil de leurs passions ou de leurs préjugés pour exécuter l'ouvrage de la raison et de la vertu. Je ne chercherai mes exemples ni dans les siècles passés, ni dans les pays étrangers ; je les trouve au milieu de vous, au sein même de votre révolution.

Voyez vos deux premières législatures. Avec quelle absurde confiance l'une bâtit le bizarre système du gouvernement représentatif absolu, sans aucun contre-poids dans la souveraineté du peuple, et sans se douter qu'un tel gouvernement est le plus insupportable de tous les despotismes ! Avec quelle affection elle ne cesse de prêcher un respect superstitieux pour les fonctionnaires publics corrompus, en même temps qu'elle avilit le peuple, l'égorge, au nom d'une loi de sang, et s'entourne de la force armée pour le tyranniser avec plus de sécurité. Que vous dirai-je de la seconde, qui n'a fait qu'enchérir sur les faiblesses et sur les fautes de ses devanciers ? Aussi l'une a vu périr son ouvrage, et l'autre a péri elle-même, avant le terme marqué à son existence. La France est perdue, peut-être, si la convention nationale ne déploie pas un plus grand caractère, et si elle n'adopte pas des principes plus purs et plus populaires. Elle les adoptera sans doute, et le portrait du législateur, qu'a tracé le plus éloquent de nos philosophes, ne doit pas nous effrayer. « Il faudrait une intelligence supérieure, qui vit toutes les passions et qui n'en éprou-

vât aucune, qui, dans le progrès des temps, se ménageant une gloire éloignée, pût travailler dans un siècle et jouir dans un autre. Il faudrait des Dieux pour donner des lois aux hommes.» Il faut au moins des philosophes également éclairés et intrépides, qui éprouvent les passions des hommes, mais dont la première passion soit l'horreur de la tyrannie et l'amour de l'humanité; foulant aux pieds la vanité, l'envie, l'ambition et toutes les faiblesses des petites âmes, inexorables pour le crime armé du pouvoir, indulgens pour l'erreur, compatissans pour la misère, tendres et respectueux pour le peuple.

La première chose que doit savoir le législateur, c'est que le peuple est bon: le premier sentiment qu'il doit éprouver, c'est le besoin de venger ses injures et de lui rendre toute sa dignité. Mais, il faut l'avouer, de toutes les qualités, celle-ci est peut-être la plus difficile à acquérir parmi nous et parmi tous les peuples qui nous ressemblent. Et, en vérité, nous ne devons ni nous en étonner, ni même nous en irriter. Nos mœurs n'ont pu changer encore entièrement avec nos idées et notre langage. L'éducation que nous avons reçue sous le despotisme, avait-elle un autre objet que de nous former à l'égoïsme et à la sottise vanité? Qu'étaient nos institutions et nos usages, si ce n'est le code de l'impertinence et de la bassesse, où le mépris des hommes était soumis à une espèce de tarif et gradué, suivant des règles aussi bizarres que multipliées! Mépriser et être méprisés, dominer et ramper tour à tour, tel était notre partage. Faut-il nous étonner, si tant de bourgeois égoïstes conservent encore, pour les artisans, quelque chose de ce dédain, que les nobles prodiguaient

aux bourgeois eux-mêmes? Il est vrai qu'on parle quelquefois avec respect de la portion indigente et laborieuse de la société, surtout dans les momens de crise et de révolution; mais ce qui se passe quand le calme règne, et lorsqu'il s'agit de l'application, prouve assez bien que nos belles formules et nos pompeuses maximes sont plutôt dans notre mémoire ou dans notre imagination, que dans nos ames.

En doutez-vous? Observez avec quelle défiance, j'ai presque dit avec quel effroi, on envisage encore la partie la plus nombreuse des citoyens, et la plus pure, en dépit de l'ignorance et de l'orgueil. Observez ce penchant éternel à lier l'idée de sédition et de brigandage, avec celle de peuple et de pauvreté. Voyez, d'un côté, combien il est difficile à la loi d'atteindre les conspirateurs puissans; de l'autre, avec quelle rapidité elle abat toutes les têtes des malheureux qui ont été plus faibles que coupables. Voyez avec quelle fatale obstination les traîtres, environnés des avantages de l'ancien régime, sont excusés, défendus, protégés; et s'il arrive une fois, qu'au défaut des juges prévaricateurs, le peuple en immole quelqu'un au salut de la patrie, comparez la sensibilité hypocrite qui verse des larmes sur sa tombe, qui fait retentir l'univers du bruit de cet horrible attentat, à la froideur avec laquelle les mêmes hommes entendent le récit des crimes de la tyrannie et le massacre des plus généreux défenseurs de la liberté. Plusieurs années après, ils feront encore retentir les tribunes de leurs perfides déclamations, pour fournir à l'ambition et à l'aristocratie le prétexte d'asservir et de dépouiller le peuple. Voyez comme ils tendent toujours à ce but, soit qu'ils le flétrissent par les dénominations magiques de fac-

ticux ou de brigands, soit qu'ils méconnaissent son vœu, en le présentant comme celui d'une section du peuple, parce que le peuple ne peut s'assembler tout entier, soit qu'ils s'appliquent à calomnier la portion qui les environne, parce que celle qui est éloignée ne peut se faire entendre. Il faut le dire, l'austère vérité et l'énergie républicaine effarouchent encore notre pusillanimité. Pour former nos institutions politiques, il nous faudrait les mœurs qu'elles doivent nous donner un jour. Nous avons élevé le temple de la liberté avec des mains encore flétries des fers du despotisme. Il a fallu le reconstruire. Attendons-nous à le voir s'écrouler, aussi long-temps qu'il ne sera point élevé sur les seuls fondemens de la justice et de l'égalité.

Ce grand ouvrage est réservé à la convention nationale. Je garantirais bien la pureté de la majorité de ses membres. Puissent-ils être inaccessibles aux séductions de l'intrigue et de la calomnie ! Il n'est qu'un seul moyen de les éviter, c'est de se rallier constamment aux principes. Elle remplira glorieusement la tâche sublime dont elle est chargée, si elle ne perd jamais de vue cette vérité fondamentale : *Que le premier de ses soins doit être de garantir les droits des citoyens et la souveraineté du peuple, contre le gouvernement même quelle doit établir.* Il était important de développer ce principe : il serait plus utile encore, non de déclarer, mais de le réaliser ; la France sera heureuse et libre, lorsqu'il passera des préambules de nos orateurs, dans leurs conclusions et dans nos décrets. J'en tirerai ailleurs les conséquences fécondes ; et je présenterai, dans une autre lettre, mes idées sur les moyens de concilier, avec la force néces-

saire au gouvernement, pour soumettre les citoyens au joug de la loi, la force nécessaire au peuple, pour conserver sa liberté.

TABLEAU

DES OPÉRATIONS DE LA CONVENTION NATIONALE DEPUIS
LE PREMIER MOMENT DE SA SESSION.

Robespierre publia à la suite de sa première lettre un compte rendu des premières séances de la convention. Cette pièce est d'autant plus curieuse que l'on y trouve une appréciation de certains hommes qui alors marchaient de concert avec Robespierre et qui, dans la suite, se séparèrent de lui et abjurèrent leurs principes, pour se vouer à l'égoïsme et à l'immoralité. Mais ce qu'il y a de plus intéressant dans ce compte rendu c'est la séance du 26 septembre 1792 ; c'est dans cette séance mémorable que les girondins livrèrent leur première attaque à Robespierre. La convention ne siégeait que depuis quatre jours, et déjà la faction des intrigans se ruait sur la vertu et l'accablait de calomnies atroces.

Assez d'autres présenteront au public le roman ou le squelette de la convention nationale : nous essaierons de la lui montrer vivante, avec son ame et sa véritables physionomie.

Le 25 septembre, les députés à la convention nationale se réunissent dans ce même château des Tuileries, où Louis XVI et ses complices tramaient, peu de temps auparavant, le massacre du peuple et la perte de la liberté. Leur première opération est de vérifier leurs pouvoirs respectifs. Ce principe est généralement reconnu, que le peuple avait été le maître d'adopter dans ses élections les règles qu'il avait jugées convenables ; en conséquence, la vérification des pouvoirs se borne à l'appel nominal des

députés et à la lecture des extraits de procès-verbaux des assemblées électorales.

L'objection faite par un ou deux membres contre les députés du département de Paris, tirée des arrêtés de l'assemblée électorale qui avait expulsé de son sein quelques électeurs, ne fut point accueillie. Le procès-verbal des séances de la convention suppose qu'elle s'est déterminée à passer à l'ordre du jour sur cet objet, parce qu'elle a trouvé, dans le silence des assemblées primaires, une approbation tacite de la conduite de l'assemblée électorale. La vérité exacte est que celle-ci n'a fait que remplir le *vœu formel* des assemblées primaires, qui avaient arrêté unanimement d'exclure de toutes les fonctions publiques tous les citoyens qui avaient été membres des clubs anti-civiques, et qui avaient signé des pétitions contre-révolutionnaires ; on peut ajouter qu'elles ont encore ratifié, d'une manière expresse, tous les actes de l'assemblée électorale, en confirmant, par des arrêtés précis, tous les choix qu'elle avait faits. Car il est à remarquer que la ville et le département de Paris ont donné au peuple français le salutaire exemple de consacrer et d'exercer le droit de choisir immédiatement ses représentans. On voit que leurs députés ont au moins l'avantage d'avoir été soumis à la censure des assemblées primaires ; et que, seuls depuis le commencement de la révolution, ils ont réuni, aux suffrages des électeurs, le choix direct du peuple. Ce qui, pour le dire en passant, prouve le bon sens de leurs détracteurs, qui ne s'aperçoivent pas apparemment que c'est aux citoyens de Paris, qu'ils insultent, toutes les fois qu'ils les calomnient.

Après avoir vérifié les pouvoirs, on proposa de se cons-

tituer immédiatement en convention nationale, et de déclarer que les fonctions de l'assemblée législative étaient expirées. Deux membres trouvèrent des objections contre cette mesure qui semblait réunir tous les suffrages. Vergniaud et Lasource étaient d'avis de la reculer ; le premier, parce qu'il fallait donner à l'assemblée législative le temps de lire et de clore ses procès-verbaux ; le second, parce que Paris était rempli, disait-il, *d'agitations, troubles, machinations, conspirations et complots*, qui menaçaient la convention nationale elle-même, et que tout était perdu, si l'assemblée législative était dissoute aussi brusquement. Cette opinion ne prévalut pas ; et après quelques débats qui ne roulèrent que sur la rédaction, l'assemblée déclare que la convention nationale est constituée.

Les uns voulaient procéder de suite à la nomination du président et des secrétaires, les autres pensaient que la convention ne devait faire aucun acte, qu'en présence du public, et dans le lieu destiné à ses séances, actuellement occupé par le corps législatif. Le premier avis l'emporta. Pétion fut nommé président, et Brissot, Vergniaud, Condorcet, Lasource, Rabaud et Camus secrétaires.

Le lendemain matin 22, la convention se rassemble encore au château des Tuileries. Plusieurs propositions assez oiseuses avaient été faites ; et Lasource discourait sur les inconvéniens et sur l'inutilité du serment, lorsqu'il est interrompu par Danton, qui prétend que les mandataires du peuple ne doivent pas délibérer hors de la présence du peuple. Lasource riposte par des traits vigoureux, lancés contre ceux qu'il appelle les agitateurs et les flatteurs du peuple. Il va jusqu'à soutenir que l'assemblée est maîtresse de

délibérer secrètement, et que la publicité n'est point un droit du peuple, mais une faveur des représentans. Cette proposition, qui prouvait mieux que tous les discours les dangers des séances clandestines, parut un blasphème à tous les zélateurs des principes ; elle fut repoussée avec vigueur par Danton.

Cette discussion fut terminée par l'arrivée d'une députation de l'assemblée législative, à qui la convention avait envoyé douze de ses membres, pour lui signifier qu'elle était constituée, et qu'elle allait se rendre à la salle du manège, pour y tenir ses séances. La députation annonce que la législature, après avoir proclamé la fin de la session, vient tout entière au-devant de ses successeurs, pour les accompagner au lieu de leurs délibérations. Les membres des deux assemblées se mettent en marche et vont prendre place ensemble dans la salle du manège.

Là, après la lecture du procès-verbal de la veille, Manuel prend le premier la parole : il rappelle les devoirs sublimes imposés aux délégués du peuple français. Ils doivent, dit-il, réunir à la puissance qui les environne, la sagesse des dieux ; ils doivent se montrer aux yeux de l'univers comme des philosophes, amis de l'humanité, destinés à préparer le bonheur du monde ; mais il conclut en demandant que le président de la convention nationale soit logé au palais des Tuileries ; qu'il marche toujours précédé des signes de la puissance ; que toutes les fois qu'il ouvrira la séance, le public se lève en signe de respect.

Les vives réclamations qu'excita surtout la qualification de président de la France, que l'orateur donna plusieurs fois au président de la convention, attestèrent la pureté des principes de l'assemblée.

Chabot, qui montra, dans cette occasion, un vrai talent, les développe avec autant de force que de précision. Ce n'est point assez, s'écriait-il, d'avoir chassé les rois; vous devez à votre pays le plus populaire des gouvernemens; défiez-vous de ce penchant aux idées aristocratiques; gardez-vous d'ériger en idole ou en sultan le simple officier des mandataires du peuple. Loin de vous séparer de vos concitoyens, par une pompe injurieuse à l'égalité, confondez-vous avec le peuple, avec les sans-culottes, ce sont-là les hommes vertueux, les véritables hommes. Chabot demande que la motion-Manuel soit écartée par la question préalable.

Tallien, qui parle après lui, trouve encore le moyen d'intéresser l'assemblée. Il plut à tous les amis de la liberté et de la morale, lorsque, répondant à l'une des objections de Manuel, il dit : « Hors de l'exercice de ses fonctions et de l'enceinte de cette salle, votre président n'est qu'un simple citoyen. Les citoyens qui auront besoin de lui iront le trouver tantôt au premier tantôt au quatrième; c'est là que loge la vertu. »

La motion-Manuel est rejetée presque unanimement.

Tallien et Mathieu se réunissent pour demander que les membres de l'assemblée jurent de ne point se séparer sans avoir présenté au peuple français une constitution fondée sur la liberté et l'égalité.

Merlin de Thionville s'oppose à cette cérémonie du serment, parofanée par l'indigne abus qu'en ont fait les précédentes législatures.

L'assemblée montra de la philosophie en adoptant cette idée. Mais le serment de maintenir la liberté et l'égalité

ne méritait-il pas une exception ? Et cette formule qui renfermait en deux mots tous les principes du bonheur des hommes, et tous les devoirs des législateurs , ne pouvait-elle pas être regardée et comme un nouveau garant de leur fidélité à la cause du peuple , et comme une expiation de tous les autres sermens insignifiants ou dangereux qui avaient été prodigués jusqu'à l'époque de la dernière révolution ?

Couthon, dont les infirmités donnent un nouveau prix à son patriotisme , propose à l'assemblée de consacrer ce principe de la souveraineté , que la constitution , dont la convention tracera le plan, ne pourra avoir force de loi; que lorsqu'elle aura été acceptée par le peuple français dans ses assemblées primaires.

Danton, dont le talent est parfaitement secondé par la force de son organe et par sa vigueur athlétique , paraît à la tribune; il appuie cette motion, qui avait été combattue par Tallien. Il propose ensuite de déclarer que les propriétés sont sous la sauve-garde du peuple français.

L'une et l'autre proposition fut accueillie. La dernière surtout excita les plus vifs applaudissemens. Kersaint, dans les transports de son enthousiasme , s'élance de sa place , pour déclarer qu'il se repent d'avoir , le matin , appelé Danton *factieux* dans la salle des Tuileries, et pour rendre un hommage public à sa vertu. Nous ne croyons point pour cela que cette motion fût nécessaire pour le rassurer sur les principes de Danton. Il savait, comme tous les hommes doués de quelque sens, que les plus courageux défenseurs de la liberté ne sont point des insensés, et qu'ils n'ont jamais prêché la loi agraire. Mais quoique la déclara-

ration proposée ne fût aucunement nécessaire pour protéger les propriétés qui étaient déjà sous la sauve-garde de la loi, et qui ne couraient aucun danger, il leur convenait de la provoquer, d'abord pour confondre les calomnies de ceux qui n'avaient pas rougi de leur prêter ces opinions extravagantes, ensuite pour rassurer les propriétaires imbéciles qu'elles auraient pu alarmer.

Sur la motion de Mathieu, l'assemblée déclare ensuite que les lois non abrogées et les autorités en activité sont maintenues provisoirement.

Collot-d'Herbois prend la parole, et prétend qu'il reste à l'assemblée un décret à porter, qu'elle ne peut différer d'un seul moment : c'était l'abolition de la royauté. A ces mots l'assemblée se lève presque entière, en mêlant ses acclamations à celles du public.

Le calme succédant à ce premier mouvement, Quinette essaie de combattre la motion de Collot. Il prétend que l'assemblée n'a pas été envoyée pour s'occuper de la royauté, mais de Louis XVI ; la royauté, d'ailleurs, est un objet de si peu d'importance, que, sans daigner même s'en occuper, il ne songe qu'à donner à la France la meilleure constitution possible.

Bazire fait de sages réflexions sur les dangers de l'enthousiasme : mais il en tire une conséquence trop étendue, en demandant l'ajournement de la question. Grégoire et quelques autres attaquent vivement la royauté, que personne n'ose défendre, et la royauté est abolie au milieu des acclamations universelles de la convention et des tribunes ; ce qui dut étonner un peu ceux qui naguère assuraient qu'une grande nation ne pouvait se passer de

roi, et qui voulaient même nous persuader que nous raffolions tous de la monarchie.

Dans la séance du soir, du même jour, trois sections de Paris, celle du Mail, des Quatres-Nations et des Tuileries, viennent à la barre déclarer leur adhésion au décret qui abolit la royauté.

Billaud-Varennes, envoyé à l'armée du centre par le conseil exécutif provisoire, rend compte de sa mission. Il dénonce une proclamation affichée dans Châlons, et signée de Luckner, dont l'objet était de retenir dans leurs foyers les volontaires nationaux.

Clootz, le prussien, propose à l'assemblée d'envoyer une adresse aux Etats-Unis d'Amérique; d'autres ajoutent, à tous les peuples libres, pour leur faire part du décret qui abolit la royauté. Où sont-ils, ces peuples libres? En est-il un seul dans le monde à qui nous puissions donner ce titre sans abjurer nos principes et sans trahir la cause de l'humanité?

Cette motion puérile en amène une autre qui n'était guère plus sage. Dussault et Sergent veulent que l'assemblée s'occupe d'élever des monumens pour consacrer la gloire de nos armes. « Il faut vaincre tous ses ennemis, s'écrie Merlin de Thionville, avant de célébrer ses victoires; consacrons tous nos momens à des lois bienfaisantes, et non à de vaines cérémonies. »

L'assemblée écarte toutes ces motions.

Thouret paraît à la barre, à la tête du tribunal de cassation, pour rendre hommage à la convention nationale et à la république naissante. C'était un grand sujet de réflexions pour les observateurs, de voir l'un des membres de ce comité de constitution, qui avait sacrifié si com-

plaisamment le peuple à la cour , accourir des premiers pour se prosterner aux pieds du berceau de la république, dans ces mêmes lieux qui avaient retenti de tant d'anathèmes contre tous ceux qu'on soupçonnait de l'appeler dès lors par des vœux impuissans.

La séance du 23 fut ouverte par le décret qui ordonne que tous les actes publics seront daté , de l'ère de la république.

Une députation des sections, composant la commune d'Orléans, dénonce à la barre la municipalité contre-révolutionnaire de cette ville, qui, non contente de résister au vœu du peuple qui l'avait destituée, a osé s'environner de canons et de toute la faction aristocratique pour allumer la guerre civile, et égorger les bons citoyens. Sur la motion de Danton, l'assemblée décrète qu'il sera nommé trois commissaires pour aller rétablir l'ordre à Orléans.

Bientôt des députés de la municipalité de la même ville et de l'administration du département du Loiret viennent prononcer à la barre une diatribe insolente contre le peuple, où ils osent se faire un mérite de leurs attentats contre la liberté. Je demande, s'écrie Danton, l'impression de ce long plaidoyer pour le drapeau rouge. L'assemblée les renvoie aux commissaires déjà nommés.

L'assemblée décrète que les corps administratifs et judiciaires seront renouvelés provisoirement. On demande que le peuple puisse choisir ses juges parmi tous les citoyens. L'opinion publique était déjà éclairée sur l'absurdité du décret qui portait qu'ils ne pouvaient être pris que dans la classe des gens de lois. Mais plusieurs membres

étaient convaincus que la justice ne pouvait être administrée que par elle ; tels était Chassèt, Lanjuinais, qui combattaient avec chaleur pour le privilège exclusif qui la lui réservait. Osselin, Danton, Tallien et plusieurs autres défendirent les principes, et l'assemblée décréta que le peuple pouvait choisir ses juges hors de la classe des gens de loi. Mais on trouva le moyen de rendre ce décret illusoire. Vergniaud distingua, dans ce décret, le principe et quelque chose qui n'était pas le principe ; il dit que le principe était décrété, mais qu'il fallait consulter le comité de législation sur les exceptions à faire sur le mode d'exécution. Cette opinion fut adoptée avec d'autant moins de difficulté, qu'on ne la comprenait pas, et ce galimatias, qui a suffi pour arrêter le renouvellement des tribunaux, retient encore, aujourd'hui, les patriotes sous le joug de la tyrannie judiciaire des praticiens aristocrates et des gens de loi contre-révolutionnaires.

Rolland, ministre de l'intérieure, présente, à l'assemblée un compte général de son administration. Son discours, qui renferme en général des idées saines, et qui exprime des sentimens patriotiques, est terminé par une invitation pressante au peuple de Paris, de respecter les lois et les autorités constituées, et, par une invitation plus pressante encore à la convention nationale, de s'environner d'une grande force armée, pour intimider les malveillans dont il la croit entourée. Le ministre paraît convaincu que la convention nationale court les plus grands dangers au milieu des citoyens de Paris ; que des hommes, appelés par la confiance universelle à consolider la révolution par de sages lois, ne peuvent se reposer de leur sûreté sur la force de ce même peuple, qui a défendu et respecté les

deux premières législatures, malgré toutes leurs trahisons. Il pense que, dans le lieu même où la liberté vient de triompher, les fondateurs de la république doivent déployer autour d'eux un appareil plus terrible que leurs devanciers, environnés des complots de la cour et de l'aristocratie. Cette idée lui est si chère, qu'il la reproduit dans tous ses écrits et dans tous ses discours à la convention nationale. Je me garderai bien de la combattre. J'aime mieux la livrer aux réflexions du ministre patriote.

Le général Montesquiou est dénoncé à l'assemblée et destitué.

24 septembre. L'assemblée est informée de l'invasion de Montesquiou dans la Savoie. Elle nomme trois commissaires pour se transporter à l'armée du midi, avec pouvoir de destituer les officiers suspects et de les remplacer laissant à leur prudence le choix du moment où la destitution du général pourrait être utile.

Luckner, mandé à Paris par le conseil exécutif provisoire, écrit à l'assemblée pour lui demander la permission de lui présenter ses hommages. On décrète qu'il sera mandé à la barre, et que pour prévenir les subterfuges ordinaires qu'il avait si souvent employés durant le cours de la législature, il sera tenu de déposer ses observations écrites en langue allemande.

Le président du tribunal criminel paraît à la barre et informe la convention nationale que deux voleurs du garde-meuble, condamnés par le tribunal, peuvent donner des éclaircissemens sur la complicité de certains personnages importans; elle décrète qu'il sera sursis à l'exécution du jugement.

25 septembre. La séance du 25 offre une scène aussi bizarre par son projet qu'importante par ses détails, propre surtout à jeter une grande lumière sur cette période importante de notre révolution. Nous devons la conserver à l'histoire avec d'autant plus de fidélité, que l'esprit de faction s'est attaché à la dénaturer avec une audace inouïe.

On lit une lettre effrayante du ministre Rolland. Des agitateurs ont jeté dans Châlons une telle épouvante, que le procureur-syndic du département de la Marne et le directeur des postes de Châlons ont pris la fuite.

Le ministre ne dit pas si ces agitateurs sont payés par le peuple de Paris ou par le conseil exécutif, ou s'ils ont été payés par Brunswick pour troubler le repos de ce procureur-syndic d'un directoire connu, en général, par son dévouement à la cour et aux conspirateurs.

Kersaint et Buzot partent de ce texte pour s'élever avec véhémence contre les agitateurs; ils voient dans Paris surtout un complot terrible tramé contre l'ordre et contre la loi; le comité de surveillance, le conseil-général de la commune, tout leur paraît infecté de je ne sais quel esprit d'effervescence et de fermentation, tendant au trouble, au désordre et à l'anarchie. Ils demandent que l'assemblée rende sur-le-champ une loi terrible contre les complots et contre les agitations.

Après beaucoup de débats et de tumulte, l'assemblée rend le décret suivant :

1° Il sera nommé six commissaires pour rendre compte à la convention de la situation de la république et de Paris; 2° Il sera fait un projet de loi contre les provocateurs

au meurtre et à l'assassinat ; 3° Il sera proposé un mode pour que la convention nationale puisse s'environner d'une force armée choisie dans les quatre-vingt-trois départemens.

L'assemblée , qui cédait à la fois à ses alarmes et à son zèle pour le bien public , ne pouvait être encore assez initiée dans la connaissance des intrigues qui l'environnent pour savoir qu'elle ne faisait que sanctionner les projets d'une coalition ambitieuse , concertés dans un conciliabule secret dont Buzot lui-même était vraisemblablement la dupe et l'instrument aveugle.

La scène qui occupa le reste de la séance , et qui avait plus de rapport qu'on ne pense avec ce qui venait de se passer , ne fut pas pour elle une énigme moins obscure.

Merlin , de Thionville , avait entendu Lasource déclamer , selon son usage , contre la réputation de Paris , qu'il accusait d'aspirer à la dictature , et il avait déclaré qu'il le mettrait dans la nécessité de s'expliquer en présence de l'Assemblée nationale.

Merlin prend en effet la parole et dit : « Une partie de l'assemblée accuse l'autre de vouloir établir la dictature , ou le tribunat , ou le triumvirat ; ceux à qui on impute ce projet accusent leurs adversaires de méditer la ruine de Paris et le démembrement de la république , sous le titre de fédération. M. Lasource assure publiquement qu'il a la preuve du premier de ces deux projets ; je le requiers , pour le bien public , de la donner à la convention. »

Lasource s'élance à la tribune et dit : « Oui , il existe un parti qui veut se délivrer de tous les membres de la législature qui ont montré de l'énergie , qui aspire au pou-

voir dictatorial, et qui veut despotiser la France, après avoir despotisé la convention nationale. On m'accuse de craindre les Parisiens, je ne crains que le brigand qui pille et l'assassin qui poignarde; je crains ceux qui donnent des ordres arbitraires et qui, pendant qu'on assassinait dans les prisons, ont décerné des mandats d'arrêt contre quelques-uns de nos collègues. Je crains ces hommes vils, cette crasse de l'humanité, vomie non par Paris, mais par quelques Brunswick.

Osselin s'élève contre le système de calomnie tramé par des hommes pervers ou stupides, pour persuader à la convention nationale que les députés de Paris conspirent contre la liberté; et pour les confondre, il invite tous ses collègues à monter successivement à la tribune pour faire leur profession de foi publique sur les principes de l'égalité et de la liberté qu'ils ont constamment défendus.

Le chef du parti, qui aspire à la dictature, s'écrie Rebecqui, je le dénonce nommément, c'est Robespierre; il monte en même temps au bureau comme s'il voulait signer cette dénonciation. Son confrère Barbaroux l'appuie.

Danton était à la tribune. Il s'applaudit de l'occasion que les dénonciateurs ont donnée à des explications qui, dit-il, pourront tourner au profit de la liberté; il retrace la conduite des patriotes courageux qui ont déployé leur énergie dans les momens orageux où les autres se cachaient. Il fait sa profession de foi politique, à l'appui de laquelle il cite ces actions, expose les inquiétudes que beaucoup de bons citoyens ont conçues sur le projet de morceler la république, et demande deux décrets pour calmer

toutes les alarmes ou réelles ou simulées ; le premier, qui déclare l'unité de la république française ; le second, qui porte la peine de mort contre quiconque proposerait ou la dictature, ou le tribunat, ou le triumvirat.

Robespierre parle ensuite, et tient, en substance, le discours suivant :

Je commence par remercier mes accusateurs. La calomnie sert la chose publique, lorsqu'elle se démasque par sa propre adresse. Vous n'attendez pas, sans doute, que je m'abaisse à me justifier d'une inculpation contradictoire et extravagante, dont ceux-mêmes, qui ont consenti à en être l'organe, rougissent déjà, j'en suis sûr ; car j'aime à leur croire quelque pudeur. La seule justification qui pourrait me convenir serait ma vie entière. Celui qui, non content de défendre les principes de l'égalité et les droits du peuple contre toutes les factions qui se sont succédées, a repoussé, loin de lui, tous les objets de l'ambition et les récompenses même du patriotisme par le double décret qui interdisait aux membres de l'Assemblée constituante et l'accès du ministère, et l'entrée de la seconde législature ; celui-là, dis-je, ne peut être réduit à se disculper du reproche d'une ambition coupable autant qu'insensée. Je ne puis pas même appeler des calomniateurs, les hommes en délire qui ont présenté cette idée. Quand ces hommes pourraient concevoir quelque possibilité d'attacher les quatre-vingt-trois départemens qui composent cet empire immense, au joug d'un simple citoyen sans trésors, sans armées, sans autorité, qui compte autant d'ennemis qu'il existe en France d'aristocrates et d'intrigans, connaissent-ils quelque moyen de faire qu'un défenseur de la liberté voulut descendre

jusqu'à la dictature, c'est-à-dire, jusqu'à la puissance absolue ? Autant vaudrait dire que les destructeurs des rois pourraient consentir à se souiller, en s'asseyant sur un trône.

Quelques voix se font entendre : « Robespierre, ne nous parle point de ta vie passée, contente-toi de nier le fait qu'on t'impute. » Qu'ai-je fait autre chose que le nier ? Je n'en avais pas besoin sans doute ; car, pense-t-on que je me regarde ici comme accusé ? Non, ce serait à moi d'accuser. Car, qu'est-ce autre chose que cette prétendue dénonciation, si ce n'est le résultat grossier de la plus lâche de toutes les intrigues ? Ce serait à moi de vous dévoiler la coalition criminelle qui, depuis long-temps, ne cesse de faire circuler l'erreur et l'imposture dans les quatre-vingt-trois départemens, par le canal des papiers périodiques dont elle dispose, et qui déjà peut-être avait armé un grand nombre d'entre vous de préventions sinistres, avant que vous fussiez arrivés sur ce théâtre de la révolution. C'est elle qui cherche à semer la division dans le sein de cette Assemblée, en déclarant une guerre absurde aux membres qui la connaissent et qu'elle craint. C'est elle qui cherche à déchirer la république, en calomniant sans cesse le peuple de Paris et tous les mandataires qu'il a honorés de sa confiance ; c'est elle, en un mot, qui s'attache à vous faire regarder les bons citoyens comme une faction, pour empêcher que l'on aperçoive la seule faction véritable, qui s'oppose encore à l'établissement de la liberté. Il me suffit, dans ce moment, de vous inviter à observer avec attention toutes ses démarches ; ne jugez les hommes et les choses que parce que vous aurez vu et entendu vous-mêmes ;

prévenez au moins, par une sage impartialité, les conséquences funestes d'un système d'intrigue et de calomnie qui semble nous présager les plus grands maux. Occupez-vous uniquement du bonheur d'un grand peuple et de l'humanité. Combien de lois salutaires auraient pu enfanter ces séances perdues et déshonorées par des déclamations imbéciles contre la ville de Paris, c'est-à-dire, à peu près contre la vingt-cinquième partie de la population qui compose le peuple français ! Commencez, dès ce moment, par décréter l'unité et l'indivisibilité de la république, comme on vous l'a déjà proposé. Décrétez même, si vous le jugez convenable, la peine de mort contre ceux qui pourraient proposer la dictature ; et, parcourons ensuite, d'un pas rapide, la carrière glorieuse où le peuple nous a appelés.

Barbaroux monte à la tribune, tenant à la main un discours écrit ; il lit en substance ce qui suit :

C'est Barbaroux qui vient prouver la dénonciation faite contre Robespierre.

Nous étions à Paris. On tramait la conspiration patriotique qui a étouffé celle du tyran Louis XVI. *On nous engagea à venir chez Robespierre. On nous dit que, dans ce moment de crise, il fallait se rallier aux citoyens dont le patriotisme était dès long-temps éprouvé. Panis nous désigna Robespierre comme l'homme vertueux le plus digne de cette dictature. Mais nous lui répondîmes que jamais les Marseillais ne courberaient la tête ni devant un roi, ni devant un dictateur. On vous dit, citoyens, que le projet de dictature n'existe pas ! et je vois, dans Paris, une commune désorganisatrice, qui veut commander à toutes les*

autres communes, et cette commune écrit à toutes les autres de se confédérer avec elle, d'approuver tout ce qu'elle fait! On ne veut pas la dictature! Pourquoi donc s'opposer à ce que la convention décrète que les citoyens de tous les départemens se réuniront dans Paris pour sa sûreté et pour celle de Paris.

Huit cents Marseillais sont en marche pour venir concourir à votre défense. Ce sont des hommes choisis parmi les hommes les plus indépendans de tous besoins, des fils de famille, à qui leurs parens ont donné un sabre, un fusil, des pistolets et un assignat de 1,000 ou de 500 livres.

Le discours de Barbaroux fut souvent interrompu par des applaudissemens extraordinaires. On en demande l'impression avec transport.

Vous voulez donc, s'écrie Tallien, imprimer une calomnie? et il commençait à réfuter les imputations qui concernaient la commune de Paris..... Les murmures qui couvrent sa voix ne lui permettent pas d'achever.

Boileau, maire d'Avalon, prouve le projet de dictature par le récit d'une conversation qu'il eut à Auxerre avec des commissaires du pouvoir exécutif, qui lui ont annoncé que la commune de Paris s'était emparée de tous les pouvoirs.

Cambon le prouve plus péremptoirement encore, 1° par les écrits de Marat, qu'il traite d'incendiaire, de scélérat.....; 2° par les dénonciations faites par des membres de la commune, de quelques membres de la commission des vingt-un de l'Assemblée législative; 3° par l'apposition des scellés mis en son nom sur les papiers du sieur Dumas et de quelques autres députés suspects, et surtout chez le sieur Amelot, trésorier de l'extraordinaire.

Un député de Douai dont nous ignorons le nom, enchérit sur tous ces faits, en apprenant à la convention nationale qu'il a entendu des commissaires de la commune de Paris, depuis la journée du 10 août, tenir, à Douai, des propos incendiaires qui ont allumé le courroux patriotique de l'accusateur public du Nord.

Enfin, un député de Seine-et-Marne, surpassant en énergie tous les préopinans, ne craint pas d'affirmer nettement que les municipes de Paris ne sont que *des incendiaires, des voleurs et des assassins*.

Parmi les reproches qu'il leur adresse, on a distingué le fait qu'il a imputé à deux commissaires de cette commune, d'avoir dit publiquement à l'Assemblée électorale de Meaux que le peuple était souverain, d'avoir *électrisé l'Assemblée qui l'avait choisi, et de l'avoir conduite d'inconséquence en inconséquence*.

Tous ces discours furent très applaudis par une partie de l'Assemblée.

Panis attendait depuis long-temps le moment de s'expliquer sur le propos que Barbaroux lui avait prêté.

Je vais répondre à l'imputation de Barbaroux. Je ne l'ai vu que deux fois, et j'atteste, sur la patrie, que jamais je ne lui ai parlé de dictature. Je me rappelle qu'ayant besoin de lui pour engager le bataillon de Marseille à fixer sa demeure aux Cordeliers, section du Théâtre-Français, mesure qui paraissait très importante à la plupart des patriotes pour exécuter la révolution du 10, je m'adressai à lui. J'étais membre de la municipalité et de l'administration de la police. Les citoyens venaient à chaque instant nous communiquer leurs craintes. Ils nous donnaient les

preuves les plus claires des complots de la cour. Ces preuves subsistent encore, et nous les produirons. Je regardais la ligue des Marseillais, avec la section du Théâtre-Français, comme très utile pour les déconcerter ; je dis à Barbaroux qui les voyait souvent : « depuis plusieurs jours, je n'ai pu déterminer encore vos compatriotes à venir à la caserne des Cordeliers, section du Théâtre-Français. C'est là qu'ils doivent être pour s'unir étroitement à cette section qui, dans les momens de dangers, fut toujours le plus ferme appui de la liberté. Aidez-moi dans ce projet. Quinze mille aristocrates sont prêts à nous égorger ; nous sommes perdus si nous ne nous hâtons de vider le cheval de Troie, (c'est ainsi que j'appelais le château des Tuileries). Tel fut l'unique objet de mes entretiens avec Barbaroux. J'étais instruit de tous les projets de la cour par plusieurs patriotes qui s'introduisaient au château ; je savais que nous n'avions pas un moment à perdre. Nous nous réunîmes un petit nombre de bons citoyens, calomniés aujourd'hui par les lâches, pour tramer patriotiquement le siège des Tuileries. »

Président, continue l'orateur, en s'adressant à Pétion, vous étiez alors à la mairie. Vous devez vous rappeler que, dans les jours qui précédèrent la journée du 10, je vous disais : « Nous ne pouvons plus y tenir ; il faut chasser du château l'armée des conjurés qui y est rassemblée ; nous n'avons plus de salut que dans une sainte insurrection. Vous ne voulûtes pas me croire ; vous pensiez que le parti aristocratique était abattu ; qu'il n'était plus à craindre. Nous fûmes obligés de nous séparer de vous pour continuer nos opérations. Nous n'étions à la mairie que deux chauds

patriotes, Sergent et moi, environnés de commis d'aristocrates et d'espions. Nous résolûmes de former un comité secret, pour recueillir les renseignemens que les bons citoyens venaient nous apporter. Les Marseillais partageaient notre passion d'anéantir la tyrannie ; ils se rendirent à la caserne des Cordeliers ; ils vinrent dès le lendemain nous demander des cartouches ; nous ne pouvions leur en délivrer sans votre signature, président-maire ; mais nous craignions de vous en parler ; vous étiez trop confiant. Un jeune Marseillais, brûlant de patriotisme, appuyant, en notre présence, un pistolet sur son front, s'écria, avec un accent qu'il est impossible de rendre : « Si vous ne me donnez pas les moyens de défendre ma patrie, je me tue devant vous. » Nos larmes coulèrent, et nous signâmes seuls l'ordre de délivrer des cartouches.

« Quant à Barbaroux, je jure la liberté que je n'ai eu d'entretien avec lui, que relativement à la translation des Marseillais à la caserne des Cordeliers ; que je ne lui ai jamais dit un mot de dictature et de Robespierre. Je ne sais ce que je dois admirer le plus, ou de la lâcheté, ou de l'invraisemblance, ou de la fausseté de sa délation. Quelles sont les preuves qu'il vous a données ? quels sont ses témoins ?

Moi, s'écrie Rebecqui ? en se frappant la poitrine des deux mains.

Panis. Vous êtes l'ami de Barbaroux, et de plus dénonciateur ; et il est étrange, comme dans la même affaire, vous vous servez tour à tour de témoin l'un à l'autre. Si les Marseillais, qui ont combattu et vaincu aux Tuileries, étaient encore à Paris, eux que j'ai vu souvent et intimement, ils diraient si je leur ai jamais tenu de semblables

discours. Eh ! à quel titre vous aurai-je choisi plutôt pour confident ? Et à qui persuadera-t-on que je pouvais concevoir le projet d'élever une puissance dictatoriale, lorsque moi et tous les patriotes étions tous sous le couteau de la cour, et n'avions ni trop de forces, ni trop de temps pour étouffer l'horrible conspiration dont nous étions environnés ? Quel moment pour conjurer contre la liberté de son pays, que celui où on est occupé de l'arracher à la fureur de ses tyrans ? Soutenez, si vous l'osez, vos calomnies ; j'emploierai toutes mes facultés à faire triompher la vérité.

Brissot. De quel droit avez-vous décerné des mandats d'arrêt contre des députés ?

Panis. Du droit qu'avait tout citoyen de sauver la patrie. Vous voulez toujours confondre ces temps d'orage et de crise avec les temps ordinaires. Vous invoquez des lois impuissantes ou contraires à la liberté, contre la loi suprême du salut public, qui seule pouvait être écoutée. Vous ne rougissez pas de défendre les traîtres qui vendaient le peuple aux tyrans, et auxquels le peuple a fait grâce, pour calomnier et le peuple, et ceux-mêmes qui les ont dérobés à sa juste colère. Oui, tel homme nous doit la vie, qui nous abreuve aujourd'hui de dégoûts et de calomnies. Vous raisonnez, après la révolution du 10 et sous la république, comme au temps de la puissance et des crimes de la cour de Louis XVI. Vous l'oubliez lui-même pour poursuivre les martyrs de la liberté. Voilà donc le sort destiné aux citoyens qui l'ont fait triompher !

DEUXIÈME LETTRE DE ROBESPIERRE

A SES COMMETTANS.

Cette deuxième lettre est le compte rendu d'une Séance de la Société des Jacobins où Dumouriez, qui n'avait pas perdu encore la confiance et l'estime des patriotes, vint protester hypocritement de son amour pour la patrie et pour la liberté. Les Jacobins fondaient les plus grandes espérances sur Dumouriez qu'ils croyaient sincère; Robespierre lui-même applaudit à ses feintes vertus; mais bientôt Robespierre et les Jacobins seront détrompés sur ce général infâme qui trahira la république et conspirera pour le rétablissement de la monarchie.

Citoyens,

Convaincu que l'un des plus puissans moyens d'instruction publique, ce sont les exemples des hommes libres, je vais vous parler de la séance des jacobins du 14 octobre. Elle a présenté, à mon avis, un spectacle digne de la république française, et qui eût honoré les plus beaux temps de la Grèce et de Rome.

Le général Dumouriez, après avoir renvoyé les Prussiens, avant de partir pour aller punir l'Autriche et affranchir les Belges, est venu visiter ses frères les jacobins. Il fut accueilli avec cordialité, mais point d'engouement, point d'enthousiasme, encore moins de flagornerie. Il put s'apercevoir que les mœurs républicaines ne seraient pas long-temps étrangères aux Français. Il eut même le droit de penser d'abord qu'il expiait encore un peu les torts de ses devanciers, et que les patriotes se souvenaient d'avoir encensé de coupables idoles. Cette défiance inquiète, aussi

naturelle que nécessaire aux peuples libres, était encore un peu motivée par une erreur cruelle, où Dumouriez paraît avoir été induit par l'un des officiers de son armée, et qui devait affliger particulièrement les citoyens de Paris (1). Au reste, il prouva, par toute sa contenance et par ses discours, que la fierté républicaine ne lui déplaisait pas. Il était déjà depuis quelque temps dans la société, lorsque le président la prévint que M. Dumouriez, obligé, par ses importantes occupations, de se retirer, demandait à lui adresser la parole dans ce moment; mais, comme cette proposition parut faire ombrage à quelques membres, il demanda à n'être entendu qu'après la lecture de la correspondance.

Il parla, avec modestie, des services que l'armée dont il était le chef avait rendus à la patrie; il fit sa profession de foi politique sur les principes de la liberté et de l'égalité, et annonça qu'il se proposait de partir incessamment pour la réaliser dans la Belgique.

« Allez, lui répondit Danton, président de la société; allez effacer par de nouveaux services ceux que vous venez de rendre à votre pays. Consolez-nous de n'avoir pu voir le despote de la Prusse amené, par vous, à Paais. Que partout la pique du peuple brise le sceptre des rois, et que les trônes disparaissent devant le bonnet rouge dont cette société vous a honoré. Revenez ensuite au milieu de nous, et les embrassements fraternels de vos concitoyens seront votre récompense.

(1) Il est question ici de l'affaire des bataillons de Mauconseil et de la république, qui ne sont que des victimes de l'aristocratie de Duchaseau. Dumouriez sera détrompé sans doute; et il ne tardera pas à réparer son erreur.

Collet-d'Herbois parla ensuite, et, pour connaître à quel point la liberté élève l'âme et le génie des hommes, il suffirait de comparer le discours improvisé qu'il adressa au général, avec ceux que nos académiciens, par exemple auraient prononcé jadis en pareille occasion.

« J'applaudis, disait-il, aux éloges que le président a donnés au soldat qui vient de quitter la tribune ; mais c'est à condition qu'il les partagera avec ses camarades, et qu'il leur reportera lui-même les témoignages de notre estime et de notre reconnaissance.

« Pour toi, Dumouriez, tu as eu l'honneur de les commander, je dirai même que tu t'en es montré digne jusqu'à présent. Avoue général, qu'il est beau de commander à une armée d'hommes libres. Avoue que les rois ne pouvaient te faire d'aussi beaux présens que celui que tu tiens de la confiance du peuple français. Comme les satellites du despotisme sont faibles et timides devant les soldats de la patrie ! Avec quelle rapidité ils fuient, et se fondent à leur aspect ! Comme la vieille gloire de ces capitaines, jadis renommés dans l'Europe, s'éclipse devant les premiers exploits des généraux de la république ; que ce Brunswick, tant vanté, a paru petit auprès de toi ! Dumouriez, reconnais, dans tout cela, la puissance et les miracles de la liberté.

« La liberté ne donne pas seulement la bravoure. La bravoure est une qualité vulgaire, qui n'est pas étrangère même aux soldats de la tyrannie ; mais la patience héroïque, mais l'amour généreux de la patrie, mais le dévouement magnanime à la cause de l'humanité, voilà les vertus qui distinguent les soldats de la république, qui ont im-

mortalisé les citoyens de Lille et de Thionville, et qui assurent à jamais la supériorité de nos armes sur celles de tous les rois du monde.

Général, comment le cœur de tes perfides devanciers a-t-il été fermé jusqu'ici à ces passions sublimes ? Nous avons été souvent trompés. Nous sommes défiants, ou nous devons l'être. Mais tu ne nous tromperas pas. La France entière t'observe ; tu n'as à choisir qu'entre l'immortalité et l'infamie, entre l'estime de l'univers et l'exécration, les vengeances de l'humanité trompée. Tu ne saurais balancer. Tu as servi la patrie, tu la serviras mieux encore ; tu sais bien qu'il n'y a rien de grand auprès du titre de bienfaiteur de l'humanité et de fondateur de la liberté des peuples. Ta patrie fut-elle ingrate, tu trouverais ta récompense dans tes actions et dans ta gloire. Ne choisis que de grands modèles. Regarde Thémistocle. Obligé de fuir le pays qu'il avait sauvé, il est réduit à chercher un asile chez ceux qu'il avait vaincus. Mais on lui propose de conduire une armée contre sa patrie. Cette épée, dit-il, ne servira jamais les tyrans contre la liberté de la Grèce, et il la plonge dans son sein.

« Défends-toi surtout des séductions de la prospérité, plus redoutables que les tentations de l'adversité. Abjures toutes les faiblesses que nos anciens usages ont enfantées, et qu'ils semblent encore justifier. Souviens-toi que les généraux de la république ne doivent jamais transiger avec les tyrans. Une guerre à mort, voilà les seuls traités qu'elle puisse faire avec eux. Soutiens partout sa dignité, je ne dirai point en Romain, mais en Français. Ecoutes, tu seras, peut-être, assez exposé aux pièges des flatteurs, et

tu as fait d'assez belles choses pour que tu puisses t'entendre rappeler une faute. Tu conviendras toi-même que, dans tes procédés avec Guillaume, tu t'es un peu trop ressouvenu de nos anciens usages et de notre ancien stile, et que tu as reconduit le roi de Prusse avec un peu trop de politesse.

« Mais l'Autriche paiera tout. Oh ! fais bien payer à cette race impie tous les outrages qu'elle a faits à l'humanité. Tu vas à Bruxelles, Dumouriez. Tu y arriveras bientôt, je l'espère. Mais avant tu dois passer par Courtrai. Là, tu as à expier les crimes du traître Jarri. Répares tous les maux qu'il a causés, et réconcilies les habitants de cette ville infortunée avec le nom français. Dis-leur que leurs désastres sont l'ouvrage des satellites de la royauté, et que les soldats de la république sont arrivés pour les réparer. Prépare ainsi les conquêtes de la liberté. Quand tu seras à Bruxelles..... Ici je n'ai rien à te dire : la grandeur de ta mission t'inspirera tout ce que tu dois faire. Cependant le nom de Bruxelles me rappelle cette femme exécration qui y règne, de cette Autrichienne qui vint jusque sous les murs de Lille repaître ses féroces regards du spectacle des boulets rouges lancés sur cette malheureuse ville..... Ah ! sans doute, elle ne t'attendra pas ; elle aura fui à ton approche. Mais si tu la trouvais, souviens-toi de ce qu'exige la justice des peuples opprimés.

« Combien d'actes de bienfaisance vont s'offrir à toi ! De quels plaisirs divins tu vas jouir ! Quelle félicité peut égaler celle d'un homme qui rend un peuple au bonheur et à la liberté ! Combien de larmes délicieuses tu feras couler ! Combien tu en verseras toi-même ! Les mères di-

ront, en te montrant à leurs enfans, toi et tes frères d'armes : « Mon fils, voilà ceux qui ont brisé nos fers ; les Français sont les bienfaiteurs de l'univers ; mon fils, efforçons-nous de leur ressembler. » Les jeunes gens s'exciteront mutuellement à vous imiter, et brigueront l'honneur de s'enrôler sous nos drapeaux. Les filles couronneront, en rougissant, vos fronts victorieux, et avoueront, avec reconnaissance, que vous leur avez apporté la plus belle de toutes les dots, en leur donnant une patrie.

« Citoyen général, remplis ta glorieuse carrière, et reviens ensuite, au milieu de nous, jouir de la gloire et du bonheur de ton pays. »

Après ce discours, Dumouriez monta à la tribune, et dit : « L'éloquent discours que Collot-d'Herbois vient de prononcer restera toujours gravé dans mon ame ; il me servira de leçon. Mais ce n'est pas à moi seul qu'il doit être utile, c'est à la nation entière. Je demande qu'il soit imprimé. » L'impression fut arrêtée.

Westerman, qui accompagnait ce général, fit l'offrande à la société d'un fusil pris sur les Prussiens. Dumouriez sortit quelques momens après, et la société reprit le cours de ses travaux.

SUR LA CONDUITE

DE LA CONVENTION NATIONALE ENVERS LE GÉNÉRAL DILLON ,
ET SUR LES PRINCIPES QUE LES REPRÉSENTANS
DE LA NATION DOIVENT ADOPTER DANS
LA GUERRE ACTUELLE.

Le général Dillon, qui commandait une armée française sur la frontière du Nord, se rendit coupable du crime de lèse-nation, en adressant au prince de Hesse une lettre qui,

par son contenu était une véritable trahison. Il était du devoir de la convention nationale de punir sévèrement le général Dillon; elle n'en fit rien, et ce fut pour lui faire des reproches à ce sujet que Robespierre écrivit l'article suivant.

Si quelque chose peut prouver que nos ames ne sont point toujours à la hauteur de nos principes, c'est, à mon avis, la conduite que la convention nationale vient de tenir envers le général Dillon.

Aucun des orateurs qui l'ont accusé n'a relevé ce me semble, tout ce que la démarche qu'on lui a reprochée renferme de contraire à la dignité et aux intérêts de la république française. Il n'est pas un seul mot de sa lettre au landgrave de Hesse qui ne soit un démenti donné à tous les principes de la révolution. Il a la courtoisie de lui renvoyer un de ses officiers, en lui faisant observer que la nation française sait admirer la valeur, même dans ses ennemis. Eh! qu'importe à la nation française la valeur d'un esclave du tyran hessois? Sont-ce là les objets de son estime ou de son attention? *Je profite de cette occasion pour donner à son altesse des conseils que je crois utiles.* « J'ai l'honneur de lui observer que, comme prince, il doit épargner le sang de ses sujets; que, comme soldat, il doit apercevoir la situation périlleuse où il se trouve; il est entouré;

Est-ce là le langage d'un courtisan qui ose adresser à son maître des représentations respectueuses? ou celui du général de la république qui parle à un petit despote d'Allemagne assez audacieux pour profaner son territoire, et présenter des fers au peuple français? Comment le chef

d'une armée qui combat pour la souveraineté du peuple, a-t-il pu consacrer les principes du despotisme, en écrivant le mot de *sujets*? Qu'avait-il à dire à un homme qui a des sujets? Quel intérêt peut-il prendre à ce marchand de chair humaine, à ce tyran méprisé par les tyrans eux-mêmes, avec qui il trafique du sang de ses concitoyens.

Dillon lui représente que les Français avaient droit de changer la forme de leur gouvernement. La nation française est-elle donc réduite à cet état de faiblesse, qu'elle doive se justifier devant un prince de Hesse? C'est bien aux despotes qu'il faut prêcher les principes de la liberté! Il n'est pas question avec eux de démontrer les droits des nations, mais de les réaliser par des victoires. Ce n'est qu'en renversant les trônes, qu'il faut convertir les rois.

Quant à ceux qu'on appelle ses sujets, la véritable manière de plaider leur cause n'est pas d'implorer son humanité: ce sera de les aider un jour à secouer son joug odieux. Maintenant quelles relations peut-il y avoir entre nous et lui, si ce n'est de châtier son insolence et de punir ses forfaits? Il n'est plus question des anciens préjugés, cette guerre ne ressemble à aucune autre. La république ne peut voir dans les rois conjurés contre elle, des ennemis ordinaires, mais des assassins de l'humanité, des brigands révoltés contre la souveraineté des nations. La seule négociation permise à nos généraux, c'est de les battre. Il s'agit même beaucoup moins de les vaincre que de les punir; de les forcer à abandonner notre territoire, que de les amener à la barre de la convention nationale, et devant le tribunal du peuple français. Le sénat romain traitait-il autrement

avec les rois ? Rome négociait-elle avec Porsenna, et priaient-elle Pyrrhus d'évacuer son territoire ? Cependant, dans ce parallèle, c'est le peuple français que j'abaisse. Quelle distance la raison et la vérité ne mettent-elles pas entre la grandeur d'une nation qui ne portait que de nouveaux fers à celles qu'elle avait vaincues, et les hautes destinées d'un peuple qui ne triomphe que pour étendre, par toute la terre, le règne de la justice et de la liberté !

Dillon propose au landgrave de Hesse de se retirer, et lui promet de favoriser lui-même sa retraite.

Ce procédé est si étrange, et Dillon a rendu sa lettre publique avec une telle bonhomie, que je n'ai pu apercevoir dans tout cela un dessein prémédité de trahir la nation. J'avouerai même que tout ce qu'on a dit à cet égard contre lui à la tribune de la convention nationale, m'a paru exagéré ; j'ai vu, dans la conduite de ce général, beaucoup plus de d'étourderie que de perversité, beaucoup plus de préjugés que de mauvaises intentions. Mais ce n'étaient point ces considérations qui devaient déterminer la convention nationale : elle ne devait consulter que la sévérité des principes, que la nature et les conséquences politiques de la démarche de Dillon.

Or, cette démarche compromettait évidemment la dignité de la république ; elle l'a blessée d'une manière d'autant plus fâcheuse, que le prince de Hesse a poussé l'audace jusqu'à rejeter la proposition qui lui était faite par Dillon. Elle compromettait même la puissance et les intérêts de la nation ; et si elle n'avait pas la noirceur d'une trahison, elle en avait du moins les effets. Si, comme Dillon le dit formellement dans sa lettre, les

Hessois étaient réduits à la plus grande détresse, s'il ne leur restait d'autre salut que la retraite, la leur ouvrir était trahir évidemment la cause de la république. Si c'est un avantage de délivrer le territoire français des ennemis qui l'ont souillé, c'en est un plus grand de les y ensevelir, et d'abattre en une campagne toute la puissance des tyrans. Permettre que ceux qui ont porté au sein de notre patrie le fer et la flamme, pour la remettre sous le joug, en soient quittes pour regagner paisiblement leurs foyers, c'est le triomphe de la tyrannie, c'est la honte du peuple français. Au contraire, si les Hessois étaient assez forts pour résister aux armées françaises, là démarche de Dillon est une énigme inexplicable ; considérée comme une bravade, comme une ruse de guerre, elle tient de la folie. Enfin, le devoir de ce général était de combattre nos ennemis, et non de transiger avec eux.

La convention nationale n'a pas eu la fermeté de prononcer sur sa conduite. Avant de prendre un parti sur les résolutions vigoureuses que plusieurs de ses membres lui proposèrent dans la séance du 10 octobre, elle adopta la mesure faible et dilatoire de consulter le conseil exécutif. Elle avait décrété que les ministres se réuniraient pour lui donner les renseignemens qu'ils pouvaient avoir sur ces faits. Le ministre de la guerre *par interim* lui répondit seul qu'il n'en avait point d'autres, que la lettre même de Dillon envoyée à l'assemblée. Il l'invita à demander des éclaircissemens sur cet objet au général Dumouriez, qui devait paraître devant elle. Dumouriez n'a ni justifié, ni inculpé Dillon ; et ce n'est point lui qu'il faut blâmer. Il a répondu en homme qui semblait dire à la convention :

« vous avez sous vos yeux le titre de l'accusation. Ce n'est point à moi que le peuple a imposé le devoir de ramener les généraux aux principes ; c'est à vous de juger vous-mêmes si Dillon les a violés. »

Cependant, cette question importante fut écartée, je ne sais pourquoi, et les résolutions de la veille parurent complètement oubliées. J'ai cru même apercevoir une étrange affectation de la part du bureau, de lire certaines pièces étrangères à cette discussion, et de petites ruses employées pour éloigner de la tribune les orateurs qui voulaient la relever.

Depuis cette époque, Dillon n'a point battu les Hessois, qu'il peignait dans sa lettre au prince de Hesse comme incapables de résister. Le lendemain de la séance que je viens de rappeler, on informa l'Assemblée qu'il était entré dans Verdun, après avoir proposé et pris avec le commandant les mesures nécessaires pour assurer la retraite des troupes prussiennes. Je ne m'expliquerai point ici sur cette conduite qui fut vivement inculpée. J'attendrai que le temps ait éclairci les faits. Mais la victoire la plus complète, chez un peuple libre, n'aurait pu effacer des torts de la nature de ceux dont nous avons parlé. Un membre proposa de nouveau le décret d'accusation. Choudieu demanda que la convention nationale défendit aux généraux de conclure *aucunes négociations* avec les ennemis. Mais toutes ces propositions furent écartées par le *renvoi au comité*.

Il faut se hâter de le dire, pour prévenir, s'il est possible, le plus dangereux de tous les abus. La première règle de la politique des représentans du peuple doit être de surveiller,

avec une juste sévérité, la conduite des chefs de la force armée, et de les contenir dans les véritables limites de leur pouvoir. Elle ne doit point perdre de vue que la puissance militaire fut toujours le plus redoutable écueil de la liberté. Rien n'a déshonoré le corps législatif comme la lâcheté avec laquelle il a courbé un front servile devant les généraux de ce temps-là. Il n'est point à craindre que la convention descende à cet excès d'avilissement. Mais la faiblesse seule conduit à tous les malheurs et à tous les crimes ; elle peut rouvrir et envenimer toutes les plaies de l'État. Le moindre des maux qu'elle lui causerait, serait de faire tomber la convention à une distance incommensurable, au-dessous de ses devoirs et de l'opinion publique. Quand on peut avoir l'orgueil des représentans d'un grand peuple, des législateurs de l'Europe, des libérateurs du genre humain, comment se fait-il qu'on ne veuille avoir que celui d'un bourgeois, d'un noble, d'un homme de loi, d'un municipal ? Combien de fois cependant l'histoire de notre révolution ne nous a-t-elle pas présenté ce phénomène ?

SUR L'INSTITUTION

D'UNE NOUVELLE GARDE POUR LA CONVENTION NATIONALE.

Les girondins, qui calomniaient sans cesse la population parisienne et qui travaillaient avec un zèle infernal à replonger le peuple dans la servitude, demandèrent la formation d'un corps de troupes spécialement chargé de garder la convention nationale, pour les protéger eux-mêmes contre les justes ressentimens du peuple. Robespierre s'éleva de la manière suivante contre cette proposition.

Une question aussi bizarre par son objet qu'importante

par ses conséquences, agite, depuis quelque temps, les esprits.

Ceux qui se sont formé une juste idée des devoirs, de la puissance et de la majesté de la convention nationale, ne s'attendaient guère à la voir mettre au rang de ses plus sérieuses occupations, celle de se donner une garde imposante et extraordinaire. Les haines connues de la coalition qui semble la dominer actuellement contre les citoyens de Paris et contre plusieurs députés de ce département ; toutes les fureurs de l'orgueil offensé ne suffiraient pas pour expliquer ce phénomène politique. Il faut nécessairement le lier à des vues plus profondes et plus importantes.

Les observateurs les moins attentifs ont dû apercevoir avec quelle activité et avec quel art les inventeurs de ce projet en ont d'avance préparé le succès. Dénonciations journalières du ministre de l'intérieur, combinées avec les déclamations éternelles de quelques députés, contre tout ce qui porte le nom parisien ; toutes les ressources de la calomnie, tous les petits manèges de l'intrigue furent prodigués pour remplir l'Assemblée de préventions sinistres et de ridicules alarmes sur sa propre sûreté. On se rappelle que ce fut à la suite d'un discours insidieux du ministre Roland, et d'une diatribe véhémement de Buzot, contre ce qu'il appelle *les flatteurs et les agitateurs du peuple*, que fut rendu le décret qui suit :

1° Il sera nommé six commissaires pour rendre compte, à la convention, de la situation de la république et de Paris ; 2° il sera fait un projet de loi contre les provocateurs au meurtre et à l'assassinat ; 3° il sera proposé un mode,

pour que la convention nationale puisse s'environner d'une armée choisie dans les quatre-vingt trois départemens.

On n'oublia point d'introduire, dans la nouvelle commission, les détracteurs les plus infatigables de la ville de Paris. Cependant, la moitié des membres qui la composaient s'opposa à l'institution de la force armée. On fit décréter que trois autres membres seraient adjoints au comité. Trois députés, dont le zèle pour le projet n'était point douteux, furent choisis par le président, et Buzot fut chargé de le rédiger et de le présenter à l'Assemblée. Ce projet a alarmé tous les bons citoyens. Je vais en développer l'esprit et les dangers dans les observations adressées à la convention nationale, que je crois devoir remettre sous les yeux de mes concitoyens.

La discussion du projet qui vous est présenté ne peut être ni longue, ni difficile, si vous voulez remonter au principe de la question.

Dans tout état bien constitué, la force publique est une, comme la volonté générale qu'elle est destinée à faire respecter. Elle a un objet unique, celui de maintenir l'exécution des lois, en protégeant les personnes et les droits de tous les citoyens.

Elle ne peut être dirigée qu'au nom de la loi, et par l'ordre du magistrat qui en est l'organe. Les personnes, l'autorité de tous les délégués du peuple reposent, comme les droits et les personnes des citoyens, sous la sauvegarde de cette force publique unique et toute puissante ; car elle est la force de la société entière.

Toute force particulière armée, affectée à un homme, à une assemblée, quelque constituée qu'elle soit en puis-

sance, est un monstre dans l'ordre social. Elle est toujours sans objet, puisqu'on ne peut jamais supposer que la force publique, dont je viens de parler, soit insuffisante pour les défendre. Elle est dangereuse, car elle n'est plus dirigée par la volonté générale, mais par la volonté particulière du corps ou de l'individu auquel elle appartient. Elle n'est plus un moyen de protection universelle pour la société; ce n'est qu'un instrument de violence et de tyrannie pour ceux qui l'ont usurpée; c'est, tout au moins un absurde et dangereux privilège. C'est pour cela, sans doute, qu'aux yeux des hommes éclairés, la garde armée, qui environnait les monarques, parut toujours une absurdité tyrannique, même dans le système de la monarchie. C'est pour cela que, dans la première législature, les députés, fidèles au principe, réclamèrent contre l'institution d'une garde pour le roi des Français. Or, si la raison, si le civisme ne pardonne point à la maison militaire des rois, de quel œil verra-t-il la maison militaire des mandataires du peuple, et le nouveau capitaine des gardes que l'on veut vous donner? Une pareille question est décidée par ce simple dilemme. Ou bien les délégués du peuple ont sa confiance, ou il ne l'ont pas. Au premier cas, ils n'ont pas besoin de force armée; dans le second, ils ne l'appellent que pour opprimer le peuple. Craignent-ils les entreprises de quelques malveillans? Le peuple et la loi les garantissent contre ce danger. Craignent-ils le peuple lui-même? Ils ne sont plus que des tyrans. Ces principes suffisent pour écarter le projet du comité. Mais combien vous paraîtra-t-il ridicule et funeste à la fois, si vous l'examinez sous le rapport des considérations politiques!

D'abord par quelle fatalité, une assemblée qui commence avec le règne de la république, sous les auspices de l'estime universelle, semble-t-elle écarter cette multitude d'objets d'intérêt public qui la presse de toutes parts pour s'occuper de sa garde particulière? Par quelle fatalité ne se repose-t-elle pas, soit de sa dignité, soit de sa sûreté, sur celle qui avait environné les deux assemblées précédentes, et qui jusqu'ici lui avait rendu les mêmes services? Ces questions, quoiqu'on puisse dire, ne sont point faciles à résoudre, à moins qu'on ne suppose, à cette conduite, quelques motifs cachés et extraordinaires.

Eh bien! ces motifs, quels sont-ils? Il faut les approfondir. Est-ce la sûreté de la convention nationale? Si ce motif a quelque fondement, il est le plus impérieux de tous; et, dans ce cas, je vote pour le projet. Mais, dans le cas contraire, il faut dissiper de vaines alarmes qui ont été jetées au milieu de vous. Or, quel est l'insensé qui a espéré de vous persuader que les représentans du peuple n'étaient point en sûreté dans cette grande cité qui fut à la fois le berceau, le foyer, le boulevard de la révolution, au milieu de ce même peuple qui a gardé, défendu les deux premières législatures, malgré toutes leurs trahisons? Eh quoi! vos prédécesseurs de l'une et l'autre assemblée avaient lâchement abandonné la cause publique; et ils ont fourni paisiblement leur carrière, en dépit de toute la puissance et de toutes les conspirations de la cour; et vous, les fondateurs de la république, vous, dont tous les actes seront des titres à la reconnaissance de l'humanité, on pourrait vous faire croire à quelques dangers, dans ces mêmes lieux où la liberté vient de remporter un dernier triomphe sur la

tyrannie. On vous parle sans cesse de factions conjurées contre vous ; où sont-elles ? En avez-vous découvert quelque trace ? Et s'il s'en élevait, seraient-elles plus puissantes que celles qui environnaient vos devanciers ? Les ennemis de la liberté sont-ils plus forts aujourd'hui, depuis la chute des rois ? ou bien auriez-vous d'autres ennemis que ceux de la liberté ? Sont-ils plus imposans que les représentans de la nation française, investis de la suprême puissance ? Sont-ils plus forts que le peuple immense qui vous entoure ? ou bien doutez-vous de ce peuple lui-même ? Ah ! fussiez-vous despotes, prévaricateurs, il vous respecterait. Les plus ardens amis de la liberté savent mieux que personne, qu'aujourd'hui l'insurrection même la plus légitime ne ferait que hâter la perte de l'état et de la liberté. Le peuple français souffrirait avec patience les erreurs, les crimes même de ses mandataires, et il attendrait le moment de juger leur ouvrage. Quelle prétexte d'inquiétude peut donc rester à des hommes qui veulent remplir, avec gloire, les devoirs sublimes qui leur sont imposés ? Depuis quand la vertu partage-t-elle les terreurs du crime ? Depuis quand le courage raisonne-t-il comme la lâcheté, et la liberté comme la tyrannie ?

Mais ce motif, aussi absurde que honteux, il semble que personne ne veuille plus l'avouer aujourd'hui ; examinons donc ceux que le rapport des comités nous présente.

La nation entière, dit-on, doit être appelée à couvrir ses représentans de son égide ; elle doit concourir de la même manière à la garde de tous les dépôts et de tous les établissemens publics qui sont la propriété commune.

La nation, sans doute, doit beaucoup de reconnaissance

au zèle de ceux qui réclament, pour elle, ce droit qu'elle avait oublié jusqu'ici ; sans doute parce qu'elle croyait en avoir de plus sacrés à conquérir ou à cimenter. C'est à eux qu'il était réservé de découvrir ce principe inconnu, d'où il résulte que la souveraineté du peuple français est compromise, si, les quatre-vingt-trois départemens ne nomment point des représentans particuliers pour concourir à la garde des ministres, du tribunal de cassation ; que dis-je ? pour garder nos ports, nos arsenaux, nos forteresses, qui sont aussi des dépôts et des établissemens nationaux. Et pourquoi aussi les commis, les huissiers de la convention nationale, ne seraient-ils pas pris, aussi bien que ses gardes, dans les quatre-vingt-trois départemens de la république. Car toutes ces conséquences dérivent évidemment du même principe ; et si elles sont absurdes, ce n'est peut être que la faute du principe.

Mais d'où vient donc ce bizarre scrupule ? Partout où l'Assemblée nationale résidera, ne sera-t-elle pas gardée par des Français ? à Bordeaux, à Marseille, à Paris, peu importe ; elle ne doit point voir des Bordelais, des Marseillais, des Parisiens ; mais des citoyens placés sur différens points, d'un état unique et d'une patrie commune à tous. N'est-ce pas la nature même des choses qui veut que, dès que son séjour est fixé à Paris, elle soit gardée par la portion du peuple français qui habite Paris ? Et comment peut-on présenter, comme un privilège odieux, ce qui n'est que l'effet de la nature des choses ; et que les mêmes circonstances transporteraient indifféremment à d'autres.

Cependant on nous présente la force armée, qu'on veut appeler des départemens, comme un *lien moral* que l'on ne

peut méconnaître sans compromettre l'unité, la force et la paix intérieure de l'état. Qui l'eût jamais soupçonné, que le salut de l'état tenait à un corps de 4000 hommes réunis pour faire le service militaire auprès de l'assemblée représentative? Et ne pensez-vous pas vous-mêmes, citoyens, que le véritable lien de l'unité, de l'indivisibilité de la république française, c'est celle du gouvernement et de la représentation nationale; c'est le système entier de nos lois constitutionnelles?

Mais comment veut-on nous faire voir la consolidation de l'unité politique dans un projet qui tend évidemment à l'altérer? Eh! qu'y a-t-il donc de plus naturellement lié aux idées fédératives que ce système d'opposer sans cesse Paris aux départemens, de donner à chaque département une représentation armée particulière; enfin, de tracer de nouvelles lignes de démarcation entre les diverses sections de la république, dans les choses les plus indifférentes et sous les plus frivoles prétextes?

Que dis-je? qui peut songer aux circonstances qui ont accompagné et précédé le projet que je combats, sans voir qu'il ne fait que préparer celui de morceler l'état en républiques fédérées? Eh! que signifient donc ces déclamations intarissables contre l'esprit qui anime les citoyens de Paris contre tous les mandataires que cette ville a choisis? Que signifient ces suppositions éternelles de complots, dont on prétend qu'elle est le foyer; ces dénonciations prodiguées à tous propos par un ministre, commentées avec tant de perfidie, soutenues avec tant de fureur, et que l'on a donné pour motifs à la proposition d'appeler autour de vous une force armée extraordinaire? Que signifie ce ton menaçant

avec lequel on annonce sans cesse les bataillons qui arrivent pour nous contenir ? Hier encore, l'auteur du projet que nous discutons, n'invitait-il pas formellement les quatre-vingt-deux autres départemens à s'élever contre celui de Paris ? Quel peut être le but de ce système de calomnie et de persécution, si ce n'est de semer l'alarme dans les départemens et dans votre sein, pour diviser l'état et détruire Paris ? Dans ces circonstances, est-il difficile de prévoir les conséquences du décret que l'on vous propose ? Ne le regardez-vous pas comme une semence de discorde jetée entre les citoyens de Paris qui ne verront, dans les motifs et dans la nature de cette constitution, qu'une injure et des dangers, et ces surveillans armés, qui arriveront pleins de ces préventions sinistres, fruits amers de tant de libelles et de tant d'intrigues ? Déjà je crois voir renouveler ces actes arbitraires contre la liberté individuelle, provoqués par les haines personnelles et par l'esprit de parti. Je vois d'un côté l'oppression, de l'autre la résistance ; partout l'animosité et les défiances, c'est-à-dire, la guerre civile commençant dans Paris. Et dès-lors, quel vaste champ ouvert aux intrigues et aux factions ! Quels prétextes de persuader aux départemens qu'ils doivent accourir au secours de leurs compatriotes ; de crier aux conspirations, aux agitateurs, de grossir la garde de 4000, qu'on avait d'abord proposé de porter à 24000 ! Et qui peut répondre que l'intrigue et l'esprit de parti ne présideront point à sa composition, ou ne la circonviendront pas ; que l'aristocratie déguisée, que les royalistes devenus républicains ne s'y introduiront pas ?

De tous les résultats sinistres que ce projet peut produire,

qui peut prédire, avec précision, ceux que le temps ferait éclore? Mais aussi, qui peut ne pas les redouter? qui ne doit point les prévenir autant qu'il est en son pouvoir?

Cependant on nous présente la garde nouvelle comme un bienfait pour la ville de Paris, et comme un moyen nécessaire pour resserrer les liens de la confiance et de l'affection entre elle et les départemens. Eh! ne les relâchez pas, ces liens, ils seront immortels. Ne vous appliquez point à attiser contre elle une haine ingrate, une absurde jalousie, et elle comptera toujours sur l'attachement des Français. Nous ne craignons pas qu'ils perdent le souvenir des événemens immortels de la révolution, ni de la sainte alliance que nous avons jurée tant de fois, et que nous venons de cimenter par notre sang et par la mort des tyrans. Que nous importe, au surplus, cet éloge de Paris, démenti un moment après par des reproches amers, et balancé par le tableau des avantages qu'on semble lui envier! Non, Paris, quoi qu'en dise le rapporteur du comité, *ne s'enorgueillit point de cette opulence qu'il a immolée sans regret à la liberté, des monumens dont les arts l'ont embelli; il a renversé tous ceux qui nous rappelaient l'idée du despotisme. Nous avons oublié tous les arts, pour ne connaître que celui de combattre la tyrannie; nous ne sommes pas fiers des vertus d'un petit nombre d'hommes qui viennent les cultiver au milieu de nous. Cette corruption, enfantée par l'opulence que vous nous reprochez, ne nous appartient pas. Elle est le partage de ceux qui possèdent ces richesses; et ces gens-là sont bien plus près des principes de nos calomniateurs que des nôtres. Au reste, nous croyons aussi que le peuple magnanime, qui a renversé la Bastille et le trône,*

qui a souffert les proscriptions et la misère pour conquérir la liberté, n'est pas tout à fait corrompu ; et nous pensons que la vertu de nos sans-culottes vaut bien celle des rhéteurs feuillantins. et des républicains-royalistes *qui daignent venir cultiver leurs talens sublimes au milieu de nous.*

Ne dites donc plus que *cette garde est nécessaire, parce qu'on pourrait un jour faire oublier aux habitans de Paris* (ce sont les termes du rapport) , *que leur existence est attachée à l'indépendance des représentans, qu'il doivent s'honorer de posséder dans leurs murs ; mais qu'ils ne peuvent jamais influencer impunément !*

Représentans du peuple, l'entendez vous ? Le voilà donc découvert ce motif caché de l'institution qu'on vous propose ! C'est contre les citoyens de Paris qu'elle est invoquée. N'était-ce pas là l'esprit et le langage de ces fougueux défenseurs de l'aristocratie qui, depuis, ont tourné un fer parricide contre le sein de leur patrie, lorsqu'ils déplo- raient la perte de leurs odieux privilèges anéantis par la volonté souveraine ? N'était-ce pas celui de La Fayette, lorsqu'il se baignait dans le sang des plus vertueux citoyens ; lorsqu'il environnait cette salle même de satellites égarés, pour enhardir l'assemblée constituante à assassiner la liberté ? Eh ! pour quel autre raison voudrait on mettre des gens armés entre le peuple et soi, si ce n'est pour le trahir ? La vertu n'appelle-t-elle pas toute la force de l'opinion publique, comme le crime la repousse ?

Le texte ordinaire des déclamations de tous ces ennemis de la liberté, c'était la tyrannie du peuple de Paris ; comme si les Français de Paris étaient d'une autre nature que ceux qui habitaient les autres contrées de la France. Ils savaient

bien que s'élever contre l'influence des Français de Paris , c'était un moyen adroit d'attaquer l'opinion générale ; qu'attaquer le peuple de Paris , c'était attaquer indirectement le peuple français ; car ce n'était point les citoyens de Perpignan ou de Quimper , qui pouvaient exercer l'heureux ascendant des regards publics sur les opérations dont Paris est le théâtre. Paris avait un tort irréparable aux yeux de tous les fripons politiques ; c'était de renfermer une immense population , qui était à chaque instant témoin de tous les événemens qui intéressent la liberté publique. Pour affermir la liberté, il faut à ce vaste empire un foyer de lumières et d'énergie, d'où l'esprit public pût se communiquer à la multitude infinie de toutes les petites sections qui composent l'universalité du peuple français. Paris fut à ce titre l'écueil du despotisme royal ; il est destiné à être celui de toutes les tyrannies nouvelles. Aussi, tant qu'il existera en France des ambitieux qui méditeront des projets contraires à la cause publique, ils chercheront à calomnier, à détruire Paris ; ils voudront au moins dérober leurs crimes aux regards du peuple magnanime et éclairé qu'il renferme dans son sein. Citoyens représentans, voilà toute la politique de ceux qui veulent vous égayer et vous maîtriser. Qu'ajouterai-je à tout cela ? Vous dirai-je que le corps particulier qu'on veut vous attacher n'est pas plus digne de vous , que la masse des citoyens qui vous entourera partout où vous porterez vos pas ; que cette maison militaire choisie par les administrations ; que cet équipement, que ces uniformes dont vos comités ont daigné s'occuper, ne valent pas , aux yeux des amis de la liberté, les habits grossiers et variés, ces épaulettes de

laine et ces piques de nos sans-culottes que vous allez éloigner de vous ? Je ne vous dirai plus qu'un mot. La nation française vous regarde. L'Europe vous observe, et elle vous voit délibérer sur les moyens de vous garder contre le peuple qui vous entoure ; le dirai-je ? elle vous voit, depuis longtemps, servir, à votre insu, de petites passions qui ne doivent jamais approcher de vous. Il est temps de vous délivrer de ces honteux débats. Hâtez-vous de déclarer qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur le projet qu'on vous propose.

SUITE DU TABLEAU

DES OPÉRATIONS DE LA CONVENTION NATIONALE.

Le compte rendu que Robespierre avait publié en même temps que sa première lettre n'était pas complet ; il en donna la fin à la suite des articles qu'on vient de lire. On remarquera dans cette seconde partie de son compte rendu sur la séance du 25 un discours très curieux de Marat.

Marat demande à répondre aux inculpations dirigées contre lui. De violens murmures, des cris à bas de la *tribune* s'élèvent de toutes parts, Ce premier orage s'apaise, Marat commence :

« J'ai dans cette assemblée un grand nombre d'ennemis personnels. » Nous le sommes tous, oui, tous, s'écrièrent ensemble les trois quarts des membres de la convention. Marat reprend de l'air et du ton le plus calme : « J'ai dans cette assemblée un grand nombre d'ennemis personnels ; je les rappelle à la pudeur. Je les exhorte à s'interdire les clameurs furibondes et les menaces indécentes

contre un homme qui a servi la liberté , et eux-mêmes , beaucoup plus qu'ils ne pensent. Qu'ils sachent écouter une fois. Je rends grâces à la main cachée qui a jeté , au milieu de vous , un vain fantôme , pour épouvanter les hommes timides , diviser les bons citoyens , et décrier la députation de Paris. On l'accuse d'aspirer à la dictature , au triumvirat , ou au tribunat ; cette inculpation absurde n'a pu trouver des partisans que parce que j'en fais partie. Eh bien ! je dois à la justice de déclarer que mes collègues , notamment Robespierre , Danton , tous les autres ont constamment repoussé l'idée du dictatorial , que j'ai publié dans mes écrits ; que j'ai même eu à rompre sur ce sujet plusieurs lances avec eux. Je crois être le premier écrivain politique , ou plutôt le seul en France qui l'ai jetée dans le public , comme le seul moyen d'écraser les traîtres et les conspirateurs. Si cette opinion est répréhensible , c'est moi qui suis seul coupable ; c'est sur ma tête seule que j'appelle les vengeances de la nation ; mais avant de faire tomber le blâme ou le glaive , entendez-moi.

« Au milieu des machinations éternelles tramées contre la patrie ; à la vue des conspirations sans cesse renaissantes d'un roi perfide et d'une cour abominable , à la vue des forfaits de tant de traîtres , qui vendaient lâchement les droits du peuple , et dans l'assemblée constitutive , et dans l'assemblée législative , me ferez-vous un crime d'avoir d'abord proposé le seul moyen qui me semblait pouvoir nous arrêter sur les bords de l'abîme où ils nous entraînaient ? Lorsque les autorités constituées ne servaient plus qu'à détruire la liberté , qu'à égorger les patriotes au nom de la loi , me ferez-vous un crime d'avoir appelé sur les

têtes criminelles la hache des vengeances populaires? Non. Le peuple lui-même vous démentirait; car, s'il n'a point suivi mes conseils, il a senti plus tard, de lui-même, qu'il ne lui restait plus d'autre ressource, pour échapper à la fureur de ses tyrans, et c'est en devenant dictateur lui-même qu'il s'est délivré des traîtres.

« J'ai frémi, plus qu'aucun autre, à l'idée de ces mouvemens terribles, et c'était pour qu'ils ne fussent point éternellement vains; c'était pour que le peuple ne fût point forcé à les recommencer que j'aurais désiré qu'ils fussent dirigés par quelque citoyen sage, juste et ferme, pour assurer une fois le salut et le bonheur publics. Si l'on eût pu sentir la nécessité de cette mesure, à l'époque de la prise de la Bastille, cinq cents têtes scélérates auraient tombé, et la paix, la liberté étaient affermies pour jamais dès cette époque, tandis que, faute d'avoir déployé cette énergie, aussi sage que nécessaire, cent mille patriotes ont été égorgés, et cent mille autres sont menacés de l'être. Au reste, la preuve que je ne voulais point faire de cette espèce de dictateur, de tribun, de triumvir (le terme n'y fait rien), un tyran tel que la sottise pourrait se le figurer d'après ce mot, mais une victime vouée à la patrie, dont nul ambitieux n'aurait envié le sort, c'est que je voulais en même temps que son autorité ne durât que peu de jours; qu'elle fût bornée au pouvoir de condamner les traîtres, et même qu'on lui attachât, durant ce temps, un boulet au pied, afin qu'il fût toujours lui-même sous la main du peuple. Toutes les mesures vigoureuses ont paru absurdes à beaucoup d'autres, aux mandataires du peuple; aussi avaient-ils perdu la patrie, si le peuple n'avait foulé aux

pièdes leurs lâches systèmes. Mes idées, quelque révoltantes qu'elles parussent, ne tendaient qu'au bonheur public; car jamais personne n'aima plus que moi l'ordre et le règne des lois justes. Si vous n'êtes point vous-mêmes à la hauteur de m'entendre, tant pis pour vous.

» Telle était mon opinion. Je ne l'ai point propagée dans les cercles; je l'ai imprimée, je l'ai signée. Était-elle extravagante? il fallait me plaindre. Était-elle dangereuse? C'était aux hommes plus éclairés que moi de la combattre, au lieu de provoquer contre moi les poignards des scélérats, et les baïonnettes du despotisme.

» On a osé me prêter des vues ambitieuses. Si j'avais voulu seulement mettre un prix à mon silence, je serais gorgé d'or, et je suis pauvre. Pour servir ma patrie, j'ai bravé la misère, les dangers, les souffrances; poursuivi sans cesse par des légions d'assassins, j'ai erré trois ans de souterrain en souterrain; j'ai prêché la vérité la tête sur le billot. Si La Fayette, ou tout autre ennemi de la liberté, s'était emparé de ma personne, le plus ardent défenseur du peuple n'existerait plus.

» Pour vous, daignez ouvrir les yeux. Loin de consumer un temps sacré en débats scandaleux, craignez de sanctionner les manœuvres de l'intrigue, en donnant de la consistance à des bruits absurdes adroitement répandus pour retarder le grand ouvrage de la constitution; et pour mettre mes adversaires eux-mêmes à une épreuve pénible, souffrez que je vous presse de perfectionner incessamment la déclaration des droits, et de poser les bases sacrées du gouvernement juste et libre qui est le véritable objet de votre mission. »

Ce discours fit sur l'assemblée une profonde impression; elle se montrait disposée à terminer cette discussion en passant à l'ordre du jour, lorsque Vergniaud reclama la parole :

« S'il est un malheur pour un représentant du peuple, dit-il, et sensible pour mon cœur, c'est celui d'être obligé de remplacer à cette tribune un homme chargé de décrets de prises-de-corps qu'il n'a pas purgés.... » Ce début, qui heurtait trop violemment la disposition où le discours de Marat avait laissé les esprits, excita de vifs murmures.

Chabot. Sont-ce les décrets du Châtelet dont on parle ?

Tallien. Sont-ce ceux dont il a été honoré pour avoir terrassé La Fayette.

Vergniaud répond : « C'est le malheur d'être obligé de remplacer un homme contre lequel il a été rendu un décret d'accusation, et qui a élevé sa tête audacieuse au-dessus des lois; un homme, enfin, tout dégoûtant de calomnie, de fiel et de sang. » (Nouveaux murmures.) Les tribunes se permettent des signes d'improbation. Lacroix les accuse de tyranniser depuis long-temps l'assemblée; le président les rappelle à l'ordre.

Vergniaud continue, et dénonce à la convention nationale une adresse du comité de surveillance de la commune de Paris, qui avait déjà été dénoncée à l'assemblée législative. Comme cet écrit ne contenait que l'expression des sentimens énergiques de la liberté, terminée par l'invitation faite à tous les départemens de s'unir aux Parisiens pour repousser les ennemis qui menaçaient Paris, l'orateur eut beau le commenter, il ne produisit d'autre sensation dans l'assemblée que l'étonnement de l'avoir entendu dénoncer.

Boileau se présente, un numéro de Marat à la main, qu'il prétend avoir paru dans la matinée même, il en cite un passage, qui portait en termes exprès : « A voir la trempe de la plupart des députés, je désespère du salut public ; si, dans les huit premières séances, les bases de la constitution ne sont pas décrétées, cinquante ans d'anarchie vous attendent, et vous n'en sortirez que par un dictateur. » Cette lecture réveille dans l'assemblée toute la violence de l'indignation qui l'avait agitée ; les cris, *à l'Abbaye, à la guillotine* se font entendre au milieu du tumulte ; je demande, dit Boileau, que ce monstre soit décrété d'accusation.

Marat obtient la parole avec beaucoup de peine, et conservant un sang-froid imperturbable : « Je supplie l'Assemblée, dit-il, de ne point se livrer à des excès de fureur contre moi. Je vais répondre aux nouvelles inculpations de mes adversaires. On n'a pas rougi de m'opposer, comme des titres de proscription, des décrets d'accusation provoqués contre moi par les membres prostitués à la cour de l'assemblée constituante et de l'assemblée législative. Ce sont autant de titres de gloire dont je m'enorgueillis. J'observe, au surplus, pour ceux qui ne sauraient pas les apprécier, que le peuple les a annulés, en m'appelant ici pour défendre ses droits, et qu'il a jugé par là ma cause et la sienne.

» Quant à l'écrit qu'on vient de dénoncer, et que l'on m'interpelle de désavouer, je suis loin de le désavouer ; car jamais le mensonge n'a approché de mes lèvres, et la crainte est étrangère à mon cœur. Mais je dois vous dire que cet écrit n'est point d'aujourd'hui, comme on l'a avancé, il y

a dix jours qu'il a paru. Je l'ai composé dans le temps où la convention nationale n'était pas encore formée, mais où j'étais indigné de voir réélire des représentans infidèles que j'avais dénoncés, et notamment cette faction de la Gironde qui me poursuit aujourd'hui. Mais la preuve incontestable que je veux marcher avec vous, la véritable opinion que je me suis formée des premiers travaux de la convention nationale, vous la trouverez dans le premier numéro d'un journal intitulé *le journal de la République*, qui a paru aujourd'hui. Il vous expliquera mes véritables sentimens mieux que le perfide commentaire dont on a accompagné celui qu'on vous a cité. »

On en fait la lecture : elle ramène l'assemblée à des sentimens favorables. Les marques d'une agréable surprise et de l'intérêt succèdent aux mouvemens impétueux qui l'avaient d'abord agitée.

Dans ce moment, Marat remonte à la tribune : « Permettez-moi maintenant, dit-il, de vous rappeler à vous-mêmes et de fixer votre attention sur les dangers de la prévention ou de l'empportement. Quoi donc ! si, par la négligence de mon imprimeur, mon journal n'eût point paru aujourd'hui, vous alliez me livrer au glaive de la tyrannie ! Mais non....., il n'eût pas été en votre pouvoir de consommer cette iniquité. J'avais avec moi de quoi rester libre ; et, si vous aviez lancé le décret d'accusation, cette arme m'aurait soustrait à la rage de mes persécuteurs. » (En prononçant ces mots, l'orateur tenait un pistolet appuyé sur son front.)

L'Assemblée passe à l'ordre du jour sur toutes les dénonciations.

Ensuite elle décrète l'unité et l'indivisibilité de la république française.

Une lettre de Roland avait préparé cette discussion, dont on n'avait point prévu le dénouement. A peine était-elle terminée, qu'on donna lecture d'une autre lettre de Rolland, conçue dans le même esprit. Il commence par dénoncer la municipalité du Havre, qui, dit-il, a fait arrêter des farines destinées pour Rouen. Il peint vivement les conséquences funestes de cette conduite; enfin il conclut en s'élevant contre ce qu'il appelle les agitateurs de Paris, et en invitant la convention nationale à se joindre à lui pour rétablir l'ordre; et *tenir dans le silence de la crainte les perturbateurs stipendiés.*

La séance du soir n'offrit rien de remarquable qu'une diatribe prononcée à la barre par quelques membres se disant députés du conseil-général de la commune, contre les commissaires que le conseil-général de la commune avait envoyés dans les départemens, et contre le comité de surveillance.

Pour expliquer cette singularité, il faut savoir que le conseil général de la commune du 10 août et celui de la fin de septembre ne sont point les mêmes. Depuis que les patriotes qui le composaient eurent été nommés par le peuple, ou même par le ministère, à différentes fonctions importantes, ce corps a été dominé par les intrigans et les patriotes, depuis le 10 août, qui s'y étaient introduits. Aussi leur démarche était-elle si évidemment combinée avec l'attaque dirigée, le matin, contre les députés de Paris, qu'on fit décréter conjointement l'impression de leur dénonciation et celle du discours de Barbaroux, dont nous

avons rendu compte dans le numéro précédent. Mais Panis arriva un moment après, et sur ses observations, l'Assemblée rapporta sur-le-champ ce décret surpris à sa bonne foi.

C'est dans la même séance qu'elle supprima cette haute cour nationale, qui répondit à la confiance de la nation, en prononçant l'absolution de deux ou trois conspirateurs, et en s'abstenant, avec soin de juger les autres ; plus criminelle cent fois que les criminels de lèze-nation, que sa cruelle indulgence a livrés au glaive de la justice populaire.

26 septembre. La convention est informée que M. Dumas, l'un des plus braves champions de la défunte cour, dans l'assemblée législative, détenu prisonnier, par ordre de la municipalité de Rouen, a été mis en liberté par MM. Lacroix et Aréna, ses collègues, commissaires de la même assemblée.

Barbaroux annonce que, sur la réquisition faite par le général Anselme, aux administrateurs des Bouches-du-Rhône, Marseille a fourni six mille hommes, un vaisseau et un million en numéraire. Sur la motion de quelques membres, la convention décrète qu'il sera remboursé au département des Bouches-du-Rhône quatre millions en assignats et un million en numéraire. Elle déclare ensuite que le département des Bouches-du-Rhône a bien mérité de la patrie.

Nouvelle lettre du ministre Rolland qui annonce sa démission, motivée sur sa nomination à la convention nationale par le département de la Somme. Il désigne le citoyen Pache pour son successeur.

Un membre, dont nous regrettons de ne pouvoir citer

le nom, dit que la démission des ministres patriotes est une calamité publique, et invite l'assemblée à examiner sérieusement si elle ne doit pas les inviter à conserver leurs places.

« C'est la volonté de la nation, s'écrie Rouyer, qui a placé Rolland au ministère; il faut que la convention le détermine à le garder.

» Je ne m'oppose pas, dit Danton, à ce qu'on fasse une telle invitation à Rolland, pourvu qu'on ne l'étende pas jusqu'à moi; car je déclare que je préfère au titre de ministre le caractère de représentant du peuple. »

« Eh quoi, s'écrie Chabot, vous pourriez oublier les principes et la dignité du peuple, au point de penser que la destinée de l'état est attachée un homme? Faut-il vous dire que si Rolland préfère sérieusement la qualité de député au ministère de l'intérieur, vous n'avez pas le droit de lui imposer un tel sacrifice; et que, dans tous les cas, une pareille proposition ne peut être considérée que comme une lâche flagornerie, indigne des législateurs de la nation française..... »

» Il y a des personnes, dit Rouyer, en interrompant, qui seraient bien fâchés de voir cet honnête homme quitter le ministère; car on sait combien il est terrible aux agitateurs.

Chabot. Je ne sais point répondre à des calomnies dont je connais mieux le motif que l'objet. Et sans chercher à expliquer un mot magique employé par les seuls agitateurs que je connaisse, pour décréditer le patriotisme, je dirai que, dans la nuit du 19 juin, je me suis transporté au faubourg Saint-Antoine, où je me suis opposé publiquement

aux projets de certains intrigans dont le but n'était point la liberté du peuple, mais le rappel de quelques ministres. J'apporte ici des principes et non des passions, et je vous répète que vous ne pouvez faire à Rolland l'injure de le ravir à la convention nationale, ni au peuple français celle de croire que vos fonctions ne soient pas aussi importantes que celles d'un ministre. Je rejette toute espèce d'invitation, non-seulement à Rolland, mais même à Danton, qui, à mon avis, a beaucoup mieux servi la liberté.

TROISIÈME LETTRE

DE ROBESPIERRE A SES COMMETTANS

SUR L'INFLUENCE DE LA CALOMNIE SUR LA RÉVOLUTION.

Robespierre signala dans cette troisième lettre la calomnie comme le fléau le plus préjudiciable à la cause révolutionnaire; il lui attribue tous les maux qui jusqu'alors avaient frappé la nation française; il la montra s'acharnant sur les défenseurs de la liberté pour les perdre dans l'opinion publique. La calomnie est l'arme des aristocrates, des exploiters du peuple; ils en ont fait un effroyable usage contre tous ceux qui se sont dévoués à l'humanité, et pour ne citer qu'une victime de la calomnie quel homme a été plus calomnié que Robespierre? A la suite de cette lettre, vraiment remarquable, on lira un compte rendu des séances de la convention nationale.

CITOYENS,

Je veux vous entretenir aujourd'hui d'un sujet qui n'a point encore été traité, que je sache, par aucun écrivain politique. Je parle du pouvoir de la calomnie. Il fallait une révolution telle que la nôtre pour le déployer dans toute son étendue. Je vais vous révéler les prodiges qui l'ont signalé; et vous conviendrez que ce sera puissamment contribuer aux progrès de l'esprit public et de la vérité.

Sous le régime despotique, tout est petit, tout est mesquin ; la sphère des vices, comme celle des vertus, est étroite. Sous l'ancien gouvernement, la puissance de la calomnie se bornait à diviser les frères, à brouiller les époux, à élever la fortune d'un intrigant sur la ruine d'un honnête homme ; elle n'opérait de révolutions que dans les antichambres et dans le cabinet des rois ; le plus noble de ses exploits consistait à déplacer des ministres ou à chasser des courtisans. Notre révolution lui a ouvert une immense carrière. Ce ne sont plus des individus ; c'est l'humanité elle-même qui est devenue l'objet de ses trames perfides. Compagne inséparable de l'intrigue, elle a embrassé, comme elle, l'univers dans ses complots. Toutes les factions qui se sont élevées, l'ont invoquée tour à tour pour combattre la liberté.

L'opinion avait donné le branle à la révolution ; l'opinion pouvait seule l'arrêter ; chaque parti devait donc naturellement faire tous ses efforts pour s'en emparer. Les intrigans savaient bien que la multitude ignorante est portée à lier les principes politiques avec les noms de ceux qui les défendent ; ils se sont appliqués surtout à diffamer les plus zélés partisans de la cause populaire. Ils ont fait plus, ils ont calomnié la liberté elle-même. Mais comment déshonorer la liberté ? Comment diffamer même ceux qui défendent publiquement sa cause ? Il n'était qu'un seul moyen d'y réussir, c'était de peindre chaque vertu sous les couleurs du vice opposé, en l'exagérant jusqu'au dernier excès. C'était d'appeler les maximes de la philosophie appliquées à l'organisation des sociétés politiques, une théorie désorganisatrice de l'ordre public ; de nommer le

renversement de la tyrannie, anarchie, le mouvement de la révolution, troubles, désordres, factions; la réclamation énergique des droits du peuple, flagorneries séditieuses; l'opposition aux décrets tyranniques qui réduisaient la plus grande partie des citoyens à la condition d'ilotes, déclamations extravagantes ou ambitieuses; c'était, en un mot, de flétrir les choses honnêtes et louables, par des mots odieux, et de déguiser tous les systèmes de l'intrigue et de l'aristocratie, sous des dénominations honorables; car on connaît l'empire des mots sur l'esprit des hommes. Or, les hommes de la révolution étaient les hommes de l'ancien régime; et partout où il y a un sot, un homme faible ou pervers, la calomnie et l'intrigue trouvent à coup sûr une dupe ou un agent. Par là on trouvait le moyen de ressusciter les préjugés et les habitudes faibles ou vicieuses de l'ancien régime, pour les opposer aux sentimens généreux, aux idées saines et pures que suppose le règne de la liberté. Ainsi, on faisait passer l'opinion publique par une route oblique tracée entre les excès monstrueux de l'ancien régime et les principes du gouvernement juste qui devait les remplacer, pour la conduire au but des intrigans ambitieux qui voulaient la maîtriser.

Suivez les progrès de la calomnie, depuis l'origine de la révolution, et vous verrez que c'est à elle que sont dus tous les événemens malheureux qui en ont troublé ou ensanglanté le cours. Vous verrez que c'est elle seule qui s'oppose encore au règne de la liberté et de la paix publique.

N'est-ce pas la calomnie qui, par la bouche des prêtres, peignant les travaux de l'Assemblée constituante, comme

autant d'attentats contre la morale et contre la divinité, arma la superstition contre la liberté, qui fit couler le sang des citoyens à Nîmes, à Montauban, et dans plusieurs contrées de l'empire français ?

N'est-ce pas la calomnie qui arrêta long-temps les progrès de l'esprit public, tantôt en flétrissant du nom de régicides les premiers représentans de la nation, qui n'osaient pas même toucher à la royauté, tantôt en présentant les défenseurs des droits de l'humanité comme les perturbateurs de la société, et comme les apôtres insensés de la loi agraire ?

N'est-ce pas la calomnie qui, déliant toutes les langues aristocratiques, prêchait dès-lors la guerre civile, en excitant la haine et la jalousie des provinces contre les Parisiens ? N'est-ce pas elle qui voulait flétrir le berceau de la liberté par ces déclamations éternelles contre les premiers actes de la justice du peuple exercés sur quelques scélérats qui avaient conspiré sa ruine ? N'est-ce pas elle qui éleva une barrière entre la révolution et les autres peuples de l'Europe, en leur montrant sans cesse la nation française comme une horde de cannibales, et le tombeau de la tyrannie comme le théâtre de tous les crimes ?

Je viens de vous développer le système des champions déclarés du despotisme et de l'aristocratie. La Fayette vint, et le perfectionna. Personne, avant lui, n'avait aussi bien connu la puissance de la calomnie, ni l'art de la mettre en œuvre. La cour avait cultivé les heureux talens qu'il avait reçus de la nature.

Tout le monde connaît maintenant quel était l'objet de ses vues politiques. Ce petit émule de Monk ou de Crom-

well, qui n'était pas plus le chef que l'instrument de la faction qu'il avait embrassée, voulait créer un parti mi-toyen entre l'aristocratie hideuse de l'ancien régime et le peuple, et l'appuyer de toute la puissance royale, en faisant entrer Louis XVI dans ce projet. Or, pour le réaliser, il fallait encore commencer par présenter le parti du peuple lui-même, comme une faction. Il fallait travestir la morale de l'égalité et de la justice sociale, en système de destruction et d'anarchie, peindre les plus zélés défenseurs de la liberté, soit dans l'Assemblée constituante, soit dans Paris, soit dans tout l'empire, sous des traits effrayans pour l'ignorance et pour les préjugés. On les montrait aux grands propriétaires comme les flatteurs des artisans et des pauvres; aux marchands, comme les fléaux du commerce; aux hommes pusillanimes, comme les auteurs de tous les mouvemens de la révolution, et comme les perturbateurs de la paix publique; à tous, comme des extravagans ou comme des séditeux. Le chef-d'œuvre de la politique de ce parti fut de faire servir à ses projets le nom des lois et le prestige de la constitution même. Tandis qu'il mettait tout en œuvre pour la modifier, selon leurs vues ambitieuses et les intérêts de la cour, il s'attachait à persuader que les amis de la liberté, dont le seul vœu était alors de la voir exécuter d'une manière loyale et populaire, n'avaient d'autre but que de la détruire. Cette constitution, dont tous les vices étaient son ouvrage, devint bientôt, entre ses mains, un instrument de tyrannie et de proscription. Toujours nulle pour protéger les patriotes persécutés, elle était toujours active pour justifier tous les attentats contre la liberté, pour pallier tous les complots de la cour et de l'aristocratie.

Par ce système de calomnie, on fournit à tous les mauvais citoyens, trop prudens ou trop lâches pour arborer ouvertement les livrées de l'aristocratie, le moyen de combattre la liberté sans paraître désertir ses drapeaux. On détacha de la cause populaire tous les hommes timides, faibles ou prévenus. Les riches, les fonctionnaires publics, les égoïstes, les intrigans ambitieux, les hommes constitués en autorité, se rangèrent en foule sous la bannière de cette faction hypocrite, connue sous le nom de *modérés*, qui seule a mis la révolution en péril.

Ainsi on voit que la calomnie est encore la mère du feuil-lantisme, ce monstre doux et caressant, qui a pensé tuer la liberté naissante, en secouant sur son berceau tous les serpens de la haine et de la discorde. C'est la calomnie qui fonda ces clubs anti-populaires, destinés à assurer l'empire de la faction, en dégradant l'opinion publique; c'est elle qui poursuivit, avec un si long et si ridicule acharnement, les jacobins et les sociétés populaires pour anéantir, avec eux, le patriotisme et le peuple.

N'est-ce pas la calomnie qui avait préparé ces forfaits, plus abominables encore, lorsque La Fayette et ses complices égorgèrent, sur l'autel de la patrie, cette multitude de patriotes, paisiblement assemblés pour provoquer, par une pétition, le jugement de Louis XVI? Comme en un moment elle couvrit toute la France d'un voile funèbre! Avec quelle facilité elle rendit tous les défenseurs de la liberté, les objets de la prévention et de la haine publique, sous les noms de *factieux*, de *républicains*, etc., etc., etc.

C'est la calomnie seule qui fit absoudre la tyrannie et la trahison, dans la personne du dernier de nos rois. Quel est

donc son fatal ascendant, puisqu'alors réclamer, dans la tribune de l'Assemblée constituante, la juste sévérité des lois et des droits de la nation outragée, ne paraissait, aux représentans de la nation, qu'un langage séditieux, qu'un projet coupable de renverser toutes les lois et de dissoudre l'état? Quel est ce pouvoir magique de changer la vertu en vice, et le vice en vertu! de donner à la sottise, à la corruption et à la lâcheté, le droit d'accuser hautement le courage, l'intégrité et la raison! J'ai vu ce scandale. J'ai vu les délégués d'un grand peuple, vils jouets de perfides charlatans qui trahissaient la patrie, redouter, calomnier le peuple, déclarer la guerre à ceux de ses mandataires qui voulaient rester fidèles à sa cause; leur imputer à crime, et l'estime de leur concitoyens, et les momens spontanés de l'indignation publique, provoqués par la tyrannie; croire stupidement à tous ses fantômes de complots, de brigandage, de dictature, dont on les épouvantait; je les ai vus applaudir eux-mêmes à leur sagesse, à leur modération, à leur civisme, lorsqu'ils renversaient, de leurs propres mains, les bases sacrées de la liberté qu'ils avaient fondée. Je m'en souviens encore, le lendemain de ce jour cruel, qui éclaira le massacre des meilleurs citoyens, dont la démarche légitime nous était aussi étrangère que le crime de leurs bourreaux, j'ai vu Pétion, qui alors luttait aussi contre les intrigans, accueilli par les sénateurs français, à peu près comme Catilina le fut un jour par le sénat romain. Moi-même j'éprouvai le même sort; et de plus, la coalition coupable qui maîtrisait l'Assemblée constituante, ces mêmes hommes, que la république a proscrits, comme des traîtres, agitèrent sérieusement, avec nos collègues,

dans leur club anti-révolutionnaire, la question de faire rendre contre moi un décret d'accusation ; et, s'il eût été proposé, ce n'eût peut-être pas été la justice qui aurait arrêté l'Assemblée nationale, mais quelque reste de pudeur.

C'est la calomnie qui, alors, éleva le monstrueux ouvrage de la révision de l'acte constitutionnel.

C'est elle qui, avant cette époque, avait assassiné, à Nanci, les plus zélés défenseurs de la liberté ; c'est elle qui immola où chassa de nos armées, avec des cartouches infamantes, par les jugemens iniques et par les ordres arbitraires de l'aristocratie, les soldats les plus dévoués pour la cause publique. C'était elle, qui, dans toutes ces occasions, dictait les lettres des officiers de l'armée, les rapports des ministres, des corps administratifs, les discours des législateurs qui prostituaient leur organe à l'intrigue. C'est elle qui remplit nos cachots des citoyens dont les tyrans redoutaient l'énergie, c'est elle qui, depuis le commencement de la révolution, a fait couler cent fois le sang du peuple, au nom d'une loi barbare dont le nom seul déshonore les législateurs français.

Dieux ! à quelles méprisables causes tiennent les malheurs des nations ! et comme le philosophe doit sourire de pitié, lorsqu'il voit de près les vils ressorts des grands événemens, qui changent quelquefois la face du globe ! La Fayette fut deux ans, au moins, un grand homme et le héros des deux mondes. Le mérite de bien payer, ou de caresser des faiseurs de journaux, lui tint lieu de talens et de vertu ; et peu s'en fallut que ce petit homme s'élevât à la dictature, sur des tas de pamphlets. Les folliculaires

tiennent dans leurs mains la destinée des peuples. Ils font ou défont les héros, comme un certain Warwic faisait et défaisait les rois. Aussi, comme les princes calculent leurs forces par la multitude de leurs soldats et par les ressources de leurs finances, les chefs des factions rivales, parmi nous, calculent les leurs par le nombre de leurs écrivains et par les moyens pécuniaires qu'ils ont de les alimenter. La Fayette était pénétré de ces grands principes; ilsuts'envi-ronner d'une armée de journalistes; *la Gazette Universelle*, *l'Ami des Patriotes*, *le Journal de Paris*, *la Chronique*, *Monsieur Perlet lui-même*, et tant d'autres firent à son parti plus de conquêtes, dans l'espace de quelques mois, qu'il n'en eût pu faire lui-même à la révolution, durant un demi-siècle, même à la tête d'une armée française.

Indépendamment de ces grands moyens, il avait fondé les plus belles fabriques, et les plus magnifiques arsenaux que l'on eût encore vus, de libelles, soit laudatifs, soit vitupératifs, soit éphémères, soit périodiques, qu'il pouvait transporter, à chaque inst.nt, aux extrémités de l'empire, soit par le ministère de ses aides de camp, soit par celui du gouvernement, Je n'ai pas besoin d'observer qu'il n'oubliait pas de tirer parti de son crédit à la cour et de ses rapports avec la liste civile, pour étendre chaque jour ces utiles établissemens.

Cependant, comme la vérité a aussi sa puissance et ses soldats, la petite phalange des jacobins et des défenseurs de la liberté le harcelait dans sa marche avec assez desuccès. Il ne pût jamais l'entamer, aussi long-temps qu'il demeura séparé d'une autre faction, qui combattait quelquefois avec les patriotes pour arriver à la domination par une autre route.

Je parle de celle qui avait pour chefs les Lameth, Barnave et Duport. Mais, lorsque quelque temps avant la fuite de Louis XVI, elles se confédérèrent pour accabler le parti du peuple, les Lameth renforcèrent le corps d'armée des libellistes de La Fayette, par la jonction de ceux qui étaient à leur solde, et surtout du *Logographe*, journaliste très-fidèle, car il remplissait scrupuleusement l'engagement qu'il avait contracté avec le maître de la liste civile, de défigurer les opinions des députés patriotes et d'embellir celles des orateurs vendus à la cour (1).

Ce fut alors que les deux factions combinées, retranchées sous le château des Tuileries, et à l'abri de la partie de la constitution qui protégeait le despotisme royal, tombèrent sur les patriotes avec toutes leurs forces, et remportèrent les victoires du Champ-de-Mars, de l'inviolabilité absolue et de la révision. Ce fut alors que la France entière fut désolée par l'épidémie du fenillantisme.

Durant cette période, La Fayette et ses alliés régnèrent en effet sur la France. Il était le héros, le libérateur de la nation. Il parut au milieu du corps législatif; le président lui dit : « la nation montrera, avec fierté, à ses amis et à ses ennemis la constitution et La Fayette; » et le corps-législatif applaudit avec transport. Il vint une autre fois traiter les représentans du peuple beaucoup plus durement que Louis XIV ne harangua le parlement de Paris, le jour où il vint le visiter, le fouet à la main; et les représentans du peuple se prosternèrent devant lui, un peu plus bas que le parlement de Paris devant Louis XIV. Pendant toute la durée de son

(1) On trouve la preuve authentique et littérale de ce fait dans les papiers dont la nation doit la découverte à la fermeté inébranlable et à l'infatigable vigilance du comité de surveillance de la commune de Paris.

empire, toute parole, tout écrit qui attaquait La Fayette, était un crime. Tous les patriotes, dont les cachots regorgeaient, le savent bien. Médire de La Fayette, c'était *détruire la discipline militaire*, c'était *favoriser Coblenz et l'Autriche*, c'était *prêcher l'anarchie et bouleverser l'état*. Aujourd'hui encore, il ne resterait à ceux qui avaient le courage de dénoncer ses crimes passés, et de prédire ceux qu'il méditait, que le nom de fous ou de factieux, s'il n'avait pris le soin de se dénoncer lui-même, et s'il n'avait voulu abuser trop brusquement de la crédulité, j'ai presque dit de la stupidité publique. Le peuple de Paris, qui le détestait depuis long-temps, quand on l'adorait ailleurs, et les fédérés des autres départemens, aidés par La Fayette lui-même, renversèrent le monstrueux édifice de sa réputation et de sa fortune, qui ne tomba qu'avec le trône.

Toutes les factions ont-elles été ensevelies sous ses ruines? L'égoïsme, l'ambition, l'ignorance, tous les préjugés et toutes les passions ennemies de l'égalité ont-elles disparu avec La Fayette? Non, son esprit vit encore au milieu de nous; il a laissé des héritiers de son ambition et de ses intrigues. Et quels succès ne peuvent-ils pas se promettre encore, avec un peuple aussi confiant, aussi léger que généreux, qui a long-temps encensé de si ridicules idoles? Que dis-je? Otez le mot de république, je ne vois rien de changé. Je vois partout les mêmes vices, les mêmes cabales, les mêmes moyens, et surtout la calomnie. Vous qui vous disposez à me démentir, si vous êtes de bonne foi, apprenez à vous défier de vous-mêmes; songez que votre usage est d'apercevoir la vérité deux ans trop tard; songez qu'il est bien des intrigues funestes dont vous favorisiez le succès.

par votre nonchalante incrédulité, et que j'ai dévoilées. Si vous êtes de mauvaise foi, je vous récuse ; ce que je vais dire vous intéresse. Qui que vous soyez, qu'aurez-vous à répondre à des faits ? Que direz vous, quand je vous aurai démontré qu'il existe une coalition *de patriotes vertueux, de républicains austères*, [qui perfectionne la criminelle politique de La Fayette et de ses alliés, comme ceux-ci avaient perfectionné celle des aristocrates déclarés. Je n'aurai pas même besoin de vous les nommer, vous les reconnaîtrez à leurs œuvres.

Que dis-je ? Dans tout ce que je viens de dire jusqu'ici, n'avez-vous pas cru lire l'histoire des intrigans du jour ? N'avez-vous pas reconnu leur tactique et leur langage ?

Après la révolution du 14 juillet, vous avez entendu les aristocrates crier à l'anarchie, parler de démagogues incendiaires ; déplorer éternellement le brûlement de quelques châteaux et la punition de quelques scélérats. Vous avez vu La Fayette et ses complices commenter ensuite ce texte à leur manière et dans le même esprit.

Que fait la faction nouvelle depuis la révolution du 10 août ? Elle crie à l'anarchie, parle sans cesse d'un parti désorganisateur, de démagogues forcenés, qui égarent et qui flattent le peuple. Brigandage, assassinats, conspirations, voilà toutes les idées dont elle entretient sans cesse les quatre-vingt trois départemens. Seulement, au mot de factieux, usé par ses prédécesseurs, elle a substitué celui d'agitateurs, un peu moins trivial ; car, elle sait, comme eux, que c'est avec des mots qu'on conduit les sots et les ignorans, Et à qui adresse-t-elle ces reproches ? Aux aristocrates, aux émigrés, aux royalistes ? Non. Aux feuillans,

aux modérés hypocrites, aux patriotes dont le zèle républicain remonte jusqu'au dix août? Non. Aux patriotes qui, depuis le commencement de la révolution, étrangers à toutes les factions, imperturbablement attachés à la cause publique, ont marché par la même route au but unique de toute constitution libre, le règne de la justice et de l'égalité; à ceux qui se sont montrés dans la révolution du 10 août, et qui veulent qu'elle ait été faite pour le peuple, et non pour une faction; enfin à ceux-là même qui furent les objets éternels des persécutions de La Fayette, de la cour et de tous leurs complices.

Les aristocrates et les feuillans trouvaient toujours quelques motifs pour méconnaître les droits du peuple, ou pour avilir son caractère.

Les intrigans de la république les copient, en cela, avec une exactitude servile. Comme leurs devanciers, ils déclament contre le public qui assiste aux séances de l'assemblée nationale. Ils n'ont pas dédaigné d'adopter les bons mots des plus insolens détracteurs du peuple. Comme eux, ils s'égaient sur *le souverain des tribunes*, sur *le souverain de la terrasse des feuillans*. D'André et Mauri auraient le droit de poursuivre, comme plagiaires, tels journalistes, prétendus patriotes, que leurs lecteurs peuvent reconnaître à ce trait.

Les aristocrates et les feuillans osaient imputer aux amis de la liberté l'absurde projet de la loi agraire. Mais c'était en rougissant, et dans les ténèbres, qu'ils faisaient circuler cette calomnie. Les intrigans de la république l'ont affichée sur les murs de Paris; ils l'ont fait débiter à l'assemblée législative où ils dominaient, par un ministre

qui est leur créature, et c'est contre l'assemblée électorale même du département de Paris qu'ils ont osé diriger cette absurde inculpation, démentie par la notoriété publique et par l'indignation universelle. Il y a plus, lorsqu'immédiatement avant le décret de l'abolition de la royauté, provoqué par un député de Paris, un autre député du même département, connu par les grands services qu'il a rendus à la révolution, eut fait décréter que toutes les propriétés étaient sous la sauve-garde de la nation, n'a-t-on pas vu l'un des journalistes et des coryphées de la coalition dont je parle, membre aussi de la convention nationale, imprimer le lendemain que cette motion n'avait point été faite de bonne foi.

Vous avez vu les aristocrates et les feuillans déclamer éternellement contre Paris. Les intrigans de la république déclament éternellement contre Paris, avec cette différence que, de la part des premiers, ce n'était que des déclamations, et que, de la part des autres, c'est une conspiration contre Paris et contre la république entière.

Voyez avec quel acharnement ils accusent cette cité du projet insensé de vouloir subjuguier la liberté du peuple français, au moment où elle vient de l'enfanter. Voyez comme ils lui reprochent son opulence, quand elle s'est ruinée pour la défense de la cause commune. Voyez comme ils érigent en privilège odieux le séjour fortuit de l'assemblée représentative dans son sein, lorsque c'est à cette circonstance que sont dus, en partie, et la naissance et les progrès de la révolution. Voyez comme ils vont jusqu'à lui faire un crime même de rappeler ses services et ses sacrifices pour répondre à leurs calomnies. Prennent-ils

même le soin de dissimuler que c'est en haine de la liberté qu'ils lui déclarent la guerre? Et pourquoi donc ne cessent-ils d'outrager le conseil général de la commune, qui s'est dévoué à toutes les fureurs de la cour dans la nuit du 9 au 10 août; qui a donné à cette immortelle révolution le mouvement nécessaire pour foudroyer le despotisme? Pourquoi ne cessent-ils d'outrager les sections qui l'ont choisi; les sections qui ont choisi ces mêmes électeurs qu'ils ont diffamé avec tant d'audace; qui ont ratifié solennellement, par elles-mêmes, le choix de ces mêmes députés qu'ils ne rougissent pas de proscrire; ces sections enfin qui ont mérité la reconnaissance, non du peuple français, mais de l'humanité, par la profonde sagesse avec laquelle elles ont préparé, pendant plus de quinze jours, la dernière révolution; par le courage sublime avec lequel elles ont donné solennellement à toute la France le signal de la sainte insurrection qui a sauvé la patrie? Tandis que les Parisiens, unis avec les fédérés, terrassaient le despotisme; tandis qu'ils envoyaient quarante mille défenseurs intrépides pour combattre les ennemis de l'état, de lâches libellistes soulevaient contre eux les Français des autres départemens, remplissaient de ridicules terreurs et de fatales préventions les députés qui devaient composer la convention nationale, et jetaient partout le germe de la discorde et de tous les maux qui la suivent. Si la convention nationale n'a rien fait encore qui réponde ni à la hauteur de la nouvelle révolution, ni à l'attente du peuple français, il n'en faut pas chercher la cause ailleurs que dans la confiance avec laquelle un grand nombre de ses membres s'est abandonné aux guides infidèles qui les

avaient trompés d'avance. Comment s'occuper du bonheur de la nation et de la liberté du monde ? lorsqu'on n'est occupé qu'à faire le procès au patriotisme parisien ; lorsqu'au milieu du calme profond dont on est environné, on attend sans cesse les orages dont on a tant entendu parler, et ces terribles agitateurs dont une coalition intrigante nous entretient tous les jours ; lorsqu'on semble regretter de ne les rencontrer nulle part ? Arrive-t-il dans le fond de quelque département un de ces mouvemens inséparables de la révolution qui, dans tout autre moment, ne serait pas même aperçu ? un ministre ne manque pas d'en faire à l'assemblée un récit épouvantable, et les intrigans de la république de pérorer contre les agitateurs de Paris ? Un bateau de blé est-il arrêté par un peuple alarmé pour sa subsistance ? ce sont les agitateurs de Paris ? Des soldats sont-ils accusés d'insubordination justement ou injustement ? ce sont les agitateurs de Paris ? Cent mille Français infortunés sont-ils à la veille de manquer de pain par la faillite des directeurs d'une banqueroute publique, croyez-vous que les intrigans s'occuperont des moyens de les secourir ? Ils ne songeront qu'à déclamer contre la commune de Paris, qui n'en est aucunement coupable. Une pétition qui, dans la bouche de tout autre, eût obtenu des éloges, est-elle présentée par des citoyens de Paris ? le président la calomnie par une réponse insidieuse et préparée, et la faction la dénonce à la France entière. Des citoyens, des magistrats ont-ils mérité l'estime de la république, par la vigilance courageuse avec laquelle ils ont découvert et étouffé les conspirations de la cour dont ils apportent les preuves authentiques ? il n'est question que de leur faire le procès ; c'est le comité

de surveillance de la commune de Paris. Des ouvriers du camp, qui manquent notoirement de travail, viennent-ils spontanément et paisiblement présenter à l'assemblée une pétition légitime? c'est une émeute excitée par les députés de Paris. Un membre apprend que quatre mille ouvriers sont en insurrection sur la place Vendôme, l'assemblée s'alarme. Il n'y a pas un seul ouvrier. Une autre fois, un autre membre vient annoncer que le peuple s'est révolté au Palais-Royal. Le Palais-Royal est calme et désert.

Que serait-ce donc, s'il arrivait, en effet, quelque mouvement partiel qu'il serait impossible de prévoir ou d'empêcher? C'est alors qu'il serait prouvé, aux yeux de tous les départemens, que rien n'est exagéré dans le portrait hideux qu'ils ont tracé des horreurs dont Paris est le théâtre, et que les représentans de la république doivent le fuir, en secouant la poussière de leurs pieds. Voilà l'événement que les intrigans de la république attendent avec impatience. Heureusement jusqu'ici les citoyens semblent avoir deviné leur intention. Ce peuple si féroce a lutté contre la misère; il a imposé silence à l'indignation que pouvaient exciter toutes ces lâches persécutions; et ce n'est pas le moindre prodige de la révolution, que ce calme profond qui règne dans une ville immense, malgré tous les moyens qu'ils emploient chaque jour pour exciter eux-mêmes quelque mouvement favorable à leurs vues perfides. C'était là encore un des principaux points de la politique de La Fayette, de provoquer lui-même quelques troubles pour effrayer l'Assemblée nationale et tous les gens paisibles, et pour les imputer ensuite aux patriotes. Or, ils savent encore imiter en cela ce conspirateur, leur ancien

ami, et peut-être plus près de l'être encore qu'on ne le pense.

Mais la tranquillité publique les irrite ; ils n'en sont que plus ardents à calomnier les Français de Paris ; et ce cri séditionnel, par lequel l'un des leurs dans la tribune de l'Assemblée nationale osa formellement inviter tous les départemens à se liguer contre Paris, est tous les jours répété de mille manières différentes dans toute l'étendue de la république.

Ah ! du moins les aristocrates, même les plus décriés de l'assemblée constituante, convenaient qu'on pouvait vivre paisiblement à Paris, même en insultant à la révolution. J'ai vu l'abbé Mauri et ses pareils, après avoir blasphémé contre le peuple, s'étonner de la sécurité avec laquelle il traversait tous les jours une multitude immense de citoyens qui savaient les apprécier. Et lorsqu'il s'avisait, par hasard, de menacer le peuple assemblé, en lui montrant les pistolets dont il était muni, je l'ai vu rendre hautement justice aux citoyens armés de Paris, qui l'avaient soustrait facilement à la juste indignation qu'il venait de provoquer.

Les intrigans de la république n'ont pu parvenir encore à exciter ces marques du mépris public, dont ils paraissent assez jaloux. Le zèle inquiet du patriotisme ne forme même plus, dans les lieux voisins de la salle, ces groupes nombreux tant calomniés par les ennemis de la révolution ; et ils n'ont pas le désagrément insigne de rencontrer des citoyens assemblés sur leur passage. N'importe, ils ne cessent d'entretenir la France entière des périls épouvantables auxquels leurs personnes sacrées sont exposées. Combien l'abbé Mauri doit paraître aimable aux parisiens ; auprès de tels républicains qui occupent chaque jour la tribune nationale !

La Fayette et ses amis avaient bien imaginé de s'environner quelquefois d'un plus épais bataillon de gardes nationales parisiennes, sous le prétexte de garder les représentans de la nation. Mais ils ne s'avisèrent jamais de créer pour eux une maison militaire, et des gardes du corps attachés au service des députés. Jamais ils ne songèrent à appeler à eux les départemens, pour les défendre contre Paris. Tous ces tyrans constitutionnels étaient des princes débonnaires en comparaison des petits tyrans de la république. Sans doute, les personnes de ces derniers sont d'une bien autre importance que celles des législateurs précédens, et ce serait manquer à l'espèce humaine toute entière de confier ce dépôt sacré à une seule cité : il faut que tous les départemens français partagent l'honneur de leur conservation ; ils se trompent, il faut que ce soit toutes les nations du monde.

Encore s'ils n'étaient que ridicules ! mais quelle profonde perversité ! Quel mépris de la pudeur et des lois les plus saintes ! Voyez comme ils se jouent de la majesté des représentans de la nation française ! Comme ils leur présentent aujourd'hui brusquement à sanctionner leur honteux projet ; comme ils lui en interdisent ensuite la discussion au moment où ils s'aperçoivent que l'opinion publique en éclaire toute la turpitude, ou que le seul instinct de la probité le rejette. Comptez, si vous le pouvez, tous les petits moyens qu'ils ont en vain tenté pour l'extorquer à la convention nationale. Mais ils savent bien se passer de son aveu, et, tandis qu'ils soumettaient cette question à ses lumières, ils la méprisaient assez pour appeler autour d'elle, à son insu, et contre toutes les lois, des corps d'ar-

mée considérables. Ne les craignons pas, ils sont composés de citoyens ; mais bâtons-nous de les détromper. Jugez par certaines démarches, jugez, par les discours de certains individus, de l'astuce avec laquelle quelques intrigans cherchent à les égarer. A chaque instant, ils versent dans leurs cœurs tous les poisons de la haine et de la défiance ; que ne font-ils pas déjà pour engager des rixes funestes, et souffler le feu de la guerre civile ? Ah ! Français, qui que vous soyez, embrassez-vous comme des frères, et que cette sainte union soit le supplice de ceux qui cherchent à vous diviser.

Ils veulent qu'on les garde. Quel crime veulent-ils donc commettre ?

Ils veulent quitter Paris ; ils ne dissimulent plus ce projet ; ils ont raison. C'est à eux de réaliser le vœu secret que formaient sans doute ces premiers ennemis de la révolution, que je crois quelquefois avoir outragés en les comparant à eux. Dans le fait, ce n'est point au milieu d'un peuple immense, éclairé, accoutumé à démêler le fil des intrigues, et dont ils sont déjà connus ; ce n'est point dans une cité, qui est, pour ainsi dire, le rendez-vous de tous les Français ; ce n'est point sous les regards les plus perçans et les plus vastes de l'opinion publique qu'il faut rester, lorsqu'on a quelque trame ténébreuse à ourdir. Paris fut tour à tour l'écueil de l'aristocratie ancienne, du despotisme royal et de la tyrannie constitutionnelle ; il serait encore celui de toutes les tyrannies nouvelles. Qu'ils partent donc. Qu'ils cessent de fatiguer la nation par de vaines terreurs, par les misérables artifices qu'ils emploient chaque jour pour parvenir à ce but. Qu'ils partent. Où

vont-ils ? Dans quelle contrée bien froide, bien inaccessible aux ardeurs du patriotisme ou à la lumière de la philosophie ; dans quelle ville bien ignorante ou bien travaillée par leurs manœuvres, vont-ils exercer leur heureux talent pour la calomnie, pour la fraude et pour l'intrigue ? Où vont-ils se cacher pour démembrer l'état et pour conspirer contre la liberté du monde ?

Plus criminels dans leurs moyens que toutes les factions qui les ont précédés, auraient-ils des vues funestes ? Mais quelle différence y a-t-il entre les factions ? Les autres se disputaient le fantôme du monarque pour exercer l'autorité sous son nom, ceux-ci veulent régner sous un autre titre ; et si, pour conserver la puissance, il leur fallait rétablir un roi, pourraient-ils hésiter ? A quoi sert en effet l'empire de la justice et de l'égalité ! Il n'est bon que pour le peuple, et quand le peuple est ce qu'il doit être, les ambitieux, les hommes cupides et corrompus ne sont rien.

Aussi les voyez-vous former un parti mitoyen entre l'aristocratie rebelle et le peuple, ou les francs républicains. Observez s'ils ne caressent pas toujours les personnages les plus puissans de la république, si ce ne sont pas ceux-là qu'ils fréquentent, qu'ils favorisent en toute occasion. Observez si ce n'est pas à eux que se rallient les riches, les corps administratifs, les fonctionnaires publics et les citoyens qui inclinent aux idées aristocratiques, tous ceux-mêmes qui jadis suivaient le parti des intrigans auxquels ils ont succédé. Enfin, ils sont les honnêtes gens, les gens comme il faut de la république ; nous sommes les sans-culottes et la canaille.

Sont-ils moins puissans que leurs prédécesseurs ? Ils le

sont beaucoup plus. Ils nous accusent de marcher à la dictature, nous, qui n'avons ni armée, ni trésor, ni places, ni parti; nous, qui sommes intraitables comme la vérité, inflexibles, uniformes, j'ai presque dit insupportables, comme les principes. Mais voyez en quelles mains sont passés tout le pouvoir et toutes les richesses. Le trésor public, toute l'autorité du gouvernement, la disposition de toutes les places qu'il dispense leur a été dévolue; voilà leur liste civile. Ils exercent la puissance royale sous un autre nom. Ils dominent au conseil exécutif; ils dominent au sein de la convention : le bureau, le fauteuil, les comités, la tribune même semblent être devenus leur patrimoine. Parler dans l'Assemblée nationale est moins un droit des représentans du peuple qu'un privilège réservé à leurs amis. Etre soupçonné de vouloir contredire leurs vues, équivaut à la privation du droit de suffrage. La loi, si on n'y prend garde, ne sera plus que leur volonté; et pour lui donner le caractère d'un décret, et l'autorité de la volonté générale, il leur suffira d'entretenir, dans l'assemblée des législateurs du peuple français, un tumulte scandaleux qui favorise toutes les intrigues; de prolonger ou de précipiter avec art la fin des délibérations, et de déployer toutes les ressources que présentent au génie la science sublime de poser la question, et surtout l'art de faire mourir subitement la discussion.

Malheur aux patriotes sans appui, qui oseront encore défendre la liberté! ils seront encore écrasés comme de vils insectes. Malheur au peuple, s'il ose montrer quelque énergie ou quelque signe d'existence! Il le savent le diviser pour l'égorger par ses propres mains, et ils ont soif de son

sang. Lorsqu'ils luttaient contre une autre faction, et qu'ils cherchaient à transiger avec la cour, ils étaient forcés à caresser le peuple et à ménager jusqu'à un certain point les patriotes pour intimider leurs adversaires ou pour les combattre; et cette lutte même des ennemis de l'égalité laissait respirer les bons citoyens. Mais aujourd'hui qu'ils sont les maîtres, leur unique affaire est de se défaire des plus intrépides amis de la patrie, et de les accabler du poids de leur toute-puissance. Il est vrai que leur empire, comme celui de leurs devanciers, est fondé sur l'erreur et doit être passager comme elle. J'ajouterai même qu'ils sont déjà connus à Paris, Mais ne vous rassurez pas trop vite. Voyez quelle barrière ils ont élevé entre Paris et les autres parties de la république, et ne perdez pas de vue que leur système est précisément de fuir, d'annuler Paris pour éteindre ce grand fanal qui devait éclairer toute la France, de manière qu'ils semblent s'être ménagés le moyen d'échapper à l'opinion, en se réfugiant dans la confusion qu'ils amènent et dans le cahos de la république bouleversée. Est-il temps d'éclairer encore les citoyens des 82 départemens, et d'étouffer les dissensions funestes qu'ils cherchent à exciter? En avez-vous les moyens? Car, ne vous y trompez pas, ce qui semble leur garantir la durée de leur puissance, ce sont les facilités immenses qu'ils se sont ménagées dès long-temps pour propager l'erreur et pour intercepter la vérité. Toutes les trompettes de la Renommée, tous les canaux de l'esprit public sont entre leurs mains; et cette confédération de tant d'écrivains perfides, soutenue par toutes les ressources de la puissance publique, est peut-être la plus redoutable à la liberté que toutes les conspirations de la cour.

Quels moyens nous reste-t-il donc aujourd'hui pour déconcerter leurs funestes projets ? Je n'en connais point d'autre, en ce moment, que l'union des amis de la liberté, la sagesse et la patience. Citoyens, ils veulent vous agiter pour vous affaiblir, pour vous déchirer par vos propres mains, et vous rendre ensuite responsables de l'ouvrage même de leur perversité : restez calmes et immobiles. Observez, en silence, leurs coupables manœuvres ; laissez-les se démasquer et se perdre eux-mêmes par leurs propres excès. Un peuple magnanime et éclairé est toujours à temps de réclamer ses droits et de venger ses injures. Eclairez vous, éclairez vos citoyens autant qu'il est en votre pouvoir ; dissipez l'illusion sur laquelle se fonde l'empire de l'intrigue, et il ne sera plus.

Passer la vérité, en contrebande, à travers tous les obstacles que ses ennemis lui opposent ; multiplier, répandre, par tous les moyens possibles, les instructions qui peuvent la faire triompher ; balancer, par le zèle et par l'activité du civisme, l'influence des trésors et des machinations prodiguées pour propager l'imposture, voilà, à mon avis, la plus utile occupation et le devoir le plus sacré du patriotisme épuré ; des armes contre les tyrans, des livres contre les intrigans ; la force pour repousser les brigands étrangers, la lumière pour reconnaître les filous domestiques, voilà le secret de triompher à la fois de tous vos ennemis.

SUITE DU TABLEAU DES OPÉRATIONS

DE LA CONVENTION NATIONALE.

25 Septembre.

L'assemblée déclare qu'il n'y a point lieu à délibérer sur la proposition d'inviter Rolland à garder le ministère.

Le secrétaire Lasource lit une lettre d'un citoyen du département de la Somme, qui annonce qu'il s'élève des difficultés sur la validité de la nomination de Rolland à la convention nationale.

La lecture d'une autre lettre amène la révocation du décret qui avait destitué Montesquiou. Ce général rend compte de son invasion dans la Savoie, et la convention nationale lui conserve le commandement.

Le seul décret important, rendu dans cette séance, est celui qui, d'après les dénonciations faites contre l'administration des postes, ordonne que les administrateurs seront nommés provisoirement par les assemblées électorales de district. Il est vrai que l'exécution de ce décret a été suspendue par les objections que présentèrent, deux jours après à la convention, les ministres Clavière et Rolland.

26 septembre. Une lettre de Lukner occupe la convention nationale. Comme tous ses pareils, il répond aux trahisons publiques dont il est convaincu, par les preuves de confiance que la nation lui a données, par l'utilité incontestable de ses services. Il s'étonne qu'il ait existé des agitateurs assez audacieux pour le calomnier. La protection constante accordée à cet homme, même par les intri-

gans prétendus patriotes de l'Assemblée législative, a été l'opprobre des représentans et le scandale de tous les bons citoyens. La convention nationale s'est contentée d'ordonner qu'il resterait à Paris, jusqu'à ce que le comité militaire ait fait sur cet objet un rapport qui paraît oublié.

Les commissaires envoyés à Orléans, pour apaiser les troubles excités par les municipaux et les administrateurs contre-révolutionnaires, rendent compte de leur mission. L'assemblée a eu lieu d'être satisfaite du résultat de ce rapport ; car ils annoncent que la paix est rétablie et cimentée par une fête civique. J'aurais désiré qu'ils eussent développé avec précision les véritables causes des désordres dont cette ville avait été le théâtre, et qu'ils eussent mis dans un plus grand jour les trames de l'aristocratie orléanaise et les persécutions suscitées aux patriotes.

Albite et Lecointre firent le rapport de la mission dont ils avaient été chargés dans les départemens de l'Eure et du Calvados. Albite s'exprima avec un abandon patriotique qui faisait l'éloge de son zèle. Il rendit justice au civisme des *sans-culottes*, et à l'égoïsme des aristocrates intrigans qui habitaient ces contrées.

La convention rend un décret qui supprime les pensions accordées par la première législature aux prêtres sans fonctions ; elle excepte celle des infirmes et des vieillards au-dessus de 60 ans, et statue que ces pensions ne pourront excéder 1000 l., y compris le revenu de ceux qui en jouissent.

La séance est terminée par un rapport du ministre des affaires étrangères, qui présente le tableau de la situation des puissances européennes à notre égard. Il en résulte

que nous sommes menacés pour le printemps prochain d'une attaque générale. L'assemblée a applaudi au ton de sagesse et à la justesse des vues qui caractérisent ce discours. Je doute cependant que la perspective qu'il présente puisse se réaliser, si nos généraux, si la convention nationale et le conseil exécutif ne le veulent pas. Je pense du moins que la destruction de l'armée prussienne, dont le sort était entre nos mains, et le châtement de Louis XVI, auraient suffi pour abattre cette ligue impuissante et frapper de stupeur les despotes.

28 septembre. Montesquiou écrit de Chambéry qu'il s'est rendu maître, sans résistance, de tout le pays depuis l'Isère jusqu'au lac de Genève. Voilà encore un roi bientôt supprimé. Ces conquêtes-là doivent être solides; car nous pouvons les faire garder, non par nos armées et par nos garnisons, mais par les peuples des contrées conquises ou plutôt affranchies par nos armes. La destinée de Montesquiou et de ses pareils n'est point malheureuse; s'ils veulent l'accepter. Le voilà devenu, un peu malgré lui, fondateur de la liberté sarde, et général victorieux d'une république invincible. Ces titres-là valent bien, ce me semble, ceux de grand-croix de l'ordre du Saint-Esprit, et de premier écuyer de Monsieur.

Il est question de faire de la Savoie un quatrième département, ou plutôt de laisser à ce peuple le soin de se donner un gouvernement républicain. Cet objet est renvoyé aux comités militaire et diplomatique réunis.

Sur la proposition du ministre Servan, l'assemblée décrète que les succès de l'armée du Midi seront célébrés par une fête civique sur la place de la liberté. Pourquoi n'avoir

point ordonné des fêtes aussi pour l'expulsion des Prussiens, pour les victoires du Rhin? Cet empressement à prodiguer les réjouissances publiques porte un caractère de légèreté, qui est loin de satisfaire les vrais amis de la patrie. Ajournons toutes les cérémonies au moment du triomphe définitif de la liberté. Jusque-là que nos fêtes soient de dompter les tyrans, et de cimenter le bonheur de la république par des lois justes.

Une grande partie de cette séance se passa en lectures.

On lit des lettres de Priesley, où il annonce que son ignorance de la langue française ne lui permet pas d'accepter les fonctions de député à la convention nationale de France. Mais ce qui a frappé les observateurs, ce fut de voir ce docteur anglais s'étendre particulièrement sur les louanges du ministre Rolland, qu'il invite à conserver sa place, et parler de Rolland et des factieux comme les journaux et les affiches de Rolland lui-même.

La commune de Paris demande deux millions pour achever de retirer de la circulation les billets émis par la maison de secours. Lacroix et Cambon s'élèvent avec véhémence contre la municipalité, qu'ils accusent de n'avoir pas justifié de trois millions déjà mis à sa disposition. Il est vrai que ces trois millions n'avaient pas été remis à la municipalité, née à l'époque du 10 août, mais à l'ancienne; il était démontré que celle-ci même s'était empressée de remettre ses comptes; qu'elle avait toujours vainement pressé le corps législatif et le comité des finances d'accélérer le retrait des billets de confiance, en émettant des petits assignats; qu'elle avait toujours vu avec inquiétude ces sortes de tablissements, comme l'observait Pétion lui-

même, et que les inconvéniens qu'ils pouvaient entraîner, étaient l'ouvrage de l'assemblée constituante et du corps législatif. Mais, comment négliger le prétexte même le plus ridicule de déclamer contre la ville de Paris, et d'attiser le feu des discordes civiles ?

29 septembre. Il est question de remplacer les deux ministres Servan et Rolland. La convention décrète que leurs successeurs ne pourront être choisis parmi ses membres. Cependant quelques-uns essaient de ressusciter la motion déjà proscrite d'inviter Roland à vouloir bien conserver le ministère de l'intérieur. Buzot surtout parle avec sensibilité de l'amitié qui le lie à ce citoyen, et conjure les représentans du peuple, au nom de la patrie, de lui faire violence pour le retenir au ministère. Cette proposition, appuyée avec beaucoup de chaleur par une partie des membres, était sur le point d'être adoptée, à la faveur du tumulte, lorsque Danton vint à bout de conquérir la parole, mais au lieu de rappeler les principes qui avaient triomphé la veille, il se permit une saillie qui devait offenser la gravité de la convention nationale. Il osa observer que l'invitation proposée devait être adressée à madame Rolland, attendu, disait-il, qu'elle était ministre de l'intérieur au moins autant que son mari. Cette plaisanterie ne pouvait faire fortune. Il osa adresser au ministre un reproche plus sérieux : il assure qu'après la prise de Verdun, Rolland voulait engager le conseil exécutif à fuir Paris. Ce fait fut attesté sur-le-champ par quelques membres, notamment par Dubem. Panis rappela l'assemblée aux principes qu'elle avait elle-même consacrés deux jours auparavant : il suffisait de les faire entrevoir pour les faire triompher. Cambon se déclare

contre l'invitation ; Lasource et Buzot lui-même se firent honneur de revenir à l'opinion qui allait prévaloir, non sans avoir rendu de nouveaux hommages à la personne de M. Rolland, et appelé de nouveau les anathèmes de la convention sur les agitateurs. L'assemblée déclara une seconde fois qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur la proposition de l'engager à rester ministre.

Dimanche 30 septembre.

Une grande partie de la séance est occupée par la lecture et par la discussion d'une lettre très importante et très étendue de M. Rolland.

Il reste au ministère. « Il a balancé, dit-il, il avait même opté pour le titre honorable de législateur. *Il devait*, parce que la nomination de la portion du souverain qui l'avait nommé, *était une loi ; parce que les idées qu'on attache encore au pouvoir ministériel aurait fait regarder avec scandale la préférence qu'il lui aurait donnée.* Mais, quoique la convention nationale, par respect pour la rigueur des principes révolutionnaires, qu'il rend grâces au ciel de voir triompher, ait déclaré qu'il n'y avait pas lieu de l'inviter à rester, il ne peut se dissimuler que c'est-là le vœu secret de la majorité des membres de la convention. » Elle a délibéré, il suffit. Cette délibération seule, dit-il, m'impose de nouveaux devoirs ; j'en sens toute l'étendue ; je la mesure sans effroi : le vœu est prononcé ; il suffit à mon courage ; il m'ouvre la carrière, je m'y lance avec fierté. Je dois y rester. Le vœu des quatre-vingt-trois départemens est une loi nouvelle et supérieure à la volonté encore douteuse des électeurs d'un

seul département. J'y reste, parce qu'il y a des dangers ; je les brave, parce que je n'en crains aucun, dès qu'il s'agit de servir ma patrie..... J'achève le sacrifice ; je me consacre tout entier, et je me dévoue jusqu'à la mort.....

Ce grand exemple de désintéressement et de résignation excita dans l'Assemblée la plus vive sensation. Les nombreux applaudissemens, dont la salle retentit long-temps, prouvèrent que la reconnaissance de l'Assemblée nationale égalait la générosité du ministre patriote.

Il ne dédaigna pas même de répondre aux reproches que son collègue Danton s'était permis la veille. Il nia formellement qu'il eût ouvert l'avis de quitter Paris à l'approche des Prussiens. *Ce qu'il y a d'exact, dit-il, c'est que nous avons traité la question de savoir si, dans le cas de l'approche des ennemis de Paris, il n'y aurait point à prendre des mesures relatives au salut de l'empire, et si au nombre de ces mesures ne devait pas être la sortie de Paris, du pouvoir exécutif, de l'Assemblée nationale et du roi, qui appartiennent à toute la nation.*

Quant à l'influence supposée de madame Rolland sur les affaires publiques, il s'étonno avec raison *que l'on ait cherché à tourner en ridicule l'union et les vertus qui règnent dans son domestique.*

Mais bientôt se livrant à toute la chaleur de son zèle pour le bien public, il dénonce lui même son dénonciateur, dont il trace le portrait avec un pinceau aussi ferme qu'énergique, et qu'il compare à *Sylla* ou à *Rienzi* ; il dénonce la horde insensée de ces hommes ardents, peut-être égarés, qui prennent leurs passions pour des vertus, et croient que la liberté ne peut être bien servie que par eux ; il accuse le grand

personnage qu'il désigne de la faire servir à ses desseins ambitieux. Il confirme la dénonciation faite par Barbaroux d'une manière presque sans réplique. *On vous a dénoncé des projets de dictature et de triumvirat, s'écrie-t-il, ils ont existé. Il s'en forme toujours de pareils au renversement de la tyrannie.* Il montre à l'Assemblée Paris toujours prêt à enfanter des conspirations, la convention même environnée de dangers. Il désigne clairement les députés de cette cité comme cherchant à prendre un ascendant funeste aux délibérations, et conclut en l'invitant à s'environner d'une grande force armée composée de citoyens des 83 départemens.

Ce discours fut souvent interrompu par des applaudissemens. Ils recommencèrent trois fois, lorsque la lecture en fut terminée. On en demanda à grands cris l'impression et l'envoi à toutes les municipalités. Les uns se récriaient sur la bonté de M. Rolland, qui voulait bien consentir à être encore ministre; les autres vantaient son courage; un grand nombre surtout était touché de la haine implacable qu'il avait vouée aux *factieux* et aux *agitateurs*. On vit bien que l'assemblée elle-même en renfermait dans son sein; car un assez grand nombre de membres osa contredire l'enthousiasme général; quelques-uns même s'emportèrent jusqu'à crier à la flagornerie, au charlatanisme, à la calomnie. Enfin, M. Lacroix leva habilement l'obstacle qui s'opposait à l'envoi de la lettre aux municipalités, en faisant décréter que les directoires de départemens seraient tenus de faire réimprimer tous les écrits qui leur seraient adressés par l'Assemblée nationale, pour les envoyer aux municipalités de leur ressort.

Pour moi, je pensais, sans oser le dire, que, malgré les grandes beautés dont la lettre de M. Rolland étincelait, elle renfermait un principe erroné. Je parle du passage où il explique la préférence qu'il donne au ministère ; il déclare que le vœu tacite, mais énergique, qu'il a cru apercevoir dans l'Assemblée nationale, est plus sacré que la volonté qui l'appelait à la convention, en ce que l'appel à la convention n'était que le vœu d'un département, au lieu que celui de l'Assemblée était la volonté des 83 départements de la république. Il me semble que le choix qui donne à chaque député le titre de représentant de la république, doit être regardé comme le vœu du peuple français, et qu'il approche un peu plus de ce caractère que celui de l'assemblée des représentants. Cette doctrine me paraît donc véritablement contraire aux principes de l'unité de l'état, et de la souveraineté du peuple. Aussi, si la discussion eût été permise, j'aurais peut-être observé qu'il n'était pas bon de protéger au moins une fausse maxime, aux frais de la nation, dans les quarante-quatre mille municipalités de France, fut-elle prêchée par le plus vertueux de tous les ministres.

RÉPONSE

DE MAXIMILIEN ROBESPIERRE

A L'ACCUSATION DE LOUVET DEVANT LA CONVENTION NATIONALE.

Dans les premières séances de la convention, deux partis se dessinèrent dans son sein, le parti de la gironde et celui de la montagne, Robespierre, qui était un des chefs de ce dernier parti fut attaqué avec une violence extrême par le parti girondin. Vainqueur une première fois dans la

lutte qu'il eut à soutenir contre Rébecqui et Barbaroux, il eut à combattre une seconde fois un adversaire plus redoutable, Louvet, l'auteur de *Fablas*. Le ministre Rolland ayant fait un rapport sur l'état de la France et sur celui de Paris, où il dénonçait comme anarchistes les démocrates si purs et si dévoués de la commune, et où il leur prêtait le projet de faire égorger les girondins les plus influents, en ajoutant que ces mêmes démocrates recevaient leurs inspirations de Robespierre, celui-ci courut à la tribune pour répondre à l'inculpation de Rolland. « Per-
« sonne, dit Robespierre, n'osera m'accuser en face. » —
« Moi, s'écrie Louvet; oui, Robespierre, c'est moi qui
« t'accuse. » Alors, Louvet déroula une longue série de faits calomnieux, de mensonges, d'injures grossières. Toute la haine des girondins contre Robespierre s'exhala dans le discours de Louvet; on vit par cette furibonde philippique à quel point les girondins le redoutaient. Ils voyaient en lui un ennemi inflexible de l'égoïsme, de la corruption, du privilège; l'ascendant qu'il exerçait sur les masses, ascendant qu'il devait à ses vertus, à la pureté de ses intentions, était insupportables aux ambitieux de la Gironde qui auraient voulu être les premiers hommes de la république, ou plutôt qui auraient voulu exploiter la république. Quand Louvet eut cessé de parler, Robespierre demanda huit jours pour préparer sa réponse à une accusation aussi volumineuse et aussi diffuse que l'était l'oraison diffamatoire de l'auteur de *Fablas*. La convention accorda ce délai, et, au bout de huit jours, Robespierre prononça devant la convention nationale le discours suivant :

Citoyens délégués du peuple,

Une accusation, sinon très redoutable, au moins très grave et très solennelle, a été intentée contre moi devant la convention nationale, j'y répondrai, parce que je ne dois pas consulter ce qui me convient le mieux à moi-même, mais ce que tout mandataire du peuple doit à l'intérêt public. J'y répondrai parce qu'il faut qu'en un moment disparaisse le monstrueux ouvrage de la calomnie, si laborieusement élevé pendant plusieurs années peut-être; parce qu'il faut bannir du sanctuaire des lois la haine et la

vengeance, pour y rappeler les principes et la concorde, Citoyens, vous avez entendu l'immense plaidoyer de mon adversaire ; vous l'avez même rendu public par la voie de l'impression ; vous trouverez sans doute équitable d'accorder à la défense la même attention que vous avez donnée à l'accusation.

De quoi suis-je accusé ? d'avoir conspiré pour parvenir à la dictature, ou au triumvirat, ou au tribunat. L'opinion de mes adversaires ne paraît pas bien fixée sur ces points. Traduisons toutes ces idées romaines un peu disparates par le mot de pouvoir suprême que mon accusateur a employé ailleurs.

Or, on conviendra d'abord que si un pareil projet était criminel, il était encore plus hardi ; car, pour l'exécuter, il fallait non-seulement renverser le trône, mais anéantir la législature, et surtout empêcher encore qu'elle ne fût remplacée par une convention nationale ; mais alors comment se fait-il que j'aie le premier, dans mes discours publics et dans mes écrits, appelé la convention nationale comme le seul remède des maux de la patrie ? Il est vrai que cette proposition même fut dénoncée, comme incendiaire, par mes adversaires actuels ; mais bientôt la révolution du 10 fit plus que la légitimer, elle la réalisa. Dirai-je que, pour arriver à la dictature, il ne suffit pas de maîtriser Paris, qu'il fallait asservir les 82 autres départemens ? Où étaient mes trésors ? Où étaient mes armées ? Où étaient les grandes places dont j'étais pourvu ? Toute la puissance résidait précisément entre les mains de mes adversaires. La moindre conséquence que je puisse tirer de tout ce que je viens de dire, c'est qu'avant que l'accusation pût acquérir

un caractère de vraisemblance, il faudrait au moins qu'il fût préalablement démontré que j'étais complètement fou, encore ne vois-je pas ce que mes adversaires pourraient gagner à cette supposition ; car, alors, il resterait à expliquer comment des hommes sensés auraient pu se donner la peine de composer tant de beaux discours, tant de belles affiches, de déployer tant de moyens, pour me présenter à la convention nationale et à la France entière comme le plus redoutable de tous les conspirateurs.

Mais venons aux preuves positives. L'un des reproches les plus terribles que l'on m'ait fait, je ne le dissimule point, c'est le nom de Marat. Je vais donc commencer par vous dire quels ont été mes rapports avec lui. Je pourrai même faire ma profession de foi sur son compte, mais sans en dire ni plus de bien, ni plus de mal que j'en pense ; car je ne sais point trahir ma pensée pour caresser l'opinion générale.

Au mois de janvier 1792, Marat vint me trouver ; jusque-là je n'avais eu avec lui aucune espèce de relations directes, ni indirectes. La conversation roula sur les affaires publiques, dont il me parla avec désespoir ; je lui dis, moi, tout ce que les patriotes, même les plus ardens, pensaient de lui : à savoir, qu'il avait mis lui-même un obstacle au bien que pouvaient produire les vérités utiles développées dans ses écrits, en s'obstinant à revenir éternellement sur certaines propositions absurdes et violentes, qui révoltaient les amis de la liberté autant que les partisans de l'aristocratie. Il défendit son opinion, je persistai dans la mienne, et je dois avouer qu'il trouva mes vues politiques tellement étroites, que, quelque temps après, lorsqu'il

eut repris son journal, alors abandonné par lui depuis quelque temps, en rendant compte lui-même de la conversation dont je viens de parler, il écrivit en toutes lettres qu'il m'avait quitté parfaitement convaincu que je n'avais *ni les vues, ni l'audace d'un homme d'état*; et si les critiques de Marat pouvaient être des titres de faveur, je pourrais remettre encore sous vos yeux quelques-unes de ses feuilles publiées six semaines avant la dernière révolution, où il m'accusait de feuillantisme, parce que, dans un ouvrage périodique, je ne disais pas hautement qu'il fallait renverser la constitution.

Depuis cette première et unique visite de Marat, je l'ai trouvé à l'assemblée électorale; ici, je retrouve aussi M. Louvet, qui m'accuse d'avoir désigné Marat pour député, d'avoir mal parlé de Priesley, enfin d'avoir dominé le corps électoral par l'intrigue et par l'effroi. Aux déclamations les plus absurdes et les plus atroces, comme aux suppositions les plus romanesques et les plus hautement démenties par la notoriété publique, je ne réponds que par les faits, les voici :

L'assemblée électorale avait arrêté unanimement que tous les choix qu'elle ferait seraient soumis à la rectification des assemblées primaires, et ils furent, en effet, examinés et ratifiés par les sections. A cette grande mesure, elle en avait ajouté une autre non moins propre à tuer l'intrigue, non moins digne des principes d'un peuple libre, celle de statuer que les élections seraient faites à haute voix et précédées de la discussion publique des candidats. Chacun usa librement du droit de les proposer. Je n'en présentai aucun. Seulement, à l'exemple de quelques-

uns de mes collègues. je crus faire une chose utile en proposant des observations générales sur les règles qui pouvaient guider les corps électoraux dans l'existence de leurs fonctions. Je ne dis point de mal de Priesley ; je ne pouvais en dire d'un homme qui ne m'était connu que par sa réputation de savant, et par une disgrâce qui le rendait intéressant aux yeux des amis de la révolution française. Je ne désignai pas Marat plus particulièrement que les écrivains courageux qui avaient combattu ou souffert pour la cause de la révolution, tels que l'auteur des *Crimes des Rois*, et quelques autres qui fixèrent les suffrages de l'assemblée. Voulez-vous savoir la véritable cause qui les a réunis en faveur de Marat en particulier ? C'est que, dans cette crise, où la chaleur du patriotisme était montée au plus haut degré, et où Paris était menacé par l'armée des tyrans qui s'avancait, on était moins frappé de certaines idées exagérées ou extravagantes qu'on lui reprochait, que des attentats de tous les perfides ennemis qu'il avait dénoncés, et de la présence des maux qu'il avait prédits. Personne ne songeait alors que bientôt son nom seul servirait de prétexte pour calomnier, et la députation de Paris et l'assemblée électorale, et les assemblées primaires elles-mêmes. Pour moi, je laisserai à ceux qui me connaissent le soin d'apprécier ce beau projet, formé par certains gens, de m'identifier, à quelque prix que ce soit, avec un homme qui n'est pas moi. Et n'avais-je donc pas assez de torts personnels, et mon amour, mes combats pour la liberté, ne m'avaient-ils pas suscité assez d'ennemis depuis le commencement de la révolution, sans qu'il soit besoin de m'imputer encore un excès que j'ai évité, et des

opinions que j'ai moi-même condamnées le premier.

M. Louvet a fait découler les autres preuves dont il appuie son système, des deux autres sources principales : de ma conduite dans la société des jacobins, et de ma conduite dans le conseil-général de la commune.

Aux jacobins, j'exerçais, si on l'en croit, un despotisme d'opinion qui ne pouvait être regardé que comme l'avant-coureur de la dictature. D'abord, je ne sais pas ce que c'est que le despotisme de l'opinion, surtout dans une société d'hommes libres, composée, comme vous le dites vous-mêmes, de quinze cents citoyens réputés les plus ardens patriotes, à moins que ce ne soit l'empire naturel des principes. Or, cet empire n'est pas personnel à tel homme qui les énonce; il appartient à la raison universelle et à tous les hommes qui veulent écouter sa voix. Il appartient à mes collègues de l'assemblée constituante, aux patriotes de l'assemblée législative, à tous les citoyens qui défendirent invariablement la cause de la liberté.

L'expérience a prouvé, en dépit de Louis XVI et de ses alliés, que l'opinion des jacobins et des sociétés populaires était celle de la nation française; aucun citoyen ne l'a créée, ni dominée; et je n'ai fait que la partager. A quelle époque rapportez-vous les torts que vous me reprochez? Est-ce aux temps postérieurs, à la journée du 10? Depuis cette époque, jusqu'au moment où je parle, je n'ai pas assisté plus de dix fois peut-être à la société. C'est depuis le mois de janvier, dites-vous, qu'elle a été entièrement dominée par *une faction très peu nombreuse, mais chargée de crimes et d'immoralités, dont j'étais le chef*, tandis que tous les hommes sages et vertueux, tels que vous, gémis-

saient dans le silence et dans l'oppression ; de manière, ajoutez-vous, avec le ton de la pitié, que cette société, célèbre par tant de services rendus à la patrie, est maintenant tout à-fait méconnaissable.

Maissi, depuis le mois de janvier, les jacobins n'ont pas perdu la confiance et l'estime de la nation, et n'ont pas cessé de servir la liberté ; si c'est, depuis cette époque, qu'ils ont déployé un plus grand courage contre la cour et La Fayette ; si c'est, depuis cette époque, que l'Autriche et la Prusse leur ont déclaré la guerre ; si c'est, depuis cette époque, qu'ils ont recueilli dans leur sein les fédérés rassemblés pour combattre la tyrannie, et préparé avec eux la sainte insurrection du mois d'août 1792, que faut-il conclure de ce que vous venez de dire, sinon que c'est cette poignée de scélérats dont vous voulez parler qui ont abattu le despotisme, et que vous et les vôtres étiez trop sages et trop amis du bon ordre pour tremper dans de telles conspirations ; et s'il était vrai que j'eusse en effet obtenu aux jacobins cette influence que vous me supposez gratuitement, et que je suis loin d'avouer, que pourriez-vous en induire contre moi ?

Vous avez adopté une méthode bien sûre et bien commode pour assurer votre domination, c'est de prodiguer les noms de scélérats et de monstres à vos adversaires, et de donner vos partisans pour les modèles du patriotisme ; c'est de nous accabler à chaque instant du poids de nos vices et de celui de vos vertus ; cependant à quoi se réduisent, au fond, tous vos griefs ? La majorité des jacobins rejetait vos opinions ; elle avait tort sans doute. Le public ne vous était pas plus favorable ; qu'en pouvez-vous con-

clure en votre faveur? Direz-vous que je lui prodiguais trésors que je n'avais pas, pour faire triompher des principes gravés dans tous les cœurs. Je ne vous rappellerai pas qu'alors le seul objet de dissentiment qui nous divisait, c'était que vous défendiez indistinctement tous les actes des nouveaux ministres, et nous les principes; que vous paraissiez préférer le pouvoir, et nous l'égalité. Je me contenterai de vous observer qu'il résulte de vos plaintes mêmes que vous étiez divisés d'opinion dès ce temps-là. Or, de quel droit voulez-vous faire servir la convention nationale elle-même à venger les disgrâces de votre amour-propre ou de votre système. Je ne chercherai point à vous rappeler aux sentimens des âmes républicaines, mais soyez au moins aussi généreux qu'un roi : imitez Louis XII, et que le législateur oublie les injures de M. Louvet. Mais, non, ce n'est point l'intérêt personnel qui vous guide, c'est l'intérêt de la liberté; c'est l'intérêt des mœurs qui vous arme contre cette société qui *n'est plus qu'un repaire de factieux et de brigands qui retiennent au milieu d'eux un petit nombre d'honnêtes gens trompés*. Cette question est trop importante, pour être traitée incidemment. J'attendrai le moment où votre zèle vous portera à demander à la convention nationale un décret qui proscrive les jacobins : nous verrons alors si vous êtes plus persuasifs ou plus heureux que La Fayette. Avant de terminer cet article, dites-nous seulement ce que vous entendez par ces deux portions du peuple que vous distinguez dans tous vos discours, dans tous vos rapports, dont l'une est flagornée, adulée, égarée par nous; dont l'autre est paisible, mais intimidée; dont l'une vous chérit et

l'autre semble incliner à nos principes? Votre intention serait-elle de désigner ici, et ceux que La Fayette appelait les honnêtes gens, et ceux qu'il nommait les sans-culottes et la canaille?

Il reste maintenant le plus fécond et le plus intéressant des trois chapitres qui composent votre plaidoyer diffamatoire, celui qui concerne ma conduite au conseil général de la commune.

On me demande d'abord pourquoi, après avoir abdiqué la place d'accusateur public, j'ai accepté le titre d'officier municipal?

Je réponds que j'ai abdiqué, au mois de janvier 1791, la place lucrative et nullement périlleuse, quoi qu'on dise, d'accusateur public, et que j'ai accepté les fonctions de membre du conseil de la commune, le 10 août 1792. On m'a fait un crime de la manière même dont je suis entré dans la salle où siégeait la nouvelle municipalité. Notre dénonciateur m'a reproché très sérieusement d'avoir dirigé mes pas vers le bureau. Dans ces conjonctures, où d'autres soins nous occupaient, j'étais loin de prévoir que je serais obligé d'informer un jour la convention nationale, que je n'avais été au bureau que pour faire vérifier mes pouvoirs. M. Louvet n'en a pas moins conclu de tous ces faits, à ce qu'il assure, que ce conseil-général, ou du moins plusieurs de ses membres, étaient réservés à de hautes destinées. Pouviez-vous en douter? N'était-ce pas une assez haute destinée que celle de se dévouer pour la patrie? Pour moi, je m'honore d'avoir ici à défendre et la cause de la commune et la mienne. Mais, non... je n'ai qu'à me réjouir de ce qu'un grand nombre de citoyens

ont mieux servi la chose publique que moi. Je ne veux point prétendre à une gloire qui ne m'appartient pas. Je ne fus nommé que dans la journée du 10 : mais ceux qui, plus tôt choisis, étaient déjà réunis à la maison commune dans la nuit redoutable, au moment où la conspiration de la cour était près d'éclater, ceux-là sont véritablement les héros de la liberté; ce sont ceux-là qui, servant de point de ralliement aux patriotes, armant les citoyens, dirigeant les mouvemens d'une insurrection tumultueuse d'où dépendait le salut public, déconcertèrent la trahison en faisant arrêter le commandant de la garde nationale vendu à la cour, après l'avoir convaincu, par un écrit de sa main, d'avoir donné, aux commandans de bataillons, des ordres de laisser passer le peuple insurgent pour le foudroyer ensuite par derrière... Citoyens représentans, si la plupart de vous ignorait ces faits, qui se sont passés loin de vos yeux, il vous importe de les connaître, ne fût-ce que pour ne pas souiller les mandataires du peuple français par une ingratitude fatale à la cause de la liberté; vous devez les entendre avec intérêt, au moins pour qu'il ne soit pas dit qu'ici les dénonciations seules ont droit d'être accueillies. Est-il donc si difficile de comprendre que, dans de telles circonstances, cette municipalité, tant calomniée, dut renfermer les plus généreux citoyens? Là, étaient ces hommes que la bassesse monarchique dédaigne, parce qu'ils n'ont que des âmes fortes et sublimes; là nous avons vu, et chez les citoyens et chez les magistrats nouveaux, des traits d'héroïsme que l'incivisme et l'imposture s'efforceraient en vain de ravir à l'histoire.

Les intrigues disparaissent avec les passions qui les ont

enfantées. Les grandes actions et les grands caractères restent seuls. Nous ignorons les noms des vils factieux qui assaillaient de pierres Caton dans la tribune du peuple romain, et les regards de la postérité ne reposent que sur l'image sacrée de ce grand homme.

Voulez-vous juger le conseil-général révolutionnaire de la commune de Paris? Placez-vous au sein de cette immortelle révolution qui l'a créé, et dont vous êtes vous-même l'ouvrage?

On vous entretient sans cesse, depuis votre réunion, d'intrigans qui s'étaient introduits dans ce corps. Je sais qu'il en existait en effet quelques-uns; et qui plus que moi a le droit de s'en plaindre? ils sont au nombre de mes ennemis; et d'ailleurs quel corps si pur et si nombreux fut absolument exempt de ce fléau?

On vous dénonce éternellement quelques actes répréhensibles imputés à des individus. J'ignore ces faits; je ne les nie ni ne les crois; car j'ai entendu trop de calomnies pour croire aux dénonciations qui partent de la même source, et qui toutes portent l'empreinte de l'affectation ou de la fureur.

Je ne vous observerai pas même que l'homme de ce conseil-général, qu'on est le plus jaloux de compromettre, échappe nécessairement à ces traits; je ne m'abaisserai pas jusqu'à observer que je n'ai jamais été chargé d'aucune espèce de commission, ni me suis mêlé en aucune manière d'aucune opération particulière, que je n'ai jamais présidé un seul instant la commune, que jamais je n'ai eu la moindre relation avec le comité de surveillance tant calomnié; car, tout compensé, je consentirais volontiers à

me charger de tout le bien et de tout le mal attribué à ce corps que l'on a si souvent attaqué dans la vue de m'inculper personnellement.

On lui reproche des arrestations qu'on appelle arbitraires, quoiqu'aucune n'ait été faite sans un interrogatoire.

Quand le consul de Rome eut étouffé la conspiration de Catilina, Clodius l'accusa d'avoir violé les lois. Quand le consul rendit compte au peuple de son administration, il jura qu'il avait sauvé la patrie, et le peuple applaudit. J'ai vu à cette barre, tels citoyens qui ne sont pas des Clodius, mais qui, quelque temps avant la révolution du 10 août, avaient eu la prudence de se réfugier à Rouen, dénoncer emphatiquement la conduite du conseil de la commune de Paris. Des arrestations illégales? Est-ce donc le code criminel à la main, qu'il faut apprécier les précautions salutaires qu'exige le salut public dans les temps de crise amenés par l'impuissance même des lois? Que ne nous reprochez-vous aussi d'avoir brisé illégalement les plumes mercenaires dont le métier était de propager l'imposture et de blasphémer contre la liberté? Que n'instituez-vous une commission pour recueillir les plaintes des écrivains aristocratiques et royalistes? Que ne nous reprochez-vous d'avoir consigné tous les conspirateurs aux portes de cette grande cité? Que nous reprochez-vous d'avoir désarmé les citoyens suspects? d'avoir écarté de nos assemblées, où nous délibérions sur le salut public, les ennemis connus de la révolution? Que ne faites-vous le procès à la fois, et à la municipalité et à l'assemblée électorale, et aux sections de Paris, et aux assemblées primaires même des

cantons, et à tous ceux qui nous ont imités ? Car toutes ces choses-là étaient illégales, aussi illégales que la révolution, que la chute du trône et de la Bastille, aussi illégale que la liberté elle-même ?

Mais que dis-je ? Ce que je présentais comme une hypothèse absurde, n'est qu'une réalité très certaine. On nous a accusés en effet de tout cela et de bien d'autres choses encore. Ne nous a-t-on pas accusés d'avoir envoyé, de concert avec le conseil exécutif, des commissaires dans plusieurs départemens pour propager nos principes et les déterminer à s'unir aux Parisiens contre l'ennemi commun ?

Quelle idée s'est-on donc formé de la dernière révolution ? La chute du trône paraissait-elle donc si facile avant le succès ? Ne s'agissait-il que de faire un coup-de-main aux Tuileries ? Ne fallait-il pas anéantir, dans toute la France, le parti des tyrans, et par conséquent communiquer à tous les départemens la commotion salutaire qui venait d'électrifier Paris ? Et comment ce soin pouvait-il ne pas regarder ces mêmes magistrats qui avaient appelé le peuple à l'insurrection ? il s'agissait du salut public ; il y allait de leurs têtes, et on leur a fait un crime d'avoir envoyé des commissaires aux autres communes pour les engager à avouer, à consolider leur ouvrage ! Que dis-je ? la calomnie a poursuivi ces commissaires eux-mêmes ! Quelques-uns ont été jetés dans les fers. Le feuillantisme et l'ignorance ont calculé le degré de chaleur de leur style ; ils ont mesuré toutes leurs démarches avec le compas constitutionnel pour trouver le prétexte de travestir les missionnaires de la révolution en incendiaires, en ennemis de l'ordre public.

A peine les circonstances qui avaient enchaîné les ennemis du peuple ont-elles cessé, les mêmes corps administratifs, tous les hommes qui conspiraient contre lui sont venus les calomnier devant la convention nationale elle-même. Citoyens, vouliez-vous une révolution sans révolution? Quel est cet esprit de persécution qui est venu reviser, pour ainsi dire, celle qui a brisé nos fers? Mais comment peut-on soumettre à un jugement certain les effets que peuvent entraîner ces grandes commotions? Qui peut, après coup, marquer le point précis où devaient se briser les flots de l'insurrection populaire? A ce prix, quel peuple pourrait jamais secouer le joug du despotisme? Car s'il est vrai qu'une grande nation ne peut se lever par un mouvement simultané, et que la tyrannie ne peut être frappée que par la portion des citoyens qui est plus près d'elle, comment ceux-ci oseront-ils l'attaquer, si après la victoire les délégués, venant des parties éloignées de l'état, peuvent les rendre responsables de la durée ou de la violence de la tourmente politique qui a sauvé la patrie? Ils doivent être regardés comme fondés de procuration tacite pour la société toute entière. Les Français, amis de la liberté, réunis à Paris, au mois d'août dernier, ont agi à ce titre au nom de tous les départemens; il faut les approuver ou les désavouer tout-à-fait. Leur faire un crime de quelques désordres apparens ou réels, inséparables d'une grande secousse, ce serait les punir de leur dévouement. Ils auraient droit de dire à leurs juges : si vous désavouez les moyens que nous avons employés pour vaincre, laissez-nous les fruits de la victoire. Reprenez votre constitution et toutes vos lois anciennes : mais restituez-nous le prix

de nos sacrifices et de nos combats. Rendez-nous nos concitoyens, nos frères, nos enfans qui sont morts pour la cause commune. Citoyens, le peuple qui vous a envoyés a tout ratifié. Votre présence ici en est la preuve ; il ne vous a pas chargé de porter l'œil sévère de l'inquisition sur les faits qui tiennent de l'insurrection, mais de cimenter par des lois justes la liberté qu'elle lui a rendue. L'univers, la postérité ne verra dans ces événemens que leur cause sacrée et leur sublime résultat ; vous devez les voir comme elle. Vous devez les juger, non en juges de paix, mais en hommes d'état et en législateurs du monde. Et ne pensez pas que j'aie invoqué ces principes éternels, parce que nous avons besoin de couvrir d'un voile quelques actions repréhensibles. Non, nous n'avons point failli, j'en jure par le trône renversé, et par la république qui s'élève.

On vous a parlé bien souvent des événemens du 2 septembre ; c'est le sujet auquel j'étais le plus impatient d'arriver, et je le traiterai d'une manière absolument désintéressée.

J'ai observé, qu'arrivé à cette partie de son discours, M. Louvet lui-même a généralisé, d'une manière très vague, l'accusation dirigée auparavant contre moi personnellement ; il n'en est pas moins certain que la calomnie a travaillé dans l'ombre. Ceux qui ont dit que j'avais eu la moindre part aux événemens dont je parle, sont des hommes ou excessivement crédules ou excessivement pervers. Quant à l'homme qui, comptant sur le succès de la diffamation dont il avait d'avance arrangé tout le plan, a cru pouvoir alors imprimer impunément que je les avais diri-

gés, je me contenterais de l'abandonner au remord, si le remord ne supposait une âme. Je dirai, pour ceux que l'imposture a pu égarer, qu'avant l'époque où ces événemens sont arrivés, j'avais cessé de fréquenter le conseil-général de la commune; l'assemblée électorale, dont j'étais membre, avait commencé ses séances; que je n'ai appris ce qui se passait dans les prisons que par le bruit public, et plus tard que la plus grande partie des citoyens, car j'étais habituellement chez moi ou dans les lieux où mes fonctions publiques m'appelaient. Quant au conseil-général de la commune, il est certain, aux yeux de tout homme impartial, que loin de provoquer les événemens du 2 septembre, il a fait ce qui était en son pouvoir pour les empêcher. Si vous demandez pourquoi il ne les a point empêchés, je vais vous le dire. Pour se former une idée juste de ces faits, il faut chercher la vérité, non dans les écrits ou dans les discours calomnieux qui les ont dénaturés, mais dans l'histoire de la dernière révolution.

Si vous avez pensé que le mouvement imprimé aux esprits par l'insurrection du mois d'août, était entièrement expiré au commencement de septembre, vous vous êtes trompés, et ceux qui ont cherché à vous persuader qu'il n'y avait aucune analogie entre l'une et l'autre de ces deux époques, ont feint de ne connaître ni les faits ni le cœur humain.

La journée du 10 août avait été signalée par un grand combat dont beaucoup de patriotes et beaucoup de soldats suisses avaient été les victimes. Les plus grands conspirateurs furent dérobés à la colère du peuple victorieux qui avait consenti à les remettre entre les mains d'un nouveau

tribunat. Mais le peuple était déterminé à exiger leur punition. Cependant, après avoir condamné trois ou quatre coupables subalternes, le tribunal criminel se reposa. Montmorin avait été absous ; Depoix et plusieurs conspirateurs de cette importance avaient été frauduleusement mis en liberté ; de grandes prévarications en ce genre avaient transpiré, et de nouvelles preuves de la conspiration de la cour se développaient chaque jour ; presque tous les patriotes qui avaient été blessés au château des Tuileries, mouraient dans les bras de leurs frères parisiens ; on déposa sur le bureau de la commune des balles mâchées, extraites du corps de plusieurs Marseillais et de plusieurs autres fédérés ; l'indignation était dans tous les cœurs.

Cependant une cause nouvelle et beaucoup plus importante acheva de porter la fermentation à son comble. Un grand nombre de citoyens avaient pensé que la journée du 10 rompait les fils des conspirations royales ; ils regardaient la guerre comme terminée, quand tout-à-coup la nouvelle se répand dans Paris, que Longwi a été livré, que Verdun a été livré, et, qu'à la tête d'une armée de cent mille hommes, Brunswick s'avance vers Paris : aucune place forte ne nous séparait des ennemis. Notre armée, divisée, presque détruite par les trahisons de La Fayette, manquait de tout. Il fallait songer à la fois à trouver des armes, des effets de campemens, des vivres et des hommes. Le conseil exécutif ne dissimulait ni ses craintes, ni son embarras. Le danger était grand ; il paraissait plus grand encore. Danton se présente à l'assemblée législative, lui peint vivement les périls et les ressources, la porte à prendre quelques mesures vigoureuses, et donne

une grande impulsion à l'opinion publique; il se rend à la maison commune et invite la municipalité à faire sonner le tocsin; le conseil-général de la commune sent que la patrie ne peut être sauvée que par les prodiges que l'enthousiasme de la liberté peut seul enfanter; et qu'il faut que Paris tout entier s'ébranle pour courir au-devant des Prussiens; il fait sonner le tocsin pour avertir tous les citoyens de courir aux armes; il leur en procure par tous les moyens qui sont en son pouvoir; le canon d'alarme tonnait en même temps; en un instant, quarante mille hommes sont armés, équipés, rassemblés, et marchent vers Châlons... Au milieu de ce mouvement universel, l'approche des ennemis étrangers réveille le sentiment d'indignation et de vengeance qui couvait dans les cœurs contre les traîtres qui les avait appelés. Avant d'abandonner leurs foyers, leurs femmes et leurs enfans, les citoyens, les vainqueurs des Tuileries veulent la punition des conspirateurs, qui leur avait été promise; on court aux prisons. Les magistrats pouvaient-ils arrêter le peuple? Car c'était un mouvement populaire, et non, comme on l'a ridiculement supposé, la sédition partielle de quelques scélérats payés pour assassiner leurs semblables; et s'il n'en eût pas été ainsi, comment le peuple ne l'aurait-il pas empêché? Comment la garde nationale, comment les fédérés n'auraient-ils fait aucun mouvement pour s'y opposer? Les fédérés eux-mêmes étaient là en grand nombre. On connaît les vaines réquisitions du commandant de la garde nationale; on connaît les vains efforts des commissaires de l'assemblée législative, qui furent envoyés aux prisons.

J'ai entendu quelques personnes me dire froidement

que la municipalité devait proclamer la loi martiale. La loi martiale à l'approche de l'ennemi ! La loi martiale après la journée du 10 ! La loi martiale pour les complices du tyran détrôné contre le peuple ! Que pouvaient les magistrats contre la volonté déterminée d'un peuple indigné, qui opposait à leurs discours et le souvenir de sa victoire, et le dévouement avec lequel il allait se précipiter au-devant des Prussiens, et qui reprochait aux lois même la longue impunité des traîtres qui déchiraient le sein de leur patrie ; ne pouvant les déterminer à se reposer sur les tribunaux du soin de leur punition, les officiers municipaux les engagèrent à suivre des formes nécessaires dont le but était de ne pas confondre, avec les coupables qu'ils voulaient punir, les citoyens détenus pour des causes étrangères à la conspiration du 10 août, et ce sont les officiers municipaux qui ont exercé ce ministère, le seul service que les circonstances permettaient de rendre à l'humanité, qu'on vous a présentés comme des brigands sanguinaires.

Le zèle le plus ardent pour l'exécution des lois ne peut justifier ni l'exagération ni la calomnie ; or, je pourrais citer ici, contre les déclamations de M. Louvet, un témoignage non suspect ; c'est celui du ministre de l'intérieur qui, en blâmant les exécutions populaires en général, n'a pas craint de parler de l'esprit de prudence et de justice que le peuple (c'est son expression) avait montré dans cette conduite illégale ; que dis-je ? je pourrais citer, en faveur du conseil-général de la commune, M. Louvet lui-même, qui commençait l'une de ses affiches de la *Sentinelle* par ces mots : Honneur au conseil-général de la com-

mune, il a fait sonner le tocsin, il a sauvé la patrie... »
C'était alors le temps des élections.

On assure qu'un innocent a péri, on s'est plu à en exagérer le nombre ; mais un seul c'est beaucoup trop, sans doute ; citoyens, pleurez cette méprise cruelle, nous l'avons pleurée dès long-temps ; c'était un bon citoyen ; c'était donc l'un de nos amis. Pleurez même les victimes coupables réservées à la vengeance des lois, qui ont tombé sous le glaive de la justice populaire ; mais que votre douleur ait un terme comme toutes les choses humaines.

Gardons quelques larmes pour des calamités plus touchantes. Pleurez cent mille patriotes immolés par la tyrannie ; pleurez nos citoyens expirans sous leurs toits embrasés ; et les fils des citoyens massacrés au berceau ou dans les bras de leurs mères. N'avez-vous pas aussi des frères, des enfans, des épouses à venger ? La famille des législateurs français, c'est la patrie, c'est le genre humain tout entier, moins les tyrans et leurs complices. Pleurez donc, pleurez l'humanité abattue sous leur joug odieux. Mais consolez-vous, si, imposant silence à toutes les viles passions, vous voulez assurer le bonheur de votre pays et préparer celui du monde. Consolez-vous, si vous voulez rappeler, sur la terre, l'égalité et la justice exilées, et tarir, par des lois justes, la source des crimes et des malheurs de vos semblables.

La sensibilité qui gémit presque exclusivement pour les ennemis de la liberté m'est suspecte. Cessez d'agiter sous mes yeux la robe sanglante du tyran, ou je croirai que vous voulez remettre Rome dans les fers. En voyant ces peintures pathétiques des Lamballe, des Montmorin, de

la consternation des mauvais citoyens, et ces déclamations furieuses contre des hommes connus sous des rapports tout-à-fait opposés, n'avez-vous pas cru lire un manifeste de Brunswick ou de Condé? Calomniateurs éternels, voulez-vous donc venger le despotisme? voulez-vous flétrir le berceau de la république? voulez-vous déshonorer aux yeux de l'Europe la révolution qui l'a enfanté, et fournir des armes à tous les ennemis de la liberté? Amour de l'humanité, vraiment admirable, qui tend à cimenter la misère et la servitude des peuples, et qui cache le désir barbare de se baigner dans le sang des patriotes!

A ces terribles tableaux, mon accusateur a lié le projet qu'il me supposait d'avilir le corps législatif, qui, dit-il, *était continuellement tourmenté, méconnu, outragé par un insolent démagogue qui venait à sa barre lui ordonner des décrets.*

Espèce de figure oratoire, par laquelle M. Louvet a travesti deux pétitions que je fus chargé de présenter à l'assemblée législative au nom du conseil-général de la commune, relativement à la création du nouveau département de Paris. Avilir le corps législatif! quelle chétive idée vous êtes-vous donc formée de sa dignité? Apprenez qu'une assemblée où réside la majesté du peuple français ne peut être avilie, même par ses propres œuvres. Quand elle s'élève à la hauteur de sa mission sublime, comment concevez-vous qu'elle puisse être avilie par les discours insensés d'un insolent démagogue? Elle ne peut être dégradée par les blasphèmes de l'impie, pas plus que l'éclat de l'astre qui anime la nature ne peut être terni par les clameurs des hordes sauvages de l'Asie.

Si des membres d'une assemblée auguste, oubliant leur existence comme représentans d'un grand peuple, pour ne se souvenir que de leur mince existence comme individus, sacrifiaient les grands intérêts de l'humanité à leur méprisable orgueil, où à leur lâche ambition ; ils ne parviendraient pas même, par cet excès de bassesse, à avilir la représentation nationale, ils ne réussiraient qu'à s'avilir eux-mêmes.

Mais, puisqu'il faut qu'au mois de novembre 1792 je rende compte à la convention nationale de ce que j'ai dit le 12 ou 13 août, je vais le faire. Pour apprécier ce chef d'accusation il faut connaître quel était le motif de la démarche de la commune auprès du corps législatif.

La révolution du 10 avait nécessairement fait disparaître l'autorité du département, avec la puissance de la cour, dont il s'était déclaré l'éternel champion ; et le conseil-général de la commune en exerçait le pouvoir. Il était fermement convaincu, comme tous les citoyens, qu'il lui serait impossible de soutenir le poids de la révolution commencée, si on se hâtait de le paralyser par la résurrection du département, dont le nom seul était devenu odieux. Cependant, dès le lendemain du premier jour de la révolution, des membres de la commission des 21, qui dirigeaient les travaux de l'assemblée, avaient préparé un projet de décret dont l'objet était d'annuler l'influence de la commune en la renfermant dans les limites qu'exerçait le conseil-général qui l'avait précédé. Le même jour, des affiches, où elle était difflamée de la manière la plus indécente, couvrirent les murs de Paris ; et nous connaissons les auteurs de ces affiches, ils ont beaucoup de rapports

avec les auteurs de l'accusation à laquelle je réponds. Ce premier projet ayant échoué, on imagina de créer un nouveau département, et le 12 ou le 13 on surprit à l'assemblée un décret qui en déterminait l'organisation. Le soir, je fus chargé par la commune, avec plusieurs autres députés, de venir présenter à l'assemblée législative des observations puisées dans le principe que j'ai indiqué. Elles furent appuyées par plusieurs membres, notamment par Lacroix, qui alla même jusqu'à censurer la commission des 21, à qui il attribuait le décret ; et sur sa rédaction même, l'assemblée décréta que les fonctions du nouveau corps administratif se borneraient aux matières d'impositions ; et que relativement aux mesures de salut public et de police, le conseil-général ne correspondrait directement qu'avec le corps législatif. Deux jours après, une circonstance singulière nous ramena à la barre pour le même objet. La lettre de convocation expédiée par le ministre Rolland pour nommer les membres de l'administration provisoire du département, était motivée, non sur le dernier décret qui en circonscrivait les fonctions, mais sur le premier décret que l'assemblée législative avait changé. Le conseil-général crut devoir réclamer contre cette conduite, et il crut que le seul moyen de prévenir toutes ces divisions et tous les conflits d'autorité, si dangereux dans ces circonstances critiques, était que l'administration provisoire, ne prit que le titre de commission administrative qui déterminait clairement l'objet des fonctions qui lui étaient attribuées par le dernier décret. Tandis qu'on discutait cette question à la commune, les membres nommés pour remplacer le directoire viennent lui jurer fraternité, et lui déclarer,

qu'ils ne voulaient prendre d'autre titre que celui de commission administrative. Ce trait de civisme, digne des jours qui ont vu naître la liberté, produisit une scène touchante. On arrête que les membres du directoire et des députés de la commune se rendront sur-le-champ à l'assemblée législative pour lui en rendre compte et la prier de consacrer la mesure salubre dont je viens de parler. Je portai la parole : c'est cette pétition que M. Louvet a qualifiée d'insolente. Voulez-vous apprécier ce reproche? Interrogez Hérault qui, dans cette séance, présidait le corps législatif; il nous adressa une réponse véritablement républicaine, qui exprimait une opinion aussi favorable à l'objet de la pétition qu'à ceux qui la présentaient. Nous fûmes invités à la séance. Quelques orateurs ne pensèrent pas comme lui, et un membre qui m'a vivement inculpé le jour de l'accusation de M. Louvet, s'éleva très durement, et contre notre demande et contre la commune elle-même, et l'assemblée passa à l'ordre du jour. Lacroix vous a dit que, dans le coin du côté gauche, je l'avais menacé du tocsin. Lacroix, sans doute, s'est trompé. Et il était possible de confondre ou d'oublier les circonstances dont j'ai aussi des témoins, même dans cette assemblée et parmi les membres du corps législatif. Je vais les rappeler. Je me souviens très bien que dans ce coin dont on a parlé, j'entendis certains propos qui me parurent assez feuillantins, assez peu dignes des circonstances où nous étions, entre autres, celui-ci, qui s'adressait à la commune? Que ne faites-vous ressonner le tocsin? C'est à ce propos, ou à un autre pareil, que je répondis : les sonneurs de tocsin sont ceux qui cherchent à aigrir

les esprits par l'injustice ; je me rappelle encore qu'alors un de mes collègues, moins patient que moi, dans un moment d'humeur, tint en effet un propos semblable à celui qu'on m'a attribué, et d'autres m'ont entendu moi-même le lui reprocher (1). Quant à la répétition du même propos que l'on me fait tenir au comité des vingt-un, la fausseté de ce fait est encore plus notoire. Je ne retournais au conseil-général que pour dénoncer l'Assemblée législative, dit M. Louvet. Ce jour-là, retourné au conseil-général pour rendre compte de ma mission, je parlais avec décence de l'Assemblée nationale, avec franchise de quelques membres de la commission des vingt-un, à qui j'imputais le projet de faire rétrograder la liberté. On a osé, par un rapprochement atroce, insinuer que j'avais voulu compromettre la sûreté de quelques députés en les dénonçant à la commune durant les exécutions des conspirateurs. J'ai déjà répondu à cette infamie en rappelant que j'avais cessé d'aller à la commune avant ces événements, qu'il ne m'était pas plus donné de prévoir que les circonstances subites et extraordinaires qui les ont amenés. Faut-il vous dire que plusieurs de mes collègues, avant moi, avaient déjà dénoncé la persécution tramée contre la commune par les deux ou trois personnes dont on parle ; et ce plan de calomnier les défenseurs de la liberté, et de diviser les citoyens au moment où il fallait réunir ses efforts pour étouffer les conspirations du dedans et repousser les ennemis étrangers. Quelle est donc cette affreuse doctrine ?

(1) La vérité de ce récit a été attestée sur-le-champ par plusieurs membres de l'Assemblée nationale députés à la convention nationale.

que dénoncer un homme et le tuer, c'est la même chose. Dans quelle république vivons-nous, si le magistrat qui, dans une assemblée municipale, s'explique librement sur les auteurs d'une trame dangereuse, n'est plus regardé que comme un provocateur au meurtre ? Le peuple, dans la journée même du 10 août, s'était fait une loi de respecter les membres les plus décriés du corps législatif ; il a vu paisiblement Louis XVI et sa famille traverser Paris, de l'Assemblée au Temple, et tout Paris sait que personne n'avait prêché ce principe de conduite plus souvent ni avec plus de zèle que moi, soit avant, soit depuis la révolution du 10 août. Citoyens, si jamais, à l'exemple des Lacédémoniens, nous élevons un temple à la peur, je suis d'avis qu'on choisisse les ministres de son culte parmi ceux-là même qui nous entretiennent sans cesse de leur courage et de leurs dangers.

Mais, comment parlerai-je de cette lettre prétendue, timidement, et j'ose dire très-gauchement présentée à votre curiosité ? Une lettre énigmatique adressée à un tiers ! Des brigands anonymes ! Des assassins anonymes !... et au milieu de ces nuages, ce mot jeté comme au hasard, ils ne veulent entendre parler que de Robespierre..... Des réticences, des mystères dans des affaires si graves, et en s'adressant à la convention nationale ! Le tout attaché à un rapport bien astucieux, après tant de libelles, tant d'affiches, tant de pamphlets, tant de journaux de toutes les espèces, distribués à si grands frais et de toutes les manières, dans tous les coins de la république..... O homme vertueux ! homme exclusivement, éternellement vertueux ; où vouliez-vous donc aller par ces routes ténébreuses ?

Vous avez essayé l'opinion Vous vous êtes arrêté, épouvanté vous avez bien fait ; la nature ne vous a pas moulé, ni pour de grandes actions, ni pour de grands attentats... Je m'arrête ici moi-même, par égards pour vous..... Vous ne connaissez pas l'abominable histoire de l'homme à la missive énigmatique ; cherchez-là, si vous en avez le courage, dans les monumens de la police..... Vous saurez un jour quel prix vous devez attacher à la modération de l'ennemi que vous vouliez perdre. Et croyez-vous que si je voulais m'abaisser à de pareilles plaintes, il me serait difficile de vous présenter des dénonciations un peu plus précises et mieux appuyées ? je les ai dédaignées jusqu'ici. Je sais qu'il y a loin du dessein profondément conçu de commettre un grand crime à certaines velléités, à certaines menaces de mes ennemis, dont j'aurais pu faire beaucoup de bruit. D'ailleurs, je n'ai jamais cru au courage des méchans. Mais réfléchissez sur vous-même ; et voyez avec quelle maladresse vous vous embarrassez vous-même dans vos propres pièges..... Vous vous tourmentez depuis long-temps pour arracher à l'Assemblée une loi contre les provocateurs au meurtre : qu'elle soit portée ; qu'elle est la première victime qu'elle doit frapper ? N'est-ce pas vous qui avez dit calomnieusement, ridiculement, que j'aspirais à la tyrannie ? N'avez-vous pas juré par Brutus, d'assassiner les tyrans ? Vous voilà donc convaincu par votre propre aveu, d'avoir provoqué tous les citoyens à m'assassiner. N'ai-je pas déjà entendu de cette tribune même, des cris de fureur répondre à vos exhortations ? Et ces promesses de gens armés qui bravent au milieu de nous l'autorité des lois et des magistrats ! Et ces cris qui demandent

les têtes de quelques représentans du peuple, qui mêlent à des imprécations contre moi, vos louanges et l'apologie de Louis XVI ! Qui les a appelés ! qui les égare ! qui les excite ! Et vous parlez de lois, de vertu, d'agitateurs.....

Mais sortons de ce cercle d'infamies que vous nous avez fait parcourir, et arrivons à la conclusion de votre libelle.

Indépendamment de ce décret sur la force armée, que vous cherechez à extorquer par tant de moyens, indépendamment de cette loi tyrannique contre la liberté individuelle et contre celle de la presse, que vous déguisez sous le spécieux prétexte de la provocation au meurtre, vous demandez pour le ministre une espèce de dictature militaire, vous demandez une loi de proscription contre les citoyens qui vous déplaisent, sous le nom d'ostracisme. Ainsi vous ne rougissez plus d'avouer ouvertement le motif honteux de tant d'impostures et de machinations ; ainsi vous ne parlez que de dictature que pour l'exercer vous-même sans aucun frein ; ainsi vous ne parlez de proscriptions et de tyrannie, que pour proscrire et pour tyranniser ; ainsi vous avez pensé que, pour faire de la convention nationale l'aveugle instrument de vos coupables desseins, il vous suffirait de prononcer devant-elle un roman bien astucieux, et de lui proposer de décréter sans désespérer, la perte de la liberté et son propre déshonneur ! Que me reste-t-il à dire contre des accusateurs qui s'accusent eux-mêmes ?... Ensevelissons s'il est possible, ces méprisables manœuvres dans un éternel oubli. Puisse nous dérober aux regards de la postérité, ces jours peu glorieux de notre histoire, où les représentans du peuple, égarés par de lâches

intrigues, ont paru oublier les grandes destinées auxquelles ils étaient appelés. Pour moi je ne prendrai aucunes conclusions qui me soient personnelles ; j'ai renoncé au facile avantage de répondre aux calomnies de mes adversaires, par des dénunciations plus redoutables. J'ai voulu supprimer la partie offensive de ma justification. Je renonce à la juste vengeance que j'aurais le droit de poursuivre contre mes calomniateurs. Je n'en demande point d'autre que le retour de la paix et le triomphe de la liberté. Citoyens, parcourez d'un pas ferme et rapide votre superbe carrière. Et puissai je aux dépens de ma vie et de ma réputation même, concourir avec vous à la gloire et au bonheur de notre commune patrie !

☞ Ce discours fut couvert d'applaudissemens. Louvet demanda à répliquer, mais la convention, en lui refusant la parole, montra qu'elle donnait raison à Robespierre, et qu'elle appréciait à sa juste valeur l'accusation dirigée contre lui. Les girondins avaient voulu le perdre dans l'opinion de la convention ; bien loin d'y réussir, ils ne firent que l'élever plus haut dans l'estime de ses collègues.

SUITE DU TABLEAU DES OPÉRATIONS DE LA CONVENTION NATIONALE.

30 *Septembre.*

Lettre du ministre de la marine qui informe l'assemblée que l'escorte aux ordres du contre-amiral Trugué, pour seconder l'expédition du général Anselme contre Nice, a mis à la voile le 20 septembre, et a mouillé aux îles

d'Hiere. Le contre-amiral se loue beaucoup de la conduite de l'équipage, et des services que lui rendent les sociétés *des amis de la liberté et de l'égalité*, ci-devant dites de la constitution.

Les députés de la commune de Voncq, district de Vouziers département des Ardennes, sont admis à la barre. Cette commune s'est dévouée pour la patrie, en résistant aux sommations réitérées qui lui furent adressées au nom du ci-devant maréchal de Broglie commandant un corps d'émigrés, de leur fournir des vivres et des fourrages, avec menaces d'incendie et d'exécution militaire.

A peine avaient-ils prononcé le dernier refus ; « en un instant, disent les députés, la flamme eut réduit en cendre la plus belle récolte qui ait été faite depuis long-temps, tant en froment et orge que fourrage et menus grains; les granges qui les contenaient, les écuries et les chevaux de laboureur qui y étaient, près de deux cents maisons faisant les deux tiers de ce lieu, dont la population est de 1,100 âmes environ, ont été consumées. Il est à observer que les quartiers incendiés contenaient la maison du maire, de son frère, député à la convention nationale, l'église, le presbytère, les maisons des plus riches particuliers de l'endroit et les fermes les plus considérables. Ces cannibales se tenaient auprès du feu, pour qu'on ne l'éteignit point; trois enfans ont été brûlés parce qu'ils empêchèrent leurs mères de les sauver. Ils se portèrent pour exercer leurs fureurs chez le maire et le curé, qui, ainsi que les officiers municipaux, se sont déroqués par les faux-fuyans au sort qui leur était préparé.

« Leurs premiers soins, après avoir versé des larmes

sur leurs infortunés concitoyens, a été de se retirer par devers MM. les administrateurs du district de Réthel, comme le plus voisin, et celui de Vouzières étant éloigné, pour les prier de certifier les faits ci-dessus énoncés, et aller ensuite solliciter de la convention nationale des secours et les moyens nécessaires pour loger et nourrir six cents personnes, auxquelles il ne reste que des cendres et leur fidélité à la patrie. »

Ces citoyens demandent un secours provisoire de 50,000 liv. qui leur est accordé sur les deniers provenans de la vente des biens des émigrés.

Cambon expose qu'il n'est encore rentré à la caisse de l'extraordinaire que 80,000 liv. du produit de ces ventes; qu'elles ne s'effectuent que dans un petit nombre de départemens, par la faute des administrateurs. Sur sa proposition, l'assemblée décrète que le ministre de l'intérieur sera expressément chargé d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir pour les obliger à accélérer ses opérations.

Collot-d'Herbois demande que la convention décrète la peine de mort contre tous les émigrés pris les armes à la main ou non, qui se sont retirés sur le territoire des despotes, avec lesquels la république est en guerre.

Cambon propose que, dans les vingt-quatre heures, tous les banquiers, négocians, notaires et autres dépositaires de fonds appartenant à des émigrés, soient tenus sous peine de mort, d'en faire leur déclaration à la municipalité de leur domicile, et de les verser dans vingt-quatre heures dans la caisse des receveurs des districts. Cette motion est décrétée.

On lit à l'assemblée une lettre du général Moreton dont l'unique objet est d'excuser l'évacuation de Saint-Amand, abandonné avant l'approche des ennemis, après avoir été repris sur les Autrichiens. L'une des causes qu'il allègue, est que le jour où nos troupes eurent chassé les Autrichiens de Saint-Amand, après avoir montré dans l'action beaucoup de courage et de subordination, pillèrent quelques maisons, lorsqu'elles furent en possession de la ville.

Cette dénonciation vague avait déjà jeté l'alarme dans l'assemblée, et on songeait déjà à des mesures violentes contre les soldats, lorsque plusieurs députés du département du Nord, lui apprirent des circonstances intéressantes qu'il importait de connaître.

« Ce pillage des maisons de Saint-Amand dont on vous parle d'une manière si vague, dit un membre de cette députation, se réduit sans doute à un acte de représailles exercé contre le maire de cette ville, qui a eu la scélératesse de la livrer aux Autrichiens, et de célébrer leur entrée si fatale aux patriotes, par un bal que madame la mairesse ouvrit elle-même. Je demande si de telles atrocités, si toutes les cruautés commises par les Autrichiens n'étaient pas faites pour irriter contre les traitres des citoyens soldats qui se dévouent pour la cause de la liberté. »

Un autre dénonce les religieuses de cette ville, comme complices des mêmes crimes, et cite l'exemple de celles de Lanoi, qui désignaient elles-mêmes aux Autrichiens les maisons des patriotes qu'ils devaient piller.

Daoust ajoute que le maire de Saint-Amand a reçu de l'empereur le brevet de prévôt de Saint-Amand, place

rétablie en sa faveur ; que la plupart des officiers municipaux ont imité cette conduite, et se sont fait breveté par l'empereur, de même que ceux d'Orchies, qui, au nom de ce despote, ont fait des réquisitions aux communes voisines sous peine d'exécution militaire.

Duhem dénonce les généraux qui ont signé le procès-verbal de la levée du camp de Maulde, et surtout Moreton ; il demande que leur conduite soit examinée ; il entre dans le détail de quelques faits.

Belgarde, qui avait été envoyé comme commissaire dans le département du Nord par l'assemblée législative, atteste la vérité de tout ce que les préopinans avaient avancé.

Merlin de Douai informe l'assemblée, que les ci-devant officiers des seigneurs se sont aussi laissé réintégrer dans leurs fonctions au nom de l'empereur, que tous les moines accourant au bruit du canon, se sont faits réinstaller dans leurs abbayes où ils ont chanté un *Te Deum* pour célébrer la victoire des Autrichiens. Le receveur des droits d'enregistrement et des domaines nationaux, au lieu d'obéir à l'ordre qui lui était donné d'emporter sa caisse et ses registres, les a livrés à l'ennemi. Il faut poursuivre tous ces crimes, ajoute-t-il : mais la marche de la procédure actuelle est trop lente ; et d'ailleurs il n'existe pas dans ce département, un seul juge de paix qui ne soit infecté d'aristocratie. Il demande à cet égard que le comité de législation propose un mode de procédure convenable ; et que le lieutenant-général Moreton soit jugé par un conseil de guerre. La première proposition est adoptée ; et l'assemblée nomme des commissaires pour prendre provisoi-

rement les mesures nécessaires à la sûreté du département du Nord.

**SUR LE PARTI A PRENDRE A L'ÉGARD
DE
LOUIS XVI.**

L'assemblée législative avait prononcé la déchéance de Louis XVI, la convention avait aboli la royauté et proclamé la république, mais il restait une importante question à résoudre, celle de savoir quel parti l'on prendrait à l'égard du roi déchu. Robespierre prouva dans cet article que Louis XVI sortait de la ligne des accusés ordinaires, qu'il devait être traduit devant la convention nationale, et que cette assemblée souveraine, après l'avoir déclaré traître à la patrie et criminel envers l'humanité, devait le faire punir comme tel.

Citoyens ,

Lorsqu'un peuple s'occupe de la punition d'un individu, est-ce le désir de la vengeance ? est-ce le plaisir d'immoler une victime, qui le guide ? Non, c'est la raison, c'est la loi suprême de l'intérêt public.

Pour résoudre les questions que présente l'affaire qui vous occupe aujourd'hui, nous n'avons que deux points à examiner ; 1° qu'est-ce que la justice permet ou prescrit ? 2° qu'est-ce que l'intérêt public exige ?

Encore ces deux points se confondent-ils ; car c'est une vérité éternelle que rien n'est utile que ce qui est juste. Quand Charles I^{er} perdit la vie, un tyran fut immolé à un

autre tyran. Il y a autant de distance entre ce procès et l'objet de notre délibération actuelle qu'il y en a entre le siècle de Cromwel et le nôtre; entre une révolution à laquelle présidèrent l'ambition et le fanatisme, et celle que la philosophie doit diriger pour le bonheur des hommes.

La mort du despote anglais étonna l'Europe, sans l'agiter. Cet événement fut jugé comme il pouvait l'être, par des peuples dont l'opinion même était asservie par le despotisme royal.

Quel que soit le résultat de la délibération dont celui qui fut roi des Français, est l'objet, il dépend de vous qu'il ne soit pas même regardé comme un grand événement politique : Louis a survécu à la royauté, et la royauté elle-même avait survécu au prestige superstitieux dont elle était environnée. Louis n'est plus qu'un homme; si le crime dont il est accusé est plus grand que ceux des coupables ordinaires; si son absolution ou sa condamnation tient par des rapports plus étendus aux grands intérêts de la nation, la raison n'aperçoit aucune distance entre sa personne et celle des autres accusés; et, peut-être, la sagesse de nos neveux sourira-t-elle un jour de pitié si elle apprend que nous attachons encore une importance extraordinaire au souvenir de ce qu'il fut; que le titre même que nous avons prescrit, l'environnait encore d'une assez grande illusion pour mettre l'affaire qui le regarde au rang des plus grands objets qui aient pu occuper les arbitres de la liberté universelle.

Mais il est d'autres rapports moraux et politiques qui la rendent véritablement importante. Commençons par dis-

cerner les véritables principes d'après lesquels nous devons la juger. Le premier effet de la société civile est de mettre les droits de chaque individu sous la sauve-garde de tous. La loi, ou la volonté générale les reconnaît ou les détermine; la force publique les protège.

Par une conséquence immédiate de ce principe, la société entière est chargée de punir les atteintes portées, soit à la liberté, soit à la sûreté, soit à la propriété de ses membres. Les juges, les tribunaux sont les délégués qu'elle a choisis pour remplir ce devoir en son nom; la procédure judiciaire n'est que les formes établies par elle pour protéger l'innocence ou la vérité contre les passions de ces délégués, c'est-à dire, pour empêcher qu'ils substituent leur volonté particulière à celle de la loi. Dans tous ces cas, on voit que c'est la société qui prononce entre des citoyens. Mais il est des délits qui ne blessent pas seulement les droits des individus, et qui, par leur nature, attaquent directement le corps politique tout entier. A la tête de ces délits sont, sans doute, les attentats du gouvernement contre la liberté du peuple qui l'a créé.

Ici commence un nouvel ordre d'idées absolument distinct de l'ordre judiciaire dont nous venons de parler.

Ce n'est plus un procès entre un individu et un individu soumis au jugement de la société; c'est là cause de la société contre un individu. Quel en sera le juge? la société elle-même. La société sera donc juge et partie? Oui; ainsi le veut la nature des choses; puisque, d'un côté la justice et l'humanité exigent que les crimes commis contre le salut des peuples ne demeurent point impunis; et de l'autre, il n'existe point de tribunal au-dessus de la nation;

si ce n'est celui de la raison éternelle : et qui sera l'interprète de ses jugemens, si ce n'est la majorité des membres qui compose le corps social ? Réduisons la question à des idées plus simples, en la dégageant des termes judiciaires qui ne peuvent s'appliquer aux cas dont nous parlons.

Quand le gouvernement dégénère en tyrannie, c'est-à-dire, lorsqu'il agit contre la volonté et contre l'intérêt de la société elle-même, alors le pacte politique est rompu ; la nation est en état de guerre contre le tyran, et elle rentre à son égard dans tous les droits de la nature ; ce n'est plus d'après les lois qu'il a violées, qu'il doit être jugé : mais d'après les principes de la loi naturelle, sous l'empire de laquelle il s'est replacé lui-même. Or, que prescrit cette loi ? Elle impose aux hommes un double devoir ; le premier est celui de pourvoir à leur propre conservation, d'où résulte le droit de punir tous ceux qui attaquent leur liberté ou leur sûreté ; le second est de secourir nos semblables opprimés, d'où dérive encore le droit de punir ceux qui les oppriment. Car à côté du penchant qui nous porte à défendre notre existence, la nature a mis le sentiment impérieux de la compassion, qui n'est qu'une émanation de ce premier penchant, et qui nous avertit intérieurement de craindre le contre-coup de l'outrage fait à notre semblable. On verra bientôt l'importante application que je ferai de ce principe.

Maintenant, quel est le crime dont Louis est accusé ? Celui d'avoir conspiré contre la liberté et contre le peuple français. St. ce crime est réel, les principes que je viens d'invoquer s'appliquent à sa cause ; le peuple français a le droit de punir. Ces principes dispensent de répondre à

l'objection de l'inviolabilité, si quelqu'un pouvait être tenté de la proposer. Car ce n'est pas d'après une constitution qu'il a anéantie qu'on pourrait le juger, mais d'après les lois de la justice éternelle qu'il n'était pas en son pouvoir d'effacer. Ce n'est pas que la constitution puisse favoriser en aucune manière le système de l'impunité. Car si la constitution a dit que le roi encourait la déchéance dans tel cas déterminé, je ne comprends pas comment cet article exempterait le coupable de toute autre peine et dans tous les cas possibles. Ce serait une étrange logique, que celle qui par de telles extensions, amènerait l'impunité de tous les attentats; et s'il est vrai que l'inviolabilité prétendue ne fût que le privilège de fouler aux pieds toutes les lois divines et humaines, je citerais la déclaration des droits, la souveraineté du peuple, et d'autres articles au moins aussi constitutionnels que celui-là, et qui le démentirait formellement. Je demanderais par quel principe de bien public ou de bon sens, on voudrait préférer ceux qui outragent la raison et la liberté, à ceux qui les respectent ou qui les consacrent. Je dirais que si une constitution est faite pour la société, elle ne peut admettre ce qui tient directement à la détruire; que tout ce qui offense les droits imprescriptibles de l'humanité est nécessairement illégitime et nul. Et comment une nation, forcée par l'excès de l'oppression à reprendre l'exercice de sa toute puissance, pourrait-elle prendre pour règle de ses destinées les vices monstrueux du code même qu'elle a été obligé d'anéantir, et les absurdités tyranniques qui n'attestent que la violation de ses droits? Mais, citoyens, ce n'est point par de vains sophismes, ni par des méprisables chicanes, que vous voulez

décider une si grande question. Dans quelle contrée sauvage ou policée la trahison et l'assassinat sont ils impunis ? Quel est le code qui ne condamne point le paricide ? Quel est celui qui de cette loi universelle excepte les traîtres qui plongent un fer sacrilège dans le sein de leur patrie, les assassins des peuple et les bourreaux de l'humanité ? le vôtre même sévit contre ce crime. Partout, les lois positives et les lois éternelles se confondent sur ce point. Si Louis fut un tyran, il est donc permis de le punir. N'a-t-on pas reconnu jusqu'ici à toutes les nations le droit de frapper les tyrans ; et l'admiration des siècles ne met-elle pas ces actions courageuses au rang des traits les plus sublimes de la vertu ? et on doute si le peuple français peut punir le sien ! On peut donc douter aussi, s'il ne faut point faire le procès à la mémoire de Timoléon, de Pélopidas, de tous les fondateurs de la liberté ; que dis-je ? On peut douter, s'il ne faut point le faire aux citoyens qui ont combattu ou qui sont mort devant le palais des Tuileries : à tous ceux qui en ont arraché Louis XVI pour le conduire au Temple ; à vous même qui l'y avez retenu, qui avez brisé le trône où il était assis ?

Mais, ce n'est point assez que la justice permette cette démarche ; il faut encore que l'intérêt public la commande, car c'est là l'unique mesure de la sévérité que la société doit exercer contre ses ennemis.

Or, est-il utile ? est-il nécessaire d'infliger une peine à Louis, détroné, impuissant, abandonné aujourd'hui ? Citoyens, est-il nécessaires de punir ces malheureux accusés de vol ou de fanx que la loi garde dans vos maisons d'arrêt ? Ceux-là sont bien plus impuissans et plus abandonnés.

Citoyens, s'il importe d'effrayer la misère ou la cupidité, ou le désespoir lui-même, importe-t-il moins d'épouvanter la tyrannie ? Vous contentez-vous de protéger vos coffres-forts ? Voulez-vous laisser à la merci des ennemis de l'humanité votre liberté, votre patrie, vos fortunes mêmes ? Riches, entendez-vous ? vos fortunes, car les tyrans et leurs satellites ne respectent pas même la propriété. Si le brigand ordinaire peut nuire à des individus, les brigands couronnés dévorent les nations sans épargner pour cela les particuliers qu'il leur convient d'immoler. La tyrannie est elle plus facile à extirper que le vol ? La loi atteint sans peine les coupables sans appuis ; à peine dans la durée des siècles a-t-elle pu frapper un roi. Et cependant ce sont les crimes des rois qui enfantent tous les autres crimes, avec les passions lâches et la misère. Citoyens, si un monarque est parmi vous plus difficile à punir qu'un citoyen coupable, si votre sévérité est en raison inverse de la grandeur du crime et de la faiblesse de celui qui l'a commis, vous êtes aussi loin de la liberté que jamais ; vous avez l'ame et les idées des esclaves.

Le plus grand intérêt des peuples libres, c'est la conservation des principes sur lesquels leur liberté repose. Vous donc qui avez fondé votre système politique sur les bases sacrées de la justice et de l'égalité, vous devez montrer aux yeux de l'univers le dernier de vos rois baissant sa tête sous le glaive de la justice nationale, au niveau de toutes les têtes coupables. Si vous lui faites grace, de quel front poursuivriez-vous les autres conspirateurs qui ne sont que ses agens, et tous les malfaiteurs, de quelque espèce qu'ils soient ? Quand le despotisme est impuni, la punition des malheureuses victimes que les tribunaux

immolent chaque jour pour de moindres délits, ne paraît plus qu'un assassinat judiciaire.

Donner à l'europe l'exemple de cette odieuse partialité, c'est donner un démenti formel à votre caractère, à vos principes, à la déclaration des droits que vous lui avez présentée; c'est faire reculer d'un siècle la raison et la liberté. En avez-vous le droit ? Non ; ce n'est pas en vain que vous avez réveillé dans le cœur des hommes le sentiment de leur dignité, et l'espoir de recouvrer leurs droits. Vous devez autant qu'il est en vous, aider le cours de cette grande révolution qui doit changer les destinées du monde. Ce n'est pas que, poussant cette idée jusqu'à l'exagération, je crois que les Français doivent, en Domquichottes du genre humain, parcourir l'univers en abattant tous les trônes. Je pense au contraire que tout ce que la saine politique nous ordonne en ce moment, est d'aider nos plus proches voisins à secouer le joug du despotisme, pour mettre des peuples libres entre nous et les tyrans, et de nous hâter d'appliquer toutes nos ressources et toute notre énergie à nos affaires domestiques, pour fixer enfin au milieu de nous la liberté, la paix, l'abondance et les lois. Mais ce que je veux dire, c'est qu'il n'est aucun principe morale que vous ne deviez développer et maintenir, aucun acte d'héroïsme dont vous ne deviez l'exemple à l'univers ; c'est que vous devez saisir l'occasion qui vous est offerte de venger toutes les calamités que les rois ont amoncelées pendant tant de siècles sur l'humanité souffrante et avilie. Tel est l'ordre sacré de la nature qui oblige les nations, plus encore que les individus, à concourir de tout leur pouvoir à la défense et au bonheur de leurs semblables.

Quels sont les inconvéniens politiques, ou plutôt les vaines terreurs que l'on oppose aux raisons que je viens de développer.

On murmure, dit on, sourdement que cet acte de vigueur pourrait révolter les esprits, et réveiller un sentiment de pitié favorable au despotisme. Je ne le crois pas ; car j'ai entendu la voix publique vous presser de remplir ce devoir sacré que le vœu de la nation vous impose. Et qui nous a donc donné le droit de supposer à nos commettans cette lâche et absurde idolâtrie, si hautement démentie par toute leur conduite ? Est-ce le dévouement héroïque avec lequel ils combattent pour exterminer les alliés de Louis XVI ? Sont-ce les cris d'allégresse qui, d'un bout de la France à l'autre, ont répondu à la chute du trône ? n'ont-ils applaudi à la détention de Louis XVI que pour réprover le châtimement qu'elle appelle nécessairement ?

Représentans, faites votre devoir, et comptez sur le peuple ; le peuple s'est plaint beaucoup plus de la faiblesse que de la vigueur de ses représentans. Il est dans le cœur des hommes un instinct sacré, sentiment impérieux de leurs drois et de leurs intérêts, bien plus supérieur aux subtiles combinaisons de la fausse politique. C'est lui qui a appris au peuple français que ses premiers mandataires le trahissaient, lorsqu'en 1791 ils s'efforçaient de déguiser sous les mêmes sophismes l'absurde inviolabilité dont ils avaient revêtu le tyran ; c'est cet instinct qui la tyrannie ne pût noyer dans le sang des citoyens immolés sur l'autel de la patrie ; c'est lui qui dans tous les temps démentira tous les vains subterfuges inventés par la perfidie, pour violer impunément les droits de l'humanité.

Craint-on que la punition du dernier de nos rois produise une sensation fâcheuse dans les pays étrangers?

Si cette supposition avait la plus légère apparence de vérité, je pourrais répondre que jamais de telles considérations ne peuvent entrer pour rien dans les délibérations d'un peuple libre. Toute sa politique est de ne faire que ce qui est juste, et de mépriser ses ennemis. Dès qu'il se laisse détourner des principes républicains par la crainte de les offenser, il est déjà vaincu. Car, ne vous y trompez pas, ce qui vous donne la force de résister à la ligue des tyrans de l'Europe, ce n'est ni l'habileté de vos généraux, ni le nombre de vos troupes, ni les ressources de vos finances; c'est la fierté républicaine, le mépris des esclaves, et la haine des despotes; c'est le génie de la liberté qui combat avec les soldats de la patrie. Mais qu'entendez-vous par ces puissances étrangères qu'il faut ménager? Est-ce des rois ou des peuples que vous voulez parler? Les rois! Mais croyez-vous qu'ils puissent être plus mécontents de nous qu'ils ne le sont déjà? Croyez-vous qu'ils prennent un intérêt plus vif à notre ancien despote, qu'au despotisme? Pensez-vous que la naissance de la république, ne soit pas à leurs yeux un délit plus irrémissible que la mort même de Louis? Français, ne prenez point le change sur votre situation; vous n'avez qu'un moyen d'échapper à la vengeance des rois; la victoire. Les dompter ou périr; voilà les seuls traités qui vous conviennent; voilà la seule complaisance que vous puissiez montrer pour eux. Plus vous déploierez de fermeté, plus vous précipiterez leur chute. Quel moyen plus sûr de les dégrader dans l'opinion des peuples, et de les frapper d'épouvante, que le spectacle

de leur complice immolé à la liberté trahie? Ce spectacle sera pour eux la tête de Méduse. Les rois sont les plus superbes des mortels, ils en sont donc les plus lâches; qu'ils entendent gronder le tonnerre de la colère du peuple, ils tremblent au fond de leurs palais; qu'ils tremblent, ils ne sont déjà plus. Je sais que pour prévenir ce coup, ils chercheront à semer au milieu de vous, le trouble et la discorde; qu'ils verseront l'or à grands flots, et qu'ils épuiseront tous les moyens de séductions. Mais là se borneront tous leurs exploits, et c'est là le seul danger que vous aurez à prévenir. Ils firent jadis les mêmes tentatives pour sauver Charles 1^{er}. Mais si un tyran hypocrite a pu les forcer à demeurer paisibles spectateurs du supplice de ce tyran, comment la nation française pourrait-elle redouter leur puissance? Craignez-vous qu'un semblable événement n'irrite les peuples étrangers? Mais dire ce qui déplaît aux rois, c'est dire ce qui plaît aux peuples.

Je ne puis me persuader que la punition du dernier roi effarouche plus les nations de l'Europe, que notre révolution dont elle est la conséquence nécessaire. A cette époque des progrès de la raison humaine et de la liberté, je ne crois point à cet amour des hommes pour la servitude. On adore la royauté aussi long-temps qu'on est forcé d'en traîner le joug. On se prosterne devant-elle, comme à l'aspect de la bombe prête à se briser en éclats; mais, dès que l'espoir de renverser l'idole brille aux yeux de ses esclaves, ils l'aiment comme le peuple français aimait ses rois, dont il a brisé ses images. Eh! pourquoi nos voisins seraient-ils plus étrangers que nous au plus doux penchant du cœur humain? Pourquoi haïraient-ils la liberté? Que dis-

je? Voyez avec quel transport ils l'ont embrassée, quand nous la leur avons présentée. Voyez le drapeau tricolor arboré par leurs mains, sur la cime de leurs cités; et leurs citoyens confondus avec nos guerriers, dans les douces étreintes d'une sainte amitié. Voulez-vous acquérir des droits à l'attachement des peuples de l'Europe? propagez nos principes, et avancez par votre énergie le moment de l'heureuse révolution après laquelle tout mortel raisonnable soupire en secret.

Que faut-il conclure de ce que nous venons de dire? que la justice et la sainte politique se réunissent, pour solliciter la réparation due par Louis XVI à l'humanité. Il reste à examiner maintenant de quelle manière il doit être jugé. Cette question ne sera pas plus difficile à décider, que les précédentes, si nous remontons aux véritables principes. Il suffira d'éviter l'une des sources les plus fécondes de nos erreurs politiques, qui consiste, comme l'a observé Montesquieu, à décider par les règles du droit positif, ce qui dépend des principes du droit des gens, ou du droit naturel.

Il ne faut pas perdre de vue, 1°. que, dans les causes ordinaires, les tribunaux prononcent au nom de la société, sur des objets qui intéressent directement des individus, quoiqu'ils aient un rapport indirect avec l'intérêt public, et qu'ici c'est la nation qui juge sa propre cause.

2°. Que les autres causes sont renfermées dans la sphère de l'ordre civil, et que celle-ci suppose la rupture du lien social qui unissait la nation au chef du gouvernement; de manière qu'ils se trouvent, l'une par rapport à l'autre, dans l'état de nature, d'où il résulte qu'il n'est pas question

d'appliquer ici les règles positives et variables de la procédure criminelle et de l'organisation des tribunaux : mais seulement les principes invariables de la justice, combinés avec les règles d'une sage politique. Il ne s'agit point ici d'un acte judiciaire, mais d'un acte de la sagesse et de la puissance souveraine.

• Ceux qui ne conçoivent pas un jugement raisonnable, sans la double procédure de ce double juré nommé par un procureur syndic, prennent ces institutions locales pour des principes éternels, et l'horizon qu'ils découvrent pour celui du monde, et sans doute, ils sont plus loin encore de soupçonner les vices monstrueux de cette organisation judiciaire que l'ignorance a admiré sur la foi des préjugés. Ceux qui pensent qu'une assemblée quelconque ne peut prononcer sur le sort d'un ennemi de la patrie, sans prendre le titre de cour judiciaire, substituent encore plus évidemment les mots aux idées, et l'esprit des praticiens aux idées des philosophes et des hommes d'état.

On a dit que Louis n'était qu'un ennemi, pris les armes à la main, avec qui nous sommes tellement en guerre dans le moment actuel, que tous les jours nous répandons des flots de sang français, pour défendre notre liberté contre les ennemis barbares qui nous ont attaqués en son nom. On s'est étonné de ce que, dans cette hypothèse, les formes du jugement auquel on veut le soumettre soient le sujet d'un problème si difficile à résoudre.

Cette idée est juste. Mais voulut-on envisager Louis XVI que comme un accusé qui doit être l'objet d'un jugement solennel ; les formes doivent être celles de toutes délibérations sages. Les témoins, sont la France et l'univers ; les

preuves, sont la révolution, la royauté, la république. Elles sont partout. Le tribunal serait par la nature des choses, la nation elle-même, si elle pouvait s'assembler toute entière. A son défaut, le tribunal doit être le corps ou l'assemblée qui offre l'image la plus parfaite de la représentation nationale. Or, où trouverons-nous ce caractère ? dans l'Assemblée conventionnelle. Si je considère l'étendue de ces pouvoirs, je vois que la nation les lui a donnés illimités.

Si j'examine le motif de sa convocation et l'objet de ses fonctions, je trouve que le soin de prononcer sur le sort du ci-devant monarque est au rang de ses premiers devoirs, et lié en quelque sorte à toutes ses opérations. Je trouve même qu'elle a déjà exercé ce pouvoir, en abolissant le titre même dont il était revêtu. Enfin, de quel côté que je tourne mes regards, je ne découvre aucun autre corps qui représente le peuple français, c'est-à-dire, le juge naturel et souverain de l'accusé.

Proposera-t-on de créer un nouveau corps, un nouveau tribunal ? ou bien ce sera vous qui le créerez, ou ce sera la nation ; si c'est vous, vous n'avez point le droit de déléguer les pouvoirs qui vous sont confiés ; les représentans des représentans ne sont pas ceux de la nation. Sera-ce la nation elle-même ? De quel droit lui ordonnerez-vous de créer une nouvelle commission *ad hoc* pour prononcer sur le sort de Louis XVI, si c'est sur vous qu'elle a voulu se reposer de ce ministère ? ce décret, sans doute, serait soumis à sa ratification formelle. Alors vous ne faites pas un pas vers la décision de cette affaire. Il est donc plus court et plus juste à la fois de prendre tout de suite

de vous-même le parti le plus conforme aux principes.

Or, d'après les principes, la convention est le tribunal qui convient le mieux et aux intérêts de la société, et à ceux de l'accusé.

Aux intérêts de la nation. Aucun tribunal nouveau ne pourrait-être investi de sa confiance au même degré que la convention, puisque vous êtes son premier choix, et que ce choix a pour objet les plus grands intérêts de la patrie. La cause du ci-devant roi tient par des rapports trop directs et trop multipliés à la cause de la révolution et au sort de la liberté, pour que le soin de la décider puisse être confié à d'autres qu'aux représentans choisis pour l'affermir et la cimenter. Une double représentation nationale serait ici une espèce de monstre politique; et cette division de fonctions homogènes serait une semence fatale de troubles et de factions. Et n'entrevoyez-vous pas d'avance les trames ténébreuses qui pourraient-être ourdies loin de vos yeux dans le sein d'un tribunal particulier? Ce qui importe surtout, c'est d'élever ici la barrière la plus forte contre la corruption. Qui peut douter que toutes les puissances de la terre ne se liguent pour attaquer l'intégrité des juges qui auront à prononcer sur le sort du monarque détroné? Or, pour assurer le peuple français contre les dangers de ces tentations puissantes, il ne faut rien moins sans doute que le nombre et la vertu des représentans de la nation; un tribunal lui offrira-t-il les mêmes motifs de sécurité? Non. C'est en vain que la bonhomie crédule qui juge toutes les affaires politiques par abstractions, suppose tous les fonctionnaires publics, nommé par le peuple, essentiellement incorruptibles; et cherche même à peindre quelquefois la

défiance la plus raisonnable sous les traits les plus ombrageux, ou de la mélancolie atrabilaire; l'expérience des perfidies humaines, et l'histoire particulière de notre révolution, démentent trop hautement cette bénigne théorie; et tout homme un peu initié dans la connaissance du genre humain, ou qui connaîtra notre situation actuelle, ne trouvera pas une distance infinie entre la création d'un tribunal et le triomphe de l'intrigue la plus funeste à la cause publique. Ne vous rassurez pas sur la pudeur qui pourrait défendre les juges contre la corruption, je conviens qu'on pourrait ne pas leur arracher de suite une démarche honteuse et décisive, mais on pourrait enchaîner leur activité sous mille prétextes astucieux; et les délais seuls pourraient compromettre la cause de la liberté et de la tranquillité publique. Car, qui peut prévoir toutes les chances que peut amener le cours orageux de la révolution.

J'ai dit que la convention était le juge qui convenait le mieux à l'accusé; parce que j'ai supposé que l'intérêt de l'accusé était celui de l'innocence et de la vérité; dans ce cas, il est évident qu'il lui importe d'être jugé par les citoyens réputés les plus sages et les plus vertueux. Dans le cas contraire, tout ce qu'on pourrait m'objecter ne ferait que confirmer mon système.

Je n'ai pas besoin d'observer qu'il ne peut opposer à la convention nationale aucun motif de récusation, ni aucune suspicion de partialité: car il n'est aucun de ces motifs qui ne puisse s'appliquer à la nation elle-même, et à tout tribunal choisi par elle et dans son sein. Rien ne peut faire que celui qui a conspiré contre la nation, ne soit jugé par la

partie intéressée ; à moins que le procès ne soit soumis à un tribunal étranger. Encore, dans les circonstances où nous sommes, ne trouverait-on nulle part le désintéressement absolu ; car la cause serait toujours jugée par le despotisme ou par la liberté. Dans tous les cas, le plus équitable de tous les juges, c'est un peuple libre.

Je suis donc d'avis que ce soit la convention nationale qui prononce sur Louis XVI, selon les formes les plus simples, et surtout selon les règles du sens commun et de la bonne foi,

Il ne reste qu'une question à examiner, celle de savoir si la décision portée par la convention, sera soumise à la ratification des assemblées primaires.

Les principes semblent d'abord pour l'affirmative ; on cite des inconvéniens. J'avoue que je ne suis point frappé de ceux que j'ai entendu développer. Je ne crois point aux troubles ni aux oppositions qu'on a présagés. Car, je suppose que la décision de la convention sera juste, et je me fie au peuple français. Je me fie à la fois à sa raison, à son amour pour la liberté, et à son intérêt. Je sais que l'autorité des représentans est presque irrésistible, lors même qu'elle contrarie le bien public, et qu'elle est toute puissante lorsqu'elle le fait ou le conseille.

J'aime aussi tout parti qui tend à assurer l'exercice des droits de la souveraineté, et sous ce point de vue, je ne balancerais pas à adopter celui de porter la décision de l'Assemblée à la ratification du peuple. Mais je suis arrêté par des raisons qui me paraissent du plus grand poids. Pourquoi porter à la sanction du peuple une décision sur la personne de Louis XVI, lorsqu'on ne lui soumet pas

des actes de législation générale, qui, suivant les vrais principes de la liberté, ont une importance beaucoup plus grande encore? D'ailleurs, ici le vœu national est prononcé. Louis XVI est jugé. Il doit être puni, ou la république française est une chimère. Tout délai serait un piège, ou même une prévarication. Je conclus que la convention nationale doit déclarer Louis traître à la patrie, criminel envers l'humanité, et le faire punir comme tel.

SUITE DU TABLEAU DES OPÉRATIONS

DE LA

CONVENTION NATIONALE.

30 Septembre.

Depuis le commencement de la révolution nous avons vu une multitude de soldats patriotes sacrifiée à l'aristocratie.

C'est ainsi que Nanci fut souillé par le massacre des plus zélés défenseurs de la liberté, et qu'ils ont été dans cent autres occasions les martyrs de la révolution à laquelle ils avaient eu tant de part. Le plus grand danger que puisse courir la liberté serait de voir les mêmes injustices se prolonger sous le règne de la république. Malheur à nous si l'on pouvait profiter encore de la plus légère apparence d'indiscipline pour travestir en crimes les effets les plus naturels de la victoire remportée sur l'aristocratie au nom de la liberté, pour flétrir et opprimer les plus fermes ap-

puis de la cause populaire comme des brigands indisciplinés ou pour les réduire à la condition d'automates par des lois despotiques, faites pour étouffer leur raison et leur patriotisme, sous le prétexte de les ramener à l'obéissance passive. Ces réflexions sont trop justifiées par les éclaircissemens que les députés du département du Nord donnèrent à l'assemblée dans la séance précédente, à l'occasion de ce qui s'était passé à Orchies. C'est aux représentans du peuple à se mettre en garde contre les rapports infidèles et contre la précipitation qui a déjà fait couler tant de sang innocent.

On a fait part à l'assemblée, dans la même séance, de la réponse du conseil général de la commune de Lille à la sommation qui lui était faite de rendre la ville, par l'archiduc Albert, elle est sublime par son laconisme véritablement républicain.

« Nous venons de renouveler le serment d'être fidèles à la nation, de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir à notre poste. Nous ne sommes point parjures. » La convention a ordonné la mention honorable de cette réponse dans son procès-verbal. La réponse est au-dessus de cette formule triviale; il fallait la laisser aux académies, ou ne pas la prodiguer à tout propos; à peine d'user les ressorts de l'esprit public.

Duhem rend compte de l'état de la ville de Lille. Des faubourgs très peuplés et très commerçans, ont été rasés ou doivent l'être; l'ennemi cerne la ville avec vingt à trente mille hommes; tous ces maux, dit-il, viennent de la levée du camp de Maulde. Il se repose de la défense de la ville, dont la garnison est peu nombreuse, sur le patrio-

tisme des sans-culottes, et sur la garde nationale qui a déjà signalé son courage dans plusieurs sorties : mais il avertit l'assemblée, que l'on a si long-temps différé de satisfaire aux demandes de secours, que les habitans n'ont plus de vivres que pour trois ou quatre jours; quelques murmures s'élèvent. (C'est l'usage de quelques personnes, lorsqu'un représentant du peuple annonce quelques faits qui semblent inculper certains ministres.) Ce n'est plus le temps, reprend Duhem, de cacher la vérité.

Daoust confirme ce fait : mais il observe que la garnison a des vivres pour quatre ou cinq mois, et qu'une partie de ces vivres pourra être fournie aux habitans, pendant la durée du siège, qui ne peut être long.

Le dimanche est le jour destiné aux pétitions; des pétitionnaires de la section des Quinze-vingts furent introduits à la barre pour prononcer un discours contre la municipalité de Paris. « Tout est provisoire, disent-ils : notre municipalité seule est éternelle; législateurs, la municipalité veut se mesurer avec vous, et si vous fléchissez, vous périrez avec elle; proclamez votre volonté souveraine, et bientôt ces nouveaux tyrans ne souilleront plus le sol de la liberté! La section des Quinze-vingts vous offre contre eux son courage et ses bras. »

Il faut convenir cependant que cette harangue pacifique n'avait guère d'objet. Car la municipalité actuelle est aussi humble, aussi nulle que celle du 10 août se montra courageuse. Mais les déclamations des pétitionnaires, dont l'orateur, dit-on, était un des plus braves champions de La Fayette, très imperceptible le 10 août, n'en étaient pas moins propres à produire un heureux effet dans les départe-

temens qui ne savent pas tout cela, et que l'on endoctrine depuis long-temps d'une manière bien différente.

La pétition excita les applaudissemens d'une partie de l'assemblée. Ce fut en vain que Léonard, Bourdon et Talien repoussèrent tous les reproches des dénonciateurs par des raisons sans réplique.

Barbaroux s'écria : il est temps que l'autorité municipale s'abaisse devant la puissance nationale, et cette pensée fut accueillie avec transport par les mêmes membres, aussi bien que la proposition qu'il fit de nommer *une commission extraordinaire dans le sein de l'assemblée* pour juger la conduite de la commune de Paris. Cette dernière motion ne fut cependant point décrétée dans ces termes. On se contenta d'ordonner que M. Rolland ferait le lendemain un rapport sur les décrets relatifs à la commune de Paris et sur les comptes qu'elle avait dû lui rendre.

Premier octobre. Cette séance offre encore une de ces scènes qui indiquent plus l'esprit particulier, qui animait une partie de l'Assemblée nationale, et les ressorts secrets des événemens politiques, qu'elles ne présentent des objets dignes de l'attente de la nation.

Le comité de surveillance de la commune de Paris, composé de deux des anciens officiers municipaux, les plus célèbres par leur civisme, et conservés par la municipalité du 10, maintenant députés du département de Paris à la convention nationale, et de deux ou trois autres citoyens qui avaient puissamment déconcerté les complots de la cour dans la révolution du 10, se présente à la barre de l'assemblée.

« Citoyens, nous avons conquis et conservé par notre

vigilance des pièces qui recèlent bien des crimes, et qui peuvent dévoiler bien des traîtres. Aussi sommes-nous persécutés par tout ce que la France renferme de mauvais citoyens connus ou cachés sous le voile du patriotisme ; et chaque jour voit naître de nouveaux complots pour nous arracher le précieux dépôt que nous tenons dans nos mains. Nous venons nous mettre sous votre sauve-garde, et répondre à nos calomniateurs par nos actions mêmes. Nous savons que cette enceinte même a retenti souvent des déclamations de nos ennemis ; mais nous croyons que l'intrigue et la prévention ne doivent pas égarer long-temps les représentans du peuple.

Voici une lettre, dit le citoyen Déforgues, qui portait la parole au nom du comité, en parcourant successivement les pièces dont il était porteur ; voici une lettre datée de Hambourg, qui prouve les accaparemens de sucre et de café ordonnés par la cour. En voici une autre adressée par Laporte, intendant de la liste civile à Septeuil, trésorier de cette même liste, du 3 février 1792. Il donne lecture de plusieurs pièces importantes qui doivent servir de bases au procès du roi. Ce sont les fruits de nos veilles et de nos recherches. Au nom de la patrie, procurez nous les moyens de conserver pour elle ce dépôt intéressant. Plusieurs chicanes ridicules, dictées par l'esprit de parti, interrompirent l'orateur ; la force de la vérité triompha cependant de la malveillance. Mais on rendit sur la rédaction de Barbaroux un décret qui fit passer les pièces des mains du comité de surveillance entre les mains d'une commission de l'assemblée, dont Barbaroux fut nommé membre.

Du 1^{er} au 9 octobre, les séances de l'assemblée ne pré-

sentent aucun décret important, ni aucune discussion intéressante. Elles furent occupées en partie par des lectures de pétitions et de lettres des armées, et en partie par des déclamations également calomnieuses et anti-civiques ; répétées éternellement par les mêmes membres contre le comité de surveillance et contre la ville de Paris. Elles ne produisirent d'autre résultat que de fortifier dans quelques esprits des préventions absurdes, et de provoquer des applaudissemens de ceux qui étaient disposés d'avance à condamner ceux qui en étaient les objets. C'est à ce funeste esprit qu'il faut attribuer la manière dont fut accueillie une pétition des sections de Paris, qui demandaient à être autorisées de voter à haute voix pour l'élection de leur maire et de leurs officiers municipaux. Cette pétition tenait à un principe qui paraît avoir été alors également oublié et par l'assemblée et par les sections elles-mêmes. Ce principe est, que les élections du peuple dans les assemblées primaires sont des actes de la souveraineté, et qu'ils ne peuvent être soumis à d'autres règles que celles que le souverain lui-même veut adopter. Ce principe avait été solennellement consacré par la convention nationale elle-même, lorsqu'elle reconnut que les opérations de chaque assemblée électorale d'où étaient sortis les députés étaient valables quelque forme d'élections qu'elles eussent suivies, et qu'elle n'avait le droit ni de les censurer ni de les annuler. Ce n'est pas que la volonté générale de la nation ne pût établir des règles générales et uniformes, auxquelles chaque assemblée primaire serait tenu de se conformer. La convention pourrait les décréter, et comme elles tiennent nécessairement aux premières bases de la constitu-

tion, elle devrait les soumettre à la ratification du souverain dans les assemblées primaires. Mais jusques-là, celles-ci ont incontestablement le pouvoir de suivre celles qui leur paraissent les plus convenables. Les sections de Paris ont elles-mêmes méconnu ces principes, en demandant à l'assemblée la permission d'exercer un droit qu'elle ne leur aurait jamais contesté; et ceux qui se sont élevés contre la pétition les ont violés d'une manière encore plus formelle. Au reste, les sections ont donné une grande preuve de sagesse en se conformant au décret. C'était le moyen de confondre les calomnies de leurs ennemis et d'éclairer la convention nationale sur leurs menées. La perfection du civisme est de savoir sacrifier quelquefois les droits les plus légitimes à la paix publique et à l'intérêt général.

Le 9, la convention s'occupe des émigrés, et rend le décret suivant :

ART. 1^{er}. En exécution de la loi qui prononce la peine de mort contre les émigrés, il seront, dans les 24 heures, livrés à l'exécution de la justice, et mis à mort après qu'il aura été déclaré, par une commission militaire composée de cinq personnes et nommées par l'état-major de l'armée, qu'ils sont émigrés, et qu'ils ont été pris les armes à la main ou qu'ils ont servi contre la France.

II. Il en sera de même à l'égard de tous étrangers qui, depuis le 14 juillet 1789, ont quitté le service de France, et se sont, après avoir abandonné leur poste, réunis aux émigrés ou aux ennemis.

III. Les procès-verbaux d'exécution seront envoyés dans la huitaine au ministre de la guerre qui les fera passer sans délai à la convention nationale,

IV. Les puissances ennemies seront responsables de toutes violations du droit des gens qui, par une fausse application du droit de représailles, pourraient être commises par les émigrés français.

Elle adopte une adresse aux treize cantons helvétiques, rédigée par Maill, avec sagesse et énergie.

La veille, Rolland avait dénoncé, comme contraire aux lois, une proclamation du conseil exécutif, faite dans les premiers jours de septembre, et dont l'objet était de faciliter les approvisionnemens de l'armée, devenus extrêmement pressans par les dangers de la patrie. Il avait été jusqu'à prétendre qu'elle n'était point l'ouvrage du conseil exécutif. Sur cette dénonciation, vivement appuyée par Pétion, un décret avait été rendu sur-le-champ, qui mandait les ministres et l'imprimeur à la barre. Le conseil exécutif adresse à l'assemblée une lettre où il avoue et justifie cette démarche; et sur la motion de Thuriot, l'assemblée rapporte son décret.

Le 10, la convention rend un décret relatif à la tenue de ses archives.

Elle supprime toutes les gratifications accordées aux commis des diverses administrations.

Un membre demande que tous ceux qui auront à réclamer des effets remis entre les mains de la commune de Paris dans les jours de la dernière révolution, soient autorisés à en faire leurs déclarations devant une commission de dix membres de la convention.

Après les déclamations d'usage de Barbaroux et consors contre la commune révolutionnaire, cette proposition est adoptée.

Albite avait demandé qu'avant tout le compte de la commune fût imprimé, afin qu'elle ne fût point exposée aux suites des fausses déclarations, et aux effets de la malveillance aristocratique. Cette proposition excita des murmures. Legendre se plaignit de ce que c'était là le sort de tous ceux qui parlaient en faveur de Paris, et s'éleva contre les préventions qu'un grand nombre de membre semblaient avoir apportées à la convention (Murmures encore plus violent). On demanda même qu'il fût rappelé à l'ordre. Paris et tous les bons citoyens doivent de la reconnaissance à Talien, qui, dans cette occasion et dans beaucoup d'autres semblables a constamment montré le courage très-rare de défendre la cause de la justice et du patriotisme persécuté.

Le lieutenant-général Duboux, mandé à la barre, est interrogé par le président, et invité à la séance.

11 Octobre. La convention nationale décrète : que les communaux en culture continueront à être cultivés et ensemencés, comme par le passé, suivant les usages des lieux, et que les citoyens qui auront fait lesdites cultures et semences, jouiront des récoltes provenant de leurs travaux.

Elle rend un décret sur la manière dont la municipalité de Paris rendra compte des effets déposés entre ses mains.

Marat demande que la même loi soit étendue à tous les fonctionnaires publics qui sont dans le même cas, et au ministre de l'intérieur. Thuriot demande que celui-ci remette au greffe du tribunal criminel l'état des diamans remis en ses mains, sans procès-verbaux. Sur les observations de Guadet, l'assemblée passe à l'ordre du jour.

On lit à l'assemblée la fameuse lettre de Dillon au landgrave de Hesse, où il lui offre de favoriser sa retraite.

Billaud demande le décret d'accusation contre ce général. Cette motion est appuyée par Couppé, Baudot, Merlin de Douai et Couthon. Les deux derniers citent des faits antérieurs à la révolution du 10, qui tendent à le convaincre de complicité avec La Fayette et avec la cour. L'assemblée allait prononcer le décret d'accusation. Dillon fut redevable de son salut à Chabot, qui invoqua, en faveur de l'accusé, la nécessité d'examiner l'affaire avec plus de maturité. Il ne fallait rien moins que le patriotisme connu de ce député pour donner la prépondérance à cette opinion. Kersaint l'appuya et demanda que l'assemblée demandât au conseil exécutif des renseignemens sur cet objet. La convention nationale décrète que les ministres se rassembleront pour cet objet, et lui feront part le lendemain des faits qui sont à sa connaissance. Le lendemain, le ministre de la guerre par *interim* lui écrivit qu'il ne savait rien, et lui proposa de consulter Dumourier qui devait se présenter devant elle. Dumourier déclara qu'il ne pouvait donner d'autre éclaircissement que la lettre de Dillon elle-même ; et l'affaire fut entièrement oubliée.

12 Octobre. Guadet donne lecture à la convention d'un arrêté de la section de Marseille qui porte que, sur l'invitation faite par celle du Marais à toutes les sections de nommer des commissaires, pour présenter une adresse à la convention nationale à l'effet de l'engager à décréter le scrutin par appel nominal et à haute voix, pour toutes les élections, la section de Marseille a arrêté d'exécuter provisoirement tout décret de l'assemblée qui proscrirait cette

forme publique d'élections, si l'assemblée la proscrit ; et que jusqu'à ce que ce décret ait été rendu et promulgué elle continuera de faire ses élections à haute voix, à l'exemple de l'Assemblée nationale elle-même.

Après la lecture, Guadet lui-même demande que le président et le secrétaire de la section de Marseille soient mandés à l'instant à la barre.

Dartigoyte, député du département des Landes, accuse la ville de Paris de rébellion. Vous n'avez pas balancé, dit-il, de porter le décret d'accusation contre le général qui, sans compromettre le succès de ses armes, n'a peut-être commis d'autre faute que celle de tuer quelques ennemis de moins ; et vous hésiteriez à prononcer ce décret contre la section de Marseille. Je demande donc le décret d'accusation.

Buzot doute si l'assemblée doit témoigner plus de pitié que de colère aux hommes de la section de Marseille. Je les appelle hommes, dit-il, car ils ne méritent plus le nom de citoyens ceux qui ne veulent plus reconnaître les lois. Voilà donc, s'écrie-t-il, voilà donc une portion de cette ville qui devait environner de toute sa puissance la convention nationale, prête à se mettre en insurrection contre vous. Eh bien ! puisqu'il est prouvé qu'il n'y a plus d'obéissance que dans les 82 autres départements, il vous est donc prouvé que vous devez les avoir ici ! Buzot déclame avec la même sagesse contre les jacobins ; il invective le président de la section de Marseille, qu'il appelle un misérable prêchant le partage des terres. Il dit que la convention nationale aurait dû s'emparer de la police de Paris ; il appelle à grands cris la garde armée, et dénonce d'avance comme

des factieux, ceux qui oseront combattre cette demande.

Ce qui affligea singulièrement les amis de la liberté et de la paix, ce fut de voir beaucoup de membres répondre par des cris tumultueux à ces déclamations furibondes.

Thuriot parle le langage des principes et de la raison.

Bailleul avoue que Buzot *a été un peu trop loin* ; il prétend que pour *écraser ces êtres vils, ces agitateurs* dont le préopinant a parlé, *il n'est pas besoin d'une insurrection de tous les départemens.*

L'assemblée décrète que, séance tenante, le président et le secrétaire de la section de Marseille paraîtront à la barre avec les registres des délibérations.

Elle décrète sur la motion Gossuin, que les citoyens de Lille et la garnison ont bien mérité de la patrie.

Elle décrète que les bataillons de Paris, le Mauconseil et le Republicain, accusés par Chabot d'avoir tué les déserteurs Prussiens, qui aujourd'hui sont connus pour des émigrés, seront transférés, non point à Paris, comme on l'avait d'abord ordonné, mais dans des citadelles voisines.

Dumourier paraît ; il est applaudi ; il prononce un discours qui excite les mêmes signes de satisfaction. L'un des officiers qui l'accompagnait, présente un drapeau pris sur les émigrés. Sur la motion de Vergniaud, la convention nationale décrète qu'il sera brûlé par la main du bourreau.

13 Octobre. Momoro et Peyres, l'un président, et l'autre secrétaire de la section de Marseille, si violemment inculpés la veille, et mandés à la barre, se présentent ; le président de la convention interroge Momoro, celui-ci répond par les principes et par l'arrêté même qui avait été dénoncé

par Guadet, d'une manière aussi précise que satisfaisante ; ils sont invités à la séance ; et l'assemblée passe à l'ordre du jour sur la dénonciation.

Un moment avant que le président et le secrétaire de la section de Marseille parussent à la barre, un secrétaire avait donné lecture d'une lettre particulière, qui dénonçait la section de 1792, pour avoir procédé à haute voix à l'élection du maire.

Cette lecture donne occasion à Brunel de déclamer contre l'esprit de rébellion reproché à la ville de Paris contre les agitateurs, etc, etc. ; et à Silvestre, de rappeler avec courage les principes de justice et de raison, qui doivent armer les représentans du peuple, contre ce système de calomnie et de tyrannie. Rafron [parle le même langage. L'apparition de l'orateur de la section de Marseille, et le résultat de son interrogatoire fit évanouir cette nouvelle intrigue.

Après avoir entendu une lettre de Custine, qui annonce les succès de son armée et les mesures qu'il a prises à Spira et à Worms, l'assemblée approuve la conduite de ce général.

Le 14 octobre, la convention décrète qu'elle enverra une députation à la fête qui doit être célébrée à la place ci-devant Louis XV.

Guffroi propose de supprimer le présent que l'ambassadeur de France présente tous les ans à l'empereur des Turcs ; l'assemblée passe à l'ordre du jour.

Elle rend le décret suivant :

Art. I^{er}. A compter de ce jour, le nombre des régisseurs des douanes de la république française sera réduit à trois.

II. Le pouvoir exécutif est autorisé à choisir parmi les régisseurs actuels ou parmi les proposés de la régie des douanes, trois personnes qui, par leur talent, leur activité et leur civisme, soient capables d'accepter les places de régisseurs.

III. Les trois nouveaux régisseurs procéderont sans délai, sous la surveillance du pouvoir exécutif, au remplacement des agens et proposés de cette administration qui n'auraient point obtenu la confiance publique.

IV. Le traitement des commis du bureau central de ladite régie sera réduit, à compter du premier janvier prochain, à la somme de 100,000 liv. par an.

La plus grande partie de la séance se passe en lectures, en pétitions, et en annonces de dons patriotiques.

15 octobre. La croix de Saint-Louis, dit Manuel, est une tache sur un habit ; il l'a faut effacer. C'était la marque dont les rois notaient leurs esclaves ; il en demande la suppression. La convention nationale la décrète.

17 octobre. L'assemblée rend, sur le rapport du comité diplomatique, le décret suivant :

Art. I^{er}. La convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité diplomatique, considérant que l'introduction des troupes de Berne et de Zurich à Genève est contraire aux traités de 1579 et 1584, et compromet autant la sûreté que la dignité de la république française, approuve les ordres donnés par le conseil exécutif provisoire, pour faire évacuer la ville de Genève par les troupes de Berne et de Zurich, en respectant néanmoins la neutralité et l'indépendance du territoire de Genève, si cette évacuation se fait amicalement,

La convention nationale considérant que l'édit de Genève de 1782 a été dicté par la force, que le traité du 12 novembre 1782, qui le garantit, n'est à l'égard de la constitution genevoise, qu'un engagement entre des tyrans pour garantir une tyrannie étrangère, qu'il est indigne d'un peuple libre de maintenir de pareils actes.

Considérant enfin que toute garantie de constitution est un attentat à l'indépendance, la puissance garantie, charge le conseil exécutif de déclarer à la république de Genève, et aux cantons de Berne et de Zurich, que la république française, renonce pour sa part au traité du 12 novembre 1782, en ce qui concerne la garantie du gouvernement et de la constitution de Genève.

L'assemblée, sur le rapport du comité diplomatique, charge le conseil exécutif de déclarer aux genevois, que la république française renonce pour sa part au traité du 12 septembre 1782, en ce qui concerne la garantie du gouvernement et la constitution de Genève.

Elle nomme des commissaires pour rédiger une adresse aux volontaires nationaux, dont l'objet est de les engager à rester sous les drapeaux au-delà du mois de décembre, terme de leur engagement, et pendant tout le temps que la patrie serait en danger.

Le comité militaire avait proposé de les y contraindre par une loi. C'eût été une violation de la foi publique et un acte de tyrannie aussi injurieux au patriotisme que funeste à la liberté. L'assemblée rejeta cette idée.

La convention nationale termina, dans cette séance, une loi sur le renouvellement des corps administratifs, dont voici les dispositions.

Art. 1^{er} Il sera, dans la forme et les délais ci-après fixés, procédé au renouvellement,

1^o De tous les corps administratifs et municipaux, ainsi que de leurs secrétaires et greffiers ;

2^o Des tribunaux civils, criminels et de commerce, des accusateurs publics, commissaires nationaux ; suppléans des juges et greffiers de ces tribunaux ;

3^o Des membres du bureau de paix de district, des juges de paix, assesseurs et greffiers des juges de paix ;

4^o Enfin, des directeurs des postes ; mais sous la condition que les directeurs demeureront toujours subordonnés aux administrateurs des postes, qui pourront même, en cas de malversation, les suspendre provisoirement et les remplacer, à la charge d'en instruire le pouvoir exécutif, qui, lui-même, en référera à la convention nationale.

II. Sont exceptés de cette disposition ceux des établissemens et fonctionnaires publics qui ont été renouvelés par les assemblées électorales, primaires et de communes, depuis le 10 août dernier, lesquels renouvellemens sont confirmés.

III. Sont pareillement exceptés de la même disposition les membres actuellement en exercice du tribunal de cassation qui sont autorisés à continuer provisoirement leurs fonctions.

IV. Les secrétaires des administrations et greffiers des municipalités seront nommés par les conseils généraux des corps administratifs et municipaux.

V. Tous les fonctionnaires publics dont le renouvellement est ordonné par le présent décret, pourront être réélus.

VI. L'obligation de ne choisir pour les emplois judiciaires et places de membres du bureaux de paix de district, que parmi ceux qui ont exercé pendant un terme déterminé la profession d'homme de loi, est abolie, et les choix pour ces fonctions pourront être faits parmi tous les citoyens indistinctement, âgés de 25 ans accomplis. Il n'y a d'exception, pour l'éligibilité aux places de juges, que celle établie pour raison de parenté, jusqu'aux cousins issus de germains inclusivement et allant dans le même degré.



DES PAPIERS PUBLICS.

Robespierre dénonça, dans l'article qu'on va lire, les manœuvres coupables par lesquelles les gouvernemens non-populaires s'efforcent de répandre, de propager le mensonge pour éterniser l'ignorance du peuple. Il s'éleva avec son énergie accoutumée contre la faction girondine et surtout contre son coryphée, Rolland, ministre de l'intérieur, qui, à la faveur des hautes fonctions dont il était revêtu, empêchait la propagation des écrits utiles et ne protégeait que ceux qui égaraient, qui corrompaient l'opinion publique.



Citoyens ,

L'opinion est la reine du monde; comme toutes les reines elle est courtisée et souvent trompée. Les despotes visibles ont besoin de cette souveraine invisible pour affermir leur propre puissance ; et ils n'oublient rien pour faire sa conquête.

Le secret de la liberté est d'éclairer les hommes, comme celui de la tyrannie et de les retenir dans l'ignorance. Un peuple qui connaîtrait ses droits et ses intérêts, qui pourrait se former une idée juste des opérations de ses délégués, serait toujours bien gouverné, parce qu'il ne pourrait jamais être trompé. Aussi vit-on de tout temps ceux qui gouvernent, attentifs à s'emparer des papiers publics et de tous les moyens de maîtriser l'opinion. C'est pour cela uniquement que le mot de gazette est devenu le synonyme de celui de roman, et que l'histoire elle-même est un roman. Le sort du peuple est à plaindre quand il est endoctriné précisément par ceux qui ont intérêt de le tromper, et que ses agens, devenus ses maîtres, par le fait, se constituent encore ses précepteurs. C'est à peu près comme si un homme d'affaires était chargé d'apprendre l'arithmétique à celui qui doit vérifier ses comptes.

Le gouvernement ne se contente pas de prendre sur lui le soin d'instruire le peuple, il se le réserve comme un privilège exclusif, et persécute tous ceux qui osent entrer en concurrence avec lui. De là, les lois contre la liberté de la presse, toujours justifiées par le prétexte de l'intérêt public. On peut juger par là combien le mensonge a d'avantages sur la vérité. Le mensonge voyage aux frais du gouvernement, il vole sur l'aile des vents; il parcourt en un clin d'œil l'étendue du plus vaste empire; il est à la fois dans les cités, dans les chaumières; il est bien logé, bien servi partout; on le comble de caresses, de faveurs et d'assignats. La vérité au contraire marche à pieds et à pas lents; elle se traîne péniblement et à ses frais, de ville en ville, de hameaux en hameaux; elle est obligée de se dérober

aux regards jaloux du gouvernement ; il faut qu'elle évite , à la fois les commis, les agens de police et les juges ; elle est odieuse à toutes les factions. Tous les préjugés et tous les vices s'ameutent autour d'elle pour l'outrager. La sottise la méconnaît ou la repousse. Quoiqu'elle brille d'une beauté céleste , la haine et l'ambition affirment qu'elle est laide à faire peur. L'hypocrite modération l'appelle exagérée, incendiaire ; la fausse sagesse la traite de téméraire et d'extravagante ; la perfide tyrannie l'accuse de violer les lois et de bouleverser la société. La ciguë , les poignards sont le prix ordinaire de ses salutaires leçons ; c'est sur un échafaud qu'elle expie souvent les services qu'elle veut rendre aux hommes. Heureuse ! si , dans sa course laborieuse, elle trouve quelques mortels éclairés et vertueux qui lui donnent un asile jusqu'à ce que le temps, son protecteur fidèle, puisse terminer sa cupidité , et venger ses outrages.

A ce prix , vous jugez bien qu'elle doit avoir peu de sectateurs. Croyez-vous que ce soit pour l'amour d'elle que cette multitude d'écrivains se déclarent les apôtres de la liberté ; et que toute leur ambition soit de sacrifier au bonheur de l'humanité leur repos, leur fortune et leur vie ? Voyez s'ils ne se trouvent pas toujours sous la bannière du parti le plus fort ; voyez s'ils n'arrivent pas plus promptement au pouvoir et à la fortune que le peuple à l'égalité. Voyez si, pour eux, les principes ne sont pas le système de la faction qu'ils servent ; s'ils ne pardonnent pas plus aisément à l'incivisme qu'à l'inflexibilité républicaine. Voyez si l'unique objet de leur confédération n'est pas d'effacer insensiblement les principes de la raison et de la justice en

calomniant ceux qu'ils préfèrent à toutes les combinaisons des politiques ambitieux. Contens d'avoir obtenu d'abord de l'influence sur l'opinion, en plaidant la cause de la révolution, ils ne songent qu'à en recueillir les fruits en la prostituant à l'ambition des dépositaires du pouvoir. Que serait-ce s'ils l'exerçaient eux-mêmes? Si les hommes par qui le peuple voit ou croit voir les événemens publics, non-seulement se liguent, mais s'identifient avec ceux qui les créent? Quelle est l'erreur qu'ils ne pourront pas accréditer? quelle est la vérité morale ou politique qu'ils ne peuvent point altérer? quel est le citoyen qu'ils ne peuvent diffamer? l'innocence qu'ils ne peuvent sacrifier? Si le simple habitant des campagnes, si l'ignorant ou le crédule citadin voit tous les jours des libellistes, qu'il est accoutumé à croire sur parole, lui peindre le même homme sous les plus noires couleurs; si chaque jour, les écrits périodiques qu'il attend avec impatience, et qu'il dévore avec avidité, lui apporte régulièrement le poison de la calomnie préparé avec un art nouveau, ne faut-il pas que les citoyens les plus dévoués au bonheur de leur pays finissent par paraître des monstres odieux? De quelle manière, dans quel lieu un seul homme se défendra-t-il contre cette lâche persécution? opposera-t-il des écrits véridiques à ceux qui diffament? Mais, s'ils a le caractère que j'ai dépeint, il est pauvre. Comment pourra-t-il lutter contre toutes les ressources de ses adversaires? comment pourra-t-il même franchir toutes les entraves qu'ils mettraient à la circulation de sa défense? S'adressera-t-il aux tribunaux? Quand il pourrait descendre à ce genre de justification insuffisante et indigne de lui, est-il sûr de trouver là une protection

assurée contre la faction dominante? Reclamera-t-il l'appui du ministre? c'est lui qui le persécute. Montera-t-il à la tribune du sénat? Mais si là même ses adversaires sont assez puissans pour l'en écarter, ou si ce sont eux qui recueillent ses discours pour les dénaturer?

Qu'est-ce que la liberté dans un pays où de tels excès sont soufferts, si ce n'est le règne de la plus vile faction et la proscription des honnêtes gens?

Telle est notre position actuelle. Une trentaine de fripons politiques ont dit : « emparons-nous de l'opinion publique, et nous régnerons. » Ils ont accaparés les folliculaires accrédité; ils ont multiplié les libelles sous toutes les formes; ils n'ont pas cessé un instant de se préconiser eux-mêmes, et de diffamer tous les citoyens qui ne voulaient connaître d'autre parti que celui de l'intérêt public. Ils se sont emparés du ministère des contributions publiques, de la poste et du ministère de l'intérieur, c'est-à-dire, à peu près de toute la puissance royale. Le ministre qui règne sous ce titre, a fait plus de libelles que d'actes de gouvernement; il a dépensé, en affiches calomnieuses, des trésors qui auraient suffi pour nourrir cent mille familles indigentes. Ses rapports à la convention nationale, ses proclamations ne sont que des pamphlets diffamatoires. Les corps administratifs, les corps municipaux sont devenus les ministres de ses haines personnelles et les colporteurs de ses libelles. Il n'est pas un département, pas une ville, un hameau qui n'ait été infecté de ses calomnies distribuées partout aux frais de la nation, Que dis-je? La convention nationale elle-même trompée par la coalition dont il est la créature et le protecteur, leur a

quelquefois imprimé, sans le savoir, le sceau de son autorité sacrée.

Jamais faction ne propagea les fausses maximes du feuillantisme, avec une hypocrisie plus impudente; jamais tyran ne se joua plus insolemment de l'honneur, de la liberté des citoyens, et ne proscrivit avec tant de fureur la vertu républicaine.

Aussi nous avons le nom de république et tous les maux du despotisme anarchique. On nous étourdit du bruit de nos succès militaires, mais nous n'avons point encore de lois, que celles que la tyrannie royale ou constitutionnelle nous avait données. Nous nous glorifions de porter la liberté dans les pays lointains; et nous ne songeons pas même à la fixer au milieu de nous.

Citoyens, s'il est pour vous un besoin pressant, un devoir sacré, c'est celui d'éclairer l'opinion publique que cette coalition redoutable cherche à égarer. Délégués du peuple, je soumets cette question à votre sagesse. « La liberté de la presse, destinée à mettre un frein aux usurpations du gouvernement, doit-elle devenir entre les mains du gouvernement même, un moyen d'opprimer la liberté des citoyens, et de dépraver l'esprit public? Pouvez-vous protéger le ministre coupable qui, depuis longtemps en abuse avec une aussi scandaleuse impunité? »



SUITE DU TABLEAU DES OPÉRATIONS

DE LA

CONVENTION NATIONALE.

18 Octobre.

La convention, sur le rapport de Thuriot, autorise le tribunal criminel de Paris à surseoir à l'exécution de tous jugemens de condamnation à mort qui ont été rendus ou qui pourraient l'être contre les voleurs du garde-meuble.

D'Artigoyte demande que le serment soit supprimé dans les assemblées primaires, ou qu'il ne porte que sur l'engagement de maintenir la liberté et l'égalité. Cette motion civique et philosophique fut renvoyée au comité de législation.

On donne lecture d'une lettre du général Labourdonnaye, qui témoigne son étonnement de ce que la convention nationale a souffert qu'on l'ait dénoncé à la barre, et qu'elle ait invité à la séance son dénonciateur ; il désignait Duboux, qui avait supposé, dans sa réponse à l'interrogatoire qu'il avait subi à la barre, que l'intention de Labourdonnaye n'était pas de venir à Lille pendant le bombardement de cette place.

Je m'étonne, moi, dit Jean de Brie, qu'un général ose censurer la conduite de la convention nationale. Il demande que la lettre de Labourdonnaye soit improuvée et le renvoi au comité militaire ; l'assemblée passe à l'ordre du jour sur l'improbation, et décrète le renvoi.

Elle ordonne la cessation de travaux du camp sous Paris, et accorde aux ouvriers trois jours de gratification, à raison de 6 sous par lieue, et rejette leur pétition précédente.

Marat obtient la parole après beaucoup de difficultés, pour plaider la cause des bataillons de Mauconseil et le Républicain, accusés par Chabot; il impute à ce dernier le projet de vouloir se défaire des patriotes volontaires; et prétend que les quatre prétendus Prussiens déserteurs, dont la mort avait été le prétexte des persécutions suscitées aux deux bataillons, étaient quatre émigrés français qui revenaient au mépris des lois, de concert avec Chabot. Le tumulte scandaleux, les invectives grossières, qui troublèrent cette discussion, firent perdre de vue l'objet même de la question, et l'assemblée passa à l'ordre du jour.

Quels que puissent être les écarts de l'imagination de Marat, les bons citoyens n'en ont pas moins gémì de voir des sentimens personnels faire oublier les intérêts de l'innocence et du patriotisme opprimé, et les passions haineuses bannir du sanctuaire des lois la dignité, le calme et l'amour de l'humanité.

19 octobre. On lit un arrêté de la section de Luxembourg, dont l'objet est d'engager la convention nationale à s'occuper des billets de secours dont le discrédit compromet la subsistance du peuple.

Birotaut demande l'ordre du jour.

Marc-Antoine Julien réclame les devoirs des représentans du peuple envers les citoyens indigens, et demande que la question soit renvoyée au comité des secours, pour qu'il en fasse un rapport prochain.

Brunel ne voit dans ces pétitions, que *des pièges tendus à la bonne foi, à la sécurité, à la sensibilité* de la convention. Après quelques lieux communs sur *le bon peuple*, dont il se déclare l'*ami*, il déclame contre les agitateurs qui ne cherchent qu'à *l'égarer de crimes en crimes*; et renouvelle la motion de l'ordre du jour qui est adopté.

Sur un rapport du comité des secours, la convention accorde une pension à la femme du lieutenant-colonel Juchereau, commandant de Charleville et inspecteur de la manufacture d'armes, soupçonné de trahison au commencement de septembre, par le peuple et la garde nationale du lieu, et victime d'un mouvement tumultuaire. Ses enfans seront élevés aux frais de la nation; et l'assemblée accorde à la veuve une somme de 1,200 livres pour retourner en Corse, sa patrie.

Mercier demande une loi qui défende aux membres de la convention et aux fonctionnaires publics de toucher un double traitement.

Un membre dit que la loi existe.

D'Artigoyte observe que cette loi laisse l'option, il dit qu'un député de l'Assemblée nationale, par exemple, ne devrait toucher que le traitement attaché à ses fonctions; qu'un évêque député ne devrait point recevoir ses appointemens d'évêque, d'où il résulterait encore qu'un maire, a soixante cinq mille livres d'appointemens, et un député, comme qui dirait M. Bailly, devrait être réduit au modeste traitement d'un représentant de la nation.

Manuel ne laissa point passer ce mot d'évêques, sans saluer le clergé, Il s'étonne non que les évêques soient payés, mais de ce que les évêques existent. Favoriser

le clergé, dit-il, c'est conspirer contre la république.

Nous sommes loin d'adopter ces préventions contre les ecclésiastiques, mais nous pensons que la convention nationale aurait pu adopter sur-le-champ le principe général réclamé par d'Artigoyte et par Mercier ; elle renvoya la question au comité de législation.

Montaut demande la discussion du projet de décret sur la force armée, dont on veut environner la convention, discussion différée continuellement par différentes manœuvres, malgré les décrets qui, depuis long temps, l'avaient ajournée à des jours déterminés. Montaut prétend qu'il est temps de faire cesser les alarmes qu'on cherche à inspirer aux départemens sur le peuple de Paris.

Les mêmes hommes qui avaient voulu emporter ce décret sans discussion, au premier moment où ils le proposèrent, qui s'étaient opposés à l'ajournement de leur projet à deux jours, s'opposèrent avec opiniâtreté à la discussion demandée.

Buzot en demande la prorogation presque indéfinie.

Barbaroux annonce un bataillon de Marseille qui arrive en attendant le décret ; il s'écrie que les agitateurs trompent le peuple sur le mérite du projet, et promet de l'éclairer.

L'assemblée passe à l'ordre du jour. Sur la demande du comité de constitution présentée par Barrère, la convention invite tous les amis de la liberté et de l'égalité de tous les pays à lui adresser leurs idées sur la meilleure constitution à donner à la république française.

Osselin présente au nom du comité de législation, un projet de décret sur les biens des émigrés dont la discussion

est interrompue par l'admission à la barre d'une députation de la municipalité et du département de Paris qui venait prier la convention nationale de prendre des mesures pour prévenir les maux que présageait le déficit immense occasionné dans la caisse de la Maison de Secours, par la banqueroute de Guillaume; cette pétition est renvoyée au comité des finances.

Le devoir de l'historien fidèle et patriote est de peindre ces scènes qui, quoiqu'elles paraissent peu importantes par elles-mêmes, développent l'esprit d'intrigue qui a trop d'influence sur les affaires publiques, et qu'il importe à la majorité de la convention nationale de réprimer.

Le président Guadet, malgré le règlement qui renvoie les pétitions au dimanche, fait introduire à la barre des commissaires des sections de Paris, sous le prétexte qu'ils ont à présenter une adresse relative à la demande du département et de la municipalité : ils sont admis.

Leur adresse n'avait pour objet que le projet proposé d'environner la convention nationale d'une garde prétorienne. Les termes de cette adresse n'avaient rien qui excédât les bornes de la liberté républicaine, et qui pût blesser la dignité des mandataires du peuple, quoiqu'ils ne fussent pas toujours adaptés à la disposition actuelle des esprits d'une grande partie de l'assemblée. Quand l'orateur eut prononcé ces mots : *on vous a proposé de vous mettre au niveau des tyrans, en vous environnant d'une garde prétorienne* ; de violentes clameurs éclatent. On demande que les pétitionnaires soient rappelés à l'ordre. Lindon demande que le décret sur la force armée soit rendu à l'instant. A ce signal, plusieurs membres s'écrient : oui,

sans doute, et nous saurons mourir à notre poste ; et nos suppléans nous remplaceront. Bussion demande que les députés exhibent leurs pouvoirs ; un murmure d'improbation paraît venir des tribunes ; le président Guadet les apostrophe, en les menaçant de chasser les *perturbateurs* par la force. Lasource demande que les commissaires continuent, *afin*, dit-il, *que la république sache de quelle manière les sections de Paris parlent à ses représentans.*

Les pétitionnaires prononcent le reste de leur discours, qui ne présente aucun prétexte même à la malveillance ; le président Guadet leur répond que dans la convention nationale réside la souveraineté ; qu'elle saura défendre les droits de la nation, et ne recevra d'ordre de personne. On demande l'impression du discours et de la réponse, et Gensonné ne s'y oppose que pour avoir une occasion de dire : *que, si cette pétition était connue, la république française se diviserait en républiques fédératives ; il assure même, que ces idées commencent à se propager.*

Enfin, la convention passe à l'ordre du jour.

On lit une adresse très remarquable des administrateurs du Calvados. Ils apprennent à la convention nationale qu'il lui faut absolument une garde prétorienne ; qu'elle est entourée d'agitateurs ; qu'il y a des tribuns, des triumvirs, des dictateurs ; que Paris est le séjour du crime et de la rebellion. Ils sont tout aussi instruits là-dessus, et presque aussi éloquens que les Buzot, les Rouyer, les Guadet, les Bailleul, les Barbaroux et les Birotteau. C'est ainsi, qu'au temps de la révision de la constitution, les corps administratifs envoyaient patriotiquement à l'assemblée constituante des adresses où ils prodiguaient les noms de fac-

tieux et d'anarchistes aux représentans du peuple qui avaient demandé la punition du parjure Louis; et qui voulaient que l'on fit une constitution pour la nation française, et non pour la cour. Il est beau, sans doute, de voir le vœu du peuple représenté par celui des corps administratifs qui, avant la dernière révolution, étaient ligués contre lui avec ses tyrans. Ces honnêtes gens, terminent leur adresse par ces mots : LÉGISLATEURS SOYEZ DES CATONS A PARIS; NOUS SERONS ICI DES BRUTUS. on en demande l'impression. Boileau et Birotteau défendent cette proposition avec courage. Ils demandent de plus, qu'elle soit placardée dans Paris; et qu'il en soit fait mention honorable dans le procès-verbal.

La convention nationale passe à l'ordre du jour.

Une société des amis de la liberté et de l'égalité établie à Chambéry, écrit à la convention nationale pour lui exprimer les sentimens fraternels qui unissent le peuple savoisien à la nation française. L'assemblée ordonne l'impression de cette lettre et la traduction en allemand, en anglais et en espagnol.

Sur le rapport de Cambacerès, au nom du comité de législation, elle rend le décret suivant :

Art. I^{er}. Les commissaires nationaux près les tribunaux criminels sont supprimés, et les fonctions qu'ils exerçaient sont attribuées aux accusateurs publics.

II. Les jugemens définitifs rendus par les tribunaux criminels seront exécutés à la diligence des commissaires nationaux près les tribunaux de district des lieux où le juré d'accusation aura été rassemblé.

Clootz fait, au nom des comités militaire et diplomatique, un rapport intéressant par les idées philanthropiques

qu'il présente, et par son objet. Il propose un projet de décret conçu en ces termes :

Art. I^{er}. Quand les troupes françaises pénétreront dans une province soumise à une puissance ennemie, le général, de l'avis de son conseil, exigera une contribution proportionnée aux ressources du pays.

II. Cette contribution ne portera que sur le prince ou chef du gouvernement, ses agens et tous autres fauteurs ou adhérens de la tyrannie.

III. Le général exigera des otages. qu'il retiendra jusqu'à ce que la contribution soit acquittée.

IV. Les otages seront pris parmi ceux sur qui doit peser ladite contribution, et à défaut d'un nombre suffisant, ces otages seront pris parmi les magistrats et notables.

V. Indépendamment de la contribution, le général sera tenu de s'emparer de toutes les munitions de guerre et de bouche, et de tous les effets, armes et attirail de guerre.

L'assemblée ajourne la discussion de ce projet, dont elle ordonne l'impression.

Cambon propose un projet d'économie, qui consiste à rogner les appointemens des juges et des administrateurs. Lacroix appuie cette idée, en accusant l'assemblée constituante de leur avoir accordé des traitemens trop considérables, dans la vue de favoriser les avocats qu'elle renfermait dans son sein ; et cette saillie fut applaudie.

Tout cela n'était rien moins que sage et politique. Le traitement des mandataires du peuple n'est pas seulement une dette de la société, c'est la sauve-garde de la liberté publique. Car si les mandataires ne sont pas suffisamment indemnisés par le peuple, ils le seront par ses

ennemis, et s'indemniseront à ses dépens; la porte des emplois publics ne sera ouverte qu'aux riches et la plus odieuse des aristocraties sera établie par le fait.

L'assemblée constituante elle-même avait méconnu ce principe sacré, et avait encouru précisément le reproche contraire à celui que lui faisait Lacroix. Car elle n'avait été prodigue qu'envers le roi et ses agens : pour les magistrats du peuple, elle avait laissé les uns sans salaire, et avait à peine pourvu à la subsistance des autres.

Ces questions ne peuvent être regardées comme des objets de finance et d'économie, elles sont liées aux principes de toute constitution libre et aux plus grandes vues de la législation. La convention nationale ne paraît pas en avoir senti toute l'importance, puisqu'elle a approuvé qu'on lui présentât celle-ci d'une manière indécente et isolée, et qu'elle en a renvoyé l'examen au comité des finances pour en faire un prompt rapport.

Le ministre de la guerre communique à l'assemblée une lettre dont l'objet était de lui donner des nouvelles du ci-devant duc d'Angoulême qu'on avait dit tué dans un combat.

« Je vous ferai, dit Robespierre, une observation qui ne vous paraîtra peut-être pas d'un grand intérêt, mais qui me paraît tenir aux principes de la république naissante. Je n'aperçois aucune différence entre un Bourbon et un autre rebelle. La race des rois n'est plus rien pour nous ; et je ne vois aucune raison pour les ministres de la république de nous entretenir du soi-disant duc d'Angoulême plutôt que de tout autre émigré. »

Dimanche, 21 octobre. La séance est remplie par la lecture des lettres des généraux et par des pétitions.

Il en est quelques-unes qui méritent l'attention de ceux qui observent la marche des affaires publiques, en citoyens et en philosophes.

La municipalité de Choisy-sur-Seine vient faire présent à la convention nationale d'un beau soleil d'or, et demander une avance sur le 16^e qui lui revient de la vente des domaines nationaux.

Manuel demande que ce soleil donné par la pieuse Pompadour soit envoyé à la monnaie.

Moi, j'observe qu'en même temps qu'ils faisaient cette offrande, les officiers municipaux de Choisy, (j'applaudis à leur civisme plus qu'à leur discernement) demandaient un secours; la commune de Choisy avait des besoins; elle renfermait sans doute des familles infortunées. Je songe en quelles mains ont passé ces immenses richesses que la révolution a rendues à la nation; et je vois que, dans l'emploi qui en a été fait l'humanité souffrante et la portion indigente du peuple ont été entièrement oubliées. Les officiers municipaux de Choisy ne pouvaient-ils pas appliquer leur don au soulagement de leurs concitoyens? Avaient ils même le droit de disposer, sans le consentement de la commune, d'un bien qui lui appartenait? Mandataires du peuple, suivez ce principe sacré, dans toutes occasions pareilles, et sachez préférer à une vaine ostentation, le plaisir de secourir le civisme et l'infortune.

Quelques particuliers, soi-disant Marseillais, vinrent à la barre répéter si exactement les déclamations journalières de quelques membres de la convention, contre les citoyens de Paris, contre certains membres de la convention, et la ridicule fable de la dictature, du tribu-

nat.... Ils lièrent si gauchement à ces lieux communs l'éloge du projet favori de la garde prétorienne, que cette grossière intrigue frappa les yeux les moins clairvoyans.

Des membres de la section de la Fontaine de Grenelle parurent ensuite sur la scène, et jouèrent à peu près la même comédie, avec les changemens que la qualité des personnages exigeait.

« Mais la sensation désagréable qu'elle avait causée à tous les amis de la raison et de la bonne foi, fut bientôt effacée par un discours plein d'énergie et d'éloquence des députés des sections des Quinze-Vingts et de Bonne-Nouvelle, qui foudroya le système de la force armée et dont la convention nationale ordonna l'impression et l'envoi dans les quatre-vingts-trois départemens. L'orateur prit la parole pour demander l'abolition de la loi martiale ; cette proposition fut accueillie avec transport par une grande partie de l'assemblée, et le comité de législation fut chargé de faire le lendemain un rapport à ce sujet.

Le ministre Rolland écrit à l'assemblée pour l'entretenir d'une bonne œuvre qu'il a faite, en donnant une somme de 400 livres à un Allemand, qui, dit-il, avait été injustement accusé de complicité dans le vol du garde-meuble. Il lui demanda un décret qui ratifie son action, et qui impute cette somme sur celles qui lui ont été remises pour dépenses secrètes.

L'assemblée rend quelques décrets sur la vente des biens de l'ordre de Malthe et de l'ordre Teutonique.

Elle décrète que la liquidation des créances sur l'état est restreinte à celles qui ne montent qu'à 3,000 livres.

Le reste de la séance se passe en lectures de mémoires, de dépêches et de pétitions.

23 octobre. Des citoyens de Châlons offrent un don patriotique pour les enfans des citoyens morts dans la journée du 10 août.

On lit un arrêté de la section des Sans-culottes, dont un article ordonne à ses commissaires de mettre le scellé sur le bien des prêtres réfractaires et des émigrés qui se trouvent dans son arrondissement. Lacroix demande que la convention improuve la section, et casse la disposition de l'arrêté qui ordonne l'apposition des scellés sur les biens des prêtres réfractaires.

Tallien prétend que les prêtres rebelles aux lois, qui ont fui, doivent être traités comme émigrés, et que le civisme de la section des Sans-culottes mérite l'approbation de l'assemblée. Il demande le renvoi au comité de législation, l'assemblée l'ordonne.

Danton, nommé secrétaire, prétend que ses fonctions sont incompatibles avec les devoirs des représentans du peuple, qui peuvent opiner sur les affaires publiques et en même temps rédiger des procès-verbaux; il demande que ce ministère soit confié à des greffiers étrangers à l'assemblée, sous l'inspection des secrétaires. Cette motion sage qui eût ôtée à l'intrigue une de ces ressources, est écartée par l'ordre du jour; et Danton donne sa démission.

Une loi contre les émigrés est proposée par le comité de législation.

Gautier de Saintes demande la peine de mort contre tous les émigrés indistinctement.

Buzot prouve avec énergie, que la peine du bannissement perpétuel est celle qui convient à la nature de leur délit ; il demande qu'elle soit prononcée ; et que s'ils reviennent en France, ils soient punis de mort.

Denton appuie cette proposition, elle est adoptée.

L'assemblée électorale du département du Nord envoie à la convention un boulet tombé dans le lieu de ses séances pendant le siège. Elle dénonce le comité révolutionnaire des Belges et Liégeois, et se plaint de la protection que lui accorde, dit-elle, le ministre des affaires étrangères.

Une députation des ouvriers du camp sous Paris, au nombre de 20, présentent une pétition, où ils exposent que plusieurs d'entre eux n'ont pas reçu 7 sous par jour, pour prix des plus pénibles travaux.

La manière dont cette députation avait été annoncée par la lettre d'un officier municipal, avait alarmé l'assemblée. Merlin de Thionville la dénonce comme l'un des moyens employés pour lui surprendre le décret de la garde prétorienne. Lacroix demanda que l'officier municipal fût interrogé à la barre. Il résulta de l'interrogatoire que l'officier municipal en avait grossièrement imposé en cherchant à effrayer la convention d'une émeute qui n'avait jamais existé.

24 octobre. Les administrateurs de l'Oise sont dénoncés par la municipalité d'Attichy, pour avoir suspendu la vente des biens de la Trimouille émigré. L'examen de cette affaire est renvoyé au ministre de l'intérieur pour en rendre compte.

Encore une scène dans le genre de celles où nous avons vu se développer la plate intrigue dirigée contre les

citoyens de Paris. Talien annonce que des commissaires de la municipalité demandent à présenter une pétition dont l'objet est d'être autorisé à demander au ministre de l'intérieur, les noms des Prussiens arrivés à Paris, parmi lesquels on croyait qu'il y avait des émigrés qu'on voulait soustraire à la justice des lois. Gensonné le chicane sur cette annonce; il accuse astucieusement la commune; Rouyer répète les lieux communs sur ce sujet. Osselin les appuie par des insinuations perfides, et renouvelle la demande du projet de loi contre les agitateurs. Bailleul annonce que la commission des Neuf la tient toute prête. Voilà les soins qui occupent les hommes à qui le bonheur de l'humanité est confié !

Tous les rapports ministériels, tous les rapports des comités, présentés par les hommes qui tiennent à la même coalition, quel qu'en puisse être le sujet, portent le même caractère, quel qu'en soit le sujet, et se lient au même système de diffamation. Ainsi, dans cette séance, Lasource, chargé par le comité diplomatique de proposer un projet de décret sur les principes de conduite que nos généraux doivent suivre dans les pays étrangers, avait l'air de réciter un discours de Barbaroux ou un article du *Patriote français*, ou de Gorsas contre les jacobins et contre le peuple de Paris.

On peut juger de la doctrine de l'orateur diplomate par la définition qu'il donne des révolutions. Il les appelle *le sommeil des lois*. C'est la tyrannie qui est le sommeil ou la mort des lois ; ce sont les révolutions qui les ressuscitent en abattant la tyrannie. On voit ce que les détracteurs du patriotisme entendent par le mot de lois. Ce ne sont pas

celles que la liberté enfante, mais celles qu'elle détruit

Ensuite, pour rendre les révolutions plus aimables aux yeux des peuples étrangers ou des royalistes français, La-source trace le tableau des crimes, des assassinats, des massacres dont elles lui rappellent l'idée. Il prétend qu'une révolution ne doit point coûter une seule goutte de sang; et, lorsqu'il coule, il impute ce malheur non aux tyrans, *mais aux anarchistes et aux agitateurs.*

Le principal objet du décret proposé, tend à assurer l'indépendance des opinions chez les peuples soumis, et de défendre aux Français de ne rien faire pour déterminer les habitans des pays où ils porteront leurs armes, à adopter les principes de notre gouvernement; question très délicate, comme l'observe fort bien l'orateur.*

La discussion de ce projet a été ajournée.

Marat, après plusieurs débats, obtient la lecture d'un ordre donné par le ministre de l'intérieur, d'arrêter des citoyens, il le dénonce comme un acte arbitraire, et l'appelle une lettre de cachet. On donne lecture d'une autre pièce qui concerne le nommé Saint-Géniés, chargé par le ministre de l'exécution de cet ordre, et qu'on assure avoir été flétri en place de Grève.

Barbaroux dénonce à son tour Marat et l'accuse avec véhémence de s'être transporté hier à la caserne du bataillon de Marseille, arrivé depuis peu à Paris où il a fixé son séjour, d'avoir invité à déjeuner deux hommes de chaque compagnie pour les corrompre et les diviser. Il donne lecture d'un procès verbal dressé par plusieurs officiers et soldats, de la conversation qu'ils ont eue avec Marat. Aussitôt les orateurs se pressent à la tribune pour

tomber sur la personne de Marat. L'un d'eux annonce qu'un autre membre a entendu dire que Marat avait dit que, pour avoir la tranquillité, il fallait deux cent soixante mille têtes. L'Assemblée frémit. Marat prétend que le propos a été mal rendu ; qu'il a dit qu'il y avait deux cent mille scélérats qui ne cesseraient jamais de conspirer contre la tranquillité publique ; si, contents de les chasser de département en département, les représentans du peuple ne faisaient tomber leurs têtes. Il entre dans des détails également fastidieux sur l'objet de la dénonciation de Barbaroux, et finit par demander un décret d'accusation contre Rolland, pour avoir décerné l'ordre arbitraire qu'il impute à ce ministre. Barbaroux répond à cette dénonciation par un décret du corps législatif qui permet aux ministres de faire arrêter, de leur autorité privée, les personnes suspectes de tremper dans la fabrication des faux assignats. Après deux heures de débats tumultueux, l'assemblée renvoie la dénonciation ou comité du sûreté générale. Elle aurait pu en moins de temps, décréter le bonheur de plusieurs millions d'hommes (1).

25 Octobre. Encore une dénonciation provoquée par la licence que l'assemblée permet aux détracteurs de la ville

(1) Il me tombe, dans ce moment, entre les mains, une brochure d'Anacharsis Gloats, intitulée : *ni Marat, ni Rolland*. A deux ou trois idées près, peut-être, qui m'ont paru manquer de justesse, cette production, écrite d'un style piquant et original, est pleine de goût et de philosophie. Anacharsis trace avec tant de vérité la nullité ridicule de quelques hommes qui ont enrayé le char de la révolution, que je me reprocherais le ton sérieux avec lequel je les ai quelquefois attaqués, si je ne me rappelais une maxime que j'ai déjà appliquée à La Fayette ; c'est que s'il faut du génie pour faire le bien public, il ne faut que des vices et de l'astuce pour l'empêcher. Au reste, je m'unis à lui pour crier : *Vive la liberté universelle*.

de Paris. Un membre de la section de la Halle au drap, nommé Boucher, dénonce un propos du président, tenu, dit-il en pleine assemblée ; il consiste à avoir dit que ceux qui ne voulaient pas voter à haute voix, pour l'élection du maire, étaient maîtres de s'en aller, et l'assemblée, au lieu de témoigner son mépris pour son inertie, en renvoie l'examen au comité général.

On lit une adresse des administrateurs de Lisieux, qui goûtent beaucoup le projet de la force armée, et les principes de ses auteurs. On avait lu auparavant une adresse de la société des amis de la liberté et de l'égalité d'Auxerre qui combattait ce système avec énergie. On demande l'impression de l'une et de l'autre, mais Barbaroux s'y oppose.

Barbaroux dénonce la commune de Paris, pour avoir envoyé aux autres municipalités la pétition présentée à l'assemblée par les sections, contre le système de la garde prétorienne.

Je demande, dit un membre, que l'assemblée cesse de s'agiter pour deux Domquichottes tels que Barbaroux et Marat.

La convention rend un décret qui permet à Barbaroux de continuer. Il explique comment la municipalité de Paris est criminelle, pour avoir voulu envoyer un écrit aux autres municipalités de la république.

Buzot développe cette opinion avec une nouvelle véhémence. Saint-André justifie la démarche de la municipalité avec beaucoup de succès par les premiers principes du bon sens et de la liberté. Rouyer trouve que ce ne sont-là que de belles phrases. Barbaroux revient à la charge ; il de-

mande que l'arrêté de la municipalité soit cassé, et que ceux qui y ont concouru soient déclarés responsables des frais d'impression et d'envoi; après beaucoup de débats et de tumulte, cette proposition est adoptée.

Blaingilli, l'un des députés des Bouches-du-Rhône à l'Assemblée législative, et décrété d'accusation par elle, pour crime de trahison, envoie à la convention nationale un mémoire justificatif. Lacroix demande qu'elle renvoie cette affaire aux tribunaux. Un autre membre saisit cette occasion de pérorer contre le tribunal criminel, établi par une loi, pour juger les conspirateurs du 10 août, et qu'il accuse d'avoir rendu un jugement cruel. Il en demande la suppression sur-le-champ, et la motion est ajournée au lendemain. Ce tribunal renferme beaucoup de patriotes; il est révolutionnaire; il a été nommé par le peuple dans le temps de la ferveur du patriotisme; le jugement de la ci-devant reine est de sa compétence; il se disposait à instruire son procès; il tient dans ses mains le fil et les preuves de la conspiration. Comment ne serait-il pas coupable, illégitime, monstrueux même?

Thuriot se plaint de ce que les ministres de l'intérieur de la guerre n'ont pas rendu compte de l'infraction faite aux lois, par la translation des treize émigrés à Paris; et de ce qu'au mépris de la loi même, il en a été amené trente-trois autres que l'on donne pour des prisonniers Prussiens. Sur sa proposition, l'assemblée ordonne aux ministres d'en rendre compte.

La commune de Paris rend un compte sommaire de la situation de la Maison de Secours; une discussion, où l'esprit de prévention et d'animosité se fait sentir, est terminée

par un décret qui lui ordonne de présenter, sous trois jours, le compte de l'actif de cette maison. Kersaint trouve ce moment favorable pour attaquer, comme illégale, l'existence du conseil-général de la commune, né avec la révolution du 10 août. Il dit *que la convention n'est pas sûre d'être libre à Paris parce qu'il n'y a pas d'autorité légale*. Il dit que le peuple lui-même ne peut la défendre, parce qu'il n'est pas lui-même en sûreté, il dénonce toute la révolution en protestant de son attachement pour elle. I demande la cassation du conseil de la commune. Hébert, membre de la commune, répond avec autant de raison que de fermeté. Il rappelle, avec une juste fierté, les services et le dévouement de la commune, et impute hautement les calomnies dont elle est l'objet au dessein formé par quelques membres de déterminer la convention à quitter Paris.

La convention passe à l'ordre du jour.

David présente des idées sur la manière de consacrer, par des monumens dignes de la liberté, le courage héroïque des citoyens et de la garnison de Thionville, et toutes les grandes actions qui honorent le nom français. L'examen en est renvoyé, sur sa proposition, au comité d'instruction publique.

27 Octobre. Sur la proposition de Gensonné l'assemblée décrète, dans un mouvement d'enthousiasme, qu'aucun de ses membres ne pourra être nommé à aucune fonction publique dans les six ans qui suivront la fin de sa session.

Quand le calme fut rétabli, Garan s'éleva contre cette mesure qui lui parut aussi contraire à la souveraineté du

peuple, aussi dangereuse que précipitée, et demanda le rapport du décret.

Billaud de Varenne, Mathieu, Maill, Rafron défendent le décret avec chaleur, ils proposent même de supprimer toutes les exceptions par lesquelles la motion de Gensonné en limitait les effets. Maill demande, qu'à l'exemple de Lycurgue les législateurs français renoncent à tout emploi public pour toute leur vie. Rafron voulait qu'on ajoutât que la convention terminerait ses travaux dans un an.

Barrère eut le courage de lutter contre l'enthousiasme universel. Il prétend que les motifs qui déterminèrent l'Assemblée constituante à adopter la même proposition, faite par Robespierre, ne peuvent s'appliquer aux circonstances actuelles. Il ne trouve dans le décret rendu aucun sacrifice réel pour les ambitieux intrigans. Il n'y voit qu'une exhérédation politique pour les citoyens purs et désintéressés, et un aliment pour les factieux

Ce discours semblait ramener les opinions à équilibre ; Chabot le rompit en faveur de la motion déjà adoptée. Il prédit que ce décret ne va laisser à tous les membre de la convention d'autre soin que celui de la chose publique, et qu'il tuera sans retour l'intrigue, l'ambition et l'égoïsme. Il achève d'entraîner l'Assemblée par la crainte de paraître inconséquente, et déterminée par l'intérêt personnel.

Reubell s'efforce en vain de combattre cette opinion. On ferme la discussion et le décret est rendu définitivement en ces termes :

« La convention nationale décrète qu'aucun de ses membres ne pourra accepter ni remplir aucune fonction

dans un seul jour sous la dernière législature. La loi-Buzot est ajournée.

Dimanche 28 octobre. Reubell demande le rapport du décret qui exclut les membres de la convention de tout emploi public pendant six ans après la constitution établie. La convention ajourne cette motion au lendemain.

Le tribunal criminel du 17 août revient présenter sa réponse aux calomnies dont il avait été l'objet. Il est entendu. Le président lui adresse une réponse équivoque et partielle. Tallien demande l'impression du mémoire justificatif; Lanjuinais s'y oppose. L'assemblée passe à l'ordre du jour.

Des citoyens présentent une pétition en faveur du peuple de Lorient, poursuivi par le tribunal criminel du département, pour le meutre de Gérard, qui avait embarqué, sous fausse déclaration, 48 caisses de fusils, au mois de septembre dernier, au moment où les armées de la Prusse et de l'Autriche envahissaient le territoire de la république. Le président Guadet leur répond par les lieux communs rebattu contre les agitateurs, auquel il impute cet événement. Peu de jours après la convention vengea le peuple de Lorient, en interdisant toutes poursuites pour cette affaire, qu'elle regarde comme liée à la dernière révolution.

L'ancienne municipalité constitutionnelle à qui le peuple avait ordonné de céder la place au conseil-général du 10 août est introduite à la barre pour l'insulter, et pour faire son propre éloge. Trois orateurs de la même députation parlèrent successivement pour réciter les rôles qui leur avaient été distribués.

La séance du dimanche paraît, depuis quelque temps, consacrée à ce genre de drames.

Rolland dénonce les sans culottes de Lyon. Il y a aussi des agitateurs à Lyon ; *il faut*, dit le ministre, *que la convention nomme des commissaires, pris dans son sein, pour les mettre à la raison, qui y resteront jusqu'après la nomination de la nouvelle municipalité*. Il paraît qu'indépendamment du projet général d'enchaîner la sans-culotterie de France, le but de cette dénonciation était de composer la nouvelle municipalité au gré du parti Rolland ; Vitet, député de Lyon, en l'appuyant vivement, demande que la municipalité soit renouvelée avant les autres corps administratifs ; et Vitet est adjoint aux commissaires nommés pour l'expédition de Lyon.

Un capitaine du bataillon de Mayenne et Loire rend compte de la conduite héroïque que ces généreux citoyens ont tenu à Verdun ; dénonce avec énergie les traîtres qui ont livré cette ville, et fait un éloge touchant du magnanime Beaurepaire.

29 Octobre. Reubell reproduit sa motion ajournée, de rapporter le décret qui concerne les membres de la convention.

Il la développe avec énergie ; Jean de Brie la combat éloquemment. La discussion est interrompue par l'apparition du ministre Rolland. Il tient un long mémoire à la main ; il débute : « si ma poitrine était aussi forte que mon courage est grand, je lirais moi-même ce mémoire. Mais comme il n'en n'est point ainsi, je pris un de Messieurs les secrétaires de le lire. »

Un secrétaire le lit. C'est le résumé de toutes les dénon-

ciations précédentes du ministre contre les sections de Paris, contre la municipalité de Paris contre le département de Paris, contre l'Assemblée électorale de Paris, contre les députés de Paris, contre la force armée de Paris, contre le commandant de la garde nationale de Paris; c'est un roman diffamatoire contre Paris, sous le nom de tableau de la situation de Paris. Le refrain est la nécessité d'une garde prétorienne. L'honnête ministre joint au mémoire une certaine lettre énigmatique écrite par un homme taré, attaché à l'ancienne police, à un tiers qui l'avait adressé à Rolland, destinée à prouver que lui, Rolland, était dévoué à la proscription. Une partie de l'assemblée demande à grand cris l'impression du discours et l'envoi aux quatre-vingt-trois départemens.

Robespierre s'écrie qu'il est temps d'arrêter enfin un système de calomnie dont le ministre Rolland est un des principaux artisans, et dont le but est de favoriser les projets d'une coalition qui cherche à démembrer la république. La coalition déploie toutes ses ressources pour étouffer sa voix..... Il somme tous les complices de la diffamation de monter à la tribune pour articuler des faits précis. Louvet se présente, et tire de sa poche un discours volumineux; il parle deux heures contre les jacobins, contre la commune, contre toutes les autorités constituées de Paris, contre la députation de ce département, et surtout contre Robespierre qu'il accuse formellement d'avoir aspiré à la dictature. Robespierre demande qu'il lui soit fixé un jour pour répondre. L'assemblée ajourne la discussion au lundi suivant.

30 Octobre. Merlin demande la suspension du décret qui ordonnait que les maisons des habitans de Longwi

seraient rasées. Il prétend qu'il serait plus sage d'en faire présent aux citoyens de Lille, dont les habitations ont été foudroyées. La convention suspend l'exécution du décret, et renvoie au comité de secours le reste de la proposition.

Fabre de l'Hérault fait un rapport où il rend compte des troubles alarmans que la disette des blés, dans les marchés, cause dans plusieurs départemens, tels que ceux de Seine-et-Oise, de l'Aisne et de la Somme. Sur sa proposition l'assemblée nomme des commissaires pour les apaiser.

Rolland écrit à l'assemblée, qu'il a fait arrêter à la poste des paquets expédiés par la municipalité de Paris, sous le contre-seing du maire, et qui renferment des exemplaires de l'adresse présentée à la convention nationale par les sections, sur le projet de la force armée proposé par Buzot.

Chabot et Cambon s'élèvent contre cette violation criminelle de la foi publique et du secret des lettres.

Dans tout cela, un membre n'aperçoit que l'occasion d'ôter le contre-seing au maire de Paris; et sur sa motion l'assemblée le supprime incidemment.

Lindon s'attache à déclamer contre l'adresse des sections qu'il appelle avec dignité *une ordure*.

Roux de la Haute-Marne déclare les réclamations de Chabot et de Cambon *insidieuses, et tendantes à altérer la confiance de la nation dans la vertu*, c'est-à-dire, dans la personne de Rolland.

Larivière, surpassant en courage le préopinant, ne voit dans l'acte du ministre qu'un service rendu à la patrie; dans l'adresse des sections, qu'un délit; dans les observa-

tions de Chabot et de Cambon, que les scrupules d'un patriotisme trop timide.

Barrière réduit la question au point de savoir comment le ministre a su ce que contenait les paquets, sans soupçonner que l'arrestation arbitraire d'un écrit à la poste puisse être une démarche dangereuse ou coupable. Au surplus, il trouve que la municipalité devrait être suspendue ; et, de ce qu'elle a été créée dans la nuit du 6 au 10 août, il conclut formellement qu'elle est née de l'anarchie. Il demande que le ministre vienne s'expliquer sur l'envoi de l'adresse.

Buzot demande que la convention, en vertu de sa toute-puissance, décrète elle-même la suspension de cet envoi. Il déclare que le délit dont la municipalité est atteinte et convaincue, est un véritable vol, puisqu'elle s'est servie du contre-seing du maire ; il affirme, au surplus, que le ministre n'a fait que remplir un devoir sacré.

Tureau s'indigne de cette morale, et demande que la convention répare l'atteinte que le ministre a portée aux lois. Mais Pétion appuie la proposition de Barrère ; l'assemblée adopte.

Sur un rapport fait par Lacaze, au nom du comité de commerce et d'agriculture, et contre l'avis de Ducos, l'assemblée prohibe l'exportation de toute viande salée, hors de la république.

Buzot reproduit son projet de la commission extraordinaire des Neuf, sur les provocations au meurtre et au trouble.

Bailloul ne le trouve point assez arbitraire, ni assez néronien. Il propose la loi suivante :

Celui qui, par des affiches, des imprimés ou de vive voix *donnera à entendre* qu'il y a des citoyens qu'il faut immoler à la vengeance du peuple, *sans désignation de personnes*, sera condamné à deux ans fers ; « celui qui provoquerait à la désobéissance aux lois et prêcherait l'insurrection contre les fonctionnaires publics, en les désignant comme traîtres, sera arrêté sur-le-champ et dénoncé à un officier de police... » Des cris d'indignation arrêtent l'orateur.

Ducos demande le renvoi de cette motion au grand inquisiteur. Je demande, s'écrie Billaud, l'envoi de ce discours aux quatre-vingt-trois départemens, afin que la république entière connaisse les atrocités qu'on lui prépare, et le projet former de museler le peuple pour l'asservir.

Lepelletier discute les principes avec autant de sagacité que d'énergie. Il prouve qu'une loi de cette nature est impossible, à moins qu'on ne veuille renoncer à la liberté de la presse et à la liberté publique. Il atteste Buzot lui-même, qui, dans l'Assemblée constituante se montra l'un des plus zélés défenseurs de ces principes. Danton s'écrie : « La liberté de la presse où la mort. » Et la vérité, dans la bouche de ces deux orateurs, est applaudie avec transport du public et d'une partie de l'assemblée.

Valassé défend le projet Buzot... La discussion est interrompue par l'arrivée de Rolland, qui vient s'expliquer sur l'arrestation des paquets envoyés par la municipalité de Paris.

Il déclare qu'il a été instruit de ce que contenaient ces paquets par un des agens qui avaient été employés à leur

confection ; qu'il les a arrêtés parce qu'il a jugé que la publicité de la pétition qu'ils renfermaient était dangereuse.

Merlin de Thionville réclame les principes de la foi publique et de la sûreté de la correspondance violés ; il développe les inconvéniens d'un exemple si dangereux. Il est interrompu par les ris et par les murmures d'une partie de l'assemblée. Il interpelle le président, au nom de la nation, de faire respecter la liberté des suffrages, dans la personne de ses représentans ; les ris et les murmures recommencent, dans le même lieu ; d'autres membres s'élèvent contre ce scandale ; l'assemblée est livrée à la plus grande agitation. Puisqu'il ne m'est pas possible de me faire entendre, dit l'orateur, je laisse à ceux qui m'interrompent la liberté de venger Louis XVI et l'infâme Antoinette, en outrageant chaque jour ceux qui les ont conduits au Temple, et il se tait.

Barrère reproduit la proposition de suspendre sur-le-champ le conseil-général de la commune de Paris, et trouve le ministre Rolland absolument irréprochable.

Barbaroux vote pour la cassation du conseil-général, et demande à être entendu pour ajouter à cet acte de sévérité des mesures encore plus fortes. Une partie de l'assemblée ne veut pas qu'on sorte de la question et refuse de l'entendre.

Garnier veut prouver que l'acte du ministre doit être improuvé. Le président veut donner la parole à Barbaroux. Tureau s'écrie, il n'est donc permis ici que de parler des vertus du ministre, et jamais de ses torts. Je demande à prouver qu'il est coupable. Barbaroux insiste pour parler. Une partie de l'assemblée veut l'entendre, l'autre veut

qu'on s'occupe de la question des paquets arrêtés. Le tumulte redouble; le président se couvre. Il fait inscrire Merlin au procès-verbal pour avoir interrompu Barbaroux. Garnier reprend la parole; il est interrompu. Le président met aux voix, dans le plus grand tumulte, la question de passer à l'ordre du jour sur la conduite du ministre; et il décrète, à l'insu d'une grande partie de l'assemblée, que la convention nationale a passé à l'ordre du jour sur cet objet; et donne la parole à Barbaroux.

Barbaroux annonce qu'il va proposer des mesures salu-
taires à la république; et il lit un discours qui n'est qu'une
accusation contre la commune de Paris et contre Robes-
pierre, si ressemblante à celle de Louvet, qu'un grand
nombre de membres se levèrent pour observer qu'il avait
déjà été débité par ce dernier, et que la réponse était
ajournée à lundi. Le président ne put même se dispenser
de le rappeler à la question. Il n'en continua pas moins
sa diatribe, qu'il termina par les projets de décrets suivans :

Premier projet.

ART. 1^{er}. La convention nationale décrète qu'elle reste
à Paris.

2. Lorsque la représentation nationale aura été avilie
dans la ville où le corps législatif tient ses séances, cette
ville perdra le droit de posséder le corps législatif et tous
les établissemens qui en dépendent.

3. Le présent décret sera renvoyé sur-le-champ à la
sanction du peuple.

Second projet.

La convention nationale décrète que les bataillons fédérés, les dragons de de la république, les gendarmes nationaux et autres corps de troupes de lignes et de volontaires qui se trouvent soit dans Paris, soit dans le voisinage, feront, concurremment avec la garde nationale de Paris, le service de la convention et de tous les établissemens publics.

Troisième projet.

La convention nationale, en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés par le peuple, se constitue en cours de justice pour le jugement des conspirateurs.

Quatrième projet.

ART. 1^{er}. La convention nationale casse la municipalité et le conseil-général de la commune de Paris, et ordonne que le directoire du département nommera des commissaires pris parmi les administrateurs pour exercer provisoirement les fonctions municipales.

2. Les sections de Paris cesseront dès aujourd'hui d'être permanentes.

Lacroix rappelle la discussion à ce qui concerne la municipalité de Paris qui avait envoyé l'adresse arrêtée par Rolland. Il demande que le conseil-général de la commune soit mandé demain pour rendre compte de cette démarche, et que les commissaires soient nommés pour vérifier les paquets à la poste. Lanjuinais et Barère veulent absolument qu'il soit suspendu à l'instant même.

Pétion appuie la motion de Lacroix, et demande l'ajournement de la loi Barbaroux.

Cambon, oubliant les principes qu'il avait d'abord défendus, se prête d'abord à ce changement de la véritable question, et propose pour amendement, que les membres du conseil-général soient mandés comme individus. Le président se hâte de mettre cette proposition aux voix dans le tumulte et annonce qu'elle est décrétée. Une grande partie de l'assemblée réclame.

Camus réclame par un motif opposé. Il ne trouve pas la proposition décrétée assez injurieuse à la commune, et demande une mesure plus rigoureuse. L'assemblée lui interdit la parole par un décret.

Enfin sur la proposition de Lacroix, elle décrète que dix membres du conseil-général de la commune se rendront demain à la barre pour répondre s'il a donné ou non des ordres d'envoyer dans les départemens l'adresse présentée à l'Assemblée nationale, au nom des sections de Paris; et que le ministre de l'intérieur enverra des commissaires à la poste pour ouvrir et vérifier les paquets en question, avec des commissaires de la commune.

Ainsi fut terminée cette scandaleuse délibération, où, à la honte de la raison humaine, les représentans d'un grand peuple oublièrent la faute d'un ministre violateur des droits les plus sacrés des citoyens, pour faire le procès à la démarche légitime des magistrats du peuple, qui étaient les objets de cet acte tyrannique, où les principes de la justice et de la liberté furent foulés aux pieds jusque dans le sanctuaire des lois, par la prévention aveugle et par l'intrigue qui la guidait.

RÉPONSE

DE

MAXIMILIEN ROBESPIERRE

À

JÉRÔME PÉTION.

Pétion et Robespierre avaient été étroitement unis lorsqu'ils siégeaient l'un et l'autre sur les bancs de l'Assemblée constituante ; cette amitié cessa dès que le premier eût abandonné la ligne politique qu'il avait suivie jusqu'alors pour s'associer à la coterie girondine. Pétion, non content de désertir la cause du peuple, et de renier ses principes, adopta un système de calomnies et de diffamations contre tous les démocrates qui luttèrent avec constance et intrépidité pour le triomphe de l'égalité ; Robespierre, qui fut particulièrement l'objet de ses attaques, lui adressa la foudroyante réponse que voici :

Quelle est, mon cher Pétion, l'instabilité des choses humaines, puisque vous, naguère, mon frère d'armes et en même temps le plus paisible de tous les hommes, vous déclarez subitement le plus ardent de mes accusateurs ? Ne croyez pas, à ce début, que je veuille ici m'occuper ni de vous ni de moi. Nous sommes l'un et l'autre deux atômes perdus dans l'immensité du monde moral et politique. Ce n'est point à vos inculpations que je veux répondre ; on m'accuse d'avoir déjà montré trop de condescendance en ce genre ; c'est à votre doctrine politique actuelle. Il serait déjà un peu tard, peut-être, pour refuter

vosre discours : mais il est toujours temps de défendre la vérité et les principes. Nos querelles sont d'un jour : les principes sont de tous les temps.

Ce n'est qu'à cette condition , mon cher Pétion , que je puis consentir à ramasser le gantelet que vous m'avez jeté. Vous reconnaitrez même, dans ma manière de combattre, ou l'amitié ou l'ancien faible que je montrai pour vous. Si dans ce genre d'escrime , tout-à-fait philanthropique, vous étiez exposé à quelque légère blessure , elle n'atteindrait que votre amour-propre ; et vous m'avez rassuré d'avance là-dessus en protestant vous-même qu'il était nul. D'ailleurs, le droit de censure est réciproque ; il est la sauvegarde de la liberté ; et vous aimez tant les principes que vous trouverez plus de plaisir , j'en suis sûr , à en être vous-même l'objet , que vous n'en avez éprouvé à l'exercer contre moi.

L'un des plus puissans motifs qui m'engagent à entrer dans la lice avec vous ; je ne vous le dissimulerai pas, c'est le désir de voir transmettre fidèlement à la postérité des actions héroïques qui honorent le peuple français et l'espèce humaine que vous avez défigurées, sans doute, faute de les connaître. Je rappellerai ce que six cent mille hommes connaissent ; et je ne paraîtrai point suspect ; j'ai été presque aussi étranger que vous aux glorieux événemens de notre dernière révolution ; il ne nous reste à tous deux que le plaisir de savoir qu'à cette mémorable époque la patrie a eu beaucoup de défenseurs plus utiles que nous.

D'abord, vous ne parlez pas, ce me semble, de la révolution qui a brisé nos fers, avec le respect qu'elle mérite. Quelle est cette aigreur , avec laquelle vous vous exprimez

sur toutes les choses et sur tous les hommes qui ont quelque rapport avec elle ?

Quand vous dites qu'elle est due d'abord à ceux qui l'ont préparée, il est évident que vous voulez désigner par-là ceux qui ne l'ont point faite. Et si c'est vous que vous avez particulièrement en vue, vous devez partager ce mérite avec tous ceux qui ont défendu la cause de la liberté. Vous voulez bien en céder quelque portion aux fédérés, à qui vous n'avez jamais cessé de recommander l'inaction ; à qui vous ne vous mettiez nullement en peine de procurer les moyens de rester à Paris ; à leur directoire secret dont vous ne parliez qu'avec inquiétude et avec défiance, composé d'hommes que vous et les vôtres rangez aujourd'hui dans la catégorie des agitateurs. Connaissiez-vous ce membre de l'assemblée législative qui, le 6 août disait à un de ses amis : « Si le peuple craint ou balance, brûlez-moi la cervelle avec ce pistolet, et qu'on traîne mon cadavre dans Paris, afin que la vengeance le mène à la liberté ? » Voilà l'un des hommes que vos amis ne cessent de diffamer.

Mais pourquoi ne rendez-vous pas justice d'aussi bonne grâce, aux citoyens de Paris ?

Pourquoi, au nombre de ceux qui ont préparé la révolution, ne rangez-vous pas aux moins les sections de Paris, tant calomniées, depuis ce temps-là, par les mêmes personnes ? Au lieu de seconder leurs pernicioeux desseins que ne rappelez-vous aux départemens abusés par leurs impostures, que, depuis plus d'un mois, elles s'étaient elles mêmes déclarées permanentes ; qu'elles avaient signalé leur utile activité par des arrêtés immortels, infaillibles

précurseurs de la révolution ? Que ne disiez-vous que ce sont elles qui discutèrent solennellement la nécessité de la sainte insurrection, qui rallièrent tous les soldats de la liberté, et qui, dans la nuit du 9 août, donnèrent enfin le signal du combat contre une cour rebelle et conspiratrice ? Ne voyez-vous pas que cette conduite politique et courageuse était absolument nécessaire pour réunir et diriger la force populaire, contre l'armée anti-révolutionnaire, que les tyrans avaient rassemblée dans Paris.

Ce n'était point assez ; il fallait créer une autorité centrale pour remplacer celles qui avaient perdu la confiance du peuple. Cette autorité ne pouvait pas être le département, ouvertement vendu à la cour ; ce ne pouvait pas être votre ancienne municipalité qui venait de refuser aux citoyens la suppression des bustes de La Fayette et de Bailli, où les plus zélés mandataires du peuple avaient été insultés impunément par des satellites et parleurs collègues même, sous votre présidence et sous vos yeux. Vous pouviez donc louer encore la sagesse des sections qui nommèrent des commissaires pour remplacer l'ancien conseil-général de la commune, et qui les revêtirent de *pleins pouvoirs* pour sauver la commune de Paris et la France. Par quelle fatalité, mon cher Pétion, ce nouveau conseil-général est-il le principal objet du discours diffamatoire qui nous occupe en ce moment ? Il vous était échappé un aveu important par forme de correctif à vos inculpations. « Ces commissaires *néanmoins*, dites-vous, concurent une grande idée, et prirent une mesure hardie, en s'emparant de tous les pouvoirs municipaux, en se mettant à la place du conseil-général dont ils redoutaient la faiblesse ou la corruption ;

ils exposèrent courageusement leur vie dans le cas où le succès ne justifierait pas l'entreprise. » Qu'était cette entreprise ? la ruine de la tyrannie ; ils se sont donc dévoués pour la liberté. Ajoutez , si vous voulez , que , dans les premiers jours de septembre ils ont ébranlé Paris et la France pour écraser les armées du despotisme ; et vous serez forcé d'avouer qu'ils ont deux fois sauvé la patrie. Et c'est pour vous joindre à leurs détracteurs que vous prenez la plume ! Où il y a des actions sublimes à admirer , quelle est cette manie de chercher quelques défauts à censurer ? Qu'une nation soit ingrate , elle en a en quelque sorte le droit. Les citoyens doivent tout à la patrie ; et la patrie ne doit rien aux citoyens ; du moins c'est à eux de lui pardonner ses injustices : mais vous citoyen , de quel droit parlez-vous des destructeurs de la tyrannie , comme les tyrans eux-mêmes ? Vous allez jusqu'à vouloir leur ravir le mérite des services que vous venez de reconnaître , en disant que *la révolution du 10 août se serait faite sans eux*. Manière étrange d'apprécier ceux qui y ont plus puissamment contribué ! Si vous aviez été à la maison commune , vous auriez su qu'elle était le centre de ralliement du peuple ; que c'était avec les nouveaux magistrats que correspondaient à chaque instant les défenseurs de la liberté ; vous auriez su ce qu'ils ont fait pour procurer aux fédérés et aux citoyens des munitions et des armes , et pour étouffer la conjuration de la cour. Vous auriez vu le courage calme et paisible avec lequel ils firent , entre autres , un acte décisif dans cette crise redoutable. Je parle de la trahison du commandant de la garde nationale qui , de concert avec les conspirateurs des Tuileries , avait donné

ordre aux commandans de la réserve de laisser avancer le peuple et de le fusiller par derrière en même temps que les canons du château le sillonnaient en tête. Le conseil-général découvrit ce complot au milieu de la nuit ; il appelle deux fois le commandant-général, qui ne vint qu'à la seconde réquisition ; on lui présente l'ordre fatal, signé de sa main, déposé encore aux archives de la commune ; le conseil-général fait arrêter le traître , et prend des mesures aussi promptes que vigoureuses pour déconcerter la trahison. Sans cela, c'en était fait de la liberté ; et vous ne daignez pas mettre cette circonstance au nombre de celles qui ont décidé la victoire en faveur du peuple ! Quels sont les grands crimes qui ont effacé à vos yeux ces services ?

Qui le croirait ? Vous reprochez au conseil-général de n'avoir pas abdiqué dès le lendemain du combat des Tuileries l'autorité que le peuple lui avait confiée, que l'Assemblée législative elle-même avait reconnue , pour rappeler les anciens municipaux, et par suite, l'ancien directoire. *Vous attribuez cette conduite à l'amour de la domination.*

Vous lui reprochez d'avoir prolongé le mouvement révolutionnaire au-delà du terme. Quel était ce mouvement ? Vous ne le dites pas : il est probable que ce terme est le moment où ils devaient abdiquer. De manière que, selon vous, le mouvement révolutionnaire devait être de vingt-quatre heures précises ; vous mesurez les révolutions politiques comme celle du soleil. Mais puisque vous vous sentiez pourvu de cette sagesse infinie, qui soumet à des lois certaines les phénomènes les plus irréguliers de la nature morale, que ne disiez-vous au peuple, comme l'Éternel disait à l'Océan « tu viendras jusqu'ici , et tu

briseras tes flots irrités. » Que ne veniez-vous créer, en un jour, un nouveau monde politique, comme le créateur fit l'univers en trois jours. Vous ne parûtes à la commune que le troisième jours après la journée des Tuileries. Vous vîntes pour nous annoncer que le comité des vingt-un de l'Assemblée législative voulait légaliser la révolution, et *confirmer toutes les opérations de la commune*. C'en'était que le préambule par lequel vous nous annonciez que le comité des vingt-un de l'Assemblée législative tenait un rapport tout prêt pour rappeler l'ancienne municipalité. Cette idée, dans laquelle vous paraissiez vous complaire infiniment, fut rejetée unanimement par le conseil-général, comme le moyen infallible de renouer le fil des conspirations qu'il fallait rompres sans retour. Le même jour vous pérorâtes long-temps pour prouver qu'il ne fallait pas renfermer Louis XVI dans la tour du Temple, et que s'il ne logeait pas dans un hôtel magnifique la France entière se souleverait contre la commune ; votre opinion fut rejetée. Vous parûtes épouvanté ; vous parûtes croire que le conseil-général était dans le délire. Vous en parliez dans les termes les moins mesurés ; vous lui trouviez *un mauvais ton ; une mauvaise tournure*. Vous soupiriez sans cesse après le retour de votre municipalité mi-aristocratique. Vous crûtes le punir par votre absence ; vous teniez sans cesse conseil avec vos amis, soit au comité des vingt-un, soit chez vous, pour savoir comment vous viendriez à bout de l'anéantir. Vous ressembliez à Achille boudant contre les Grecs. Voyez comme tous les reproches que vous lui adressez sentent la passion, et combien ils sont, je ne dis pas injustes, mais puériles. Vous étiez effrayé, dites-vous, du désordre, du bruit, de l'esprit qui dominait

dans l'assemblée. L'esprit qui animait les défenseurs de la liberté vous effrayait ! Vous parlez ici de la nécessité du silence, moins en homme d'état qu'en régent de collège. Vous vous étonnez de ce que le conseil-général ne s'occupait pas uniquement des affaires communales ; et de ce qu'il ressemblait à une assemblée politique. La liberté publique entraînait pour quelque chose dans ses délibérations , les 12 ou 13 août ! Il avait tort, sans doute, que ne s'occupait-il uniquement des boues et lanternes ! Le peuple l'avait-il nommé pour autre chose ? On y parlait de complots contre la liberté publique ! Quelle folie de croire aux complots ! Est-ce qu'il en a jamais existé ? Ou bien, était-il chargé de les étouffer ? On y dénonçait des citoyens. Ne suffisait-il pas d'avoir vaincu les soldats suisses, et perdu le 10 août un grand nombre de patriotes ? S'imaginer que les jours suivans devaient être employés à arrêter les conspirateurs ? dénoncer Montmorin , Depoix , Duport , Lamballe et tant d'autres honnêtes gens ! Il faut punir tous ces attentats. On les appelait à la barre. Il fallait au moins les aller trouver chez eux et leur faire une visite de corps. On les entendait publiquement. Il valait mieux les entendre secrètement. On les renvoyait absous, ou on les retenait. Il ne fallait ni les renvoyer ni les retenir. Les règles ordinaires avaient disparu. Qu'on les pendre, ces municipaux. Est-ce dans une révolution qu'il est permis de violer les règles ordinaires ? Vous ne dites pas qu'elles sont ces règles qui ont été violées. Mais il ne faut pas y regarder de si près avec des magistrats si coupables. Prendre quelques précautions pour faire tourner le combat des Tuileries au profit de la liberté générale , est-ce que cela les regardait ? Sage Pétion, la commune de

Paris avait levé l'étendard de l'insurrection au nom de la patrie, la cause de la commune était celle de la France entière.

L'effervescence des esprits était telle, qu'il était impossible retenir ce torrent ? Quels sont les ravages qu'a causés ce torrent des esprits en effervescence ? *Toutes les délibérations s'emportaient avec l'impétuosité de l'enthousiasme.* Hâtez-vous de sévir contre l'enthousiasme de la liberté. Ne vous informez pas même si ces délibérations étaient bonnes ou mauvaises. *Elles se succédaient avec une rapidité effrayante.* Vous êtes toujours effrayé : rassurez-vous ; quand les circonstances sont urgentes, et que tout le monde est animé du même esprit, la célérité des délibérations est un phénomène moins terrible que consolant. *Le jour, la nuit, le conseil-général était en séance.* Les scélérats ! qui consacraient les nuits et les jours à la chose publique !

Je ne voulus pas que mon nom fût attaché à une multitude d'actes aussi irréguliers, aussi contraires aux principes. Quels principes ? ce ne sont pas ceux qui ont détruit la tyrannie. Qu'en conclure, si ce n'est que votre sommeil en a été moins interrompu, et que la révolution est nulle faute d'avoir été sanctionnée par la signature de Jérôme Pétion.

Je sentis également combien il était sage et utile de ne pas approuver, de ne pas fortifier par ma présence, tout ce qui se passait. Précisément, le conseil-général était sans autorité ; c'était en vain que le peuple l'avait créé ; c'était en vain que le peuple l'approuvait ; vous lui refusiez votre approbation. Prenez-y garde, mon cher Pétion, ce langage ne tient-il pas un peu de la dictature ?

Ceux que mon aspect gênait, désiraient fortement que le

peuple crût que je présidais à ces opérations ; et que rien ne se faisait que de concert avec moi.. Qui sont ceux que votre présence gênait ? N'étiez-vous pas un bon citoyen ? Et les mandataires que le peuple, dans la nuit du 9 au 10 août, avait jugés dignes de se dévouer pour sa cause, valaient-ils moins que vous ? Le peuple leur avait-il défendu de remplir leur mission sans le consentement de Jérôme Pétion ? Croyez-vous que les citoyens, armés pour terrasser le despotisme, soient aussi idolâtres, aussi lâches, aussi stupides que vous le supposez ?

Je parus rarement ; si alors je me fusse prononcé fortement pour ou contre , j'occasionnais un déchirement qui eût pu avoir des suites fâcheuses ; en tout il est un point de maturité qu'il faut savoir saisir. Je vous crois fermement l'homme éminemment doué du don de saisir, en tout, le point de maturité. Cependant, que vous eussiez pris le parti de vous déclarer pour l'ancienne municipalité, éloignée par le vœu public, ou pour le nouveau conseil de la commune ; pour ou contre la révolution ; je doute beaucoup que vous eussiez jamais eu le malheur de causer un déchirement funeste.

Il faut convenir que cette manière de raisonner doit paraître bizarre ; mais votre imagination assez tranquille ordinairement, est tellement frappée sur tout ce qui touche à la dernière révolution, que vous voyez des monstres ou des crimes, où les autres n'aperçoivent que des événemens ordinaires ou des actions vertueuses. Aussi vous avouez ingénument que vous avez été scandalisé de ce que le conseil de la commune avait cru devoir prolonger la clôture des barrières vingt-quatre heures au-delà du moment où vous pro-

posiez de les ouvrir ; et parce que par hasard j'ai été de cet avis, vous parlez de ma proposition comme s'il était question de quelque éruption du Vésuve. Vous vous permettez beaucoup de déclamations ; vous tracez des portraits : mais vous ne présentez point de faits ; des raisons, bien moins encore. Vous vous apitoyez sur tous les traitres dont la liberté a été gênée ; vous n'êtes inexorable que pour les plus zélés patriotes.

Vous renouvez même les reproches faits par Louvet à la commune, d'avoir présenté des pétitions trop libres à l'Assemblée législative, mais d'une manière bien plus vague, plus insignifiante, et non moins hasardée. Je ne puis que vous renvoyer à ma réponse au discours de Louvet. Mais comment avez-vous pu aussi oublier tous les principes de la liberté, au point de soumettre à cette absurde et tardive inquisition des paroles prononcées dans les jours les plus orageux de la révolution ? Comment avez-vous pu oublier ce qu'étaient les droits du peuple ? Ce qui m'afflige surtout, c'est de vous voir altérer la fidélité de l'histoire pour transférer au fantôme d'une puissance constituée qui n'est plus, la gloire des grandes actions qui appartiennent au peuple. On ne peut louer, dans l'Assemblée législative, que des individus qui sont demeurés dignes de la confiance publique ; mais qui ignore que la majorité était lâche et corrompue ? qu'elle a divinisé La Fayette, absous tous les conspirateurs ; qu'elle était liguée avec la cour contre la nation ? Qui ignore qu'elle favorisait, autant qu'il était en elle, toutes les trahisons qui, sans l'insurrection du 10, livraient la France aux armées étrangères et aux fureurs de la tyrannie ? Qui ignore avec quelle bassesse

servile elle a reçu Louis XVI dans son sein, au moment où la victoire était encore incertaine entre la liberté et le despotisme? Qui ignore que, quand tous les partis se levèrent, par un mouvement subit, en saluant la nation, par un cri unanime, le tonnerre du peuple avait retenti à leurs oreilles? Qui ignore que c'est au bruit des canons et des cris de la victoire, et sur la pétition même du peuple triomphant qu'elle prêta serment à l'égalité, que lorsqu'elle abolit la distinction des citoyens actifs ou passifs; les sections permanentes les avaient déjà tous admis indistinctement dans leur sein; que le peuple renversait les statues des rois, quand l'assemblée décréta qu'elles seraient renversées; que le peuple était maître de la destinée du roi, quand elle déclara qu'il était suspendu; que le peuple était maître de son sort, et avait repris l'exercice de ses droits, quand, sur sa demande formelle, elle convoqua la convention nationale; que le peuple enfin était abandonné ou trahi par tous ses délégués, lorsqu'il a été obligé de se sauver lui-même. Que signifie donc *ce grand caractère du corps législatif qui a sauvé l'empire*, et ce reproche indirect fait à la ville de Paris, d'avoir gêné la liberté de l'assemblée, lorsqu'il est évident que tous les décrets que vous célébrez sont le fruit des circonstances impérieuses où le peuple l'avait placée; par l'insurrection du 10 août? de quel droit faites-vous un crime à la commune de Paris de quelques pétitions commandées par l'intérêt public, adoptées presque sans exceptions par l'assemblée même, qui alliaient au langage des hommes libres les règles des convenances et le respect pour l'ombre même de la représentation expirante?

Ce n'était point *la commune qui rivalisait avec l'assemblée* ; c'étaient quelques membres de l'assemblée, vos mentors, qui voulaient détruire la commune ; qui, dès le lendemain du 10 août, ralliaient déjà tous les ennemis de la révolution, qui calomniaient dès ce moment le peuple de Paris dans tous les départemens, qui cherchaient sans cesse à dormir, ou à égarer le corps législatif pour en faire l'instrument de leur misérables intrigues. Quinze jours après, quand les Prussiens s'avançaient vers Paris ; quand la commune, au bruit du tocsin et du canon d'alarme, rassembloit au Champ-de-Mars les innombrables citoyens de cette grande cité, que faisait Brissot et consors ? Ils cabalaient ; ils mentaient. Que faisait Roland ? il affichait contre les Parisiens ; il voulait fuir avec le conseil exécutif, avec le roi, avec l'assemblée. Flagonner ceux qui ont mis le peuple en danger, diffamer ceux qui l'ont servi ; qu'est-ce autre chose, que trahir doublement sa cause ?

Ici, je l'avoue, vous me causez un grand embarras. Comment se fait-il, me dira-t-on, qu'un personnage aussi recommandable dans la République, que Jérôme Pétion ait pu raisonner et écrire de cette manière ? Je crois cependant pouvoir expliquer ce phénomène ; et c'est vous-même qui m'en donnerez les moyens.

Le maire de Paris, dites-vous dans votre discours, en parlant de cette désastreuse époque du 10 août, *n'était plus un centre d'unité. J'avais été conservé dans ma place ; mais elle n'était plus qu'un vain titre. Je parus rarement à la commune. Je n'étais instruit de rien.* Voilà le fait, vous n'y étiez pas. Vous fûtes le Crillon de la dernière révolution. Mais il faut dire la vérité toute entière : elle éton-

nera d'abord ceux qui, loin du lieu de la scène, apprennent l'histoire de France, dans les brochures de Roland, ou dans les feuilles de Rœderer, de Gorsas et autres écrivains de cette trempe. Mais vous ne nierez pas les faits publics que je vais rapporter. Vous conviendrez ingénument que vous avez fait tout ce qui était en votre pouvoir, pour empêcher la révolution du 10 août. Ce n'est pas que vous fussiez ennemi de la liberté, à beaucoup près : mais d'abord, vous êtes né bon, et vous ne pouviez croire aux conspirations de la cour dont nous étions enlacés. Vous sembliez sourire de pitié, à ceux qui vous en parlaient ; de manière que vous vous séparâtes des patriotes du comité de police, qui y croyaient, et qu'ils furent obligés de se passer de votre signature, pour donner les ordres de distribuer des munitions aux fédérés.

Vous aviez déjà fait avorter plusieurs fois l'insurrection commencée, en courant dans les sections et dans les faubourgs, prêcher l'ordre et la tranquillité. Vous aviez enchaîné le courage du peuple et des fédérés. Rien n'était plus dangereux que des tentatives de ce genre, abandonnées ; elles livraient le peuple au glaive de la tyrannie. Cependant le péril devenait plus pressant, et les preuves du complot tramé par la cour, pour égorger les patriotes, étaient partout. Le directoire révolutionnaire des citoyens fédéré avait marqué la nuit du 9 au 10 août, pour l'étoffer. Votre prudence ordinaire vous porta à déployer tous vos moyens, pour vous y opposer. Vous parliez à toute la terre de la nécessité de rester calme et paisible. Le 7 août, je vis entrer chez moi le maire de Paris ; c'était la première fois que je recevais cet honneur, quoique j'eusse été étroi-

tement lié avec vous. Je conclus qu'un grand motif vous amène ; vous m'entretenez pendant une heure entière des dangers de l'insurrection. Je n'avais aucune influence particulière sur les événemens : mais comme je fréquentais assez souvent la société des amis de la constitution, où se rendaient habituellement les membres du directoire des fédérés, vous me pressâtes vivement de prêcher votre doctrine dans cette société. Vous me disiez qu'il fallait différer la résistance à l'oppression, jusqu'à ce que l'Assemblée nationale eût prononcé la déchéance du roi : mais qu'il fallait en même temps lui laisser le loisir de discuter cette grande question avec toute la lenteur possible. Vous ne pouviez pourtant pas vous porter caution, que la cour ajournerait le projet de nous égorger, aussi longtemps qu'il plairait à l'Assemblée nationale d'ajourner la déchéance ; et tout le monde savait que le parti royaliste dominait alors dans l'assemblée législative ; et votre Brissot lui-même et ses amis avaient prononcé sur cette question de longs discours, dont l'unique objet était de prouver qu'il fallait en reculer, et reculer sans cesse la décision. Vous savez même quelle défaveur publique avait encouru leur conduite équivoque ; on n'y voyait que le projet d'effrayer la cour par la crainte d'une insurrection, pour la forcer à reprendre des ministres de leurs choix. J'aurais pu faire moi-même ces rapprochemens : mais telle était encore ma confiance en vous, et, s'il faut le dire, les sentimens d'amitié que réveillaient dans mon cœur votre démarche inattendue, que je vous crus jusqu'à un certain point ; mais le peuple et les fédérés ne vous crurent point ; et tout se préparait à l'insurrection. Vos conseils continuèrent de vous lancer

dans le même sens ; et dans la nuit même du 9 au 10 août, au moment où les sections étaient prêtes à marcher, elles reçurent de votre part une lettre circulaire et pressante, où vous les conjuriez de demeurer tranquilles. Quel moment pour donner ce conseil ! Quelques-unes paraissaient disposées à le suivre ; elles se consultaient réciproquement sur cet objet. La section du Théâtre Français, où résidait le bataillon de Marscille, avait acquis un grand ascendant par l'énergie qu'elle avait toujours déployée. Danton, qui la présidait, repoussa votre missive, avec l'énergie qu'il a toujours montrée dans les grands dangers de la patrie ; le tocsin sonna de toutes parts. Mais tous les hommes qui allaient se dévouer pour la cause de la liberté, avaient déjà senti que leurs efforts étaient inutiles, si M. le maire venait, selon son usage, se jeter à la traverse, pour ralentir et diviser l'action de la force populaire. Citoyens de Paris et fédérés, tous s'étaient accordés sur la nécessité d'une mesure préliminaire, infiniment sage, dont vous ne parlez pas, qui avait pour objet de vous mettre dans l'impuissance de recommencer vos courses et vos prédications pacifiques ; et vous fûtes consigné, par ordre du peuple, dans votre maison, sous le prétexte honorable de veiller à la conservation de vos jours. Vous devez vous rappeler que le lendemain 11 ou 12 août, quand la victoire fut remportée, Brissot et Guadet, désespérés de la tournure que prenaient les affaires, exhalèrent hautement leur colère, à votre table, en présence de plusieurs témoins ; ils vous réprimandèrent ouvertement sur la facilité avec laquelle vous aviez déféré au vœu populaire ; le premier poussa même la familiarité jusqu'à vous accuser de lâcheté ; il

vous somma d'enrayer au moins le char de la révolution, que vous n'aviez pu retenir; et vous, en disciple docile, vous reparûtes le lendemain à la commune, pour annoncer ce projet du comité des vingt-un, préparé par eux, dont j'ai déjà parlé.

Ce n'est pas que vous ayiez une antipathie invincible pour tout mouvement populaire; et que votre zèle pour la tranquillité publique, n'admette quelques exceptions. Mais c'est toujours la même impulsion qui vous dirige. Vous avez montré, pour le mouvement du 20 juin, autant de condescendance, que vous avez fait paraître d'éloignement pour l'insurrection du 10 août. Quel a été le motif de cette contradiction, dans votre conduite? Je vais vous le dire. Le résultat de la révolution du 10 devait être la liberté; la procession armée du 20 juin, le rappel des ministres Clavière et Rolland. Le premier événement fut provoqué par la nécessité du salut public; le second, par les menées de l'intrigue. Dans l'une et l'autre occasion, les citoyens furent guidés par des motifs purs; mais le 20 juin, ils furent trompés. Ils ignoraient que la pétition, présentée en leur nom, serait changée, à son insu, et qu'aux grands objets d'intérêt public qui en était la base, une main adroite mêlerait la demande du rappel de MM. Clavière et Rolland. Tant que le trône est demeuré debout, je me suis bien gardé de publier mon opinion sur ce point; il suffisait à tous les patriotes que la cour voulut tourner cet événement contre la liberté, pour le justifier, et personne plus que moi ne vous a alors défendu, d'une manière plus publique et plus loyale, contre toutes les tracasseries qu'il vous attirait. Mais aujourd'hui il est utile

que je publie librement mon opinion. Or, les intrigans qui vous entouraient, voulaient l'espèce d'insurrection du 20 juin, pour reprendre possession du ministère. Aussi, quoiqu'elle fut annoncée hautement depuis huit jours, quoique leurs émissaires courussent publiquement les faubourgs, et se plaignissent même de l'inutilité de leurs efforts, vous ne fîtes rien pour la prévenir. Vous l'auriez pu faire beaucoup plus facilement que vous n'avez retardé l'insurrection générale contre la tyrannie. La cour elle-même n'était pas fâchée que votre parti lui fournit le prétexte de calomnier la cause du peuple; les bons citoyens seuls s'y opposèrent publiquement. J'avais rencontré, la veille, Chabot qui voyait, comme moi, avec inquiétude, la misérable manœuvre qu'on préparait. Je lui conseillais de se rendre au faubourg Saint-Antoine, où les pétitionnaires se rassemblaient, pour les éclairer sur la nature de cette démarche; il harangua le peuple assemblé dans l'église des Quinze-Vingt. Il était trop tard, et son prône civique échoua contre ces mots qui furent prononcés en présence de trois mille individus : « Nous sommes sûrs de Pétion, Pétion le veut, Pétion est pour nous. » Il fut heureux pour vous d'avoir été attaqué, à cette occasion, par les ennemis du peuple, et défendus par les patriotes même qui vous blâmaient intérieurement; car vous aviez furieusement compromis votre réputation de sagesse et de droiture : et, quelque atroce que fut, dans ses motifs et dans ses moyens, le directoire qui vous persécutait, il est certain qu'il n'avait que trop raison sur certains faits, et, quelque constitutionnel que fut Camus, dans une opinion dirigée contre vous, que j'étais bien loin d'approuver, il ne dé-

raisonnait pas du moins lorsqu'il vous accusait très malhonnêtement d'avoir *menti* au public et à l'Assemblée législative, dans le compte que vous leur rendiez à cet égard. Le peuple seul avait raison ; ni vous, ni vos adversaires n'étiez exempts de tort. Ce fut là cependant l'une des principales causes de votre grande popularité.

La cour travailla, chaque jour, à l'augmenter par ses absurdes attaques et surtout par ses attentats. Les intrigans, soi-disant patriotes, qui la regardaient comme leur patrimoine, la gonflaient par tous les grands moyens dont ils disposaient : les vrais amis de la patrie la soutenaient de tout leur pouvoir. Le gros Louis XVI crut voir un rival dans un maire de Paris jacobin : mais César aurait dit, en contemplant votre visage épanoui par un rire éternel : « Ce ne sera pas celui-là qui m'arrachera l'empire. » Le moment de la fédération arriva, et les citoyens armés vinrent de toutes les parties de l'empire, vous apporter les hommages de l'estime publique. Vous fûtes le héros de la fédération de 1792, comme La Fayette avait été celui de la fédération de 1790. Mais les adorateurs de La Fayette étaient des esclaves ; vos partisans étaient des hommes libres ; les applaudissemens qu'on se plaisait à vous prodiguer, retournaient en imprécations, qu'on voulait diriger contre le tyran. Votre gloire était pure, comme le cœur des patriotes, et comme l'amour de la liberté. Combien il vous eût été facile d'assurer pour jamais le bonheur de votre pays, et de terrasser du même coup le despotisme et l'intrigue. Mais, loin de vous laisser au moins entraîner au cours des glorieuses destinées de la France, vous ne vous occupâtes qu'à l'arrêter. Depuis ce

moment, vous n'avez fait que reculer vers le méprisable système d'intrigue, où vous avaient enlacé les petits ambitieux qui vous obsédaient.

Telles sont les malheureuses circonstances, mon cher Pétion, qui vous ont aigri, même à votre insu, contre la dernière révolution, et même contre la ville de Paris. La colère entra quelquefois dans les âmes célestes ; et c'est elle qui a mis encore dans vos mains les traits que vous décochez, contre l'assemblée électorale du département de Paris.

Vous vous êtes persuadé que vous aviez à vous plaindre d'elle, parce qu'elle voulait vous nommer député à la convention nationale, seulement au second scrutin. O faiblesse humaine ! vous n'en avez pu dissimuler votre chagrin, dans le moment même ; et plutôt que de souffrir l'affront de la priorité accordée à un autre citoyen, vous avez mieux aimé être choisi le troisième à Chartres, que le second à Paris ; et dès le lendemain , au commencement de la séance, vous vous êtes hâté de faire signifier à l'assemblée électorale, que vous ne seriez point le député du département de Paris ; et vous l'avez fuie, dès ce moment, comme vous aviez fui la commune. Cependant vous répétez toutes les absurdités calomnieuses amoncelées sur elle, par de tristes et plats intrigans. Je suis encore obligé de vous renvoyer ici ma réponse au discours de Louvet, que vous avez copié d'une manière extrêmement faible et incomplète.

Mais que vous ont fait les Jacobins ? quel motif vous a engagé à placarder cette étrange affiche ? Sont-ce les services qu'ils ont rendus à la patrie, et la grande influence qu'ils ont eue aussi sur la dernière révolution ? Ce seul

tort efface-t-il à vos yeux tant de bienfaits que vous deviez vous-même aux patriotes qui peuplent cette immortelle cité.

Je n'ai plus eu la même influence sur les événemens, répétez-vous sans cesse d'un ton plaintif; on verra si cela a été plus utile que nuisible au bonheur de ses habitans. Est-ce une menace que vous nous faites? Est-ce que vous avez résolu de nous punir? N'est-ce qu'un reste de pitié qui vous parle en faveur de Paris? Pourquoi donc ne le défendez-vous pas contre les atroces persécutions de ses lâches ennemis?

J'ai sauvé plus d'une fois Paris; et j'ai épargné le sang du peuple.

Quelle est l'âme froide qui peut mettre au rang des services rendus au peuple, celui de ne l'avoir point fait assassiner? Qu'un général se vante d'avoir épargné le sang humain, en faisant cesser le carnage; je le conçois: mais qu'y a-t-il de commun entre les fonctions d'un maire et le massacre des citoyens? Est-ce par opposition aux excès monstrueux de la tyrannie que les amis de l'humanité doivent juger leurs vertus civiques? Mais de quel droit Pétion aurait-il ordonné la mort du peuple qui le protégeait, du peuple qui, dans la journée du 20 juin, aurait pu lui crier: « C'est toi et les tiens qui m'avez amenés à la boucherie. »

J'ai sauvé plus d'une fois Paris (avant la journée du 10 août). Il est vrai que beaucoup d'actes héroïques restent ensevelis dans les ténèbres. Mais dites au juste *combien de fois* vous avez sauvé la patrie, et nous vous érigerons au moins le même nombre de statues. La reconnaissance de l'humanité entière a consacré les noms de ceux qui n'ont

sauvé la liberté qu'une seule fois ; que ne ferons-nous pas pour celui à qui ces sortes d'actes sont si familiers, qu'il ne daigne pas même les calculer.

J'ai sauvé Robespierre lui-même de la persécution, en m'attachant à son sort. Quel rapprochement ! Et après une si grande action, qu'est-il besoin d'en rappeler une aussi indifférente ? Elle ne vaut la peine d'être discutée que parce que vous y attachez quelque prix. Vous voulez rappeler ici cette honorable époque de votre vie, où au temps de la révision de la constitution, vous remplissiez les devoirs d'un fidèle représentant du peuple, avec quelques-uns de vos collègues. Par qui étais-je alors persécuté ? Par La Fayette et par sa faction, comme je le suis aujourd'hui par celle qui l'a remplacée. Pour quelle cause étais-je persécuté, si ce n'est pour la cause de la liberté ? Et pourquoi ne l'étiez-vous pas aussi, vous ? Pourquoi vous êtes-vous plutôt attaché à ma destinée, que moi à la vôtre ? Que dis-je Pourquoi est-ce plutôt à moi que vous vous êtes attaché qu'à la patrie, ou du moins à votre propre honneur ? Et comment vous êtes-vous imaginé que vous ayez été pour moi un protecteur plus puissant que l'intérêt public, et la sainteté de la cause que je défendais ?

• Mais je suppose que vous nous avez tous sauvés ; ce rare bienfait vous donnerait-il le droit de nous détruire, et même de calomnier un seul individu ? Le plus vil insecte se révolte contre l'homme qui veut l'écraser, et moi, contre Jérôme Pétion, tant en mon nom qu'au nom de tous les bons citoyens à qui il déclare la guerre. Quel moment avez-vous choisi, pour les attaquer ? Je venais de remporter, sur la calomnie, une victoire facile, à la vérité, et dont

j'étais loin de m'enorgueillir. Vous étiez venu à la sourdine, armé de pied en cap; mais la rapidité du combat ne vous avait pas permis de tirer l'épée; et au moment où je me retirais paisiblement du champ de bataille, vous êtes venu me frapper par derrière.

Vous n'avez donc pu vous résoudre à remettre dans le portefeuille, votre triste discours. Les directeurs de votre conscience politique vous ont fait entendre que la cause du parti était trop cruellement compromise, par un si honteux échec, que votre chef-d'œuvre civique pouvait seul le réparer; et vous l'avez livré à Patris. Mais comme il est, sans doute, dans les principes de la cotterie, que tous les moyens sont indifférens, lorsqu'il s'agit de servir la bonne cause, vous avez cru devoir préparer le succès de cette savante manœuvre, par une affiche contre les jacobins, où vous lancez contre moi un trait acéré. En conséquence, arrêté du directoire de la mairie, confirmé par celui du ministre de l'intérieur, qui porte que la susdite affiche sera imprimée à la suite du discours de Jérôme Pétion; qu'il sera fait de l'une et de l'autre, mention très-honorable par tous les folliculaires publics, et qu'ils seront distribués à tous les corps administratifs, à toutes les municipalités de la république, aux curés, aux ecclésiastiques. Le vertueux Rolland devrait bien dire confidemment au comité des finances, combien ce nouvel envoi coûte à la république; il pourrait nous dire encore, si ceux qui arrêtent à la poste les écrits justificatifs envoyés aux départemens par la commune, sous le contre seing du maire, sont beaucoup plus réservés dans d'autres occasions sur l'emploi du contre-seing ministériel. Y a-t-il de la

justice, mon cher Pétion, à nous attaquer avec des armes aussi inégales? Vous êtes en cela d'autant moins généreux, que ce qui vous a enhardi au combat, c'est l'opinion où vous êtes, que votre nom seul donnera à vos assertions l'autorité d'une preuve démonstrative, comme vous le faites entendre dans votre préface. Me voilà, sans retour, déclaré atteint et convaincu, au tribunal des 83 départements, de tous les ridicules et de tous les vices que vous m'imputez. Car je n'ai pas même le droit de vous répondre. Vous ai-je jamais contesté, moi, celui d'imprimer tous les jours, de faire placarder même vos vertus, lorsque personne ne les discutait. Et moi, qui ne me suis jamais justifié qu'à mon corps défendant. Vous avez fait passer en loi que je ne pouvais repousser vos calomnies sans faire preuve, par cela seul, d'une excessive vanité. Permettez du moins un seul mot de réponse à l'abus que vous faites de cet étrange privilège; car, en vérité, il est trop absurde que vous vous arrogiez celui de m'accuser hautement de lâcheté, de faire afficher que vous m'avez vu tremblant. Et quand! au temps même où La Fayette proscrivait les patriotes; le jour, où avec trente personnes, du nombre desquels vous n'étiez pas, je restai aux jacobins, environnés de ses satellites, tandis que le sang des patriotes qu'il venait de répandre, ruisselait encore; dans ce temps où je m'obstinais à défendre cette constitution tutélaire de la liberté, contre la faction redoutable qui dominait l'Assemblée constituante. Ils tremblaient donc, à votre avis, tous ceux qui la dénonçaient au milieu de ses coupables succès et qui ne cessèrent un instant de combattre pour les droits du peuple qu'elle avait proscrits?

Mais à quel propos venez-vous faire le procès à ma conduite, dans l'Assemblée constituante? C'est sur le projet de dictature dont j'étais accusé que vous vouliez vous expliquer. Or, vous êtes convenu que vous regardiez cette accusation comme calomnieuse. Que vous restait-il donc à dire? Vous étiez chargé précisément de venir au secours de Louvet, dont la défaite était prévue, mais non pas si prompte. Votre commission était de faire une digression sur mon caractère en général; et comme on sait qu'aux yeux des hommes légers, les ridicules et les défauts sont plus choquans que les vices, vous avez tracé le portrait d'un homme ombrageux, morose, atrabilaire. Ceux qui vous inspiraient sentaient par instinct, que la seule ressource de l'intrigue était de peindre d'avance à l'opinion publique ceux qui pourraient les démasquer comme des êtres *défiants, exagérés, prêts à dénoncer légèrement; des gens à noires visions, voyant partout des chimères, des précipices, des complots, des monstres; au surplus, vains, ambitieux, désirant de faire la cour au peuple.....* Fort bien, mon cher Pétion, rien de mieux imaginé que de comparer le peuple aux rois, et les amis de la liberté aux courtisans, car si cette opinion prévaut, le plus vaste champ est ouvert aux fripons politiques qui ne flattent point le peuple; mais qui le pillent et qui l'égorgent. Et vous aussi, bon Pétion, on vous plaçait jadis au rang des flatteurs du peuple. Et, en vérité, tant d'autres font la cour aux rois, ou aux ministres, aux dépositaires du pouvoir et de la fortune publique, qu'on peut bien pardonner à ceux qui la font au peuple, en défendant la cause de la justice et de l'humanité; car je vous atteste, vous même, que c'est là le seul moyen de le flatter.

Quant aux hommes à noires visions, je vous dois la justice de dire que vous fûtes toujours exempt de ce défaut. Je suis témoin que jamais vous ne crûtes à une machination contre l'État, que lorsqu'elle fut exécutée. Je suis témoin que, jusqu'à l'époque de la journée du Champ-de-Mars, vous jetiez un œil de compassion sur ceux qui vous parlaient mal de La Fayette; que depuis ce temps-là même, vous n'avez jamais cessé d'interpréter favorablement ses intentions. Je suis témoin que, lorsque la faction dont il était le chef, nomma, dans l'Assemblée constituante, des commissaires pour aller au-devant de Louis XVI, à son retour de Varennes, elle jeta les yeux sur vous pour vous adjoindre à Barnave et à Latour-Maubourg, comme sur le moins dangereux de tous les patriotes. Je suis témoin que, depuis que La Fayette fut à la tête des armées, vous m'avez garanti cent fois de son innocence; et que vous disiez à qui voulait l'entendre : « La Fayette est pour nous ». J'atteste en outre que vous parliez du *patriote Narbonne*, du *patriote Montesquiou*, avec une vénération toute particulière, précisément comme *la Chronique* et *le Patriote Français*. J'atteste en un mot, qu'il n'est presque pas un des hommes aujourd'hui décrétés d'accusation comme traitres à la patrie, à qui vous n'ayez délivré pareil brevet de patriotisme.

Je suis garant que, loin d'être maussade, défiant, mélancolique, vous êtes l'homme dont le sang circule le plus doucement, dont le cœur est le moins agité par le spectacle des perfidies humaines, dont la philosophie supporte le plus patiemment la misère d'autrui.

Pour moi, j'avoue mes torts; et quoiqu'au dire de ceux

qui sont le plus à portée d'en juger, je sois aussi facile, aussi bonhomme dans la vie privée, [que vous me trouvez ombrageux dans les affaires publiques ; quoique vous en ayez long-temps fait l'expérience, et que mon amitié pour vous ait survécu long-temps aux procédés qui offensaient le plus mes principes, je conviens à ma honte, que j'ai la faiblesse de croire encore à des intrigues funestes que vous devinerez peut-être vous-même, quand la France entière en sera la victime.

Mais vous qui, quinze jours avant la révolution du 10 août, aviez la honte de vous rendre, de votre propre mouvement, auprès du roi ; on ne sait si c'était pour le convertir, ou pour vous justifier ; vous qui, la veille même allâtes bonnement vous engager dans cette forêt royale, exposer Jérôme Pétion aux huées de la cour d'Hérode ; vous qui ne pouviez pas croire qu'on pût être si méchant, même à la cour, comment pouvez-vous montrer encore si peu d'indulgence pour ceux qui quelquefois vous ont prouvé que leur folie était plus en mesure que votre sagesse ? N'êtes-vous bonhomme qu'avec les charlatans et les tyrans ? Est-ce une loi de la nature que les âmes apathiques haïssent les âmes ardentes et énergiques ? Ce qui est certain, c'est que j'ai toujours cru apercevoir en vous moins de condescendance pour la chaleur du patriotisme, que pour les excès de l'aristocratie ? Que je vous ai vu moins prévenu contre La Fayette, que contre Danton, par exemple, moins irrité contre Coblenz, que contre le club des Jacobins.

Au reste, vous vous dédommgez bien de la violence que vous vous êtes faite, pour accuser tant de monde, vous déposez la verge du censeur, pour prendre l'encen-

soir du panégyriste. Je n'ai pas besoin de dire en faveur de qui, ce n'était pas seulement pour décréditer Paris et les jacobins, qu'on dépensait les restes de votre popularité ; mais aussi pour raviver celle de la faction inquiète pour elle-même.

Vous nous assurez dogmatiquement que vous ne connaissez point de faction Brissot ; que Brissot est l'homme le moins propre à être chef de parti. Vous le dites dans votre affiche, vous le répétez dans votre discours. Que nous importe ? Ce n'est point Brissot que je veux discuter ici. Qui vous a jamais dit qu'il était chef de parti ?

Je n'ai point encore vu parmi nous de véritable chef de parti ; La Fayette même ne l'était pas ; il agissait pour le roi, il ne voulait être que l'homme le plus puissant de la cour de Louis XVI. En France, et dans une révolution dont le but n'est pas de remplacer la tyrannie par une autre tyrannie, mais par le règne de la justice et de l'égalité, les chefs de parti ne peuvent être que de petits fripons, sans âme et sans génie. Or, ces gens-là peuvent bien piller, ruiner, déchirer l'État : c'est le plus facile de tous les métiers, mais ils ne le subjuguèrent jamais. Deux obstacles s'opposeront toujours à cette entreprise, leur médiocrité et les lumières publiques.

Pour votre Brissot, puisque vous voulez y revenir ; de ce que son nom est devenu la racine d'une nouvelle conjugaison, s'ensuit-il que le public le regarde comme un chef de parti ? Escobar eut le même honneur, et n'était cependant qu'un jésuite. Si le père Brissot était reconnu généralissime de tous les Brissotins de la république, il serait, à coup sûr, la puissance la plus redoutable de l'Eu-

rope. Vous m'avez répété vingt fois, que Brissot était un enfant, et c'est-là le mot du gué de la coquetterie, lorsqu'il s'agit d'expliquer certaines espiégleries un peu fortes qu'on lui reproche : on prétend même qu'il n'est pas fâché qu'on prenne de lui cette idée, à peu près comme Sixte-Quint contrefaisait le bonhomme, ou le malade. Vous me permettrez du moins de le regarder comme un enfant malicieux : mais, comme je ne veux point me charger du soin de le corriger, souffrez que je m'en repose sur le public. Cloutz qui le juge, avec beaucoup d'indulgence, dit lui-même dans son ingénieuse et instructive opinion, *qu'à voir sa marche tortueuse, ses mensonges, etc., etc., on le croirait payé par tous les ennemis de la France et du genre humain*, et moi, plus indulgent encore, je le regarde simplement comme un des plus gros commerçans par commission qui existe en Europe. Si le public est plus sévère, prenez-vous en à lui ; et puisque vous vous plaignez de *l'aveuglement général à cet égard*, ôtez-lui cette épaisse cataracte qui lui dérobe la vision de tant de vertus. Ne dédaignez pas d'éclairer les hommes après les avoir sauvés. Brissot, dites-vous, *a des connaissances et des lumières*. Soit. On assure même qu'il y a de lui de très gros livres ; c'est au moins un Dacier révolutionnaire, un Scuderi politique. Cloutz prétend aussi que, depuis dix ans, sa tête ne s'est point relevée d'une ligne. Or, je ne sais s'il y a dix ans, il portait la tête bien haute. Mais qu'importe encore ? Nous aurions pu l'un et l'autre nous abstenir de cette discussion ? Vous n'auriez pas dû vous-même l'entamer. Brissot, vanté par vous, a l'air de se louer lui-même. On ne consulte point le disciple sur la capacité de

son maître, ni l'amant sur les charmes de sa maîtresse. Orgon est-il compétent pour juger Tartufe? Combien de preuves ne faut-il pas pour désenchanter le bonhomme? Et de quelle nature! Il ne faut rien moins qu'une *Elmire*, pour opérer ce prodige. *Le pauvre homme*, répond-il sans cesse à toutes les raisons : ainsi répétait-on continuellement chez vous, *le pauvre Warville* (1).

Vous avez beau vous défendre de ce honteux empire, les efforts que vous faites pour repousser ce soupçon, ne font que le confirmer. Pourquoi commencer tous vos discours par cet exorde : *Jamais homme en place ne pensa et n'agit par lui-même autant que moi* (2)? Pourquoi, dans la préface du discours que nous discutons, avez-vous soin de dire à vos lecteurs : *Pour le composer, je me suis renfermé en moi-même? J'ai été sourd à la voix de l'amitié; je n'ai vu ni consulté personne; je n'ai communiqué avec qui que ce soit*. Un auteur est-il obligé de prouver qu'il s'est mis lui-même au secret pour composer ses ouvrages? Et des précautions oratoires aussi singulières ne sont-elles pas suspectes?

D'ailleurs, votre discours tout entier prouve que la seule chose peut-être qui vous appartienne dans cet écrit, c'est le coloris du style; mais les pensées, les principes, la morale; mais le but, le moment même où il a été publié, les accusations vagues, toutes les déclamations sans preuves, les insinuations malignes, le ton équivoque, l'entortillage

(1) C'était le nom féodal que portait Brissot, avant l'égalité.

(2) Ce sont les expressions du compte rendu par Jérôme Pétion à la commune de Paris.

astucieux, les contradictions grossières, les absurdités politiques même ; ce mélange de naïveté et d'adresse, de modération et de dépit concentré, ces exhortations à la paix, et aussitôt ces réflexions insidieuses qui réveillent les préventions assoupies ; ces sarcasmes qui rappellent la discorde qui semblait finir, et cette affiche placardée sur vos murs, tout cela n'est pas de vous. Vous vous calomniez vous-même, quand vous prétendez que vous n'êtes mené par personne ; peut-être même vous l'êtes-vous persuadé de bonne foi ; mais il n'en est rien, je vous jure. Le sait-on, quand on est mené ? Voyez encore ce qui se passe sur nos théâtres, lorsqu'une adroite soubrette ou un valet intrigant conduit un Gêronte ou un Orgon comme par la lisière ; ne voyez-vous pas avec quel art les fripons s'extasient sur la rare sagesse et sur l'incroyable fermeté du bonhomme, et comme celui-ci s'écrie, dans les éclats de la joie bruyante : Oh ! je sais bien qu'on ne me mène pas, moi ; et s'il y a une forte tête en France, je vous garantis que c'est celle-ci.

Otez l'exagération que comporte l'art dramatique, et surtout à votre mérite près, j'oserais presque affirmer qu'il y a dans ce portrait quelque chose de votre ressemblance. Par exemple, au mois de juin dernier, quand les ministres furent renouvelés, je vous ai vu dans la ferme croyance que c'était vous qui les aviez choisis. Comme je vous demandais si cette démarche de la cour ne vous était pas suspecte, vous me répondîtes, avec un air de contentement très remarquable : « Oh ! si vous saviez ce que je sais ! si vous saviez qui les a désignés ! » Je vous devinai, et je vous dis, en riant de bonne foi : « C'est vous peut-

être. » Et alors, en vous frottant les mains : Hem, hém, me répondez-vous. » Vous eûtes beau vous obstiner à me confirmer ce fait, je n'en voulus rien croire. Je vous estimais trop pour vous supposer auprès de Louis XVI et de ses courtisans, le crédit nécessaire pour lui donner des ministres. Mais je vais vous dire comment vous vous étiez persuadé à vous-même que vous aviez créé ceux-ci. Quand Brissot, et quelques compatriotes de l'Assemblée législative de la même trempe, de concert avec Narbonne, du consentement de La Fayette, et par l'entremise de quelques femmes, telles que la baronne de Staël, la marquise de Condorcet, etc., eurent tout arrangé, et que les clauses de la transaction furent arrêtées, Brissot vint vous dire : « Qui nommerons-nous ministres ? Rolland, Clavière. Ils sont bons ! Les voulez-vous ? Parbleu ! oui...., Rolland, Clavière.... Oh ! mais savez-vous que ce serait délicieux ; qu'on les nomme. » Et vous avez cru que le ministère était votre ouvrage.

Quand les ministres furent culbutés par une autre faction, les mêmes hommes se servirent habilement de votre popularité pour amener leur rappel. De là, la journée du 20 juin ; vous alliez d'un pas ferme vers ce but : mais vous ne portiez point vos regards au delà, parce que vos meneurs ne voulaient pas aller plus loin. Le torrent qui renversa le trône, déranger leurs véritables projets ; ils ne se consolèrent de la révolution du 10. que parce qu'elle leur procura les moyens de rappeler Clavière et Rolland. Ils veulent régner éternellement, sous leur nom : pour cela il faut enchaîner le peuple ; diviser la convention, pour la maîtriser ; persécuter les amis de la liberté. De là, toutes

leurs intrigues, toutes leurs calomnies, tous leurs attentats, leur ligue avec tous les anciens partisans du royalisme ou de l'aristocratie. Vous ne vous doutez pas de tout cela ; et vous vous trouvez encore avec eux, parce que vous êtes accoutumé de les suivre, sans savoir où ils vous mènent. Ils vous ont déjà conduit assez loin ; je crains bien qu'ils ne vous égarent plus loin encore. Réfléchissez sur vous-même, s'il est possible, et voyez combien les conditions de l'alliance qui vous lie avec eux sont onéreuses pour vous.

Je conviens que vous leur avez quelques obligations ; ils ont beaucoup hâté la maturité de votre réputation ; prôné par tous les journaux dont ils disposaient, vous êtes devenu un dieu pour tous ceux dont ils étaient les oracles. Dans le lointain les taches disparaissent, les ressorts des événemens politiques ne sont pas aperçus ; seul peut-être, entre tous les défenseurs de la liberté qui ont paru dans le monde, vous avez joui de toute votre gloire. Vous deviez peut-être vous défier de votre bonheur. Jean-Jacques vous dira : que le véritable homme d'état sème dans un siècle et recueille dans les autres. Lisez l'histoire, vous verrez que les bienfaiteurs de l'humanité en furent les martyrs. Agis est condamné par les éphores pour avoir voulu rétablir les lois de Lycurgue, Caton déchire ses entrailles ; le second des Brutus est réduit à s'arracher la vie, après l'avoir enlevé au tyran ; le fils de Marie expire sous les coups de la tyrannie ; Socrate boit la ciguë, Sydnei meurt sur un échafaud ; Pétion se trouva accablé de tous les honneurs qu'on prodiguait naguère à La Fayette. Si vous aviez cherché à approfondir les causes de ce phénomène, vous auriez reconnu qu'une intrigue étrangère prêtait son appui

à votre patriotisme. Vous auriez réfléchi que les Guadet d'Athènes n'étaient point les amis des Socrate ; et que Brutus et Caton n'étaient point déifiés par les Brissotains de Rome ; et vous auriez compris que vous étiez le héros du mois de juin 1792, parce que vous n'étiez point destiné à être celui des siècles futurs. Mais ces services que vos amis vous ont rendus, sont bien compensés par les avantages que vous leur avez procurés. Songez d'abord que c'est vous qui avez fourni le fond le plus précieux de ce commerce, je veux dire la réputation de droiture que vous avez emportée de l'Assemblée constituante ; car aux yeux des observateurs judicieux, ce fut là le véritable titre de votre gloire. Vos nouveaux associés l'ont fait valoir par votre industrie, mais seulement pour leur propre compte. Il a servi de voile à leurs manœuvres, d'instrument à leur ambition. C'est votre réputation qui leur a procuré les moyens de miner sourdement l'édifice de la liberté, et de changer les premiers jours de la république et des jours de discordes, de désordres et de tyrannie. Vous leur avez sacrifié votre gloire. Plaise au ciel que vous vous réserviez au moins votre vertu. Voyez comme ils osent déjà vous mettre en avant, comme un enfant perdu dans les occasions désespérées ; comme ils vous mettent sur la même ligne que les Barbaroux et les Birotteau. Que ne puis-je réparer ici les effets de leurs funestes conseils, par d'austères et utiles vérités ! Ceux que la nature a faits grands, peuvent seuls aimer l'égalité. Il faut aux autres des échasses ou des chars de triomphe ; dès qu'ils en descendent, ils croient entrer dans le tombeau. Tel homme paraissait républicain avant la république, qui cesse de l'être lorsqu'elle

est établie. Il voulait abaisser ce qui était au-dessus de lui ; mais il ne veut pas descendre du point où il était lui-même élevé. Il aime les révolutions dont il est le héros ; il ne voit que désordre et anarchie où il ne gouverne pas ; le peuple est révolté s'il a vaincu sans lui ; il ne pardonne pas même au peuple de rapetisser tous les individus en relevant sa tête majestueuse.

Tel est le triste secret de la vanité humaine qui explique tant d'étonnantes métamorphoses. Tel est aussi le fil qui seul peut guider l'opinion publique dans le labyrinthe des événemens politiques actuels. Pour nous, mon cher Pétion, dépouillons nous de ces honteuses faiblesses ; ne ressemblons point à ce tyran qui voulait réduire la taille des hommes à une mesure déterminée ; n'exigeons pas que la fortune fasse toujours les frais de notre mérite ; contentons-nous de la destinée que la nature nous a réservée, et permettons que celles de l'humanité s'accomplissent.

Je le répète, en finissant, *occupons-nous des grands intérêts de la république*. Mais tâchons surtout, si nous pouvons, d'en avoir les mœurs et les principes.



OBSERVATIONS

SUR

LE PROJET ANNONCÉ AU NOM DU COMITÉ
DES FINANCES,
DE SUPPRIMER LES FONDS AFFECTÉS AU CULTE, ADRESSÉES
À LA CONVENTION NATIONALE.

Robespierre s'attacha à montrer que la suppression des fonds affectés au culte serait également mauvaise sous le rapport politique et sous le rapport financier. Sous le rapport financier, il puisa ses preuves dans la plus simple arithmétique ; sous le rapport politique, il fit parler les plus puissantes considérations de la morale et de la philosophie. Ce morceau est sublime ; jamais Robespierre ne s'était élevé à une si grande hauteur. Quelle profondeur dans ces paroles : » Rappelez-vous que votre révolution est fondée sur les notions de la justice, et que » tout ce qui tend à affaiblir le sentiment moral du peuple en énerve le ressort. » Comme ce passage et bien d'autres qui sont conçus dans le même esprit, démontraient victorieusement que Robespierre n'était point un de ces insensés démolisseurs qui détruisent sans savoir pourquoi, et qui ne savent pas réédifier après avoir détruit. Ce n'était point un matérialisme grossier et stupide qui guidait Robespierre dans l'œuvre de destruction qu'il accomplissait avec une si persévérante ardeur, c'était au contraire le désir d'épurer, d'exalter les sentimens moraux des masses pour les rappeler à leur dignité et pour leur faire comprendre leurs droits ; c'était la pensée chrétienne qui lui servait de fanal à travers les ruines fumantes que la hache révolutionnaire avait entassées.

Les questions qui tiennent aux idées politiques, morales et religieuses peuvent-elles être discutées, comme de simples questions de finance ou d'économie ? Non ; il est même dangereux de les présenter sous ce point de vue ; car jamais la sagesse du législateur, ni celle du peuple lui-même,

ne doit être tentée ou distraite par l'appât de l'intérêt pécuniaire. Le plus sacré, le plus grand de tous les intérêts, c'est celui de nos mœurs et de notre liberté; mettez d'un côté cent milliards, et de l'autre une seule raison, puisée dans la cause de la révolution et de l'ordre public, ce dernier poids fera pencher la balance.

L'abolition du culte entretenu par l'état peut être considérée, ou dans les principes généraux ou abstraits de la philosophie, ou dans les circonstances particulières de notre situation politique. On peut examiner ce qui est bon et utile aujourd'hui, et ce qui ne le sera que demain; on peut raisonner enfin, ou en philosophes spéculatifs, ou en philosophes hommes d'état.

Je laisse à la superstition et à la métaphysique tout ce qui leur appartient à chacune dans cette question, et je m'attache à prouver 1° que l'opération qu'on vous propose, est mauvaise en révolution, dangereuse en politique, et qu'elle n'est même pas bonne en finances.

Ce n'est pas une faible preuve des progrès de la raison humaine, que l'embarras que j'éprouve à traiter cette question, et l'espèce de nécessité où je crois me trouver, de faire une profession de foi qui, dans d'autres temps ou dans d'autres lieux, n'aurait pas été impunie. Mon dieu, c'est celui qui créa tous les hommes pour l'égalité et pour le bonheur; c'est celui qui protège les opprimés et qui extermine les tyrans; mon culte, c'est celui de la justice et de l'humanité! Je n'aime pas plus qu'un autre le pouvoir des prêtres; c'est une chaîne de plus donnée à l'humanité. Mais c'est une chaîne invisible attachée aux esprits, et la raison seule peut la rompre. Le législateur peut aider la

point disposé à regarder la religion elle-même comme une institution indifférente ou soumise aux calculs de la politique. Le dogme de la divinité est gravé dans les esprits, et ce dogme, le peuple le lie au culte qu'il a professé jusques ici ; et à ce culte, il lie au moins en partie le système de ses idées morales. Attaquer directement ce culte , c'est attenter à la moralité du peuple. Qu'une société de philosophes fonde la sienne sur d'autres bases , on le conçoit , mais les hommes qui , étrangers à leurs méditations profondes, ont appris à confondre les motifs de la vertu avec les principes de la religion, ne peuvent voir sans effroi le culte sacrifié par le gouvernement à des intérêts d'une autre nature. Si le peuple en agissait autrement, ce ne serait qu'aux dépens de ses mœurs ; car quiconque renonce , par cupidité, même à une erreur qu'il regarde comme une vérité , est déjà corrompu. Or, rappelez-vous que votre révolution est fondée sur les notions de la justice , et que tout ce qui tend à affaiblir le sentiment moral du peuple , en énerve le ressort. Songez que le premier but des ennemis hypocrites de l'égalité fut toujours de l'étouffer, et que votre premier devoir est de l'éveiller et de l'exalter. Si vous voulez être heureux et libre , il faut que le peuple croie à sa propre vertu ; il faut qu'il dise : « Mes représentans sont économes ; il faut qu'il dise : mes représentans sont justes et intègres, » et il n'aura pas de vous cette idée, s'il vous voit immoler à des intérêts pécuniaires, des objets qu'il regarde comme sacrés. Ne dédaignez pas de vous rappeler avec quelle sagesse les plus grands législateurs de l'antiquité , ceux qui fondèrent l'empire des lois sur l'empire des mœurs, surent manier ces ressorts cachés du cœur humain ;

avec quel art sublime, ménageant la faiblesse ou les préjugés de leurs concitoyens, ils consentirent à faire sanctionner par le ciel l'ouvrage de leur génie tutélaire ! D'autres temps, d'autres mœurs ; je le sais, mais chaque siècle a ses erreurs et sa faiblesse ; et quelque soit notre enthousiasme ; nous ne sommes point encore arrivés aux bornes de la raison et de la vertu humaine, et nos neveux nous trouveront peut-être encore assez encroûtés d'un reste d'ignorance et de barbarie. Ce n'est pas que je croie que vous deviez employer de semblables moyens, ni que je vous conseille de respecter les préjugés, même les plus respectables par leur principe et par leurs conséquences. Mais attendez le moment où les bases sacrées de la moralité publique pourront être remplacées par les lois, par les mœurs et par les lumières publiques. Jusque-là consolez-vous en songeant que ce que la superstition avait de plus dangereux a disparu ; que la religion, dont les ministres sont stipendiés encore par la patrie, nous présente au moins une morale analogue à nos principes politiques. Si la déclaration des droits était déchirée par la tyrannie, nous la retrouverions encore dans ce code religieux que le despotisme sacerdotal présentait à notre vénération ; et s'il faut qu'aux frais de la société entière les citoyens se rassemblent encore dans les temples communs devant l'imposante idée d'un être suprême, là du moins le riche et le pauvre, le puissant et le faible sont réellement égaux et confondus devant elle.

Il résulte de ce que j'ai dit, que le projet du comité des finances n'est rien moins que philosophique ; si l'on parle de la philosophie qui choisit les moyens les plus sûrs d'être utile aux hommes. Mais combien paraîtra-t-il impolitique,

si vous prévoyez les conséquences nécessaires qu'il doit entraîner ! Formez-vous une idée juste de notre situation. Vous êtes précisément au moment le plus difficile de la crise révolutionnaire. L'ancien gouvernement n'est plus ; le nouveau n'existe pas encore. La république est proclamée, plutôt qu'établie ; notre pacte social est à faire ; et nos lois ne sont encore que le code provisoire et incohérent que la tyrannie royale et constitutionnelle nous a transmis ; l'esprit de faction s'éveille, et tous les ennemis de l'égalité se rallient ; vous avez à la fois à prévenir les sourdes menées de l'intrigue , et la ligue des tyrans à exterminer. Est-ce là le moment qu'il faut choisir pour jeter au milieu de nous, de nouveaux ferments de troubles et de discorde , et pour mettre de nouvelles armes entre les mains de la malveillance ou du fanatisme ? A peine délivrés des maux que nous a causés la vengeance des anciens ecclésiastiques , votre intention est-elle de les renouveler ? Voulez-vous créer une nouvelle génération de prêtres réfractaires ? Et , si nous avons eu tant de peine à déterminer une grande partie du peuple à accepter les nouveaux prêtres à la place des anciens , en conservant le culte lui-même ; s'il a fallu tant d'efforts et d'instructions pour lui persuader que la religion était indépendante des changemens apportés dans l'état de ses ministres , que penserait-il s'il voyait périr le culte lui-même ? Les nouveaux ministres seront-ils moins ardents ou moins habiles à les circonvenir ? Seront-ils moins dangereux avec leurs argumens spécieux , que les autres avec leurs grossiers sophismes ? Et si ceux qui étaient couverts de la lèpre des anciens abus, ont trouvé des sectateurs , manquera-t-il des partisans à ceux qui auront été

dépouillés de l'existence que la révolution même venait de leur assurer?

Ne dites pas qu'il ne s'agit point ici d'abolir le culte, mais de ne plus le payer. Car ceux qui croient au culte, croient aussi que c'est un devoir du gouvernement de l'entretenir, et ils sentent bien que ne plus le payer, ou le laisser périr, c'est à peu près la même chose.

Quant au principe que les ministres ne doivent être payés que par ceux qui veulent les employer, il ne peut s'appliquer exactement qu'à une société, où la majorité des citoyens ne le regarde pas comme une institution publique utile; hors de là ce n'est plus qu'un sophisme. Mais qu'y a-t-il de plus funeste à la tranquillité publique que de réaliser cette théorie du culte individuel! Vous semblez craindre l'influence des prêtres; mais vous la rendez bien plus puissante et bien plus active, puisque, dès le moment où cessant d'être les prêtres du public, ils deviennent ceux des particuliers, ils ont avec ceux-ci des rapports beaucoup plus fréquents et plus intimes.

Que peut-il résulter de cette étroite alliance entre des prêtres mécontents et des citoyens superstitieux, ou du moins assez attachés aux principes religieux, pour les pratiquer à leurs propres frais? Vous verrez naître mille associations religieuses, qui ne seront que des conciliabules mystiques ou séditions, que des lignes particulières contre l'esprit public ou contre l'intérêt général; vous ressuscitez sous des formes plus dangereuses, les confréries et toutes les corporations contraires aux principes de l'ordre public, mais pernicieuses surtout dans les circonstances actuelles, où l'esprit religieux se combinera avec l'esprit de parti et

avec le zèle contre-révolutionnaire. Vous verrez les citoyens les plus riches saisir cette occasion de réunir légitimement les partisans du royalisme sous l'étendard du culte dont ils feront les frais. Vous allez rouvrir ces églises particulières que la sagesse des magistrats avait fermées ; toutes ces écoles d'incivisme et de fanatisme où l'aristocratie irritée rassemblait ses prosélytes sous l'égide de la religion. Vous réveillez la pieuse prodigalité des fanatiques envers les prêtres dépouillés et réduits à l'indigence ; vous établissez entre les uns et les autres un commerce de soins spirituels et de services temporels , également funeste aux bonnes mœurs, au bien des familles et à celui de l'état ; enfin, vous réchauffez le fanatisme engourdi ; vous rappelez à la vie la superstition agonisante, pour le seul plaisir de violer toutes les règles de la saine politique. Ne voyez-vous pas encore le signal de la discorde élevée dans chaque ville, dans chaque village sur-tout ; les uns voudront un culte, les autres voudront s'en passer, et tous deviendront, les uns pour les autres, suivant la diversité des opinions, des objets de mépris ou de haine. Et d'ailleurs, pouvez vous compter pour rien le manquement à la foi publique, donnée aux ministres actuels, au nom de la liberté même, par les premiers représentans du peuple, et le malheur de réduire à l'indigence un si grand nombre de citoyens ? Ne craignez-vous pas que leur désastre paraisse même un sinistre présage à tous les créanciers de l'état ?

Si ce système est détestable en politique, il n'est guère meilleur en finances. C'est la dernière proposition que j'ai promis de prouver. !

Pour qu'une mesure financière soit bonne, il faut

1^o qu'elle tende au soulagement des citoyens les plus indigens ; si c'est une mesure d'économie, il faut qu'elle porte sur les dépenses les plus inutiles et qui peuvent être supprimées avec le moins d'inconvénient. Or, quoiqu'on en ait dit, loin que le système du comité soulage le peuple, il fait retomber sur lui tout le poids des dépenses du culte. Faites-y bien attention : quelle est la portion de la société qui est dégagée de toute idée religieuse ? Ce sont les riches ; cette manière de voir dans cette classe d'hommes suppose chez les uns plus d'instruction , chez les autres seulement plus de corruption. Qui sont ceux qui croient à la nécessité du culte ? Ce sont les citoyens les plus faibles et les moins aisés , soit parce qu'ils sont moins raisonnateurs ou moins éclairés, soit aussi par une des raisons auxquelles on a attribué les progrès rapides du christianisme , savoir que la morale du fils de Marie prononce des anathèmes contre la tyrannie et contre l'impitoyable opulence, et porte des consolations à la misère et au désespoir lui-même. Ce sont donc les citoyens pauvres qui seront obligés de supporter les frais du culte, ou bien ils seront encore à cet égard dans la dépendance des riches ou dans celle des prêtres, ils seront réduits à mendier la religion, comme ils mendent du travail ou du pain. Ou bien encore réduits à l'impuissance de salarier les prêtres, ils seront forcés de renoncer à leur ministère ; et c'est la plus funeste de toutes les hypothèses ; car, c'est alors qu'ils sentiront tout le poids de leur misère, qui semblera leur ôter tous les biens, jusqu'à l'espérance : c'est alors qu'ils accuseront ceux qui les auront réduits à acheter le droit de remplir ce qu'il regarde comme des devoirs sacrés. Vous parlez de la liberté des

consciences, et ce système l'aneantit. Car réduire le peuple à l'impuissance de pratiquer sa religion, ou la proscrire par une loi expresse, c'est exactement la même chose. Or, nulle puissance n'a le droit de supprimer le culte établi, jusqu'à ce que le peuple en soit lui-même détrompé.

Peu importe que les opinions religieuses qu'il a embrassées soient des préjugés ou non; c'est dans son système qu'il faut raisonner.

J'ai annoncé que le projet proposé ne portait pas sur la suppression du genre de dépense le plus onéreux et le plus inutile. Pour adopter un système d'économies vraiment utiles, il faudrait embrasser le système entier des dépenses et des dilapidations, et frapper sur les abus les plus criants.

Les économies salutaires seraient celles qui rendraient impossibles les dépredations du gouvernement, en résolvant le problème encore nouveau pour nous d'une comptabilité sérieuse. Ce seraient celles qui ne laisseraient point à un seul l'administration presque arbitraire des domaines immenses de la nation, avec une dictature aussi ridicule que monstrueuse.

Les véritables économies sont celles qui assurent par des moyens infaillibles et simples, la subsistance publique.

Les véritables économies sont celles qui enchaînent l'agiotage, qui proscrivent ce commerce scandaleux de l'argent, qui s'exerce sous vos yeux avec une impudence hideuse, et qui préviennent les faux publics.

Les véritables économies seraient celles qui combleraient les gouffres dévorants qui menacent d'engloutir la fortune publique, en fixant des bornes sages à nos entreprises mi-

litaires. Il est temps de ramener votre attention sur cet objet important. Il est nécessaire que vous formiez un plan à cet égard, et que vous preniez une idée précise et du but politique de la guerre, et des moyens que vous devez employer pour l'atteindre. Si vous êtes convaincus qu'après avoir porté vos armes, vous devez défendre leur liberté comme une partie de la vôtre ; et ramenant ensuite votre attention sur vous-mêmes, appliquer toute votre énergie à vos affaires domestiques pour fixer au milieu de nous la liberté, la paix, l'abondance et les lois, si tous les ministres et tous les généraux conforment leur conduite à ces principes, vous serez également économes et du sang, et des larmes et de l'or de la nation. Mais si vous abandonnez la destinée du peuple au hasard ou à l'intrigue, vous ne ferez que creuser l'abîme où la fortune publique s'engloutira avec la liberté. La nouvelle ressource qui vous est offerte sera dévorée en un instant, avec les domaines que la ruine de la royauté a remis dans nos mains. Tous ces immenses trésors n'auront servi qu'à enrichir la cupidité et la tyrannie, sans soulager l'indigence, sans secourir l'humanité. Législateurs, point de mesures mesquines et partielles, mais des vues générales et profondes ; point d'engouement, point de précipitation, mais de la sagesse et de la maturité ; point de passions ni de préjugés, mais des principes et de la raison ; enfin, des lois et des mœurs ! voilà la plus utile de toutes les économies ; voilà le seul moyen de sauver la patrie.



LETTRE

DE

MAXIMILIEN ROBESPIERRE

▲

SES COMMETTANS.

—

Citoyens,

Quelle est sublime la destinée de ce peuple, contre qui les despotes se liguent, pour ensevelir, avec lui, les droits de l'humanité qu'il a rétablis ! Jadis on a vu des citoyens magnanimes persécutés pour la cause de la liberté, par tous les scélérats de leur pays. Tels furent Socrate, Caton et Sidney. Mais un peuple, attaqué par les tyrans de la terre, pour avoir élevé l'étendard de la liberté universelle, est un prodige dont les annales du genre humain ne présentent aucun exemple. S'il est vrai, comme on l'a dit, qu'un grand homme, aux prises avec l'adversité, est le spectacle le plus digne des regards du ciel ; que sera-ce d'un grand peuple luttant contre tous les oppresseurs des nations, pour défendre les lois éternelles qu'ils ont partout méconnues et partout effacées ? Poursuivi jadis par la colère d'une divinité implacable, Hercule, pour atteindre ses glorieuses destinées, fut forcé de dompter tous les monstres, par des travaux supérieurs aux forces humaines. Peuple français, voilà ton image. Tes périls sont grands ; les travaux qui t'attendent sont immenses : mais tu es, parmi les

nations, ce qu'Hercule fut parmi les héros. La nature t'a fait robuste et puissant ; tes forces égalent tes vertus ; et ta cause est celle des dieux même.

Heureuse ma patrie, si les représentans qu'elle a choisis pour guider ses destinées, se montrent dignes d'elle ! Puissent-ils déployer ce caractère de sagesse et de grandeur qu'exige la tâche redoutable et sacrée qui leur fut imposée ! Législateurs, c'est à vous que j'adresse les observations que me dictent l'amour et les dangers de mon pays, sur les principes qui doivent nous diriger dans cette grande crise de la famille humaine. Ce n'est point seulement au nombre et à la bravoure de nos soldats, à la grandeur de nos préparatifs de guerre, aux ressources de nos finances, que sont attachés le salut et la gloire de la nation française ; c'est surtout à l'énergie de nos âmes, à l'élévation de nos caractères, à la pureté de nos principes et à la prudence de nos mesures. Nos véritables ennemis sont les vices et les préjugés des hommes ; ce sont les passions qui s'agitent encore au milieu de nous, pour conspirer avec nos ennemis étrangers. Si vous n'opposez aux despotes que des places fortes et des soldats, vous serez vaincus ; il faut leur opposer encore une sage et vertueuse politique. Pour ranger la victoire, du parti de la liberté, il faut dompter l'intrigue ; enchaîner l'ambition et la cupidité ; secourir la misère ; encourager le patriotisme, et protéger la vertu républicaine.

De toutes les mesures qui peuvent vous être présentées, je vous en proposerai deux, en ce moment, qui me paraissent très pressantes. L'une est relative aux intérêts des défenseurs de la patrie ; l'autre, au plan de conduite que

nous devons adopter, avec les peuples étrangers. Dans les circonstances où nous sommes, il nous importe également d'exciter le zèle des citoyens pour la défense de la liberté, et d'acquitter envers eux la double dette de l'humanité, et de la patrie. Je propose d'abord de décréter, que la république se charge d'assurer la subsistance des veuves et des enfans de ceux qui mourront pour sa défense; qu'elle pourvoira également au sort des blessés, et de leur famille. Je propose de créer une commission, dont le seul objet sera de recevoir et d'examiner les réclamations des citoyens qui seront dans le cas de demander que cette loi leur soit appliquée.

Comme il est également nécessaire, dans une guerre entreprise, pour la cause de l'égalité, que les soldats les plus connus par leur civisme et par leurs sentimens républicains, ne soient point persécutés, ni sacrifiés arbitrairement, par cette raison même, par des chefs moins populaires; comme il importe essentiellement au maintien de la liberté, que l'ambition et l'intrigue n'élèvent point une barrière insurmontable, entre la nation et l'armée, je demande que les représentans du peuple assurent aux citoyens qui combattront pour la patrie, le droit de recourir à eux; qu'il soit établi un comité, pour recevoir les plaintes des soldats qui auraient à réclamer contre les vexations arbitraires; et que les peines les plus sévères soient prononcées contre quiconque intercepterait leur correspondance. L'expérience de la révolution prouve la nécessité de cette mesure. Si quelqu'un alléguait encore qu'elle est incompatible avec la discipline, il serait du nombre de ceux qui croient que la discipline est ennemie des lois et de la jus-

tice ; il parlerait le langage de LaFayette et de tant d'autres traîtres, qui ne prononçaient ce mot que pour calomnier le soldat français , et couvrir leurs injustices de leurs trahisons.

Je viens aux mesures qui concernent le plan de conduite que nous devons suivre, avec les peuples étrangers. Je suis forcé à regretter ici que cet important objet, n'ait pas encore fixé l'attention de la convention nationale, et que, dans tout ce qui concerne nos relations avec les étrangers, elle ait tout abandonné au hasard, ou à la discrétion de quelques membres du comité diplomatique. Il est temps de juger par nous-mêmes, et de nous faire des principes sur cette portion essentielle, des intérêts de nos commettans.

Le véritable objet de notre politique doit être de détacher les peuples de la cause des tyrans ligués contre nous. Car, si les peuples partageaient leur animosité contre la révolution ; si le fanatisme de la servitude ou de la superstition s'unissait au fanatisme de l'aristocratie et à l'orgueil du despotisme, nous aurions à soutenir une espèce de guerre beaucoup plus terrible que celle que tous les rois du monde pouvaient faire jadis à un monarque français. Il faut commencer par donner aux peuples une haute idée de nos principes et de notre caractère. Deux moyens s'offrent à nous pour atteindre ce but. L'instruction et nos actions elles-mêmes.

Il faut opposer l'instruction, aux calomnies répandues par les gouvernemens étrangers, pour décréditer notre révolution. La nature, sans doute, avait gravé dans tous les cœurs, les vérités qui en sont la base : mais les préjugés et la servitude les ont effacés ; et les écrivains mercenaires dont

le despotisme stipendie la bassesse , ont réveillé contre nous, tous les préjugés et toutes les passions des esclaves, en même temps qu'il prenait les précautions les plus rigoureuses, pour écarter des mains du peuple, les écrits français qui pouvaient l'éclairer. Le soin d'instruire les étrangers exigeait d'autant plus de zèle et d'intelligence , qu'il fallait l'adapter, sous plusieurs rapports, au caractère et à la situation des différens peuples. Par exemple, il ne faut point parler, en tout, le même langage, pour les pays où les préjugés superstitieux, et l'empire des prêtres sont à peu près mûrs, et pour ceux où ils conservent encore toute leur vigueur. Il ne faut pas compromettre les grands intérêts communs à tous les hommes, en blessant trop vivement des affections populaires, qu'il était impossible de déraciner pour le moment. Il fallait faire d'autant plus d'efforts, pour répandre la lumière chez la portion des citoyens qu'on appelle peuple, qu'elle était la moins à portée des instruire par la lecture, et que les riches, les amis naturels du royalisme et de l'aristocratie sont tout disposés à les rejeter. Le caractère même de popularité et d'égalité qui distingue notre révolution, a dû multiplier les oppositions parmi cette dernière espèce d'hommes. Plus elle approche des principes de la justice et de la raison, plus elle rallie contre elle des vices ou de passions. Elle sera plus vivement combattue, par la raison précisément qui fait qu'elle mérite qu'on combatte pour elle.

Il est tel pays où l'aristocratie elle-même aurait commencé une révolution contre le despotisme royal et contre le gouvernement actuel, et qui, plutôt que d'aller jusqu'à l'égalité constitutionnelle que nous avons consacrée, s'est

serrée près des trônes pour repousser les maximes françaises et retenir le peuple dans l'ignorance et dans la léthargie. Il est tel peuple qui pouvait partir du despotisme pour arriver à une constitution aristocratique, pareille à celle de l'Angleterre ou de l'Amérique. L'Angleterre ou l'Amérique ne pourrait essuyer une révolution que pour s'élever d'emblée jusqu'à la perfection des principes, sur lesquels la nôtre doit être fondée. Sous ce rapport, l'intérêt du gouvernement anglais est d'accord avec les vues de tous les aristocrates, de tous les intrigans ambitieux, de tous les riches du monde, sans en excepter ceux de France. Le cabinet de Londres est le centre de toutes les intrigues qui remuent l'Europe contre nous, et qui agitent la France elle-même. Il n'y a point eu d'autre raison ni de la feinte neutralité qu'il avait d'abord annoncée, ni de la déclaration brusque et longtemps préméditée de la guerre qu'il nous fait. Eût-il osé nous la faire, si le peuple anglais avait été éclairé sur les principes et sur les véritables circonstances de notre révolution ? Est-il, dans notre révolution, un seul principe, un seul événement mémorable que le peuple anglais instruit n'eût avoué, ou adopté avec transport ? Le devoir du gouvernement français était de mettre au moins autant d'art à propager la lumière parmi le peuple, que les ministres de nos despotes à intriguer dans les cours étrangères. C'était une espèce de sainte conspiration contre le mensonge et la tyrannie, qui aurait dû occuper continuellement nos envoyés dans les pays étrangers. Mais notre gouvernement fut longtemps lui-même trop ennemi de notre révolution, pour ne pas la calomnier dans tout l'univers ; et il n'a jamais été assez pur pour prendre les véri-

tables moyens d'en étendre le culte. Il serait presque ridicule de nous occuper aujourd'hui des fautes commises par les ministres d'un tyran qui n'est plus. Mais ce qu'il nous importe d'examiner, c'est la conduite des agens de la république. Quelles mesures ont-ils prises dans les cours étrangères, pour réaliser le plan dont je viens de donner l'idée? Qu'ont-ils fait pour mûrir l'insurrection des peuples, ou pour embarrasser, pour contenir les despotes eux-mêmes? En jetant un coup-d'œil sur les papiers que le ministère anglais soudoyait, pour égarer l'opinion, quelle est ma surprise d'y retrouver précisément le langage de ceux que le ministère français répandait à grands frais parmi nous? Que dis-je! J'y retrouve le style des harangues de plusieurs représentans du peuple français. Je les vois tous coalisés, pour déshonorer la révolution qui enfanta la république. Je les vois, dans les derniers temps, occupés à calomnier la cité immortelle où elle s'est opérée, le rendez-vous de tous les fédérés, de tous les Français, le boulevard et le berceau de notre liberté. Je les vois insinuer qu'elle est l'ouvrage d'une faction ambitieuse qui cherchait à élever la puissance de quelques citoyens sur les ruines de la royauté. Je les vois entretenir éternellement l'univers de la mort de quelques complices du tyran, immolés par le peuple; peindre Paris comme le séjour du carnage et du crime, comme le domaine d'une troupe de brigands et d'assassins, qui domine au sein même de la convention nationale. Quels moyens de rendre la république naissante respectable aux yeux des peuples, que de flétrir son berceau par les idées de sang, d'assassinats, de troubles et de factions! Qui a cherché encore à déshonorer cette autre

époque immortelle de notre révolution , où la condamnation solennelle du tyran la consolida ? Qui a voulu nous faire un crime et un titre d'opprobre de ce grand acte de justice et de vertu républicaine ? Qui a peint la convention nationale comme une horde de cannibales ? Qui a réveillé, de tout son pouvoir, les préjugés les plus serviles ? Qui a prodigué, à la face de l'Europe, les injures les plus atroces aux représentans du peuple, qui provoquaient cet exemple redoutable à la tyrannie ? Qui a prononcé à la tribune de la convention nationale , pour éloigner la punition de Louis, des discours qui ressemblaient à des manifestes anticipés des cours étrangères ? Les mêmes hommes qui avaient tenté de déshonorer par les mêmes moyens la révolution qui avait conduit le même tyran au Temple. Voyez encore les papiers anglais, allemands , et ceux dont le ministre Rolland inondait les 84 départemens ; ils tendent tous à appitoyer les peuples sur le sort du roi des Français ; tous à couvrir d'opprobre les républicains qui veulent immoler en lui la royauté à la liberté outragée. Mais ce qui doit paraître un trait de lumière , ce sont les éloges que donnent les écrivains anglais soudoyés par Pitt aux chefs d'intrigue, qui , dans l'Assemblée nationale, ont défendu le système de l'appel au peuple, à tous les adversaires des patriotes, à tous les avocats de Louis ; c'est l'estime que les ministres et les membres même du parlement témoignent pour ces sages sénateurs, pour le ministre Rolland et pour ses pareils. Etait-ce par ces moyens que l'on voulait étouffer la guerre, et attacher les peuples à notre cause ? A peine le décret qui condamne le tyran est-il exécuté, que l'on vient froidement nous annoncer que la

prophétie de Brissot est accomplie, que l'Angleterre nous déclare la guerre, pour venger la mort du roi. On vient nous entretenir sérieusement d'une comédie arrangée par le ministère britannique, et on veut nous faire croire que la mort de Louis a plongé le peuple anglais dans le deuil et l'affliction. Je n'en crois rien pour mon compte : mais si nous pouvions adopter cette supposition comme un article de foi diplomatique, nous pourrions au moins demander aux modérateurs de nos affaires politiques quelles mesures ils ont prises pour favoriser ou pour confondre les calomnies et les intrigues du ministère de Georges. Personne ne nous contestera du moins le droit de proposer aux représentans de la nation les moyens de réparer ces inconvéniens, en prenant des mesures plus sages, pour éclairer les nations étrangères sur la perfidie de leur gouvernement, sur les principes et sur la marche de notre révolution. Ces moyens seraient d'abord de publier et de traduire dans la langue des différens pays, des écrits dictés par l'amour de la patrie et de l'humanité, exempts de l'influence de l'esprit de parti, et d'employer toutes les ressources qui sont au pouvoir d'un gouvernement loyal et intelligent, pour les faire circuler dans les états des despotes, avec qui nous sommes en guerre. Le succès de ces mesures dépend absolument des agens chargés de les exécuter, et par conséquent de ceux qui les choisissent et qui les emploient. C'est à la convention nationale à décider, d'après les faits, si elle peut se reposer sur ceux qui jusques ici ont été chargés de ce devoir.

Toutes ces réflexions doivent nous conduire à un retour sérieux sur nous-mêmes. Ne perdons jamais de vue que nous sommes en spectacle à tous les peuples, que nous

délibérons en présence de l'univers. Songeons que chacun de nos discours retentit d'un pôle à l'autre, que les amis de l'humanité les recueillent avec empressement et que tous les partisans du despotisme les épient, avec méchanceté, pour calomnier la cause de la liberté : tout homme qui blasphème ici contre les droits du peuple, ou qui prostitue sa voix aux préjugés ou à l'intrigue, est le complice des tyrans, et se déclare l'ennemi du genre humain. Nous devons nous tenir en garde contre les écarts même du zèle le plus sincère. J'exprimerai ici, en passant, une idée qui n'a point encore été mise au jour, mais qui m'a causé souvent une douloureuse inquiétude. Oui, nous devons nous abstenir de rappeler l'attention publique sur les idées religieuses, et de faire croire aux étrangers qui n'adoptent point certaines maximes philosophiques dans toute leur latitude, que leur cause est liée avec celle de la liberté que nous défendons. Et, s'il faut le dire, je crains bien que certaines propositions exagérées même pour le peuple français, et tout au moins prématurées, qui ont été faites à cette tribune, n'aient fourni à nos ennemis des moyens de nous desservir auprès de certains peuples, chez qui l'opinion publique n'est point arrivée au même point, et qui auraient d'ailleurs embrassé les principes politiques que nous professons.

Mais le plus sûr moyen d'attirer les étrangers à nous, c'est notre conduite à l'égard des peuples chez qui nous sommes obligés de porter la guerre.

Déjà la convention nationale a déclaré à la face de l'univers, au nom de la nation française, qu'elle ne faisait point la guerre aux peuples opprimés : mais au gouverne-

mens oppresseurs. Elle a fait plus ; elle a appliqué ce grand principe, par un décret immortel, qui consacre la souveraineté des nations, et qui défend aux généraux et aux citoyens français d'y porter aucune atteinte. Le moment est venu de renouveler cette déclaration solennelle, et surtout, de la faire exécuter religieusement ; car à quoi servent les lois les plus sages, lorsqu'elles ne sont point observées, si ce n'est à compromettre la sagesse ou la loyauté de ceux qui les ont promulguées ?

Déjà ce décret, rendu au moment de l'invasion de la Savoie et du comté de Nice, a produit les plus heureux effets dans ces deux contrées. Il honore la France et l'humanité. Il était peut-être le chef-d'œuvre de la politique magnanime qui doit assurer le succès de notre sainte entreprise. Les différens peuples de l'Europe n'ont ni les mêmes mœurs, ni le même degré de lumières, ni la même disposition à recevoir actuellement la constitution que le peuple français désire : mais ce principe est applicable à tous, car tous les peuples sont à peu près disposés à secouer le joug des gouvernemens qui les ont opprimés jusques ici. En leur offrant, en leur garantissant l'exercice de leur souveraineté, le droit de se donner librement une constitution, nous remplissons tous leurs vœux ; nous ne blessons, ni leurs droits, ni leur orgueil, ni leurs préjugés. Ils nous sauront gré de les avoir délivrés de leurs tyrans, et seront naturellement disposés à se liguier avec nous contre l'ennemi commun. Au contraire, si nous violons ce principe, sous le prétexte de hâter les progrès de la liberté, nous courons le risque de les aliéner, de fortifier le parti aristocratique, et de ménager au gouvernement même, des res-

sources funestes dans le mécontentement, et dans la division des citoyens. On peut aider la liberté ; jamais la fonder par l'emploi d'une force étrangère. Les préjugés qui la combattent cèdent à la raison ; et se fortifient par la violence ; il en est surtout qui ont un tel ascendant sur le cœur des hommes, que les attaquer de front, c'est les rendre invincibles et sacrés. Ceux qui veulent donner des lois, les armes à la main, ne paraissent jamais que des étrangers et des conquérans, surtout à des hommes qu'il faut désabuser, et apprivoiser avec la république, et avec la philosophie. Tout ce que nous avons à faire pour le moment, c'est de foudroyer les tyrans qui nous font la guerre, et de nous unir au peuples contre eux ; le temps, la raison, notre exemple, et la paix feront le reste, pour la perfection des gouvernemens et de l'espèce humaine. Remettons entre les mains des peuples, leurs propres destinées. Proclamons chez eux la déclaration des droits, et la souveraineté des nations ; qu'ils s'assemblent sous ces auspices : mais qu'ils règlent ensuite la forme de leur gouvernement. S'ils veulent se réunir à la France, la convention délibérera sur cet objet ; s'ils veulent former une république séparée et indépendante, nous contracterons une alliance avec eux, contre les despotes et contre les aristocrates qui déclarent la guerre à la liberté des peuples. Au surplus, défendons à nos généraux et à nos armées de s'immiscer dans leurs affaires politiques ; c'est le seul moyen de prévenir les intrigues qui peuvent arrêter notre glorieuse révolution ; et décréditer le nom français ; c'est le seul moyen de former avec les peuples, l'union dont nous avons besoin, pour anéantir la ligue des despotes.

Le moment où nous sommes obligés de diriger nos armes contre l'Angleterre et la Hollande, est celui d'appliquer ces maximes politiques avec discernement, plutôt qu'avec exactitude. Nous avons vaincu le tyran des Belges, et nos armées occupent leur territoire; il s'agit de conquérir non leurs villes, mais leurs cœurs, autant pour les fermer à jamais au despote autrichien, que pour assurer le succès de notre invasion dans les états du stathouder.

Elles sont séduisantes, elles sont magnifiques sans doute ces dispositions du célèbre décret du 15 décembre. Elles paraissent dictées par le génie de la liberté; elles honorent celui qui, le premier, en a de bonne foi adopté ou conçu l'idée. D'un côté, il est vrai, elles semblent entamer le principe sacré de la souveraineté des peuples : de l'autre, il est des circonstances impérieuses où l'intérêt de l'humanité, comme celui d'un peuple en particulier, peuvent justifier quelque dérogation aux règles ordinaires. Mais c'est surtout dans ces occasions qu'il faut peser mûrement toutes les considérations politiques, et balancer l'empire des principes généraux avec celui de la nécessité. Je les ai examinées avec toute l'attention dont j'ai été capable, et j'avoue que cette question délicate m'a paru mériter un examen beaucoup plus approfondi que celui qu'elle a obtenu. Combattu, entre mes propres réflexions, et l'ascendant d'une opinion adoptée par enthousiasme, il m'est resté le vif désir de voir l'exécution de cette grande mesure préparée et dirigée par une profonde sagesse et par la connaissance exacte du pays auquel elle doit s'appliquer. J'en suis le premier partisan, si je la considère comme un moyen d'aider la majorité du peuple à manifester son vœu,

en faveur de l'égalité : mais si elle contrariait l'opinion générale ; si elle rencontrait assez d'obstacles dans les préjugés, quels qu'ils soient, dans les mœurs et dans les institutions, pour avoir besoin de le surmonter par une longue violence et par un combat incertain ; je ne pourrais m'empêcher de la trouver impolitique et dangereuse ; je serais forcé de déplorer la précipitation, avec laquelle elle aurait été adoptée. Je désire donc que vos commissaires commencent par sonder la disposition générale des esprits, et par calculer toutes les circonstances, avec une sévère impartialité, pour éclairer votre sagesse sur les avantages et sur les inconvéniens de cette disposition. Jusque-là je désire qu'elle soit regardée plutôt comme invitatoire, que comme coactive ; que la persuasion et la vérité président à leur mission ; que la force et l'autorité ne puissent être déployées que contre les factieux qui s'opposeraient à la volonté générale : mais qu'elles respectent le vœu du peuple. Si le système contraire prévalait, qui pourrait calculer les suites funestes d'une guerre déclarée à un peuple puissant et courageux, exalté par le fanatisme, dans le temps où nous avons à dompter et ses propres tyrans, et tous les tyrans de l'Europe ! Ce n'est point le moment, si je ne me trompe, de recommencer, avec les Belges, cette lutte pénible et sanglante, que nous avons eu à soutenir contre nos propres prêtres ; fut-il vrai que le nouveau combat ne dût pas être plus sérieux que le premier. Mais que l'on considère la différence du peuple français et du peuple brabançon, que l'on considère les causes particulières à la France qui avaient avancé parmi nous l'opinion sur les affaires religieuses, et celles qui l'ont retardée dans la Belgi-

que; que l'on considère l'empire de leur préjugés politiques, appuyé par leurs préjugés religieux; et l'on sentira la nécessité de montrer, dans cette grande affaire, autant de prudence que d'énergie. A notre arrivée à Bruxelles, nous fûmes reçus avec des transports de joie par le peuple; pourquoi ces dispositions ont-elles changé? il importe d'en approfondir la cause; elle nous fournira peut-être une leçon utile pour régler notre conduite.

Nous allons entrer en Hollande; il ne faut donc pas laisser derrière nous un peuple ennemi ou mécontent. Comment pourrons-nous déployer toutes nos forces contre le stathouder et ses alliés, s'il faut les employer à contenir la Belgique?

Il faut aussi prendre les mesures nécessaires pour nous concilier la bienveillance des Bataves. C'est ici qu'il faut réaliser la maxime de faire la guerre au gouvernement; mais non au peuple. Or, pour choisir ces moyens, il faut considérer la situation particulière des peuples de cette contrée. Ici nous ne trouverons pas les obstacles que la superstition oppose, dans la Belgique, aux progrès de nos principes; mais nous y rencontrerons l'aristocratie des richesses, le culte de l'or et l'esprit mercantile. Nous y trouverons un très grand parti plus disposé à renverser le trône stathouderien, qu'à chérir d'abord les principes de l'égalité. Il n'est pas même prouvé que les *sans-culottes* bataves soient aussi avancés dans la connaissance de leurs droits, et aussi jaloux de les exercer que ceux de Paris et de la France entière. On sait même que le peuple de La Haye a été un des plus fermes appuis de la puissance du stathouder. D'après ces données, la saine politique doit

nous conseiller, ce me semble, de commencer par renverser l'empire stathouderien, de concert avec le parti qui lui est opposé, de publier nos principes de liberté, de fraternité universelle, et de laisser, au surplus, la nation batave, maîtresse de délibérer sur la nouvelle constitution qu'elle voudra se donner en nous contentant de l'éclairer par nos instructions et par nos exemples, et de faire avec elle une alliance solide et utile aux deux peuples.

Ensuite, comme c'est une mauvaise manière d'attirer une nation quelconque, et surtout une nation commerçante à la cause de la liberté, que de commencer par mettre son intérêt pécuniaire, en contradiction formelle, avec ses idées politiques et philosophiques ; comme il est fort douteux que les Hollandais prennent beaucoup de goût pour une révolution qui débiterait par la ruine de leur commerce ; je suis d'avis que nous nous fassions une loi de réaliser la distinction que nous avons annoncée entre les peuple et les gouvernemens.

A l'égard des divers états qui composent la fédération des provinces unies, je voudrais que la convention nationale déclarât que les vaisseaux de guerre, qui seront pris sur eux, seront restitués par la république, à ceux qui auront fait alliance avec elle.

Quant aux particuliers, je voudrais non pas que les navires pris par les Français leur fussent restitués, dans aucun cas, parce qu'il ne faut pas enchaîner le zèle de nos armateurs, ni leur ôter le prix de leur industrie : mais que la république se chargeât d'indemniser ceux qui se seraient déclarés contre le sthatouder, et qui auraient servi la cause de la liberté française et batave, par des services reconnus.

Voilà, ce me semble, les moyens de fraterniser avec les peuples, de les intéresser à notre cause, et de changer en des actes utiles et honorables, les magnifiques formules que vous avez promulguées. Mais je l'avoue; tous vos décrets seraient inutiles, s'ils n'étaient confiés à des agens assez fidèles et assez éclairés, pour ménager scrupuleusement les intérêts de la liberté, selon les circonstances et le caractère des peuples. Puissiez-vous ne trouver que des généraux et des ministres dignes de la cause que nous défendons! puissions-nous la défendre nous-mêmes, avec le zèle qu'elle exige!

Sur l'organisation du ministère de la guerre.

L'organisation du ministère de la guerre a occupé, ces derniers jours, la convention nationale. Syeyes présenta un projet qui remettait entre les mains du ministre et des généraux, une véritable dictature; St-Just, Lamark, Salles et d'autres membres présentèrent des vues utiles. Mais un projet trop simple, trop utile et trop populaire, pour ne pas éprouver des contradictions insurmontables; c'est celui de Fabre d'Eglantines, dont l'ouvrage présente à la fois des mesures salutaires et de grands principes. La nécessité, et peut-être les malheurs de l'état le feront triompher un jour.





NOTE.

Nous avions annoncé dans notre prospectus, que les *OEuvres de Robespierre* seraient suivies des mémoires de Charlotte Robespierre sur ses deux frères. Ces mémoires devaient se trouver à la fin du quatrième volume ; mais le nouvel ordre des matières que nous avons adopté nous oblige de les publier à la fin du second.

Nous réimprimons en tête des Mémoires de Charlotte Robespierre, l'introduction dont ils étaient précédés lors de leur apparition en 1834. Nous croyons que ce morceau n'a rien perdu de son opportunité.

L'éditeur,

Avril, 1840.



MÉMOIRES
DE
CHARLOTTE ROBESPIERRE
SUR
SES DEUX FRÈRES ;
PRÉCÉDÉS D'UNE INTRODUCTION
Par Laponneraye,
ET SUIVIS DE PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Ces Mémoires furent laissés par Charlotte Robespierre à M. Laponneraye, qui a cru devoir les faire précéder d'une introduction dans laquelle, après avoir présenté des considérations générales sur Maximilien Robespierre, a tracé les principales circonstances de la vie de sa sœur, et raconte quelles furent ses relations avec elle.

INTRODUCTION.

Les principes sont tout, les hommes ne sont rien ; périssent donc mille fois les hommes, périssent les générations, périssent les empires, pourvu que les principes survivent à tous les naufrages et à toutes les destructions. Partout où règne le despotisme, et même partout où il s'est modifié en apparence, en s'enveloppant de l'hypocrite manteau de la monarchie constitutionnelle, l'égoïsme triomphant est assis sur un trône d'or, la corruption est une divinité que l'on adore, que l'on encense, et aux pieds de laquelle on sacrifie sans pudeur, probité, honneur et vertu. Alors les hommes sont tout, et les principes sont comptés pour rien ; ou si les oppresseurs de l'humanité les invoquent, c'est pour mieux tromper le vulgaire, car ils les réprouvent au fond de leur cœur.

Mais pour nous qui voulons l'égalité, qui la voulons aussi pleine et entière que possible ; pour nous, qui nous

sommes attelés au char du dévouement et du sacrifice, et qui avons livré nos personnes et nos existences en pâture à la royauté; pour nous enfin, qui avons juré haine et mort à la tyrannie, les hommes s'effacent, s'évanouissent, rentrent dans la poussière, et les principes, objet de notre culte, restent seuls debout,

Pourquoi donc invoquons-nous sans cesse quelques noms? Pourquoi donc semblons-nous dresser des autels à certains hommes, comme à des demi-dieux sur la terre? C'est qu'il est des noms qui résument des principes; c'est qu'il est des hommes qui sont à eux seuls tout un système politique et social. Nommez Jésus, et vous aurez nommé l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, sous le nom d'esclavage; vous aurez nommé la fraternité universelle, la charité l'abnégation de soi même, l'amour d'autrui et toutes les sublimes vertus que le fils de Marie a prêchées, et dont il fut le divin modèle. Nommez Jean-Jacques Rousseau, et ce nom cher et sacré vous rappellera l'apôtre de l'égalité, du dévouement et de la vertu dans un siècle corrompu et dépravé; ce nom vous rappellera le livre incomparable où il trace d'une plume si vigoureuse les bases du contrat qui lie les hommes en société; livre qui fut l'étincelle du grand incendie de 89. Nommez ces terribles et indomptables montagnards qui, la hache à la main, et environnés de foudres et d'éclairs, comme le dieu de Moïse sur le mont Sinaï, détruisaient à grands coups l'édifice du passé, et faisaient pleuvoir la mort sur les rois, les aristocrates et les traitres; nommez surtout Maximilien Robespierre, et vous aurez nommé l'homme-principe, qui sous l'empire de circonstances extraordinaires eut le courage de déployer

cette énergie qui lui attira tant de haines et de calomnies.

Quand nous parlons du principe révolutionnaire, nous n'entendons pas un principe qui soit seulement démolisseur et destructeur ; nous entendons aussi un principe de rénovation et de réorganisation. Ce serait avoir une idée bien fausse de Robespierre, ce serait ne pas comprendre cet homme prodigieux, que de ne voir en lui qu'un instrument de destruction qui se rua brutalement contre des institutions mauvais, sans avoir rien à mettre à la place ; ce qui distingue éminemment Robespierre, c'est qu'il fut essentiellement réorganisateur, et que jamais peut-être homme ne comprit mieux que lui sur quelles bases l'ordre social doit être assis pour que l'humanité jouisse de la plus grande somme de bien-être possible.

Comme on le voit, la vie de Robespierre se présente sous deux faces : d'une part, nous le voyons armé d'un marteau infatigable, sapant la vieille monarchie de Clovis, de saint Louis et de Louis XIV ; nous le voyons surtout démolir pierre à pierre la féodalité, cette hydre aux cent mille têtes que la royauté a fait cadavre pour être absolue, et qui se dresse encore sous les plis de son linceul ensanglanté contre les idées du XVIII^e siècle, qui sont le coup de grâce de tout ce qui est aristocratie. D'une autre part, nous voyons Robespierre semer avec profusion des principes d'ordre, de morale et de haute politique sociale. De la même bouche dont il a prononcé le fatal veto qui doit envoyer à la mort Louis Capet, Marie Antoinette, les Girondins, les Hébertistes et les Dantonistes, il expose les motifs admirables de la fête à l'Être suprême, il débite ces immortelles paroles : Ne consultez que le bien de la patrie et

les intérêts de l'humanité. Toute institution, toute doctrine qui console et qui élève les âmes, doit être accueillie ; rejetez toutes celles qui tendent à les dégrader et à les corrompre. Ranimez, exaltez tous les sentimens généreux et toutes les grandes idées morales qu'on a voulu éteindre ; rapprochez par le charme de l'amitié et par le lien de la vertu les hommes qu'on a voulu diviser. Qui donc t'a donné la mission d'annoncer au peuple que la Divinité n'existe pas , ô toi , qui te passionnes pour cette aride doctrine, et qui ne te passionnas jamais pour la patrie ? Quel avantage trouves-tu à persuader à l'homme qu'une force aveugle préside à ses destinées , et frappe au hasard le crime et la vertu ? que son âme n'est qu'un souffle léger ; qu'il s'éteint aux portes du tombeau ? »

Il y avait donc deux hommes en Robespierre. Et que l'on se garde bien de croire que ces deux hommes s'excluaient l'un l'autre. Non , au contraire ; ils se prêtaient l'un à l'autre un mutuel et secourable appui. L'homme révolutionnaire mériterait toute l'approbation qui pèse sur lui, s'il n'avait été que révolutionnaire ; s'il n'avait détruit que pour le plaisir de détruire ; s'il n'avait fait tournoyer le glaive de la terreur sur la tête des ennemis du peuple que pour le plaisir de faire tomber quelques têtes. De son côté l'homme réorganisateur ne serait qu'un rêveur généreux, qu'un utopiste à vues élevées mais impraticables ; qu'un rhéteur habile mais impuissant, s'il avait voulu mettre à exécution ses projets de réorganisation sans déblayer cet énorme amas de gothiques ruines, de séculaires débris, d'aristocratiques décombres qui obstruaient la place où devait s'élever l'édifice de l'avenir. L'homme réorga-

nisateur devait donc s'étayer de l'homme révolutionnaire, pour réaliser ses projets comme ce dernier devait marcher de concert avec le premier, et régler ses actes d'après ses idées, pour ne pas encourir le reproche d'avoir été inutilement rigoureux.

Si l'on veut admettre la distinction que je viens d'établir, et ce sera justice, puisqu'elle n'est nullement arbitraire, et qu'elle est basée, au contraire, sur la vérité et sur la plus exacte appréciation des faits, on sera forcé de reconnaître que les ennemis de Robespierre ont été dirigés dans leurs attaques contre lui par une mauvaise foi, par une improbité insigne.

Les ennemis de Robespierre, et dans ce nombre il faut nécessairement ranger tous ceux qui trouveraient leur intérêt dans un régime diamétralement opposé à celui qu'il voulait établir, soit qu'ils fussent nobles, puisque Robespierre ne voulait pas de noblesse, soit qu'ils fussent prêtres, puisque celui qui avait proposé la fête à l'Être suprême ne croyait pas qu'il dût exister d'intermédiaires entre la Divinité et l'homme; soit qu'ils fussent riches, puisque Robespierre pensait que l'impôt devait peser de préférence sur la richesse, par un système progressif sagement ordonné; soit enfin qu'ils appartenissent de près ou de loin à l'une des trois aristocraties que je viens de nommer, ou qu'ils fussent seulement corrompus, égoïstes, cupides, puisque Robespierre croyait qu'il n'y avait de gouvernement juste et légitime que celui qui était appuyé sur la vertu, la morale et le désintéressement; les ennemis de Robespierre, dis-je, et l'ont représenté que sous l'un des deux aspects que j'ai indiqué plus haut : ils ne l'ont montré

aux contemporains et à la postérité que comme homme révolutionnaire; ils ont longuement et artificieusement énuméré ses actes comme tel : ils les ont enflés, exagérés, et, en même temps, ils ont pris un soin extrême de dérober ses intentions à la connaissance de ses concitoyens, ou, s'ils n'ont pu les déguiser entièrement ils les ont défigurées, dénaturées, ils les ont rendues exécrables de pures et louables qu'elles étaient.

La postérité serait-elle disposée à ajouter foi au jugement que les catholiques auraient porté des protestans après les avoir tous massacrés dans la nuit de la Saint Barthélemy? Supposez donc que tout le parti protestant a péri dans cette boucherie exécutée le crucifix à la main; supposez que les seuls historiens catholiques en ont transmis les détails aux siècles futurs; je vous le demande de bonne foi, si ces écrivains vous disent que les protestans étaient des infâmes, des scélérats, des cannibales, des monstres à face humaine, les croiriez-vous? Dans l'impossibilité où vous seriez de juger le pour et le contre, n'ajourneriez-vous pas votre jugement? Une voix intérieure ne vous crierait-elle pas que, puisque les protestans n'ont pu défendre contradictoirement leur cause contre les catholiques, condamner les premiers et absoudre ceux-ci, c'est commettre la plus flagrante des iniquités, la plus monstrueuse des injustices?

Mais, dira-t-on, il fallait que les partisans de Robespierre prissent sa défense après le 9 thermidor; tous ceux qui s'étaient rangés sous ses enseignes n'ont pas péri avec lui; que n'ont-ils parlé; que n'ont-ils écrit en sa faveur? Quelle sanglante dérision! Parler en faveur de Robespierre

après le 9 thermidor ! lorsque celui qui prononçait son nom sans l'accompagner d'une épithète flétrissante, était accusé de ne pas le haïr assez, et comme tel était incarcéré ; écrire en faveur de Robespierre ! lorsque celui que l'on soupçonnait ne pas approuver l'horrible catastrophe du 9 thermidor était envoyé à l'échafaud. Ils ignorent donc ceux qui font cette objection , ou plutôt ils feignent d'ignorer qu'être robespierriste était un crime qui équivalait aux plus grands crimes , et qu'il y avait plus de sécurité peut-être à s'avouer parricide, qu'à s'avouer partisan de Robespierre. A-t-on retenu les noms de tous ceux qui ont voulu faire entendre quelques paroles d'apologie en faveur du martyr de thermidor, et dont la voix a été interrompue par le couperet de la guillotine ? A-t-on essayé d'énumérer ces innombrables proscrits que l'on menait par charretées à l'abattoir, et qui se demandaient pendant qu'on les attachait sur la planche fatale : Qu'ai-je donc fait ? — Ce que tu as fait, leur répondait le bourreau, tu as pleuré Robespierre.

Mais pendant que cette épouvantable terreur pesait sur la France, transformée en charnier, que faisaient les thermidoriens ? A quoi s'occupaient ces sycophantes gorgés de sang ? Ils décrétaient qu'ils avaient bien mérité de la patrie, et se décernaient des couronnes civiques ; ils anéantissaient les papiers de Robespierre, et en mettaient de faux à la place ; ils détruisaient tous les écrits, soit imprimés soit manuscrits, où l'on parlait avec quelque impartialité des actes, des intentions et des principes de Robespierre ; à cet effet, ils faisaient fouiller les librairies, les imprimeries et même les maisons particulières et poussaient

leurs investigations jusque dans les lieux les plus secrets ; jamais l'inquisition n'avait déployé un plus grand luxe de persécutions, et n'avait recherché aussi minutieusement les ouvrages mis à l'index par elle ; et jamais les gouvernements despotiques de Vienne et de Pétersbourg n'ont pris de plus ridicules précautions pour préserver les peuples qu'ils oppriment de la contagion des idées révolutionnaires.

Ajoutez à cela que les thermidoriens ne prononçaient pas un discours à la tribune de la convention sans y faire entrer un tirade déclamatoire et calomnieuse contre Robespierre ; que , dans leur correspondance avec les départements, ils déblatéraient sans cesse contre lui ; qu'ils envoyoient même des agens dans les villes et dans les campagnes pour le noircir aux yeux du peuple ; que leurs journaux, et ils ne toléraient que les leurs uniquement, étaient presque entièrement et quotidiennement remplis d'injures atroces contre celui qu'ils avaient lâchement assassiné ; qu'ils faisaient répandre en profusion des chansons, des pamphlets, des complaints, des gravures où il était dépeint comme un monstre ; que, pour avoir part à leurs faveurs, pour être admis dans l'administration publique, pour occuper un emploi quelconque, fût-on incapable et sans probité, il suffisait de détester Robespierre, il n'en fallait pas davantage.

Ce fut donc une mode, une habitude, un devoir, une nécessité même d'être anti-robesspierriste. Les thermidoriens avaient réussi au-delà de leurs espérances à faire prendre le change à leurs contemporains sur le caractère de leur victime ; mais après l'avoir dénaturé dans le

présent, ils songèrent à la défigurer dans l'avenir : ils avaient faussé le jugement de leurs contemporains, ils songèrent à fausser celui de la postérité ; i's se mirent à écrire l'histoire, ou tout au moins à préparer des matériaux pour l'histoire. Chaque thermidorien prit une plume et du papier, et fit des mémoires ; c'est d'après ces mémoires que les différentes histoires de la révolution ont été écrites, soit que les auteurs de ces romans historiques fussent les partisans de la faction thermidorienne, soit qu'ils fussent leurs dupes comme l'avait été toute une génération.

Jetons un moment nos regards en arrière pour examiner cette époque où les thermidoriens ont joué un rôle si sanglant, et voyons quelle part ils ont prise au régime de la terreur, tant reproché à Robespierre.

L'Assemblée législative décréta, après les événemens du 10 août, que le peuple élirait une convention nationale dont la mission serait de donner une nouvelle constitution à la France.

Quand cette convention fut élue, voilà à quoi tout le monde, et elle toute la première, croyait que se bornerait sa tâche. Chacun pensait que le nouvel édifice constitutionnel une fois construit, la convention se séparerait après avoir préalablement investi du pouvoir ceux qu'elle aurait jugés dignes de l'exercer, et que la session conventionnelle n'aurait que quelques mois de durée.

Les choses se passèrent différemment : le parti patriote, étroitement uni pour détruire, se fractionna en deux nouveaux partis après la victoire : l'un voulait que la révolution du 10 août, faite pour et par le peuple, profitât au peuple ; l'autre qu'il ne profitât qu'à une poignée d'intri-

gans. Ces deux partis se trouvèrent en présence dans le sein de la convention nationale, et, dès les premières séances, se firent une guerre d'extermination. Je n'ai point l'intention d'écrire ici les hostilités des Girondins et des Montagnards, je l'ai fait autre part. Je ne veux que tracer une rapide esquisse des faits pour en tirer les conséquences.

Après huit mois de lutte qui empêchèrent la convention de se livrer aux travaux législatifs qui faisaient l'objet de sa réunion, le parti girondin succomba. Reprochera-t-on aux Montagnards le sort qu'ils firent subir aux Girondins vaincus? Mais je demanderai quel sort eût été réservé aux Montagnards si les Girondins eussent triomphé? Avant le 31 mai ils avaient assez ouvertement manifesté leurs projets de vengeance et de mort; et après cette journée célèbre n'ont-ils pas insurgé une partie des départemens de l'Ouest et du Midi contre la majorité montagnarde? Si vingt-deux Girondins ont péri sur l'échafaud, c'est qu'ils avaient conspiré contre la liberté et le bien-être du peuple, et que la conspiration, après avoir long-temps été conduite dans l'ombre, avait enfin éclaté au grand jour, et ensanglanté une moitié de la France.

Je m'attends à une objection : de quel droit, me diront les partisans de la Gironde, les Montagnards s'emparèrent-ils de la redoutable omnipotence dont ils usèrent pour frapper les Girondins? Qui les avait rendus dépositaires de la hache dictatoriale? et à quel titre exerçaient-ils un pouvoir sans limites?

Je pourrais rétorquer cet argument, et dire : à quel titre les Girondins exercèrent-ils eux-mêmes un pouvoir

non moins étendu, depuis la chute de Louis XVI jusqu'à leur propre chute? Mais je ne veux pas mettre en avant cette objection. Je ne veux invoquer que le salut public, qui seul avait investi les Montagnards de la dictature; et certes, quand les Girondins se rendirent maîtres du gouvernement, et exercèrent l'autorité en véritables despotes, ils n'avaient pas cette excuse comme les Montagnards, puisque la France alors n'était pas en danger comme elle le fut dans le courant de l'année 93.

Et qui donc, grand Dieu! aurait sauvé la France, si les Montagnards n'avaient pris en main le pouvoir? Les Girondins trahissaient, était-ce les Girondins qui pouvaient la sauver? Ils tramaient des complots contre révolutionnaires, était-ce entre leurs mains qu'il fallait remettre les destinées de la révolution? La journée du 31 mai avait frappé la Gironde au cœur, comme celle du 10 août avait anéanti la monarchie; le peuple avait prononcé; son arrêt était irrévocable.

Autre objection : la convention nationale avait pour mission de doter la France d'une constitution républicaine; cette tâche une fois remplie, elle devait se séparer.

Il faut convenir que les ennemis de la Montagne n'ont pas une bien grande richesse d'imagination; au lieu de nous opposer des objections nouvelles, ils vont cherchant dans la poussière du Forum quelque vieux lambeau de ces argumens tant de fois rebattus par les contre-révolutionnaires de 93, par les agents de Pitt et de l'émigration. Oui, voilà précisément ce que disaient les ennemis les plus incapables de la révolution, en affectant hypocritement de vouloir la république; donnez à la France un

ordre régulier, un régime légal ; elle est assez mère pour la liberté. Ah ! c'était à vous seuls satellites de l'aristocratie et de la tyrannie, que le régime révolutionnaire faisait peur, c'était à vous seuls, qu'il adressait ses coups ; doux modéré, protecteur à l'égard des véritables patriotes, il n'était terrible qu'envers vous, parce que vous étiez les ennemis du peuple. Et c'est pour cela que vous demandiez le retour de l'ordre égal. Huit jours d'ordre légal comme vous l'entendiez, nous auraient suffi pour faire triompher la contre-révolution.

Mais la Montagne avait d'une main vigoureuse tendu l'arc ; elle avait pourvu à tout. Partout où les contre-révolutionnaires se présentaient pour étouffer la liberté, ils rencontraient la mort ; sur nos frontières, quatorze armées ; à Paris, l'échafaud.

Le sang a coulé, direz-vous, et voilà notre éternel grief contre les Montagnards. Ici encore je pourrais vous battre avec vos propres armes, je pourrais vous dire : Ne vous rappelez-vous donc plus les sanglantes proscriptions de 94 et 95, cette réaction sans exemple dans les fastes du monde, tant elle fut atroce ? Ne vous rappelez-vous plus ces échafauds dressés en permanence d'un bout de la France à l'autre, après le 9 thermidor ? Et je pourrais ajouter, 1815 est-il donc sorti de votre mémoire ? 1815, où les meurtres juridiques et les égorgemens à domicile moissonnaient tout ce qu'il y avait de noble et de pur ? Je m'arrête, car je sens trop que l'avantage est de mon côté, et qu'il ne serait pas généreux d'accabler un ennemi terrassé.

Le sang a coulé, dites-vous ? mais il me semble que vous

n'avez pas le droit demander compte aux Montagnards, vous qui, par vos complots sans nombre contre le salut public, les avez mis dans la nécessité cruelle de sévir avec la dernière rigueur. Taisez vous donc ; et, s'il vous reste quelque pudeur, ne venez plus distiller votre bave impure sur la tombe de ces illustres morts et leur donner le coup de pied de l'âne.

Ainsi donc, va-t-on me dire encore, vous vous constituez, envers et contre tous, l'apologiste quand même des excès de 93, de tous les excès de cette époque, sans exception. Entendons-nous. Je ne me constitue l'apologiste d'aucun excès, à moins qu'on ne veuille à toute force considérer comme excès les rigueurs indispensables de 93. En ce cas, je dirai qu'il y a eu des excès nécessaires et des excès inutiles ; que je flétris de tout mon mépris, de toute mon indignation ces derniers, et que j'approuve les autres.

Je les approuve, dans ce sens qu'il vaut mieux sacrifier un membre que de laisser périr un corps entier, qu'il vaut mieux, quand une maison brûle, endommager la toiture, ou abattre quelques pans de muraille, pour arrêter le progrès de l'incendie, que de la laisser consumer entièrement par les flammes.

Mais quant à l'épouvantable Carrier, l'abominable Fouché, au féroce Tallien ; quant à ce couple forcené, Barras et Fréron, qui noya Toulon dans les larmes et dans le sang ; quant à tous ces proconsuls impitoyables qui se repaissaient de meurtres, et qui semblaient puiser une vie nouvelle et d'ineffables jouissances à l'odeur des cadavres, honte, exécution sur eux !

Et ici je dois établir une importante distinction. La Montagne, que jusqu'à présent j'ai personnifiée en Robespierre, se partageait en deux fractions, dont l'une avait réellement Robespierre pour chef et pour type; et dont l'autre était sans portée, sans vues, et ne se laissait guider que par ses grossières passions. Tant que la première, Robespierre en tête, fut enflueute dans le gouvernement révolutionnaire, tout alla convenablement; mais dès que la seconde eut pris le dessus, le mouvement ascendant de la révolution s'arrêta, et le 9 thermidor eut lieu.

Ouvrez l'histoire, et, sans vous arrêter aux déclamations et aux amplifications contre-révolutionnaires, n'étudiez que les faits, pesez-les, méditez les avec attention, ou je me trompe fort, ou de cette étude ressortira pour vous la conviction que les excès inutiles de 93 doivent être attribués à cette portion de la Montagne qui envoya Robespierre à l'échafaud, et qui par conséquent voyait les choses autrement que lui et était affectée de passions ou d'idées différentes. A cette conviction s'en joindra une autre, c'est que les révolutionnaires les plus exagérés, ceux qui prêchaient le désordre et l'anarchie, ceux qui voulaient faire couper cent quarante mille têtes à Lyon; ceux qui dressaient burlesquement des autels à la déesse Raison; ceux enfin qui avaient pris à tâche de ridiculiser la révolution par des saturnales dégoûtantes, et de la déshonorer par des excès atroces, n'étaient autre chose que des agens de l'étranger qui recevaient leurs inspirations des cabinets de Londres et de Vienne, et qui auraient poussé la révolution dans le chaos, et ramené la France sous le joug de ses anciens maîtres, sans l'énergie salutaire de la Montagne, tout en-

tière groupée autour de Robespierre pour exterminer les ultra-révolutionnaires.

Si l'exagération était un crime, la modération, tant qu'il restait des dangers à combattre et des obstacles à vaincre, était également un crime, en tant qu'elle assurait l'impunité aux ennemis de la révolution. Après avoir sévi contre les hébertistes, types de l'exagération révolutionnaire, il fallut sévir contre les dantonistes, types de la modération contre-révolutionnaire, et qui parlaient imprudemment de clémence lorsque la patrie était encore sur le bord de l'abyme. Cette fois encore, et ce fut la dernière, la Montagne toute entière prêta son appui à Robespierre pour purger la Convention de Danton et consors (1). Mais lorsque la portion impure de la Montagne eut fait réflexion que les griefs invoqués par Robespierre contre Danton se basaient autant sur son immoralité et sa corruption, que sur la modération inopportune dans laquelle il s'était follement jeté, elle comprit, elle qui n'était pas moins immorale et corrompue que Danton, que les coups de Robespierre passaient par Danton pour arriver jusqu'à elle; elle comprit que puisque Robespierre voulait fonder la république sur la morale et la vertu, elle ne pourrait trouver place dans un ordre de choses ainsi constitué; elle résolut donc d'abattre Robespierre. Et la rupture qui ne tarda pas à s'opérer entre les deux fractions de la Montagne, n'avait passeule-

(1) On verra dans les *Mémoires* de Charlotte Robespierre que Maximilien ne sévit contre les dantonistes qu'à la dernière extrémité, et après avoir fait auprès de son ancien ami Camille une démarche pour le supplier de revenir aux véritables principes révolutionnaires.

ment pour cause l'immoralité de l'une et la rigidité de principes de l'autre ; elle prenait encore sa source dans une divergence très grave d'opinions. La portion impure de la Montagne voulait la continuation indéfinie de la terreur, l'autre portion, et particulièrement Robespierre, voulait que les crises révolutionnaires qui depuis deux ans se succédaient en France, fissent place à quelque chose de régulier et de stable.

Dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, rien n'existait plus de ce qui avait appartenu à l'ancien régime. Les croyances religieuses avaient péri avec tout le reste. Un pareil état de choses ne pouvait être qu'essentiellement temporaire ; car, le moyen qu'une société puisse long-temps vivre sans croyances, sans ordre, sans principes fixes et permanens ? La fièvre révolutionnaire avait bien pu pour un certain temps tenir lieu de ce qui manquait aux âmes, et remplir le vide effrayant où elles nageaient ; mais cette fièvre ne devait pas durer toujours, et une fois éteinte, l'absence totale de croyances menaçait la société d'une subversion funeste.

L'homme a besoin de croyances. Il a besoin de croyances, comme il a besoin d'eau pour boire et de pain pour manger ; l'eau et le pain sont la pâture de son corps, comme les croyances sont la pâture de son âme. L'homme sans croyances est comme une lampe privée d'huile, comme une plante que le soc du laboureur a déracinée, et qui penche languissamment vers la terre sa tête flétrie. L'homme sans croyances ne vit que d'une vie factice ou plutôt la vie pour lui n'est qu'un rêve de douleur, un cauchemar de tristesse, un ennui perpétuel et dévorant,

qui lui dessèche, qui lui ronge le cœur. Il se débat dans la vie comme dans une bauge d'infamies et de turpitudes. Ainsi qu'un naufragé qui se noie, il étend les bras de toutes parts pour saisir la planche qui doit l'arracher à la mort du néant. L'homme sans croyances se traîne péniblement et avec un convulsif effort du berceau au tombeau, et meurt sans avoir vécu.

Robespierre était tellement imbu de ces hautes vérités, et il en était d'autant plus imbu qu'il était croyant lui-même, que, dans ses projets de réorganisation, il faisait entrer en première ligne, je ne dirai pas le plan d'une religion nouvelle, mais la reconnaissance d'un principe qui à lui seul constitue tout un ordre d'idées, toute une religion ; c'est-à-dire le principe de l'immortalité de l'âme et de l'existence de Dieu. Il voulait que cette doctrine consolante servit pour ainsi dire de portique au nouvel édifice social pour la construction duquel il rassemblait de toutes parts d'immenses matériaux.

La célébration de la fête à l'Être suprême fut le signal du déchaînement de la mauvaise Montagne contre lui. Ceux qui pour se faire une idée de cette haute solennité ne l'ont vue qu'à travers le prisme des quolibets, des plaisanteries indécentes que les corrompus et les immoraux lancèrent contre elle, ne la connaissent point. Jésus aussi, lorsqu'on le traîna au supplice, fut l'objet des railleries et des injures d'une foule ignorante et abrutie : qu'est-ce que cela prouve ?

La fête à l'Être suprême fut tout à la fois un premier pas vers un système de réorganisation, et un essai tenté par Robespierre pour juger de ses collègues. Il vit qu'à

l'exception d'un petit nombre de démocrates purs, en tête desquels marchait le vertueux Saint-Just, tous étaient contre lui, et contre les principes qu'il voulait faire prévaloir. Alors, il pressentit qu'une bataille parlementaire entre les deux fractions de la montagne était inévitable ; il s'y prépara. Ses ennemis étaient maîtres du gouvernement, il s'en sépara, et passa un mois et demi loin des affaires, méditant en silence son plan d'attaque et rassemblant ses forces.

La fraction de la montagne qui avait juré la perte de Robespierre n'oublia rien pour s'assurer la victoire. Il lui était d'autant plus facile de préparer une résistance formidable, qu'elle n'était point scrupuleuse sur le choix des moyens ; aussi la vit-on s'allier à l'ancien parti girondin et au débris du parti de Danton, pour combattre l'*ennemi commun*, comme disaient Tallien, Barras, Fréron, Fouché, et les autres chefs du parti qui triompha en thermidor. L'*ennemi commun*, combien ce mot renferme de choses ! Il dit tout. La question avait donc changé. Il ne s'agissait plus du fédéralisme des girondins, du modérantisme des dantonistes, de la terreur *quand même* des montagnards impurs. Non. Tous étaient réunis sous la même bannière, celle de l'égoïsme et de l'immoralité ; tous se tenaient étroitement embrassés pour combattre l'*ennemi commun*. L'*ennemi commun*, c'était celui qui avait l'infamie, la scélératesse de vouloir proscrire la corruption, et de vouloir la remplacer par la vertu ; l'*ennemi commun*, c'était ce monstre altéré de sang qui disait : Plus de vengeances, plus d'exécutions, que les cœurs abjurent toute inimitié et s'ouvrent aux douces émotions de la fraternité universelle.

Voilà celui que les thermidoriens appelaient l'*ennemi commun*.

La bataille se livra enfin ; elle dura deux jours. Le premier jour, 8 thermidor, elle fut indécise. Robespierre avait commencé l'attaque par un discours fort beau ; ce discours n'avait qu'un défaut, mais un défaut capital, qui peut-être fut cause de la défaite du lendemain ; c'est qu'il n'allait pas assez clairement au fait, c'est qu'il ne désignait pas assez explicitement ceux qu'il dénonçait comme ennemis de la chose publique. La question était tellement délicate, et il était tant d'hommes qui pouvaient intérieurement se croire coupables d'immoralité, que, ne voulant signaler que les chefs de file du parti des immoraux, Robespierre aurait dû les nommer, et ne point laisser planer sur la presque totalité des membres de la convention l'accusation qu'il ne voulait réellement diriger qu'contre huit ou dix coupables. Il en résulta que les rangs thermidoriens s'augmentèrent de tous ceux qui se crurent accusés par Robespierre, et qu'ils présentèrent une majorité compacte dans la séance du 9 thermidor.

On sait quelle fut l'issue de cette séance. Le 9 vit la chute de Robespierre, et le 10 son supplice.

A la mort de Jésus, disent les Écritures, la terre trembla, le ciel s'obscurcit, les morts sortirent de leurs tombeaux. Tout cela est fort pathétique, bien que ce ne soit pas croyable. Mais à la mort de Robespierre, on vit un phénomène bien autrement désastreux, et qui ne fut que trop réel. La révolution s'arrêta et rebroussa chemin. Cinq années d'efforts, de travaux, de victoires, de luttes avec la parole, l'épée et la plume, tout cela fut anéanti.

Les destinées du monde restèrent en suspens ; la liberté en pleurs remonta au ciel, et la France fut condamnée à subir une réaction qui dure depuis quarante ans. Le grand attentat de thermidor n'est-il pas suffisamment jugé par ses résultats ?

Les deux Robespierres ont cessé d'être, mais la tombe n'a pas, en se refermant sur eux, englouti tout ce qui était né de leur sang. Leur sœur survit à l'horrible catastrophe de thermidor : Charlotte Robespierre est condamnée encore à vivre près d'un demi-siècle, si c'est vivre de se repaître chaque jour de souvenirs déchirans et d'interminables pleurs.

Charlotte Robespierre avait reçu de la nature les plus douces et les plus aimables vertus. Sans fiel, sans passions violentes et haineuses, elle était d'une humeur toujours égale, d'un caractère toujours affable. Son cœur aimant et sensible ne pouvait comprendre qu'il y eût des gens qui se fissent un plaisir du malheur d'autrui ; et pourtant, personne n'en avait fait une plus cruelle expérience qu'elle-même. Les turbulentes agitations de la politique l'eussent fait fuir aux extrémités de la terre, si l'ardente tendresse qui l'unissait à ses frères ne l'eût retenue dans sa patrie. Passionnée pour la vie privée, elle ne put jamais se résoudre à en sortir, et se garda toujours bien d'imiter ces femmes qui, oubliant le rôle qui convient à leur sexe, se lancent follement et ridiculement dans une carrière qui n'est point faite pour elles. Aussi ne joua-t-elle aucun rôle dans les événemens extraordinaires qui signalèrent l'époque où son frère aîné fut au pouvoir. Une madame Roland, ou telle autre femme-homme d'État, vous écrira des in-folios sur ce qu'elle a vu, sur ce qu'elle a fait ; mais Charlotte Robespierre ne s'occupe de politique qu'autant qu'il lui est nécessaire pour suivre des yeux ses frères dans l'arène où ils luttent corps à corps avec le crime.

Arrêtée, après le 9 thermidor, elle fut rendue à la liberté

au bout de quinze jours, comme on le verra dans ses mémoires. Elle chercha un refuge chez plusieurs de ses amies qui la repoussèrent, en prenant pour excuse l'effrayante proscription qui pesait sur tout ce qui touchait à Robespierre. Enfin, elle frappa à la porte du citoyen Mathon. Cette porte-là s'ouvrit ; elle fut reçue avec tous les égards qui étaient dus à tant d'infortunes. Le citoyen Mathon avait été l'ami des deux Robespierre ; il fut heureux de pouvoir recueillir leur sœur ; dès-lors elle fut l'objet de toutes ses sollicitudes.

Mademoiselle Mathon, qui aima Charlotte Robespierre comme sa mère, et qui jusqu'au dernier soupir de cette femme infortunée ne cessa de lui prodiguer les soins les plus tendres et les plus empressés, n'avait que six ans lorsqu'elle se réfugia chez son père. Elevée sous les yeux de Charlotte Robespierre, mademoiselle Mathon se fit une douce habitude de le voir, de l'entendre, de l'aimer, et lui voua bientôt son existence. Après la mort de son père, qui succomba en 1827, elle continua à vivre avec elle. Il faut les avoir vues toutes les deux dans leur intérieur pour savoir à quel point elles s'aimaient.

Que dirai-je sur la vie de Charlotte Robespierre ? rien. Cette vie tranquille et obscure s'écoula comme un fleuve silencieux et ignoré qui traverse de profondes solitudes, et va mêler ses eaux à celles de l'Océan sans avoir baigné aucune rivière habitée. Qu'on se représente une fleur au milieu des déserts, qui s'épanouit, exhale de doux parfums, se fane et meurt : telle fut Charlotte Robespierre. Elle habitait Paris ; mais Paris pour elle n'était qu'une solitude ; Paris ne lui offrait qu'un *désert d'hommes*, selon la magnifique expression d'un grand écrivain.

On lira dans ses Mémoires comment elle obtint une pension du premier consul Bonaparte. Cette pension fut diminuée à l'arrivée des Bourbons. Charlotte Robespierre s'attendait à la perdre, et son étonnement fut grand quand elle apprit que Louis XVIII. la lui conservait, réduite à 1,200 fr. il est vrai (1). On se demandera dans quelle intention le frère de Louis XVI a pu faire une pension à la sœur de Maximilien Robespierre; et cette question est toute naturelle; je me la suis adressée à moi-même tout le premier. Après y avoir bien pensé, je n'ai pu voir dans la pension qui fut continuée par Louis XVIII, qu'un moyen de fermer la bouche à Charlotte Robespierre. Les Bourbons devaient craindre qu'elle n'écrivit des Mémoires sur son frère, qu'elle n'essayât de le réhabiliter dans l'opinion publique, et qu'elle ne montrât l'absurdité des calomnies qui étaient dirigées contre lui. Cette crainte seule a pu suffire pour qu'on lui conservât, en la diminuant, une pension que Bonaparte ne lui avait accordée qu'en considération de ses frères, dont l'un avait été son ami, et qu'il admirait tous les deux.

Dira-t-on que Charlotte Robespierre devait rejeter la pension, et entreprendre la réhabilitation de son frère? mais que l'on songe à son grand âge, à ses infirmités, et surtout au dénuement complet où elle se trouvait. Rejeter la pension, qui depuis quinze ans la soutenait, c'était se condamner à périr de faim et de misère; car enfin ses

(1) En 1825, la pension de Charlotte Robespierre subit une réduction; elle ne fut plus que de 1,200 francs. Sous le gouvernement actuel, elle lui fut conservée à ce chiffre.

frères ne lui avaient rien laissé. Ce Maximilien Robespierre, qui disposa de sommes si considérables comme membre du gouvernement, il mourut pauvre, et n'avait que 50 francs chez lui quand on le traina à l'échafaud. On peut juger de ses richesses et de celles de sa sœur par le mobilier que cette dernière laissa en mourant(1).

Charlotte Robespierre avait l'esprit cultivé. Elle avait beaucoup lu et beaucoup réfléchi. J'ai trouvé dans ses papiers, qui me furent remis après sa mort, comme elle l'avait désiré, un choix de pensées et de maximes, extraites par elle de différens livres, qui montre qu'elle lisait avec fruit, et que les traits profonds ou spirituels faisaient impression sur elle. Je publie à la fin de ces Mémoires quelques-unes des pensées et maximes recueillies par Charlotte Robespierre(2).

Accoutumée à n'entendre prononcer que des blasphèmes sur ses frères, à ne lire que des diatribes furibondes contre eux, que l'on juge de la joie qu'elle dut ressentir lorsque mes écrits lui tombèrent entre les mains ! Pour la première fois peut-être elle entendait parler de Robespierre en termes équitables et impartiaux. Elle voulut me connaître, je la vis, et depuis lors, malgré l'extrême différence d'âge qui nous séparait, une étroite amitié s'établit entre nous. Je me rappellerai toujours la vive émotion que j'éprouvai en la voyant pour la première fois ; de son côté, elle n'était pas moins émue, et, ne pouvant me parler d'abord, elle me serra les mains avec une expression que je n'oublierai

(1) Voir Pièces justificatives, n° 1.

(2) Voir Pièces justificatives, n° 2.

jamais. J'eus avec elle de longues et fréquentes conversations. Mon emprisonnement rendit nos entrevues plus rares ; je dis plus rares , car il ne les interrompit pas tout-à-fait ; Charlotte Robespierre venait me visiter dans la maison de santé où je fus transféré par ordre du ministre de l'intérieur, pour y recevoir les soins que nécessite impérieusement la maladie chronique du cœur dont je suis attaqué.

Pour donner une idée du degré d'intimité qui existait entre Charlotte Robespierre et moi, je publie à la fin de ses Mémoires la copie d'une lettre qui me fut adressée par elle l'hiver dernier, en réponse à une lettre de moi dont je dois taire le contenu (1).

Depuis la tragique journée du 9 thermidor, la santé de Charlotte Robespierre avait presque constamment donné des craintes au petit nombre d'amis qui lui étaient restés fidèles. Accablée de maux et d'infirmités , elle ne tenait à la vie que par un fil ; et sans les soins de mademoiselle Mathon , je ne fais aucun doute que depuis longtemps elle aurait cessé de compter au nombre des vivans. Lorsque je la connus, elle était bien souffrante et bien cassée ; je m'aperçus avec une vive douleur que ses traits s'altéraient de jour en jour d'une manière effrayante, et que le moment approchait où il ne resterait plus d'elle qu'un souvenir.

Elle fut dans ses derniers jours ce qu'elle avait toujours été. Les maux aigus dont elle était sans cesse obsédée n'avaient altéré en rien la sérénité de son âme, l'extrême douceur de son caractère.

(1) Voir Pièces justificatives, n° 5.

Elle avait écrit sur ses frères les notes et fragmens que l'on va lire, et avait déposé dans ce travail tous les sentimens d'amour, de respect et de vénération qu'elle portait à leur mémoire. Elle voulut, dans son testament, rendre un dernier hommage à la vertu de Maximilien, qui avait été le plus calomnié des deux (1).

Retenue au lit par l'excès de ses souffrances, je ne la vis plus ! Oh ! combien alors ma captivité me devint insupportable, puisqu'elle me privait du triste et amer bonheur de recueillir son dernier soupir. Ma sœur lui rendait visite presque tous les jours ; elle lui portait l'expression de ma tendre et respectueuse amitié, et me rapportait celle de son affection maternelle : « vous embrasserez mille fois pour moi mon cher enfant », disait-elle à ma sœur toutes les fois qu'elle prenait congé d'elle.

Le mal avait fait des progrès tels, qu'il ne resta plus aucun espoir. Le 1^{er} août, jour de sa mort, elle fit ses dernières dispositions avec une présence d'esprit et un calme étonnans. Un prêtre se présenta ; elle ne voulut point le recevoir, disant qu'elle avait toute sa vie pratiqué la vertu, et qu'elle mourait avec une conscience pure et tranquille. Plusieurs fois dans la journée elle m'appela, et répéta ces mots qui me déchirent l'âme : « Je ne le verrai donc plus avant de mourir ! » Elle n'avait plus que quelques instans à vivre lorsque, soulevant sa tête défaillante, et fixant ses yeux éteints sur mon portrait, elle lui adressa un dernier adieu... Elle expira à quatre heures de l'après-midi, dans

(1) Voir Pièces justificatives, n° 4.

les bras de mademoiselle Mathon. Elle était âgée de soixante-quatorze ans.

Ses obsèques eurent lieu le 3 août. Une affluence considérable de patriotes suivait le convoi. Mademoiselle Mathon avait manifesté le désir que je fisse un discours pour être prononcé sur la tombe de Charlotte Robespierre. Malgré le désordre d'idées où m'avait plongé une perte si douloureuse, j'écrivis à la hâte quelques pages qui furent lues par un des assistants (1). Un ordre, un recueillement parfait régna aux funérailles de Charlotte Robespierre. La tristesse la plus profonde était peinte sur tous les visages ; il semblait que chacun eût perdu une mère ou une sœur. Mais lorsque ses restes eurent été déposés dans la terre, et que, sur le bord de cette tombe béante, une voix parla de ses vertus et des longs malheurs qu'elle avait éprouvés, alors d'abondantes larmes coulèrent et des sanglots déchirans se firent entendre.

LAPONNERAYE.

(1) Voir Pièces justificatives, n° 3.



MÉMOIRES
DE
CHARLOTTE ROBESPIERRE
SUR
SES DEUX FRÈRES;

J'avais pensé que le temps qui détruit tout, aurait anéanti la calomnie qui a dénaturé le caractère de mon bon et malheureux frère, Maximilien. Il y a trente-trois ans⁽¹⁾ que mes deux frères ont été assassinés; une génération a passé, et l'erreur, bien loin de faire place à la vérité, n'a fait que grandir et se propager en tous lieux.

J'aurais bien voulu détruire une aussi funeste préven-

(1) Cette partie des Mémoires de Charlotte Robespierre fut écrite en 1827. L.

tion ; mais des personnes qui prenaient intérêt à ma position me conseillèrent de ne rien dire , parce qu'on ne manquerait pas de récuser mon témoignage et de m'accuser de partialité. Je suivis leurs conseils et je crois que j'ai eu tort. Je ne savais pas qu'on m'attribuait des lettres contre mon frère aîné, afin de donner plus de force aux accusations portées contre lui.

J'ignore si mon jeune frère a été calomnié comme Maximilien ; je n'en ai rien entendu dire ; mais je sais qu'il a été assassiné pour avoir dit : « Je partage les vertus de mon frère. » Cette profession de foi a été son arrêt de mort... Quelle était donc la morale de ces hommes qui vouaient à la mort les plus ardents démocrates ?

Ils ne se sont pas contentés de ce crime, ils ont encore poursuivi leurs victimes au-delà du tombeau. Après avoir immolé l'homme de bien, l'incorruptible Maximilien, ses bourreaux ont mis tant d'audace dans leurs attaques contre lui, qu'ils ont fait passer mon pauvre frère pour un scélérat, non seulement dans sa patrie, mais encore chez les autres nations. Ils ont distillé leur fiel partout, dans les libelles, dans les journaux, dans les biographies, et jusque dans les romans. Ils ont tant fait, qu'ils ont égaré l'opinion de la multitude et même celle des penseurs, qui, s'ils avaient voulu se donner la peine de démêler la vérité à travers les absurdes et odieux mensonges dont était chargée la mémoire de mes frères, auraient infailliblement été désabusés sur leur compte.

Les méchants se donnent plus de peine pour répandre et propager le mensonge, que les bons n'en prennent pour connaître la vérité.

Cependant je ne puis croire que, parmi tant d'hommes, toujours prêts à accueillir l'erreur, il ne s'en sera pas trouvé quelques-uns moins prompts à juger que les autres, qui auront réfléchi sur l'absurdité des accusations qui planent sur mes frères; accusations dénuées de preuves, et qui ne reposent que sur la méchanceté de leurs ennemis.

La vérité déplaît aux uns, est indifférente aux autres; voilà pourquoi elle reste cachée pendant des siècles. Honneur aux âmes exemptes de préjugés, qui se dévouent pour la faire triompher.

S'il existe des hommes qui aient intérêt à noircir mes frères, à dénaturer leurs intentions, la postérité du moins, qui seule a le droit de fixer le caractère des personnes illustres, vengera leur innocence, et rétablira les faits sous leur point de vue. Que ceux qui s'obstinent à rester dans l'erreur et à croire contre toute vraisemblance que mes frères méritent la réprobation qui pèse encore sur eux dans beaucoup d'esprits, fassent au moins réflexion que deux hommes qui avaient pratiqué la vertu toute leur vie ne pouvaient devenir tout-à-coup méchants. Un grand poète a eu raison de dire :

Quelques crimes toujours précèdent les grands crimes ;
Quiconque a pu franchir les bornes légitimes
Peut violer enfin les droits les plus sacrés :
Ainsi que la vertu le crime a ses degrés ;
Et jamais on n'a vu la timide innocence
Passer subitement à l'extrême licence.

O mon frère Maximilien ! que ne puis-je, en rendant hommage à ta mémoire, faire passer la conviction dans

toutes les âmes honnêtes et vertueuses comme était la tienne ! Depuis l'instant de ta naissance tu n'as pas cessé de pratiquer la justice , de te signaler par des actions louables et méritantes. Tous ceux qui l'ont connu le savent, ils peuvent l'attester, mais aucun n'a osé le dire jusqu'à présent, tant était grande la terreur que tes ennemis ont su leur inspirer. Ah ! s'il reste dans l'âme de tes calomnieux quelque sentiment humain, ils doivent être déchirés par les remords !

O mes frères ! mes chers et malheureux frères ! combien vous avez eu à souffrir de voir tant de perfidie chez les hommes ! Combien vous souffririez encore si vous pouviez savoir que les impostures de vos ennemis ont eu tout le succès qu'ils en espéraient. Mais vous n'avez pu le penser : vos consciences vous faisaient croire que rien ne pourrait ternir l'éclat de votre réputation. Heureuse sécurité ! que les méchants ne connaissent pas ; c'est le seul bien qu'ils n'ont pu vous ravir, c'est aussi la seule consolation d'une sœur qui vous révère et vous pleure.



CHAPITRE PREMIER.

Enfance de Maximilien Robespierre. — Mort de sa mère et de son père. — Il commence ses études au collège d'Arras. — Ses amusemens. — Anecdote du pigeon. — Il part pour le collège Louis-le-Grand, à Paris. — Ses brillantes études. — Il est chéri de ses maîtres et de ses condisciples. — Il est le défenseur de l'opprimé. — Il fait son droit. — Il est reçu avocat au parlement de Paris. — Motifs qui le déterminent à embrasser cette profession.

Maximilien était l'aîné de quatre enfans ; il avait un frère et deux sœurs. Notre père était avocat au conseil d'Artois ; il habitait Arras, où il s'était acquis une grande considération par sa probité et ses vertus ; il était honoré et chéri de toute la ville. Nous eûmes le malheur de perdre notre mère, dans l'âge où nous avions le plus besoin de ses soins empressés et de sa tendre sollicitude ; Maximilien n'avait que sept ans ; j'étais moins âgée que lui de vingt

mois ; notre jeune frère venait d'atteindre sa deuxième année ; je crois me rappeler qu'il était encore en nourrice. Quant à notre jeune sœur, elle pouvait avoir trois ou quatre ans.

Toute jeune que j'étais, je me rappelle encore ma mère, et ce souvenir, après plus de soixante ans, humecte mes yeux de délicieuses larmes. Oh ! qui n'aurait pas gardé dans sa mémoire le souvenir de cette excellente mère ! elle nous aimait tant ! Maximilien non plus ne pouvait se le rappeler sans émotion : toutes les fois que dans nos entretiens intimes nous parlions d'elle, j'entendais sa voix s'altérer, et je voyais ses yeux se mouiller. Elle n'était pas moins bonne épouse que bonne mère. Sa mort fut un coup de foudre qui frappa au cœur notre pauvre père. Il fut inconsolable. Rien ne pouvait faire diversion à sa douleur ; il ne plaidait plus, il ne s'occupait plus d'affaires, il était tout entier au chagrin qui le consumait. On lui conseilla de voyager pendant quelque temps pour se distraire ; il suivit ce conseil et partit : mais, hélas ! nous ne le revîmes plus ; l'impitoyable mort nous l'enleva comme elle nous avait déjà ravi notre mère. Je ne sais dans quel pays il mourut. Il aura sans doute succombé à une douleur devenue insupportable.

Nous étions donc orphelins de père et de mère. On ne peut se faire une idée de l'impression que produisit sur Maximilien la mort de nos parens. Un changement total s'opéra en lui. Auparavant il était, comme tous les enfans de son âge, étourdi, turbulent, léger ; mais dès qu'il se vit, pour ainsi dire, chef de la famille en sa qualité d'ainé, il devint posé, raisonnable, laborieux, il nous parlait avec

une sorte de gravité qui nous imposait ; s'il se mêlait à nos jeux, c'était pour les diriger. Il nous aimait tendrement, et il n'était pas de soins et de caresse qu'il ne nous prodigât.

Restés seuls et sans soutiens sur la terre, nous avions besoin qu'on vint à notre secours. Les deux sœurs de mon père nous prirent chez elles, ma sœur et moi ; nos aïeux maternels se chargèrent du soin d'élever Maximilien et notre jeune frère Augustin. Le premier fut mis au collège d'Arras, et fit en peu de temps des progrès rapides qui étonnèrent ses maîtres. Son goût pour l'étude et pour les choses sérieuses le rendait très appliqué à ses devoirs. Il montra de bonne heure un caractère doux et juste qui le faisait chérir de tout le monde. Il partageait rarement les jeux et les plaisirs de ses camarades ; il aimait à être seul pour méditer à son aise, et passait des heures entières à réfléchir. On lui avait donné des pigeons et des moineaux dont il avait le plus grand soin, et auprès desquels il venait souvent passer les momens qui n'étaient pas consacrés à l'étude.

J'ai lu dans d'ignobles biographies où mon frère Maximilien était peint sous les couleurs les plus noires, que les jeux de son enfance consistaient à faire souffrir les animaux, et qu'il s'amusait à couper des têtes d'oiseaux pour s'accoutumer à couper un jour des têtes d'hommes. Il faut professer un bien grand mépris pour le public et le croire totalement dénué de bon sens pour lui débiter des contes aussi absurdes. Quoi ! mon frère, pendant qu'il faisait ses études, c'est-à-dire quinze ou vingt ans avant que Guillotin n'eut inventé l'instrument de supplice qui porte son nom,

aurait, selon les biographies dont je viens de parler, construit une petite guillotine avec laquelle il se serait amusé à décapiter les oiseaux ! En vérité, c'est faire injure aux lecteurs de ces Mémoires que d'entreprendre la réfutation de pareilles sottises. Je laisse à leur indignation à flétrir ces imputations abominables.

On nous envoyait chercher, ma sœur et moi, tous les dimanches, pour nous réunir à nos deux frères. C'étaient des jours de bonheur et de joie pour nous. Mon frère Maximilien, qui faisait une collection d'images et de gravures, nous étalait ses richesses et était heureux du plaisir que nous éprouvions à les contempler. Il nous faisait aussi les honneurs de sa volière, et nous mettait entre les mains, les uns après les autres, ses moineaux et ses pigeons. Nous désirions vivement qu'il nous donnât un de ses oiseaux favoris ; nous le sollicitons avec prière, il s'y refusa longtemps dans la crainte que nous n'en eussions pas tout le soin possible. Un jour pourtant, il céda à nos instances, et nous donna un beau pigeon. Ma sœur et moi nous fûmes dans l'enchantement. Il nous fit promettre de ne jamais lui laisser manquer de rien ; nous le jurâmes mille fois et tinmes parole pendant quelques jours, ou plutôt nous aurions toujours gardé notre serment si le malheureux pigeon, oublié par nous dans le jardin, n'avait péri pendant une nuit d'orage. A la nouvelle de cette mort, les larmes de Maximilien coulèrent, il nous accabla de reproches que nous n'avions que trop mérités, et jura de ne plus nous confier aucun de ses chers pigeons.

Voilà soixante ans que, par une étourderie d'enfant, j'ai été la cause du chagrin et des larmes de mon frère

ainé : eh bien ! mon cœur en saigne encore ; il me semble que je n'ai pas vieilli d'un jour depuis que la fin tragique du pauvre pigeon a été si sensible à Maximilien, tant j'en suis encore affectée moi-même.

Trois années s'écoulèrent ainsi. Je pourrais rapporter une foule de traits de l'enfance de Maximilien Robespierre ; mais des faits qui sont très intéressans pour moi, et que je ne puis me rappeler sans attendrissement, le seraient peut-être moins pour le public, qui probablement lira un jour ces Mémoires. Si je n'ai pas voulu passer sous silence cette anecdote, c'est qu'elle montrera à ceux qui pourraient révoquer en doute le bon naturel de mon frère aîné, que jamais cœur ne fut plus compatissant que le sien.

Les progrès de Maximilien, son goût pour l'étude, ses heureuses dispositions, intéressèrent en sa faveur l'abbé de saint-Waast, qui connaissait nos tantes, et qui était à même d'apprécier mon frère. Cet ecclésiastique disposait de plusieurs bourses au collège Louis-le-Grand, à Paris ; il en donna une à Maximilien.

Il fallut nous séparer. Bien des larmes coulèrent de part et d'autre. Maximilien, qui, malgré sa sensibilité, avait déjà une certaine fermeté dans le caractère, nous consolait de son mieux tout en pleurant avec nous. L'idée de nous revoir aux prochaines vacances adoucissait un peu l'amertume de notre séparation. Maximilien, avant son départ, nous fit présent, à ma sœur et à moi, de tous les objets qui servaient à ses amusemens ; mais il ne voulut point nous donner ses chers pigeons, craignant qu'ils n'eussent le même sort que celui que nous avions laissé périr dans le jardin. Il les confia à une personne dont il n'avait pas

à craindre la même négligence, et à qui il les recommanda vivement.

Maximilien avait onze ans lorsqu'il partit pour Paris. Nos tantes l'adressèrent à un chanoine du chapitre de Notre-Dame, M. de la Roche, qui était notre parent. Maximilien trouva en lui un protecteur, un mentor ; M. de la Roche s'attacha à cet enfant, en qui il remarquait des qualités rares. Malheureusement pour mon frère il perdit au bout de deux ans M. de la Roche. J'ai su que cette perte lui avait été très sensible, bien qu'il l'eût supportée avec une résignation d'homme. Il redoubla d'ardeur et d'application dans ses études pour faire diversion à sa douleur. J'ai entendu dire qu'il était aimé de ses maîtres et de ses camarades, et qu'il remportait presque toujours les premiers prix. Il resta sept à huit ans au collège Louis-le-Grand ; pendant ce long laps de temps, il n'eut aucune brouille avec ses condisciples, tant son humeur était égale et douce ; il se constituait le protecteur des petits contre les plus âgés, plaidait en leur faveur, et se battait même pour les défendre lorsque son éloquence restait sans succès.

Chaque année, il revenait parmi nous passer les vacances. Nous le revoyions toujours avec des transports de joie. Comme ils s'écoulaient rapidement les jours que nous passions ensemble après des absences d'une année ! Lorsque le moment de retourner au collège était arrivé, il nous semblait que nous ne le possédions que depuis quelques instans. C'est pendant que Maximilien faisait ses études à Paris que nous eûmes le malheur de perdre notre jeune sœur. Il était donc dit que notre enfance serait abreuvée de

larmes, et que chacune de nos premières années serait marquée par la mort d'un objet chéri. Cette fatale destinée a influé plus qu'on ne pense sur le caractère de Maximilien; elle l'a rendu triste et mélancolique.

Une fois ses études classiques terminées, il fit son droit. Avant de quitter le collège Louis-le-Grand, Maximilien se rendit chez l'abbé commendataire de Saint-Waast, et le pria de vouloir bien disposer de sa bourse en faveur de son jeune frère. L'abbé commendataire l'accueillit avec la plus grande bonté, lui parla des brillantes études qu'il avait faites dans les termes les plus flatteurs, et lui dit qu'il saisisait avec empressement l'occasion de lui prouver toute son estime en se rendant à sa demande, ajoutant que ce qui le confirmait dans cette résolution, c'était l'espoir que son frère serait digne de lui.

Je ne sais à quelle occasion mon frère aîné se rencontra avec Jean-Jacques Rousseau; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il eut une entrevue avec lui. J'ignorerais entièrement cette circonstance de la vie de Maximilien sans une dédicace qu'il adresse aux mânes du philosophe de Genève (1).

Lorsque Maximilien eut fait son droit, il fut reçu avocat au parlement de Paris. Il avait une prédilection toute particulière pour la profession d'avocat; je lui ai souvent entendu dire qu'il n'y avait pas de métier plus sublime au monde quand il était exercé avec désintéressement et humanité. « Défendre les opprimés contre les oppresseurs, disait-il, plaider la cause du faible contre le fort qui l'ex-

(1) Voir aux pièces justificatives, n° 1.

ploite et l'écrase, c'est le devoir de tout cœur que l'égoïsme et la corruption n'ont pas gangrené. » « Il est si doux de se dévouer pour ses semblables, ajoutait-il, que je ne conçoit pas comment il y a tant de malheureux qui restent sans appui, sans défenseurs; pour moi, la tâche de ma vie sera de secourir ceux qui souffrent, et de poursuivre de ma parole vengeresse ceux qui sans pitié pour l'humanité, se font un plaisir et une joie des souffrances d'autrui. Trop heureux si mes faibles efforts sont couronnés de succès, et si, pour prix de mon dévouement et de mes sacrifices, ma mémoire n'est pas ternie par les calomnies des oppresseurs que j'aurai combattus. »

Infortuné Maximilien ! tu n'as dit que trop vrai ; les ennemis du peuple t'ont calomnié de toutes les manières, et le succès de leurs impostures a été tel, que ce peuple même pour qui tu t'es dévoué te méconnaît peut-être encore.



CHAPITRE II.

Retour de Maximilien Robespierre dans sa famille. — Ses débuts au barreau. — Son désintéressement. — Son genre de vie. — Ses mœurs privées. — Son attachement pour mademoiselle Desorties. — Ses relations avec l'aristocratie d'Arras. — Ses amis et ses ennemis. — La Société des arts et sciences de Metz couronne un discours de Robespierre. — La Société des *Rosalis* et l'académie d'Arras le reçoivent au nombre de leurs membres. — Augustin Robespierre. — Portrait des deux frères. — Maximilien est nommé membre du tribunal criminel d'Arras. — Il est élu député aux États Généraux. — Jugement de Mirabeau sur Robespierre.

Le retour de Maximilien dans sa famille, au sein de laquelle il vient se fixer, fut un jour de fête pour tous ; nos amis pleuraient avec nous d'attendrissement. Mon

frère était universellement aimé. On connaissait la douceur de son caractère et la pureté de son cœur, et chacun était jaloux de le compter au nombre de ses amis.

Il débuta dans la carrière du barreau avec la plus grande distinction. Ses premiers plaidoyers fixèrent l'attention de tout le monde. Je me suis souvent questionnée sur la cause des grands succès de mon frère aîné comme avocat. Maximilien avait beaucoup de talent, sa parole était facile, sa logique pressante; mais je ne crois pas que ces éminentes qualités aient suffi toutes seules pour fonder sa réputation: je crois que ce qui a contribué surtout à le mettre en évidence, c'est le choix de ses causes; il ne se chargeait que des causes justes, et refusait celles qui ne l'étaient pas; aussi les gagnait-il presque toujours. On lui confia plusieurs procès fort importants, dans lesquels il déploya une capacité vraiment supérieure.

Je l'ai toujours vu agir avec beaucoup de désintéressement. Lorsqu'un de ses clients venait le consulter sur quelque affaire litigieuse, il cherchait moins à le confirmer dans la résolution de plaider qu'à le rapprocher de la partie adverse, et à concilier le différent qui les partageait. Il se chargeait de préférence de la défense du pauvre, et, souvent lui offrait sa bourse au lieu d'exiger des honoraires. Quelquefois les deux parties contraires, dans le même procès, le sollicitaient de prendre en main leur cause; Maximilien ne balançait pas, il optait pour celui des deux plaideurs, fût-il le plus pauvre, et dût-il n'en recevoir aucun salaire, dont les prétentions lui paraissaient fondées. On voit qu'il ne faisait point de sa profession une spéculation, et qu'il subordonnait tout à la question de justice. Voilà ce qui

faisait dire de lui qu'il était *le soutien des opprimés et le vengeur de l'innocence*.

Je dois entrer dans quelques détails sur le genre de vie que Maximilien avait adopté.

Il travaillait beaucoup, et passait dans son cabinet une grande partie du temps qu'il ne passait pas au palais. Il se levait à six ou sept heures et travaillait jusqu'à huit. Son perruquier alors venait le coiffer. Il prenait ensuite un repas, qui consistait en laitage, et se remettait au travail jusqu'à dix heure, où il s'habillait et se rendait au palais. Après l'audience, il venait dîner; il mangeait peu et ne buvait que de l'eau rouge; il ne témoignait aucune préférence pour certains alimens. Bien des fois je lui ai demandé ce qu'il voulait manger à son dîner; il me répondait qu'il n'en savait rien. Il aimait le fruit, et la seule chose dont il ne pouvait se passer, c'était une tasse de café. Après le dîner il sortait pour faire une promenade d'une heure ou pour faire une visite. Il rentrait ensuite, il se renfermait de nouveau dans son cabinet jusqu'à sept ou huit heures; il passait le reste de la soirée, soit avec des amis soit au sein de sa famille.

Mes tantes et moi, nous lui reprochions souvent d'être distrait, préoccupé dans nos réunions; en effet, lorsqu'on jouait aux cartes, ou lorsqu'on ne parlait que de choses insignifiantes, il se retirait dans un coin de l'appartement, s'enfonçait dans un fauteuil, et se livrait à ses réflexions comme s'il avait été seul. Cependant il était naturellement gai; il savait plaisanter et riait quelques fois jusqu'aux larmes.

Maximilien était d'une humeur égale; il ne contrariait

personne, et voulait tout ce que les autres voulaient. Combien de fois nos tantes m'ont-elles dit : « Votre frère est un ange ; il a toutes les vertus morales, aussi est-il fait pour être la dupe et la victime des méchans.

Cependant il ne faut pas croire que cette douceur de mœurs, cette mansuétude excluait chez mon frère aîné une fermeté de caractère à toute épreuve. C'est qu'au contraire il y avait chez lui une puissance de volonté, une énergie indomptable. Sa conduite à la tête du gouvernement pendant près de deux années a prouvé qu'il était trempé de bronze et de granit ; mais chez lui cette énergie, cette inflexibilité s'alliaient à une aménité de manières dont toutes les personnes qui le voyaient dans son intérieur étaient enchantées. Je défie à quiconque a fréquenté Maximilien de dire le contraire. Tous ceux qui ont eu avec lui des rapports intimes, qui l'ont vu dans ces momens où le cœur s'épanche et se montre tel qu'il est, conviendront que si personne n'a manié les rênes du gouvernement d'une main plus vigoureuse, personne aussi n'était plus doux et plus modéré dans la vie privée. Comment expliquer cela ? c'est qu'à côté d'une sensibilité exquise, il y avait chez lui des convictions profondes, et que lorsque ces convictions parlaient elles étaient obéies.

L'amabilité de mon frère auprès des femmes lui captivait leur affection. Quelques-unes, je crois, éprouvèrent pour lui plus qu'un sentiment ordinaire. Une entre autres, mademoiselle Deshorties, l'aima et en fut aimée. Le père de cette jeune personne avait épousé en secondes noces une de nos tantes ; il avait du premier lit deux fils et trois filles. Lorsque mon frère fut élu député aux États Géné-

raux, il courtoisait mademoiselle Deshorties depuis deux ou trois ans. Plusieurs fois il avait été question de mariage, et très probablement Maximilien l'aurait épousée, si le suffrage de ses concitoyens ne l'avait enlevé aux douceurs de la vie privée pour le lancer dans la carrière politique. Mademoiselle Deshorties qui lui avait juré qu'elle n'appartiendrait jamais qu'à lui, ne tint nullement compte de ce serment, et, pendant la session de l'Assemblée constituante, donna sa main à un autre. Mon frère n'apprit ce parjure qu'à son retour à Arras, après la clôture de l'Assemblée; il en fut très péniblement affecté.

Les succès de Maximilien au barreau le mirent en relation avec beaucoup de personnes appartenant à la classe aristocratique; il en était fort recherché; les premières maisons d'Arras étaient heureuses de le recevoir. Si mon frère avait aimé la fortune et les honneurs, il est certain qu'il aurait pu satisfaire sa passion en épousant une des riches héritières d'Arras, mais son désintéressement et son indifférence pour ce qui concernait ses propres affaires éloigna toujours de lui cette idée.

Il eut plusieurs amis qu'il aima beaucoup. De ce nombre étaient M. Leduc, avocat retiré, homme d'un mérite très distingué; M. Aimé, chanoine de la cathédrale d'Arras, que ses confrères avaient surnommé le *sage*; M. Devic, aussi chanoine de la cathédrale, qui avait été professeur au collège Louis le-Grand pendant que Maximilien y faisait ses études; ils s'aimaient comme deux frères; M. Buisart, savant fort estimable; MM. Langlois, Charamant, Ensart, etc., tous jeunes avocats de beaucoup de talent. Mon frère croyait pouvoir compter au nombre de ses amis

MM. de Rusé, avocat général, Dubois de Fosseux, qui fut depuis maire d'Arras, etc. ; mais il reconnut plus tard que leur amitié n'était pas sincère.

Je viens de citer les noms de ses amis véritables et de ses faux amis ; mais je passerai sous silence les noms de ses ennemis, car il en eut. Qui aurait pu croire qu'un homme aussi doux et d'un commerce aussi aimable aurait des ennemis ? c'est qu'il avait du mérite, et beaucoup de mérite et il est des hommes qui ne pardonnent pas plus le mérite dans d'autres hommes, que certaines femmes ne pardonnent la beauté dans d'autres femmes. Quand on disait à mon frère qu'il avait des ennemis, il ne voulait pas le croire ; il disait : *Que leur ai-je fait ?* Je sais bien ce qu'il avait fait à quelques-uns, il n'avait pas voulu se lier avec eux parce qu'ils avaient des mœurs répréhensibles ou une probité équivoque. On se fera une idée de l'injustice des hommes quand on saura que plusieurs des ennemis de mon frère n'avaient d'autres griefs contre lui, que de l'avoir rencontré dans la rue sans qu'il les eût aperçus, et sans par conséquent leur avoir rendu leur salut. Maximilien était fort distrait, ou plutôt il était toujours préoccupé (1) ; il passait quelquefois auprès de ses intimes amis sans les voir. Voilà ce qui donna lieu à l'accusation de fierté que ses ennemis portèrent contre lui. Lui fier ! lui qui ne voyait dans tous les hommes

La sœur de Maximilien Robespierre, dans une des conversations que j'eus avec elle, me raconta, pour me montrer à quel point son frère était distrait, qu'un jour il rentra pour dîner avant que le couvert ne fut entièrement mis ; le potage déjà servi ; il prit un siège, se mit à table, et, sans faire attention qu'il n'avait point d'assiette devant lui, prit une cuillerée de potage et la mit sur la nappe. L.

que des frères ! lui qui fut l'apôtre le plus ardent de l'égalité ! C'est ainsi que l'on s'est toujours étudié à dénaturer son caractère et ses intentions, et qu'on lui a imputé à crime les choses les plus innocentes.

Que l'on juge par le trait suivant combien Maximilien était distrait : nous avions une fois passé la soirée ensemble chez un de nos amis, et nous revenions à notre demeure à une heure assez avancée, lorsque tout-à-coup, mon frère, ne se rappelant plus qu'il m'accompagnait, double le pas, me laisse en arrière, arrive seul à la maison, et se renferme dans son cabinet. J'arrive quelques minutes après lui. J'avais trouvé sa distraction si plaisante que, le voyant prendre les devans d'un pas si rapide, je l'avais laissé aller sans lui faire apercevoir que j'étais avec lui. J'entre dans son cabinet, où je le trouve affublé de sa robe de chambre, et travaillant avec beaucoup d'attention. Il me demande d'où je viens seule si tard, je lui réponds que si je reviens seule c'est qu'il m'a laissée au milieu de la rue pour rentrer précipitamment. Il se rappelle alors cette circonstance, et nous nous mettons à rire l'un et l'autre d'une aventure aussi comique.

La carrière du barreau n'est pas la seule dans laquelle mon frère se distingua ; il s'essaya avec succès dans la carrière des lettres. La société des arts et des sciences de Metz mit au concours dans l'année 1784 ou 1785, la question suivante : « Quelle est l'origine de l'opinion qui » étend sur tous les individus d'une même famille une » partie de la honte attachée aux peines infamantes que » subit un coupable ? Cette opinion est-elle plus nuisible » qu'utile ? Mon frère que l'injustice révoltait, saisit avec

empressement cette occasion de flétrir un préjugé trop universellement répandu , et envoya au concours un discours dans lequel il discuta très éloquemment les deux questions proposées , et résolut la seconde d'une manière affirmative.

Le discours de Maximilien fut couronné. Je ne l'ai pas en ce moment sous la main ; mais les argumens dont il flétrissait l'inique préjugé qui attache une honte ineffaçable au front d'une famille tout entière, parce que dans cette famille il s'est trouvé un coupable ; ces argumens me frappent encore par leur force et leur puissance. O mon frère, tu ne prévoyais pas , en écrivant ce discours , qu'un jour ta malheureuse sœur , victime du même préjugé , serait persécutée, et honnie parce qu'elle appartient à ce Robespierre, le plus vertueux des hommes, que la calomnie a défiguré et a fait passer pour un coupable, pour un monstre. Mon frère ! lorsque tu interrogeais ton cœur si bon , ta conscience si pure , tu étais loin de te douter qu'un jour l'unique rejeton de ta famille ne saurait où reposer la tête, parce que les méchans auraient terni ta réputation. Va , ne crois pas, ombre chérie, que jamais les stigmates flétrissans que les calomniateurs ont attachés à notre nom me fassent rougir. Ton nom, je suis fier de le porter ; je suis glorieuse d'être de ton sang, d'appartenir au grand Robespierre, qui fut l'ennemi inflexible de toute injustice, de toute corruption , et qui maintenant serait prôné par les faiseurs d'histoire aux gages de l'aristocratie, s'il avait pactisé avec les oppresseurs du peuple (1). Maximilien

(1) A propos des Mémoires apocryphes qui furent publiés en 1830, sous

concourut encore une fois; l'Académie d'Amiens avait mis au concours l'*Éloge de Gresset*; mon frère envoya un discours qui n'obtint qu'une mention honorable, la seule qui fut donnée, car le prix ne fut décerné à aucun des concurrents. Lorsque son discours eut été livré à l'impression, il en envoya un exemplaire à chacun de ses amis, qui le remercièrent en prose et en vers. M. de Fosseux se distingua surtout par des vers fort médiocres, dans lesquels il donna à mon frère des éloges sur ses vertus, lui qui plus tard devait passer dans les rangs de ceux qui niaient ces mêmes vertus. J'ai conservé une copie des vers de M. de Fosseux (1).

Mon frère faisait partie de la société des *Rosatis* composée des avans, de magistrats, de militaires, etc., tous littérateurs, ou amateurs des lettres et des arts. Cette Société avait des réunions à jours fixes, où on lisait des ouvrages de tous les genres, et où des discussions littéraires s'engageaient.

Le nom de Robespierre, un journal fort obscur et fort digne de l'être, *l'Universel*, eut la lâcheté d'insulter à Charlotte Robespierre, en disant qu'elle avait trafiqué de ses souvenirs non effacés, et qu'elle avait ainsi mis les auteurs de ces Mémoires à même de suppléer à ce que d'autres biographes avaient omis. Charlotte Robespierre écrivit à ce sujet une lettre sublime au rédacteur de *l'Universel*, qui ne l'inséra point. C'était couronner une première lâcheté par une lâcheté nouvelle; ou plutôt c'était reconnaître tacitement qu'on avait menti, car fermer ses colonnes à une réclamation, c'est, de la part d'un journaliste de mauvaise foi, avouer que cette réclamation est sans réplique, et qu'elle détruit l'assertion qui l'a provoquée. Charlotte Robespierre me donna, il y a plus de deux ans, une copie de cette lettre, en me priant de ne la rendre publique qu'après sa mort. Je me suis conformé à son désir. C'est cette même lettre qui a été publiée par la *Revue Retrospective*. On la lira à la fin de ces Mémoires. (Voir aux pièces justificatives, n° 2.) L.

(1) Voir aux pièces justificatives, n° 3.

C'était une fête quand on admettait un nouveau membre ; le récipiendaire faisait un discours, un des membres lui répondait, et la fête se terminait par un gai repas où régnaient la franchise et la cordialité. Le jour où mon frère fut reçu dans la Société des *Rosatis*, il improvisa une chanson en trois couplets, qui fut vivement applaudie. J'ai encore une copie de cette chanson, écrite de la main de mon frère (1).

Maximilien fut également reçu membre de l'Académie d'Arras dont la plupart des membres faisaient partie de la Société des *Rosatis*.

Je n'ai pas encore parlé de mon frère Augustin ; on comprendra facilement pourquoi : Augustin resta au collège Louis-le-Grand aussi long-temps que Maximilien, et ne revint par conséquent à Arras que peu d'années avant la révolution. Augustin au dire de toutes les personnes qui le connurent, avait plus de talens naturels que Maximilien ; la nature s'était montrée à son égard plus prodigue de ses dons ; mais il avait moins d'aptitude au travail que mon frère aîné ; l'étude n'avait pas pour lui autant d'attrait. Maximilien et moi, nous lui reprochions souvent ses goûts oisifs ; nous l'exhortions à se créer des occupations ; quelquefois nos mercuriales faisaient rentrer Augustin en lui-même ; il se mettait à travailler avec une ardeur trop vive pour qu'elle fût durable ; renfermé dans sa chambre, il passait plusieurs jours au milieu des livres ; mais il ne pouvait supporter long-temps cette contrainte. Je dois le dire,

(1) Cette copie est maintenant entre mes mains. Je la publie à la fin de ces mémoires. (Voir aux pièces justificatives, n° 4. L.)

au surplus, malgré les petites dissensions que nous eûmes ensemble par la suite, et dont je parlerai quand il en sera temps, mon frère Augustin était bon et sensible, son cœur était taillé sur le modèle de celui de Maximilien, et sans les propos de quelques femmes que je nommerai, la bonne harmonie n'aurait pas cessé un seul instant de régner entre nous.

Si j'avais à mettre en parallèle mes deux frères, je dirais que chez l'aîné le courage civil était porté à un plus haut point que chez le jeune; mais en revanche, chez Augustin, le courage militaire était incomparablement plus développé que chez Maximilien. Robespierre jeune eût fait un excellent militaire; il ne s'étonnait de rien, il était intrépide; à la tête d'un régiment ou d'une division il eût fait des prodiges; c'était un César. Mon frère aîné, dans son cabinet, la plume à la main ou à la tribune, faisait trembler tous les tyrans de l'Europe; mais là se bornait son rôle, et difficilement il aurait pu se résoudre à endosser le barnais pour les combattre avec le fer, ou à descendre sur la place publique armé d'un fusil. Les thermidoriens eussent-ils obtenu un triomphe si facile, si Maximilien, échangeant sa toge de tribun contre l'épée de général, se fût mis à la tête de ce peuple immense qui le 9 thermidor au soir, se pressait autour de l'Hôtel-de-Ville, et n'attendait qu'un geste de mon frère aîné pour se porter où il aurait voulu? Je sais qu'une puissante considération l'arrêtait; quand on lui disait : Appelons le peuple à l'insurrection; il répondait : au nom de qui? — Au nom de la Convention, s'écriait Saint-Just, la Convention est où nous sommes. Saint-Just avait raison; et si Robespierre eût envisagé la ques-

tion sous le même point de vue, et eût surtout senti la nécessité de marcher à la tête du peuple insurgé, la patrie était sauvée.

Augustin était grand, bien fait, et avait une figure pleine de noblesse et de beauté. Sous ce dernier rapport, Maximilien n'avait pas été si bien partagé que lui, il était d'une taille moyenne et d'une complexion délicate. Son visage respirait la douceur et la bonté, mais n'était pas aussi régulièrement beau que celui de son frère. Il souriait presque toujours. Un grand nombre de portraits de mon frère aîné ont été publiés. Le plus ressemblant de tous est celui qui l'a été par *Delpech*. Il en est d'autres qui ne sont que d'odieuses charges où l'on s'est appliqué à défigurer ses traits, à leur donner une expression féroce, comme on a cherché à présenter son âme sous un jour affreux. Celui qui est placé en tête des prétendus mémoires de Maximilien Robespierre est de ce nombre. (1)

La considération dont mon frère aîné jouissait à Arras, le fit nommer par l'évêque de cette ville membre du tribunal criminel. Ce prélat avait la nomination de ces sortes de charges. Il exerça les fonctions qui lui étaient confiées avec une équité exemplaire. Mais il lui en coûtait toujours pour condamner. Un assassin ayant un jour comparu devant le tribunal dont Maximilien était membre, il fallut bien

(1) Quelque temps avant sa mort, Charlotte Robespierre me fit remettre un exemplaire de ce portrait, en marge duquel elle avait écrit ce qu'elle en pensait. Je crois de mon devoir de publier cette appréciation d'un portrait qui passe pour être celui de Robespierre, et qui n'est pas plus sa ressemblance que les mémoires que Moreau Rostier a publiés sous son nom, ne son ouvrage. (Voir aux pièces justificatives. n° 8.) I.

prononcer contre lui la peine la plus forte, et c'était la mort. Il n'y avait pas moyen de modifier cette peine affreuse, les charges étaient trop accablantes. Mon frère aîné rentra à la maison le désespoir dans le cœur, et ne prit aucune nourriture pendant deux jours. *Je sais bien qu'il est coupable, répétait-il toujours, que c'est un scélérat, mais faire mourir un homme!...* Cette pensée lui était insupportable; ne voulant plus avoir à combattre entre la voix de sa conscience et le cri de son cœur, il se démit de ses fonctions de juge.

Lorsqu'il fut question d'élire des députés aux États Généraux, tous les regards se fixèrent sur mon frère aîné, je ne devrais pas dire tous les regards, car il y avait des hommes à Arras, et le nombre en était petit. que les plaidoyers et les écrits de Maximilien avaient choqués; ils disaient que ses expressions étaient *étranges*; ils ne pouvaient s'accoutumer aux mots *liberté, égalité, fraternité*, etc. Ces hommes étaient les admirateurs passionnés de l'ancien régime et désapprouvaient avec amertume tout ce qui était innovation. Malgré leur opposition, Maximilien Robespierre fut élu député aux États-Généraux par le tiers-état d'Arras. Certainement il méritait par ses antécédens, ses talens et ses vertus, cette marque de confiance de la part de ses citoyens. Personne ne comprenait mieux que lui les devoirs que lui imposait son titre de représentant du peuple, et personne n'a rempli les délicates fonctions dont il était chargé avec un dévouement plus illimité, un désintéressement plus rare. Sa voix tonna constamment contre l'arbitraire et les abus; on voulut le séduire, on n'y parvint pas; plusieurs moyens furent employés et tous

restèrent sans succès. Enfin, on lui apporta un jour une somme considérable en le priant de la distribuer aux malheureux ; il s'aperçut du piège qu'on lui tendait, refusa la somme, et invita la personne qui la lui offrait à faire ses générosités elle-même. Le caractère bien connu de mon frère aîné l'avait fait nommer l'*incorruptible* par ses collègues de l'Assemblée constituante. Quand Mirabeau voyait toutes les tentatives que l'on faisait pour acheter mon frère comme on l'avait acheté lui-même, il disait : « On n'y » réussira pas ; c'est perdre son temps que de vouloir cor- » rompre Robespierre ; cet homme n'a pas de besoin, il est » sobre et a les mœurs trop simples. »

Quel éloge !



CHAPITRE III.

Idée générale de ces mémoires. — Robespierre à Paris. — Il loge rue Saintonge, avec un ami. — Il se lie d'amitié avec Pétion. — Entrevue de Robespierre et de Pétion. — Leur entretien sur les évènements des 2 et 3 septembre. — Relations de Robespierre avec M. et madame Roland. — Il fait connaissance avec les Duplay, et se met en pension chez eux. — Griets de Charlotte Robespierre contre madame Duplay. — Retour de Maximilien à Arras. — Magnifique réception. — Il revient à Paris. — Il est élu membre de la Commune insurrectionnelle du 10 août, et plus tard membre de la convention nationale, ainsi que son jeune frère. — Réfutation d'une note de madame de Genlis.

Ceux qui liront l'histoire avec attention et sans partialité verront que jamais mon frère Maximilien n'a dévié un seul instant de ses principes ; tel il se montra à son début dans

la carrière politique, tel il s'est montré jusqu'à son dernier soupir. Lorsque tout le monde changeait autour de lui, lui seul restait inébranlable dans ses convictions. Le *Moniteur* en fait foi, tous ses discours y sont.

Je ne l'ai point vu pendant toute la durée de l'Assemblée constituante. J'étais restée à Arras où notre jeune frère exerçait, comme son aîné, la profession d'avocat. Nous nous écrivions souvent, et il me donnait dans ses lettres les témoignages de la plus vive amitié. « Vous êtes ce que j'aime le plus après la patrie, me disait-il. »

Bien que mon éloignement de lui m'empêchât de connaître les détails de sa vie privée, rien d'important ne lui arriva sans que je ne l'aie su. Ou plutôt sa vie privée était si régulière, si simple, ses habitudes étaient si uniformes, que, du moment où il se jeta dans la politique, ce qui ne fut pas dans ses actions du domaine de l'histoire, fut d'une médiocre importance. J'aurai donc fort peu de chose à en dire.

Maximilien Robespierre sort de la ligne commune des hommes célèbres. Si l'on veut écrire des mémoires sur un Mirabeau, sur un Barras, etc., on a des milliers d'intrigues à rapporter. on n'en finit jamais, on entasse volumes sur volumes, c'est un dédale inextricable ; chaque événement marche accompagné de détails sans nombre. Mais dans la vie d'un homme comme Robespierre tout s'explique, tout se déroule simplement et sans efforts. Sa vie privée n'est qu'un reflet de sa vie publique. Point d'intrigues, aucune complication de détails. Il est dans son intérieur comme il est sur les bancs de la Constituante et de la Convention ; c'est une scène qui n'a ni rideau, ni coulisses, et où les

acteurs s'habillent et se déshabillent en présence des spectateurs.

Ceux donc qui s'attendent à des révélations de ma part sur les actes de mon frère Maximilien, seront bien trompés dans leur attente. Que pourrais-je leur dire? Il pensait tout haut à la tribune des deux assemblées dont il fut successivement membre; et ce qu'il ne disait pas à la tribune de la Constituante ou de la Convention, il le disait à celle des Jacobins; ce qu'il ne disait pas verbalement, il l'écrivait et le publiait. C'est ainsi qu'il a fait paraître en 1792 un journal intitulé : *le Défenseur de la Constitution*, où il a déposé le fruit de ses longues méditations.

Lorsque l'Assemblée constituante eut été transférée de Versailles à Paris, après les événemens des 5 et 6 octobre, Maximilien prit, de moitié avec un jeune homme de ses amis qu'il aimait beaucoup, un appartement fort modeste rue Saintonge, au Marais. Ce jeune homme avait des occupations qui l'obligeaient à sortir de grand matin, et qui le retenaient dehors fort tard, en sorte que mon frère et lui étaient quelquefois plusieurs jours sans se voir. Leur ménage était celui de deux garçons qui ne sont presque jamais chez eux, et qui mangent chez le restaurateur. Maximilien assistait assidument aux séances de la Constituante et de la société des Jacobins, que l'on appelait société des amis de la Constitution. Il se donnait le plaisir du spectacle, mais rarement.

Mon frère aîné se lia avec plusieurs de ses collègues de l'Assemblée. Celui avec lequel il fut le plus uni fut Pétion, qui avait alors une popularité égale à la sienne. Ils étaient tous les deux les chefs de l'opposition républicaine qui

s'était formée dans la Constituante, et combattaient pour la cause du peuple, comme deux émules généreux qui cherchent à se surpasser en nobles sentimens. L'opinion publique qui les associait l'un à l'autre dans son estime, les appela aux deux premières magistratures de Paris; Pétion fut élu maire, et Maximilien accusateur public. Dans la suite, l'amitié de Pétion pour mon frère se refroidit singulièrement. Cette haute charge de maire de Paris, ces honneurs qui l'environnaient et qui développèrent peut-être chez lui le germe d'une ambition qui s'ignorait d'abord, lui tournèrent la tête et lui firent abandonner la ligne de conduite qu'il avait suivie depuis le commencement de la révolution. Les rapports que ses fonctions de maire le mirent à même d'avoir avec la cour, le gâtèrent au point qu'il méconnut ses anciens amis.

Quelques jours après les événemens des 2 et 3 septembre, Pétion vint voir mon frère. Maximilien avait désavoué le massacre des prisons, et aurait voulu que chaque prisonnier fût renvoyé devant des juges élus par le peuple. Pétion et Robespierre s'entretinrent des derniers événemens. J'étais présente à leur entrevue, et j'entendis mon frère reprocher à Pétion de n'avoir pas interposé son autorité pour arrêter les déplorables excès du 2 et 3. Pétion parut piqué de ce reproche, et répondit assez sèchement : *Ce que je puis vous dire, c'est qu'aucune puissance humaine ne pouvoit les empêcher.* Il se leva quelques momens après, sortit, et ne revint plus. Toute espèce de relations cessèrent, à partir de ce jour, entre lui et mon frère. Ils ne se revirent plus qu'à la Convention, où Pétion siégeait avec les Girondins, et mon frère sur la Montagne.

Maximilien comptait au nombre des connaissances qu'il fit pendant la Constituante, M. et madame Roland. Cette dernière, avant l'entrée de son mari au ministère, jouait le patriotisme, et passait même pour une ardente républicaine. Elle recevait chez elle les hommes les plus avancés de l'époque, et discourait avec eux sur toutes les questions qui étaient à l'ordre du jour. Mon frère se rendait quelquefois à ses réunions. Elle l'accueillait avec une prévenance toute particulière, à cause de sa popularité, et affectait pour lui une amitié qui se démentit bien un an ou deux après. Elle se retira avec son mari, en l'année 1791, au fond du département de Rhône-et-Loire, où elle avait une propriété. De cette résidence elle écrivit à mon frère une lettre, que je possède encore, où elle lui adressait des éloges sur sa conduite dans le sein du corps-législatif, et où elle faisait étalage des sentimens patriotiques les plus purs. Si l'auteur d'une pareille lettre était sincère, il faudrait la proclamer la plus vertueuse des citoyennes (1).

Je rapporte textuellement cette lettre pour mettre le lecteur à même de juger des principes que madame Roland professait en 1791, elle qui plus tard fit cause commune avec les aristocrates, et fut du nombre des ennemis de mon frère. La voici :

« Au clos de la Plâtrière, paroisse de Thézée, district de Villefranche, département de Rhône-et-Loire, 27 septembre 1791.

» Au sein de cette capitale, foyer de tant de passion, où
» votre patriotisme vient de fournir une carrière aussi

(1) Cette lettre inédite de madame Roland m'a été remise avec les papiers de Charlotte Robespierre. L.

» pénible qu'honorable, vous ne recevrez pas, Monsieur,
» sans quelque intérêt, une lettre datée du fond des dé-
» serts, écrite par une main libre, et que vous fait adres-
» ser ce sentiment d'estime et de plaisir qu'éprouvent les
» honnêtes gens à se communiquer.

» Lors même que je n'aurais suivi le cours de la révo-
» lution et la marche du corps législatif que dans les pa-
» piers publics, j'aurais distingué le petit nombre d'hom-
» mes courageux, toujours fidèles aux principes, et parmi
» ces hommes mêmes celui dont l'énergie n'a cessé d'op-
» poser la plus grande résistance aux prétentions, aux
» manœuvres du despotisme et de l'intrigue: j'aurais
» voué à ces élus l'attachement et la reconnaissance des
» amis de l'humanité pour ses généreux défenseurs. Mais
» ces sentimens acquièrent une nouvelle force lorsqu'on
» a vu de près la profondeur des manœuvres et l'horreur
» de la corruption qu'emploie le despotisme pour asservir
» et dégrader l'espèce, pour conserver ou augmenter la
» stupidité des peuples, égarer l'opinion, séduire les fai-
» bles, effrayer le vulgaire et perdre les bons citoyens.
» L'histoire ne peint qu'à grands traits l'action et les
» suites de la tyrannie, et cet affreux tableau est plus que
» suffisant pour faire haïr violemment tout pouvoir arbi-
» traire; mais je n'imagine rien d'aussi hideux, d'aussi
» révoltant que ses efforts, ses ruses et son atrocité dé-
» ployés en cent façons, pour se maintenir dans notre
» révolution. Quiconque est né avec une âme et l'a con-
» servée saine, ne peut avoir vu Paris dans ces derniers
» temps, sans gémir sur l'aveuglement des nations corrom-
» pues, et l'abîme de maux dont il est si difficile de les sortir.

» J'ai fait dans cette ville un cours d'observations dont
» le triste résultat ressemble à celui qu'on tire presque
» toujours de l'étude des hommes ; c'est que leur plus
» grand nombre est infiniment misérable, et qu'il est
» rendu tel par nos institutions sociales ; c'est que l'on
» doit travailler au bien de l'espèce à la manière de la Di-
» vinité, pour le charme de l'opérer, le plaisir d'être soi,
» de remplir sa destination, et de jouir de sa propre
» estime, mais sans attendre ni reconnaissance ni justice
» de la part des individus ; c'est enfin que le peu d'âmes
» élevées qui seraient capables de grandes choses, disper-
» sées sur la surface de la terre et commandées par les
» circonstances, ne peuvent presque jamais se réunir pour
» agir de concert.

» J'ai trouvé sur la route, comme à Paris, le peuple
» trompé par son ignorance, ou par les soins de ses enne-
» mis ; ne connaissant guère ou jugeant mal l'état des
» choses : partout la masse est bonne ; elle a une volonté
» juste, parce que son intérêt est celui de tous ; mais elle
» est séduite ou aveugle. Nulle part je n'ai rencontré de
» gens avec qui je pusse causer ouvertement et d'une ma-
» nière utile de notre situation politique ; je m'en suis
» tenue à laisser, dans tous les lieux où j'ai passé, des
» exemplaires de votre adresse ; ils auront été trouvés
» après mon départ et auront fourni un excellent texte aux
» méditations de quelques personnes.

» La petite ville où j'ai une demeure, et dans laquelle je
» me suis arrêtée durant quelques jours, Villefranche, n'a
» que des patriotes à la toise, qui aiment la révolution
» parce qu'elle a détruit ce qui était au-dessus d'eux, mais

» qui ne connaissent rien à la théorie d'un gouvernement
» libre, et qui ne se doutent pas de ce sentiment sublime et
» délicieux qui ne nous fait voir que des frères dans nos
» semblables, et qui confond la bienveillance universelle
» avec l'ardent amour de cette liberté, seule capable d'as-
» surer le bonheur du genre humain. Aussi, tous ces
» hommes-là se hérissent-ils au nom de république, et un
» roi leur paraît une chose fort essentielle à leur existence.

» J'ai embrassé mes enfans avec transport, j'ai juré, en
» versant de douces larmes, d'oublier la politique pour ne
» plus étudier et sentir que la nature, et je me suis hâtée
» d'arriver à la campagne.

» Une sécheresse extraordinaire avait ajouté tout ce
» qu'il est possible d'imaginer à l'aridité d'un sol ingrat et
» pierreux à l'aspect assez triste d'un domaine agreste,
» que l'œil du maître peut seul vivifier et qui avait été
» abandonné depuis six mois ; le moment de la récolte
» exigeait ma présence, et augmentait mes sollicitudes ;
» mais les travaux rustiques portent avec eux la paix et la
» gaieté, et je les aurais goûtées sans mélange si je n'avais
» découvert que les calomnies inventées à Lyon pour
» éloigner mon mari de la législature, avaient pénétré
» jusque dans ma retraite, et que des hommes qui n'ont
» jamais eu lieu que de sentir notre dévouement au bien
» général et au leur particulier, attribuaient notre absence
» à l'arrestation supposée de M. Rolland, comme contre-
» révolutionnaire ; enfin j'ai entendu chanter derrière
» moi *Les aristocrates à la lanterne !*

» Je ne redoute pas les suites de ces absurdes préven-
» tions qui n'ont pu gagner la majorité ; d'ailleurs, notre

» seule présence et la reprise de cette vie simple et bien-
» faisante à laquelle nous sommes habitués , fera bientôt
» disparaître jusqu'à leurs moindres traces ; mais comme
» il est aisé d'égarer le peuple et de le tourner contre ses
» propres défenseurs !

» Quant à Lyon, cette ville est dévouée à l'aristocratie ;
» ses élections sont détestables ; les députés ne sont que
» des ennemis de la liberté, des agioteurs , des gens nuls
» ou mal famés ; il n'y a pas un talent , même médiocre ;
» son département est composé à peu près comme sa dé-
» putation à la législature ; quelques patriotes ont été
» poussés au district où ils ne sauraient faire grand bien,
» ni empêcher beaucoup de mal.

» S'il faut juger du gouvernement représentatif par le
» peu d'expérience que nous en avons déjà, nous ne devons
» pas nous estimer fort heureux. La masse du peuple ne
» se trompe pas longtemps grossièrement ; mais on achète
» les électeurs, puis les administrateurs, et enfin les repré-
» sentans qui vendent le peuple. Pussions-nous en appré-
» ciant les vices que les préjugés et les ambitieux ont fait
» introduire dans notre constitution , sentir toujours da-
» vantage que tout ce qui s'écarte de la plus parfaite égalité,
» de la plus grande liberté, tend nécessairement à dégrader
» l'espèce, la corrompt, et l'éloigne du bonheur !

» Vous avez beaucoup fait, Monsieur, pour démontrer
» et répandre ces principes ; il est beau , il est consolant
» de pouvoir se rendre ce témoignage à un âge où tant
» d'autres ne savent point encore quelle carrière leur est
» réservée ; il vous en reste une grande à parcourir pour
» que toutes les parties répondent au commencement, et

» vous êtes sur un théâtre où votre courage ne manquera
» pas d'exercice.

» Du fond de ma retraite, j'apprendrai avec joie la suite
» de vos succès ; j'appelle ainsi vos soins pour le triomphe
» de la justice, car la publication des vérités qui intéressent
» la félicité publique est toujours un succès pour la bonne
» cause.

» Si je n'avais considéré que ce que je pouvais vous
» mander, je me serais abstenue de vous écrire ; mais sans
» avoir rien à vous apprendre , j'ai eu foi à l'intérêt avec
» lequel vous recevriez des nouvelles de deux êtres dont
» l'âme est faite pour vous sentir, et qui aiment à vous
» exprimer une estime qu'ils accordent à peu de personnes,
» un attachement qu'ils n'ont voué qu'à ceux qui placent
» au-dessus de tout la gloire d'être juste et le bonheur
» d'être sensible. M. Rolland vient de me rejoindre,
» fatigué, attristé de l'inconséquence et de la légèreté des
» Parisiens ; nous allons ensemble suivre nos travaux
» champêtres entre-mêlés de quelques occupations de
» cabinet, et chercher dans la pratique des vertus privées
» un adoucissement aux malheurs publics, s'il nous est
» réservé d'être témoins de ceux que peuvent faire une
» cour perfide et des scélérats ambitieux.

» Accueillez, comme nous vous les offrons, nos senti-
» mens et nos vœux.

» ROLLAND, née PHILIPON. »

On sera curieux de savoir comment mon frère Maximilien fit connaissance de la famille Duplay. Le jour où le

drapeau rouge fut déployé , et la loi martiale proclamée au champ-de-Mars par La Fayette et Bailly , mon frère qui avait assisté aux fusillades ordonnées par le *héros des deux mondes*, et qui revenait le cœur brisé de toutes ces scènes d'horreur, suivait la rue St-Honoré. Une affluence considérable se pressait autour de lui ; il avait été reconnu , et le peuple criait *vive Robespierre !* M. Duplay , menuisier , sortit de sa maison, vint au-devant de mon frère , et l'engagea à entrer chez lui pour se reposer. Maximilien se rendit à son invitation. Au bout d'une heure ou deux il voulut regagner son domicile , mais on le retint à dîner , et même on ne voulut pas le soir le laisser partir, il coucha chez M. Duplay , et y resta plusieurs jours. Madame Duplay et ses filles lui témoignèrent le plus vif intérêt, l'entourèrent de mille soins délicats. Il était extrêmement sensible à toutes ces sortes de choses. Mes tantes et moi nous l'avions gâté par une foule de petites attentions dont les femmes seules sont capables. Tout-à-coup transporté du sein de sa famille , où il était l'objet des plus douces sollicitudes , dans son ménage de la rue Saintonge, où il était seul, qu'on juge du changement qu'il avait eu à subir ! Les prévenances de la famille Duplay à son égard lui rappelèrent celles que nous avions eues pour lui , et lui firent sentir encore plus vivement le vide et la solitude de l'appartement qu'il occupait au fond du Marais. M. Duplay lui proposa de venir habiter avec lui , et d'être son commensal et son hôte. Maximilien , à qui cette proposition était fort agréable, et qui d'ailleurs ne savait jamais refuser dans la crainte de désobliger, accepta et vint s'installer au sein de la famille de Duplay.

Je dois dire la vérité toute entière. Je n'ai eu qu'à me louer des demoiselles Duplay ; mais je n'en dirai pas autant de leur mère, elle a eu beaucoup de torts envers moi, elle chercha constamment à me mettre mal avec mon frère aîné et à l'accaparer. Le caractère de Maximilien se prêtait très bien aux vues de madame Duplay ; il se laissait mener comme elle voulait , et cet homme si énergique à la tête du gouvernement , n'avait de volontés dans son intérieur que celles qui lui étaient suggérées pour ainsi dire.

Lorsque j'arrivai d'Arras, en 1792, je descendis chez la famille Duplay, et je m'aperçus aussitôt de l'ascendant que l'on exerçait sur lui ; ascendant qui n'était fondé ni sur l'esprit, puisque Maximilien en avait certainement plus que madame Duplay, ni sur de grands services rendus, puisque la famille au sein de laquelle mon frère habitait depuis peu de temps n'avait pas été à même de lui en rendre. Mais, je le répète, cet ascendant prenait sa source, d'une part, dans la débonnairété de mon frère, si je puis m'exprimer ainsi, et de l'autre, dans les caresses incessantes et souvent importunes de madame Duplay.

Je résolus de tirer mon frère de ses mains , et pour y parvenir, je cherchai à lui faire comprendre que, dans sa position, et occupant un rang aussi élevé dans la politique, il devait avoir un chez lui. Maximilien reconnut la justesse de mes raisons, mais combattit longtemps la proposition que je lui fis de se séparer de la famille Duplay, craignant de l'affliger. A la fin je réussis, non sans peine, à lui faire prendre un appartement rue St Florentin.

Madame Duplay m'en voulut beaucoup ; je crois qu'elle m'en a conservé rancune toute sa vie. Nous vivions donc

depuis quelque temps seuls, mon frère et moi, lorsque Maximilien tomba malade. Son indisposition n'avait rien de dangereux. Il avait besoin de beaucoup de soins, et certes, je ne lui en laissai pas manquer ; je ne le quittais pas d'un instant, je veillais constamment auprès de lui. Lorsqu'il fut mieux, madame Duplay vint le voir, elle n'avait pas été instruite de son indisposition, et fit grand bruit de ce qu'on ne l'en avait pas prévenue. Elle se mit à me dire des choses fort désobligeantes ; elle me dit que mon frère n'avait pas tous les soins nécessaires, qu'il serait mieux soigné dans sa famille, que rien ne lui manquerait ; et la voilà qui presse Maximilien de revenir chez elle ; mon frère refuse d'abord faiblement ; elle redouble ses instances, je dirai mieux, ses obsessions. Robespierre, malgré mes représentations, se décide enfin à la suivre. « Il m'aiment » tant, me disait-il, ils ont tant d'égards, tant de bontés » pour moi, qu'il y aurait de l'ingratitude de ma part à » les repousser. »

Ce seul fait donne une idée de mon frère Maximilien. Il cède à madame Duplay, il se résout à quitter son chez lui, à se remettre en pension dans une maison étrangère, tandis qu'il a sa maison, son ménage, parce qu'il ne veut pas faire de la peine à une personne pour laquelle il a de l'amitié. Je ne veux point récriminer contre lui ; loin de moi la pensée d'adresser des reproches à sa mémoire ; mais enfin n'aurait-il pas dû songer que sa préférence pour madame Duplay m'affligeait tout autant pour le moins que son refus aurait pu affliger cette dame ? entre madame Duplay et moi devait-il balancer ? devait-il me sacrifier à elle ? Après les propos désobligeans qu'elle avait tenus,

après m'avoir reproché que je laissais mon frère manquer de soins, lui qui savait si bien le contraire, ne devait-il pas faire réflexion que, me quitter pour se livrer aux soins de madame Duplay, c'était corroborer ce qu'elle avait dit ? Et cependant mon frère m'aimait tendrement ; son amitié pour moi était mille fois plus vive que celle qu'il pouvait ressentir pour une étrangère ; comment donc expliquer cette contradiction ? le voici : Maximilien était tout dévouement, il ne s'appartenait pas, sa vie était un sacrifice continu, il se gênait de grand cœur pour faire plaisir aux autres ; il ne balançait donc pas, lui, qui me regardait comme une partie de lui-même, à me sacrifier, comme il se sacrifiait lui-même, pour ne point affecter une famille qui, par ses caresses et ses bontés sans nombre, lui avait ôté tout moyen de résistance.

J'ai dit plus haut que j'avais eu beaucoup à me plaindre de madame Duplay, et certes si je rapportais tout ce qu'elle m'a fait, je remplirais un gros volume. Lorsque mon frère, dans la crainte de la désobliger, se fut remis en pension chez elle, j'allais le voir très assiduellement. On ne peut se faire une idée de la manière disgracieuse, je pourrais employer un autre terme, dont elle me recevait. Je lui aurais pardonné ses malhonnêtetés, ses impertinences, mais ce que je ne lui pardonnerai jamais, c'est un mot, un mot affreux, qu'elle a prononcé sur mon compte. J'envoyais souvent à mon frère, soit des confitures, soit des fruits confits qu'il aimait beaucoup, ou toute autre friandise ; madame Duplay laissait toujours éclater sa mauvaise humeur chaque fois qu'elle voyait arriver ma domestique. Un jour que je l'avais chargée de remettre à mon frère quel-

ques pots de confiture, madame Duplay lui dit avec colère : « Remportez cela, je ne veux pas qu'elle empoisonne Robespierre. » Ma domestique revint tout en larmes me dire l'affreux blasphème de madame Duplay. Je restai stupéfaite et sans voix. Le croira-t-on ! Au lieu d'aller lui demander une explication, au lieu d'aller me plaindre à mon frère de l'horrible propos qu'elle avait tenu, la crainte de lui faire de la peine, et de provoquer une scène qui n'aurait pu que lui être fort désagréable me retint, et je dévorai en silence ma douleur et mon indignation.

Madame Duplay avait trois filles : l'une épousa le conventionnel Lebas ; une autre épousa, je crois, un ex-constituant ; la troisième, Éléonore, qui se faisait appeler Cornélie, et qui était l'aînée, était, à ce qu'on s'est plu à dire sur le point d'épouser mon frère Maximilien lorsque le 9 thermidor arriva. Il y a à l'égard d'Éléonore Duplay deux opinions : l'une, c'est qu'elle était la maîtresse de Robespierre aîné ; l'autre, c'est qu'elle était sa fiancée. Je crois que ces deux opinions sont également fausses ; mais ce qu'il y a de certain, c'est que madame Duplay eût vivement désiré avoir mon frère Maximilien pour gendre, et qu'elle n'oublia ni caresses, ni séductions pour lui faire épouser sa fille. Éléonore aussi était très ambitieuse de s'appeler la citoyenne Robespierre, et elle mit en œuvre tout ce qui aurait pu attendre le cœur de Maximilien.

Mais, accablé d'affaires et de travaux comme il l'était, entièrement absorbé par ses fonctions de membre du comité de salut public, mon frère aîné pouvait-il s'occuper d'amour et de mariage ? Y avait-il place dans son cœur pour de pareilles futilités, lorsque son cœur était rempli

tout entier de l'amour de la patrie, lorsque tous ses sentimens, toutes ses pensées étaient concentrés dans un seul sentiment, dans une seule pensée, le bonheur du peuple ; lorsque, sans cesse en lutte contre les ennemis de la révolution, sans cesse assailli par ses ennemis personnels, sa vie était un perpétuel combat ? Non, mon frère aîné n'a pas dû, n'a pas pu s'amuser à faire le Céladon avec Éléonore Duplay, et je dois ajouter, un pareil rôle n'entraînait point dans son caractère.

D'ailleurs, je puis l'attester, il me l'a dit vingt fois, il ne ressentait rien pour Éléonore ; les obsessions, les importunités de sa famille étaient plus propres à l'en dégoûter qu'à la lui faire aimer. Les Duplay ont pu dire ce qu'ils ont voulu, mais voilà l'exacte vérité. On peut juger s'il était disposé à s'unir à la fille aînée de madame Duplay, par un mot que je l'ai entendu dire à Augustin : Tu devrais épouser Éléonore. — Ma foi, non, » répondit mon jeune frère.

Je n'ai eu qu'à me louer de la seconde fille de madame Duplay, celle qui épousa Lebas ; elle n'était pas, comme sa mère et sa sœur aînée, déchaînée contre moi, plusieurs fois elle est venue essuyer mes larmes, quand les indignités de madame Duplay me faisaient pleurer. Sa jeune sœur était bonne comme elle. Toutes les deux m'auraient fait oublier les mauvais procédés de leur mère et d'Éléonore, s'il n'y avait pas de ces choses qui se gravent d'une manière indélébile dans le cœur, et qui ne s'effacent plus.

Après la clôture de l'Assemblée constituante, et avant mon départ d'Arras, Maximilien m'écrivit pour m'annoncer sa prochaine arrivée dans sa ville natale. Il m'en avait fixé

le jour et m'avait recommandé de le tenir secret. Nous résolûmes d'aller à sa rencontre mon jeune frère et moi. Une dame de mes amies, madame Buissart, fut de la partie. Nous louâmes une voiture et nous nous mîmes en route. Nous suivîmes le chemin de Paris jusqu'à Bapaume, petite ville qui est à cinq lieues environ d'Arras. Là, nous attendîmes toute la journée, mais mon frère n'arriva point. Nous retournâmes tristement le soir sur nos pas, en nous promettant de revenir le lendemain. Nous fûmes bien étonnés de voir une foule considérable aux portes d'Arras; déjà le bruit de l'arrivée de Robespierre s'était répandu dans la ville, soit que madame Buissart eût commis quelque indiscretion, soit que notre bonne eût pénétré les motifs de notre voyage à Bapaume, et l'eût divulgué. Dès que le peuple aperçut la voiture où nous étions, il crut qu'elle renfermait Maximilien, et se mit à faire entendre de vives acclamations. Il voulut même dételer les chevaux et traîner la voiture.

Le lendemain, nous partîmes de grand matin pour ne pas être vus; nous descendîmes à Bapaume dans une auberge, devant laquelle passaient toutes les voitures qui venaient de Paris, et nous nous mîmes en sentinelle pour découvrir celle qui portait l'objet de tous nos vœux. Enfin nous le serrâmes dans nos bras, et nous goûtâmes l'ineffable plaisir de le revoir après une absence de deux ans.

Nous pensions que notre présence à Bapaume n'avait pas été remarquée, et nous fûmes bien surpris quand nous vîmes tous les patriotes de cette ville venir féliciter mon frère Maximilien sur les luttes qu'il avait soutenues dans

le sein de l'Assemblée constituante contre les ennemis du peuple, sur ses principes démocratiques, et sur le courage qu'il avait déployé en les propageant. Ils offrirent à Robespierre un banquet après lequel nous montâmes en voiture, et nous reprîmes la route d'Arras. Une affluence encore plus grande que la veille nous attendait. Maximilien descendit de voiture pour n'avoir pas le chagrin de voir le peuple le traîner ; car il nous le dit en particulier, il était indigne d'un peuple libre de s'atteler à une voiture comme des brutes pour traîner un homme. Un pareil acte montrait que le peuple n'avait pas fait beaucoup de progrès, et qu'il était encore dans les langes de l'ignorance et du préjugé.

Les patriotes de Bapaume avaient accompagné Robespierre jusqu'à Arras. Ils se mêlèrent à la foule, et lui firent cortège avec elle jusqu'à son habitation. Mille bravos, mille applaudissemens retentissaient à ses oreilles ; partout il était salué des cris de *Vive Robespierre ! vive le défenseur du peuple !* Les rues qu'il devait traverser avaient été spontanément illuminées. Ces démonstrations si flatteuses, que tant d'autres auraient recherchées avidement, et auraient fait naître au besoin, mon frère aurait voulu s'y soustraire ; c'était dans cette intention qu'il m'avait priée, en m'annonçant son arrivée, de n'en parler à personne. Ses ennemis toutefois lui firent un crime de cette réception ; ils lui reprochèrent de s'être laissé fêter : pouvait-il faire autrement ? et ne voit-on pas percer dans leur reproches la haine aveugle et jalouse qui les dévorait.

Maximilien resta fort peu de temps à Arras. Il alla goûter les douceurs du repos dans une campagne des environs, si l'on peut appeler repos l'état de travail intellectuel où se

trouvait continuellement mon frère. Tranquille en apparence, son esprit méditait sans cesse ; il réfléchissait probablement au fond de sa retraite à la tâche qu'il n'avait encore qu'ébauchée, et qu'il devait plus tard conduire presque à son terme. Il puisait des inspirations nouvelles dans la pureté de sa conscience et de son cœur.

De retour de la campagne, il alla visiter à sept lieues d'Arras un ancien ami qu'il affectionnait beaucoup, et à qui il avait rendu dans le temps des services importants. Il le croyait toujours le même à son égard, et ne pouvait supposer que cet homme ingrat avait complètement changé. Mon jeune frère et moi, nous avions deviné la fausseté de ce prétendu ami ; mais nous n'avions jamais voulu en parler à Maximilien pour ne pas lui faire de la peine. Quand il vit l'accueil de glace que lui faisait cet homme, il ne put en revenir, et le quitta l'âme navrée.

Robespierre retourna à Paris, où sa présence était plus que jamais nécessaire. Les aristocrates redoublaient d'efforts pour faire avorter la révolution, et pour replonger la France dans l'ancien régime. Il fallait que les patriotes décuplassent leurs forces pour rendre impuissantes les criminelles menées de l'aristocratie.

. (1) . . .
Mes deux frères furent élus membre de la Convention nationale par le peuple de Paris. Précédemment, Maximilien avait été élu par sa section membre de la commune insurrectionnelle, qui remplaça au 10 août l'ancienne

(1) Il existe ici une lacune dans les notes que m'a laissées Charlotte Robespierre. L.

commune. Jamais il ne présida cette commune insurrectionnelle, Madame de Genlis s'est donc étrangement trompée quand elle a attribué à mon frère un propos atroce qu'il aurait adressé à une dame du Château, en l'interrogeant, comme président de la commune. Je ne me souviens pas de ce propos ; mais je me rappelle fort bien avoir lu l'accusation de madame de Genlis contre mon frère, dans une note placée à la fin d'un de ses romans. Si cette dame auteur n'avait pas été aveuglée par sa haine contre Robespierre (et la haine rend injuste), elle ne se serait pas hâtée de lui attribuer le propos en question ; elle aurait pris de plus amples informations sur celui qui l'avait proféré, car il l'a été réellement, et elle aurait su qu'il l'avait été par Billaud-Varennés ; c'est lui qui présidait la commune insurrectionnelle.

Quoi ! mon frère aurait insulté cruellement aux vaincus du 10 août, il leur aurait adressé des paroles atroces, lui qui s'était démis de ses fonctions d'accusateur public, parce qu'elles répugnaient à son cœur, parce qu'au lieu de charger l'accusé, il se prenait toujours à le défendre ?

Ou madame de Genlis a prêté sans le savoir à mon frère le propos de Billaud-Varennés, ou bien elle l'a fait en toute connaissance de cause : dans cette dernière hypothèse, son procédé est indigne ; il suffit seul pour ternir sa réputation ; dans la première il est moins coupable ; mais il montre du moins avec quelle prévention l'on juge mon malheureux frère Maximilien. On apprend qu'un mot affreux a été prononcé, et sans s'informer de quelle bouche il est sorti, on l'attribue à mon frère. Oh ! que Napoléon avait raison de dire que Robespierre avait été le bouc émissaire de la

révolution, et que l'on avait rejeté sur lui seul toutes les iniquités des autres. N'en voilà-t-il pas une preuve entre mille ? Et si l'on veut examiner attentivement la vie politique de mon frère, telle que l'ont écrite ses ennemis, ne verra-t-on pas, comme dans cette circonstance, qu'on lui a fait endosser la responsabilité d'une foule de faits odieux auxquels il a été complètement étranger ? Qu'on vienne parler ensuite de la justice et de l'équité des hommes, lorsque je vois une génération toute entière ajouter volontairement foi à toutes les calomnies qu'il a plu aux ennemis de mon frère de débiter contre lui. O postérité ! mon seul recours est en toi, tu absoudras mon frère, tu lui assigneras sa véritable place dans l'histoire ; car, toi seule, tu juges sans passion.





CHAPITRE IV (1).

Départ de Charlotte Robespierre et de son jeune frère pour Nice. — Ce qui leur arrive à Lyon. — Les dangers qu'ils courent avant d'arriver à leur destination. — Ils sont poursuivis par les Marseillais. — Arrivée à Nice. — Promenades à cheval. — Indigne procédé de madame Ricord à l'égard de Charlotte Robespierre. — Elle est calomniée par elle auprès de son frère. — Piège infâme que lui tend madame Ricord pour la faire retourner à Paris. — Conséquence de cette trahison.

Mon jeune frère et un autre représentant, Ricord, reçurent l'ordre de la convention de se rendre auprès de l'armée d'Italie, dont le quartier-général était alors à Nice. On sait que la Convention avait conçu l'excellente idée

(1) Une immense lacune règne évidemment entre ce chapitre et le précédent. J'ai vainement cherché dans les notes qui m'ont été laissées de quoi la remplir. L.

d'envoyer ses membres en mission aux armées, et que c'est en grande partie à cette mesure que la France dut ses admirables succès.

Je sus que Ricord emmenait sa femme avec lui, et alors l'idée me vint de partir avec mon frère. Je le priai de m'emmener, et il se rendit avec joie à ma demande. Rien jusqu'alors n'avait altéré la vive amitié qui régnait entre nous; jamais famille n'avait été plus unie que nous ne l'étions mes deux frères et moi. Comme ils sont coupables ceux qui ont troublé cette bonne harmonie !

Il me serait difficile de me rappeler l'époque précise de notre départ. Je me souviens seulement que le Midi était fort exaspéré contre les Montagnards, et même que plusieurs départemens s'étaient soulevés à la voix des députés Girondins qui s'étaient soustraits au décret du 31 mai. Je crois même que déjà les royalistes avaient livré Toulon aux Anglais.

Lyon était insurgé. Quand nous y arrivâmes, le calme y était en apparence. Notre voiture se dirigea vers l'Hôtel-de-Ville; mon jeune frère et Ricord y entrèrent. Madame Ricord et moi nous restâmes dans la voiture, et bientôt nous fûmes entourées par une foule toujours croissante, qui nous questionna sur ce qu'on disait à Paris des Lyonnais. Nous répondîmes pour couper court aux questions que nous l'ignorions. Plusieurs hommes qui portaient la parole pour les autres, nous dirent alors d'un ton courroucé :
» Nous savons que les Parisiens disent que nous sommes
» en contre-révolution; mais ils ont menti; voyez plutôt
» nos cocardes. » En effet, ils avaient la cocarde nationale, mais cela ne prouvait rien, car n'avons-nous pas vu les

contre-révolutionnaires les plus prononcés de la première révolution porter la cocarde tricolore ? Et parmi ceux qui la portent, depuis la révolution de juillet 1830, n'en est-il pas qui sont ennemis de la révolution dans leur cœur ?

Pendant que madame Ricord et moi nous étions ainsi à la question, et que notre position, vis-à-vis de ces hommes presque furieux, devenait de plus en plus embarrassante, Robespierre jeune et Ricord avaient une explication très vive avec les officiers municipaux ; ces derniers leur parlaient en des termes menaçans, et paraissaient vouloir les rendre responsables des événemens qui avaient renversé les Girondins. Les deux représentans soutinrent la dignité de leur caractère, et s'exprimèrent avec une fermeté qui en imposa à la commune lyonnaise. En quittant l'Hôtel-de-Ville, mon frère et Ricord remontèrent dans la voiture, et délibérèrent un instant pour savoir si nous nous reposions à Lyon, ou s'il ne serait pas plus prudent de continuer notre route, dans la crainte que les Lyonnais ne les emprisonnassent l'un et l'autre comme ils avaient emprisonné deux de leurs collègues quelques temps auparavant. Ce dernier avis nous parut le meilleur, et nous nous hâtâmes de sortir de Lyon.

Mais, comme la nouvelle du voyage des deux conventionnels ne pouvait manquer de se répandre sur la route que nous devions parcourir pour nous rendre à Nice, puisque nous ne voyagions qu'à petites journées, il était à craindre que les populations de la Provence, dont l'esprit en général était mauvais, ne se portassent à quelque excès contre Robespierre et Ricord. En conséquence nous abandonnâmes la grande route et nous nous jetâmes dans des

chemins de traverse qui nous conduisirent à la Manosque.

Nous restâmes deux jours dans cette petite ville. Ce que nous appréhendions était arrivé, on savait qui nous étions et nous fûmes fort mal regardés ; je puis même dire que vu l'exaspération des esprits, notre séjour à Manosque n'était pas sans danger. Nous avions avec nous deux militaires qui nous rendirent de grands services. Quand il fut question de nous remettre en route, ils allèrent en avant pour éclairer le pays. Nous touchions déjà aux bords de la Durance qu'il nous fallait traverser, lorsque nos deux vedettes revinrent précipitamment nous dire que les Marseillais étaient en armes sur la rive opposée, et avaient des canons.

Marseille avait ouvertement levé l'étendard de la révolte ; elle avait envoyé des détachemens de rebelles dans plusieurs directions pour soulever les départemens circonvoisins. C'était un de ces détachemens que nous rencontrions si malencontreusement au moment de passer la Durance. Nous retournâmes sur nos pas, et rentrâmes dans Manosque avec l'intention de prendre une autre route. Mais avant de quitter une seconde fois cette ville, les deux conventionnels exigèrent avec autorité que l'on coupât les câbles du bac. On refusa d'obéir ; l'attitude de la population était menaçante ; mon jeune frère et Ricord renouvelèrent leur injonction ; et, soit que les habitans fussent subjugués par l'ascendant de leur parole, soit qu'ils eussent conservé un reste de respect pour la souveraineté nationale dont ils étaient les représentans, ils se mirent en mesure d'obéir ; mais ils ne coupèrent qu'un câble. Robespierre et son collègue feignirent de ne pas s'en apercevoir, et eurent l'air

de croire que le bac était hors de servir, quoiqu'ils sussent bien qu'ils pouvaient encore livrer passage à nos ennemis, ce qui arriva.

Nous sortîmes de Manosque, précédés de nos deux vedettes, et nous dirigeâmes sur Forcalquier. Le maire de Mañosque, qui était patriote, rejoignit notre voiture au moment où elle sortait de la ville, et nous offrit une escorte de cinquante gardes nationaux. Les deux conventionnels qui n'avaient pas une très grande confiance dans la garde nationale de Manosque, remercièrent le maire de son offre obligeante, mais n'acceptèrent point l'escorte qu'il voulait leur donner.

Nous arrivâmes à Forcalquier sans malencontre. Les patriotes de cette ville nous offrirent leurs services, et restèrent auprès de nous pendant qu'on nous préparait à souper. Nous avions le plus grand besoin de prendre un peu de nourriture et surtout de dormir. Il était onze heures du soir, depuis le matin nous n'avions rien pris et nous n'avions goûté aucun repos. Mais à peine étions-nous à table, qu'un exprès du maire de Manosque vint nous avertir que les Marseillais s'étaient mis à notre poursuite, et ne tarderaient pas de nous atteindre, si nous ne nous débarrassions à leur fureur par une prompte fuite. Le danger était pressant. Rester à Forcalquier c'était affronter un trépas inévitable; suivre la grande route qui mène à Sisteron, c'était tomber dans un péril presque aussi grand, car les Marseillais n'auraient pas manqué de continuer leur poursuite, et nous auraient infailliblement atteints. Nous n'avions donc qu'un seul parti à prendre, c'était de gagner les

montagnes qui sont entre Forcalquier et le département de Vaucluse.

Nous primes des chevaux, car notre voiture nous devenait désormais inutile, et accompagnés d'une douzaine de patriotes qui nous servirent de guides, nous marchâmes toute la nuit dans des chemins affreux, gravissant des côtes très rudes où nos chevaux avaient peine à nous porter, et faisaient des faux pas à chaque instant.

Après les plus cruelles fatigues, nous parvinmes de grand matin à un village dont le vénérable pasteur nous donna l'hospitalité avec une franchise et une cordialité charmantes. Après avoir goûté quelques heures de repos, nous nous remîmes en marche, et nous arrivâmes vers le soir à Sault, dans le département de Vaucluse. Un jeune médecin avec lequel nous avions fait une partie de la route, nous présenta chez deux dames de sa connaissance, qui nous accueillirent avec la plus grande bienveillance, et nous accablèrent des attentions les plus délicates pendant trois jours que nous restâmes chez elles. Mon frère et Ricord se lièrent avec le jeune médecin, et apprirent de lui qu'il avait été pour siéger dans la nouvelle convention qui devait se réunir à Bourges (1). Lorsqu'il sut que cette Assemblée était formée dans un but contre-révolutionnaire, et que les Girondins en avaient demandé la formation en désespoir de cause, et parce qu'ils n'avaient plus que ce seul

(1) C'est le girondin Guadet qui proposa de convoquer une Convention nouvelle, formée des députés suppléans à la Convention nationale, et qui devait se réunir à Bourges. La chute du parti girondin empêcha l'exécution de cette mesure funeste. L.

moyen de lutter contre les Montagnards , il déclara que jamais il n'y siégerait, et s'attacha à faire revenir ses amis de l'erreur où ils étaient relativement au parti de la Montagne, erreur qu'il avait partagée lui-même.

Le jeune médecin dont je regrette de ne plus me rappeler le nom , conduisit les deux conventionnels à la Société populaire, où ils furent reçus avec enthousiasme. Ils parlèrent, et leurs discours furent couverts d'applaudissemens.

Nous séjournâmes trois jours à Sault , après quoi nous retournâmes à Manosque. Vingt ou trente patriotes nous accompagnaient; les deux militaires, qui ne nous quittaient point , nous précédèrent dans la ville, et annocèrent que nous arrivions suivis de troupes. Cet innocent mensonge était nécessaire pour tenir en bride l'effervescence contre-révolutionnaire des habitans de Manosque.

Les deux représentans se rendirent à la municipalité pour se plaindre de la conduite que la ville avait tenue à leur égard, et de l'accueil amical qu'elle avait fait aux Marseillais. La municipalité qui , à l'exception du maire, était aussi coupable que le reste des habitans, s'excusa comme elle put, et promit de faire punir les coupables : elle aurait dû commencer par se punir elle-même. Tout le monde était dans la consternation ; on se figurait que les représentans allaient faire raser la ville.

Nous apprîmes que les Marseillais étaient entrés à Forcalquier une demi-heure après notre départ précipité ; qu'ils avaient cherché les représentans partout, et que, ne trouvant que notre voiture qui était à l'auberge, et que nous n'avions pu emmener, ils la conduisirent en triomphe

à Marseille. Nous envoyâmes la réclamer. On nous la rendit, mais elle était incapable de nous servir ; on l'avait presque entièrement démontée et brisée pour chercher la planche aux assignats avec laquelle on prétendait que nous voyagions ; nos effets étaient dans un pitoyable état ; mais rien n'avait été détourné.

Nous eûmes bien encore à essuyer quelques vicissitudes ; mais enfin notre voyage s'acheva sans accidens trop graves , et comme j'ai hâte d'arriver à toutes les tribulations dont je fus victime à Nice, je passe sous silence les obstacles nouveaux que nous eûmes à surmonter dans notre voyage de Manosque à cette ville.

L'esprit public n'était pas meilleur à Nice que dans la Provence. Mais là nous n'avions rien à craindre des contre-révolutionnaires ; il y avait une division de troupes françaises. Le général en chef Dumerbion et son état-major nous protégeaient, madame Ricord et moi, quand son mari et mon frère allaient en tournée, ce qui arrivait souvent. Pendant mon séjour à Nice je n'allai que trois fois au spectacle. La première fois nous fûmes respectées ; la seconde fois, on s'empara avant notre arrivée de la loge que nous avions louée ; la troisième enfin, on nous jeta des pommes qui ne nous atteignirent point. Le général Dumerbion s'en aperçut, et nous envoya prier par un de ses aides-de-camp de passer dans sa loge. On n'osa plus rien nous jeter, mais au bout de quelques momens nous quittâmes le spectacle, et nous n'y remîmes plus les pieds.

Robespierre jeune et Ricord avaient trouvé cette armée d'Italie, qui devait bientôt s'illustrer par de si grands exploits, dans un dénuement affreux. Pendant qu'ils visitaient

les différentes divisions, et qu'ils substituaient partout l'ordre au désordre, l'abondance à la disette, nous nous occupions, madame Ricord et moi, à confectionner des chemises pour les soldats. Le soir, pour nous délasser nous allions nous promener dans les environs de Nice, soit à pied soit à cheval. Nos promenades équestres firent jaser, et fournirent un aliment à la méchanceté de nos ennemis. On écrivit à Paris que nous tranchions des princesses; plusieurs journaux payés par l'aristocratie propagèrent cette absurde accusation, et Maximilien Robespierre m'écrivit pour m'en avertir. Mon jeune frère m'en fit part également, et je lui promis de me refuser dorénavant le plaisir de monter à cheval.

Madame Ricord, qui était la personne du monde la plus légère et la plus inconsiderée, fit la même promesse, mais avec la résolution de ne la point tenir. C'est ici que je dois donner une idée de son caractère. Longtemps je ne la crus que coquette et étourdie; mais je m'aperçus enfin, et par ma propre expérience, qu'elle était méchante, et qu'elle cherchait par tous les moyens possibles à me brouiller avec mon jeune frère pour me faire retourner à Paris. Ma présence lui était insupportable; aimant passionnément les plaisirs, et souvent des plaisirs qui ne sont pas permis à des femmes qui se respectent, elle trouvait en moi un témoin sévère et rigoureux qui la gênait. Une dame qui s'intéressait à moi, et qui voyait au manège de madame Ricord que j'étais déplacée dans sa société, et dans celle d'une dame qu'elle fréquentait et qui ne valait pas mieux qu'elle, me dit bien des fois : *Vous êtes trop vertueuse pour être ici; votre présence seule fait leur critique.* Je ne compris

pas d'abord le sens de ces paroles; plus tard, et lorsque j'eus été victime de la plus noire trahison, je me les rappelai, et j'admirai ma simplicité qui m'avait empêchée de les comprendre.

Pour en revenir aux promenades à cheval qui m'avaient formellement été défendues par mes deux frères, un jour que Robespierrejeune et Ricord étaient en tournée, madame Ricord m'en proposa une, et voici dans quelle occasion. Nous avions été invitées, elle et moi, à dîner chez des personnes de sa connaissance. Après le dîner, et lorsque déjà les chevaux étaient prêts ainsi qu'une voiture pour ceux qui ne savaient pas monter à cheval; madame Ricord dit : *Partons; la voiture et les chevaux sont prêts*; absolument comme s'il avait été convenu d'avance que la promenade aurait lieu. Je m'approchai d'elle et lui rappelai à voix basse la défense de mon frère; elle ne m'écouta pas et s'éloigna de moi en riant. Je n'osai pas m'expliquer plus amplement devant les personnes qui se trouvaient présentes; je me résignai et montai dans la voiture.

Pendant tout le temps que dura la promenade, je fus triste et j'eus le cœur gros, tant j'étais affectée de désobéir à mon frère. Assurément je ne pris aucune part au plaisir des autres, et j'aurais préféré mille fois n'être pas sortie de chez moi. Une idée me consolait. Si mon frère, me disais-je intérieurement, apprend cette promenade, comme c'est inévitable, du moins il saura que ce n'est pas moi qui l'ai voulue, il saura que j'ai fait des représentations à madame Ricord, et qu'elle n'en a pas tenu compte; il saura enfin que c'est elle qui a voulu cette promenade, et que je n'ai

pu faire autrement que de la suivre ; madame Ricord assumera sur elle toute responsabilité.

Deux jours après mon frère revint. Le jour de son arrivée il ne me parla point de la partie que nous avions faite, et je crus que, sachant que j'avais été pour ainsi dire contrainte, il ne m'en voulait nullement. Mais le lendemain je fus bien étonnée lorsque je l'entendis m'adresser des reproches. Je voulus m'excuser ; il me répondit que c'était moi qui avais voulu que l'on fit la partie ; alors j'en appelai au témoignage de madame Ricord. Que devins-je, et quelles furent ma surprise et mon indignation quand cette femme, au lieu de déclarer la vérité, soutint avec une effronterie imperturbable que c'était moi effectivement qui avais voulu la promenade, et qui l'avais entraînée malgré elle ? J'en fus attérée, la parole me manqua pour répondre ; ceux qui étaient présents ont pu croire que j'étais coupable, à voir l'assurance de madame Ricord et ma stupéfaction. Mais mon frère devait-il ajouter foi à cet odieux mensonge ? Il me connaissait, lui, il savait que j'étais incapable de mentir. Pourquoi donc ne voulut-il pas me croire ? Lorsque je fus seule je pleurai beaucoup. Cette scène avait fait sur mon cœur la plus pénible impression. Mais je résolus de concentrer ma douleur, et de ne la point faire paraître, surtout à mon frère. Il ne me parla plus de rien, et l'on aurait pu croire qu'il ne s'était rien passé s'il n'avait conservé à mon égard une certaine froideur qui me désespérait. Voilà quel avait été le résultat du mensonge de madame Ricord. Quant à elle, elle n'en était ni plus soucieuse ni moins gaie ; elle avait toujours son humeur rieuse et folâtre : on aurait dit vraiment à voir son air de satisfaction qu'elle

était contente d'elle-même et qu'elle avait fait la meilleure action du monde.

On suppose bien qu'après avoir été, aussi cruellement jouée par madame Ricord, je ne devais plus avoir pour elle ni estime, ni amitié ; c'est tout au plus si j'en avais pour elle avant la scène que je viens de raconter. En effet, comment estimer une femme qui connaît assez peu les règles de la bienséance et ses devoirs d'épouse pour commettre les plus graves inconséquences ? Comment aimer une personne qui compromettrait continuellement mon jeune frère par ses avances, auxquelles il croyait de son honneur et de son devoir de ne point répondre ? En vérité, si la pudeur ne retenait ma plume, je dirais des choses qui ne seraient pas à la louange de madame Ricord. Elle était jeune et charmante ; mais sa coquetterie égalait au moins sa beauté. Elle voulait briller et être adorée à tout prix, et pour se faire remarquer il n'était rien qu'elle ne fit.

Ricord aimait sa femme, et avait en elle une confiance illimitée. Absorbé qu'il était par des occupations sans nombre, il ne s'apercevait pas de ses inconséquences, et n'aurait jamais pu la soupçonner. Ricord avait toutes les vertus publiques et privées ; on pouvait l'égaliser, non le surpasser en patriotisme ; il était un des plus ardens et des plus intrépides Montagnards. Ami sûr et fidèle, époux tendre, il méritait d'avoir une autre femme, et jamais couple, à mon avis, ne fut plus mal assorti. Probablement il a toujours ignoré les mauvais procédés de sa femme à mon égard ; elle l'aura prévenu contre moi, et, comme il ne voyait que par ses yeux, il aura cru tout ce qu'elle lui aura dit.

Mon départ de Nice approchait sans que je m'en doutasse. Je ne savais pas alors, et je n'ai su que depuis, que madame Ricord ne cessait de dire du mal de moi à mon frère, et inventait mille mensonges pour me faire perdre son amitié. La froideur de mon frère redoublait de jour en jour, je ne savais à quoi l'attribuer. Sans doute j'aurais dû demander à Augustin une explication sur ce changement ; mais je le voyais si occupé, si accablé de travaux, que je ne pus m'y résoudre. Nous fûmes l'un et l'autre victimes de la plus cruelle mystification.

Madame Ricord, qui peut-être espérait que mon frère serait moins insensible à ses avances en mon absence, machina mon éloignement. Elle me tendit un piège, et tout d'abord j'y tombai, tant j'étais peu faite pour résister aux artifices de cette femme. Mon frère ayant quitté Nice pour faire un voyage de six jours, madame Ricord me proposa de venir passer ce temps à Grasse, chez une de ses amies. J'accepte, sans me douter de rien, et nous partons. A peine arrivées à Grasse, on apporte à madame Ricord une lettre qui avait, disait-on, été adressée à Nice. Madame Ricord me dit que cette lettre est de mon frère, et qu'il me prie de retourner le plus promptement possible à Paris.

Qu'on juge de mon étonnement ! Mon frère, sans me voir, sans me faire ses adieux, me renvoie comme une réprouvée. Rien n'était plus incroyable, et pourtant je me laissai prendre à ce piège grossier. N'écoutant pour le moment que mon indignation, je retins une place dans une voiture particulière qui partait pour Paris, et je partis le lendemain matin.

J'ai fait depuis bien de tristes réflexions sur ce départ

précipité. J'aurais dû me faire montrer la lettre où mon frère m'ordonnait soi-disant de partir ; j'aurais dû retourner à Nicé, l'attendre, et lui demander s'il était vrai qu'il me chassait pour ainsi dire de sa présence. J'aurais acquis de sa bouche la preuve du contraire ; mes yeux se seraient ouverts sur l'abîme que l'on avait creusé sous mes pas, et les siens se seraient désillés sur le compte d'une femme dont il avait cru jusqu'alors toutes les calomnies et tous les mensonges.

Mais, pour mon malheur, il n'en a point été ainsi. J'ai ajouté crûdement foi à ce que me disait madame Ricord, et je n'ose pas encore penser à toutes les conjectures que Robespierre a pu tirer de mon brusque départ. Elle lui aura dit que j'avais voulu partir sans le voir, parce que je n'avais aucune amitié pour lui ; que de choses ne lui auras-t-elle pas dites ! Elle l'aura aigri contre moi de toutes les manières. Il me fut facile, à son retour à Paris, de juger de l'effet qu'avaient produit sur son cœur les propos envenimés de madame Ricord. Il ne voulut plus me voir, et les événemens de thermidor arrivèrent avant que je ne me fusse justifiée auprès de lui. Ainsi donc, à la douleur d'avoir perdu mes deux frères, se joint celle d'avoir été méconnue par l'un d'eux qui emporta au tombeau l'idée que j'avais des torts envers lui. Peut-on être plus malheureuse que je ne le suis ? Madame Ricord s'est applaudie de ce qu'elle a fait ; elle ne savait donc pas qu'elle me préparait une vie toute entière abreuvée de larmes et de regrets !

CHAPITRE V (1).

Divers tentatives d'assassinat sur Maximilien Robespierre.

— Fouché est présenté à Charlotte Robespierre par Maximilien. — Il la demande en mariage. — Mission de Fouché à Lyon. — A son retour Robespierre l'accable de reproches sur sa conduite dans cette ville. — Rupture entre Charlotte et Fouché. — Charlotte Robespierre est calomniée par madame Ricord. — Relations de Charlotte Robespierre et de son jeune frère avec Bonaparte — Entrevue de Robespierre et de Marat. — Robespierre jeune revient à Paris et ne veut point voir sa sœur. — Charlotte lui écrit. — Maximilien se sépare de ses collègues du comité de salut public. — Avant-coureur du 9 thermidor. — Grièfs des ennemis de Robespierre contre lui. — Appréciation de Danton et de Camille Desmoulins. — Séances du 8 et du 9 thermidor. — Mort des deux Robespierre. — Arrestation de leur sœur. — Conclusion.

Depuis que Maximilien Robespierre a péri victime des

(1) On remarquera qu'il doit exister entre le cinquième et le quatrième chapitre une lacune, comme entre le quatrième et le troisième. L.

Il y avait dans leur contenance, dans leur mine et jusque dans leurs paroles, quelque chose de suspect ; tout annonçait qu'ils avaient de mauvais desseins ; on les questionna sur l'objet de leur visite, ils se coupèrent, ce qui acheva de nous confirmer dans l'idée que ces deux hommes n'étaient autre chose que des malfaiteurs qui voulaient assassiner Maximilien. Ils dirent qu'ils avaient absolument besoin de lui parler, et qu'ils reviendraient. Ils revinrent en effet le lendemain à l'heure du dîner, nous étions à table ; ils n'entrèrent pas ensemble, peut-être s'étaient-ils donné rendez-vous chez M. Duplay pour exécuter leur crime. Le premier arrivé parut embarrassé ; il demanda à parler en particulier à Robespierre ; on lui répondit que son infâme projet était découvert. A ces mots, il se troubla, balbutia quelques paroles et se retira précipitamment. Il s'était à peine écoulé quelques minutes lorsque son compagnon de la veille arriva. On ne lui donna pas le temps de parler, on lui dit que son complice ne l'avait précédé que d'un instant, qu'il n'avait plus qu'à le rejoindre, et que leur coup était manqué. Il n'en fallut pas davantage pour l'anéantir ; on eût dit un homme foudroyé ; il s'enfuit comme si on l'eût poursuivi.

Ces deux événemens et beaucoup d'autres encore, donnèrent à Robespierre la certitude qu'une bande d'assassins était organisée pour attenter à ses jours. D'ailleurs, les propos tenus par un nommé Saintenax, ex-moine, qui avait dit dans un café de Choisy-sur-Seine que tôt ou tard les *scélérats du comité* seraient tous frappés, venaient à l'appui de cette conviction où mon frère était, et où j'étais moi-même, conviction qui ne m'a pas quittée ; oui, je suis en-

core convaincue que les cours étrangères, que l'émigration, que les aristocrates de l'intérieur conspiraient contre les jours des membres du comité de salut public, et surtout contre la vie de mon frère. Les historiens vendus ont rejeté cette opinion, je le crois bien, ils étaient payés pour cela ; mais les historiens qui ont écrit consciencieusement l'histoire de la révolution, ont, à cet égard, la même opinion que moi. Qu'on lise Laponneraye (1), et l'on verra s'il ne pense pas qu'une conspiration sourde était formée pour assassiner Maximilien Robespierre.

On peut lire dans le *Moniteur* l'admirable discours que mon frère prononça à l'occasion des tentatives criminelles de Cécile Renault et de Ladmiral. Il dit formellement dans ce discours qu'il s'attend à mourir, mais qu'il est heureux de mourir pour la sainte cause de la liberté et de l'égalité ; qu'il se dépêche de faire sur la terre le plus de bien qu'il peut, puisque les méchants ont marqué si tôt le terme de son existence, et que plus ils ont hâte de trancher le fil de ses jours, plus il éprouve le besoin de consacrer sa vie à des actions utiles pour laisser après lui un nom cher à l'humanité. Une seule crainte le tourmentait, c'était que les méchants, après l'avoir assassiné, ne déversassent sur lui la calomnie. Il fit à ce sujet quelques vers, dont je ne me rappelle que les cinq suivans :

Le seul tourment du juste à son heure dernière,
Et le seul dont alors je serai déchiré,

(1) *Cours d'histoire de France*, depuis 1789 jusqu'en 1830, tome 2, pages 235-236.

C'est de voir en mourant la pâle et sombre envie
Distiller sur mon front l'opprobre et l'infamie,
De mourir pour le peuple, et d'en être abhorré...

Ce qui donnait à mon frère Maximilien le pressentiment d'une mort prochaine, ce n'était pas tant le poignard que les aristocrates faisaient luire à ses yeux, que l'attitude d'un grand nombre de prétendus patriotes à son égard. Robespierre exprimait sa pensée avec une rudesse et une franchise qui mécontentaient ceux qui avaient des reproches à se faire; la plupart des hommes qui trempèrent dans le complot de thermidor n'avaient d'autres griefs contre lui que d'en avoir été énergiquement blâmés à raison de leurs actes. Fouché était de ce nombre.

Fouché avait montré depuis le commencement de la révolution le plus ardent patriotisme, le plus saint dévouement. Mon frère, qui le croyait sincère, lui avait accordé son amitié et son estime; il m'en parlait comme d'un démocrate à toute épreuve, et me le présenta même en me faisant son éloge, et en me demandant pour lui son estime. Fouché, après avoir été introduit auprès de moi par mon frère, me rendit des visites assidues, et eut pour moi ces égards, ces attentions que l'on a pour une personne à laquelle on s'intéresse d'une manière particulière.

Fouché n'était pas beau, mais il avait un esprit charmant et était extrêmement aimable. Il me parla de mariage, et j'avoue que je ne ressentis aucune répugnance pour ce lien, et que j'étais assez disposée à accorder ma main à celui que mon frère m'avait présenté comme un pur démocrate et comme son ami.

Je ne savais pas que Fouché n'était qu'un hypocrite, un fourbe, un homme sans convictions, sans moralité, et capable de tout pour satisfaire son ambition effrénée. Il avait si bien su déguiser ses vils sentimens et ses mauvaises passions à mes yeux, comme aux yeux de mon frère, que je fus sa dupe comme l'était Maximilien. Je répondis à sa proposition que je voulais consulter mon frère et me consulter moi-même, et que je lui demandais du temps pour prendre une résolution. J'en parlai effectivement à Robespierre, qui ne montra aucune opposition à mon union avec Fouché.

C'est vers cette époque que celui-ci partit en mission pour Lyon avec Collot-d'Herbois. On sait assez de quelle manière l'un et l'autre s'y conduisirent ; on sait qu'ils firent ruisseler le sang par torrens, et plongèrent la seconde ville de la république dans l'épouvante et la consternation. Robespierre en fut outré. Ses ennemis lui reprochent d'avoir envoyé dans les départemens des proconsuls sanguinaires, et c'est lui au contraire qui fit rappeler presque tous ceux qui abusèrent de leurs pouvoirs illimités pour exercer des cruautés affreuses ; c'est lui qui ne cessait d'écrire aux représentans du peuple en mission, qu'il fallait être sobre de rigueurs et faire chérir la révolution au lieu de la faire haïr. Plusieurs fois il demanda, sans pouvoir l'obtenir, le rappel de Carrier que protégeait Billaud-Varennes. Plus heureux à l'égard de Fouché, il le fit revenir à Paris.

Je fus présente à l'entrevue que Fouché eut à son retour avec Robespierre. Mon frère lui demanda compte du sang qu'il avait fait couler, et lui reprocha sa conduite avec une telle énergie d'expression, que Fouché était pâle et trem-

blant. Il balbutia quelques excuses, et rejeta les mesures cruelles qu'il avait prises sur la gravité des circonstances. Robespierre lui répondit que rien ne pouvait justifier les cruautés dont il s'était rendu coupable; que Lyon, il est vrai, avait été en insurrection contre la Convention nationale, mais que ce n'était pas une raison pour faire mitrailler en masse des ennemis désarmés.

A dater de ce jour, Fouché fut l'ennemi le plus irréconciliable de mon frère, et se joignit à la faction qui conspirait sa perte. Fouché ne remit plus les pieds chez moi, mais je le rencontrais quelquefois aux Champs-Élysées où j'allais me promener presque tous les jours. Il m'abordait comme si rien ne s'était passé entre mon frère et lui. Quand j'eus appris qu'il était l'ennemi déclaré de Maximilien, je ne voulus plus lui parler. Des propos infâmes ont été tenus sur mon compte au sujet de cet homme, on a osé dire que j'avais été sa maîtresse avant et après le 9 thermidor; c'est une abominable calomnie! Jamais Fouché n'a cessé d'avoir pour moi le plus grand respect; et si dans ses discours il avait pu mêler quelques paroles qui tendissent à me faire manquer à mes devoirs, je l'aurais congédié à l'instant même.

Fouché, d'ailleurs, n'avait recherché ma main que parce que mon frère aîné occupait le premier rang sur la scène politique. Ce titre de beau-frère de Robespierre flattait son orgueil et son ambition; à en juger par la conduite que cet homme a tenue depuis, tout était calcul chez lui, et, s'il a feint de m'aimer, c'est qu'il voyait son intérêt. Que serais-je devenue si j'avais épousé un pareil être?

A son retour à Paris, mon jeune frère se logea chez son

collègue Ricord, et ne mit point les pieds à la maison (1). Il était outré contre moi. De mon côté, je ne concevais rien à sa conduite à mon égard; il m'avait chassée d'auprès de lui (car j'ignorais encore l'affreuse trahison de madame Ricard), il ne voulait plus me voir; que penser d'un changement si étrange?

Il repartit pour l'armée d'Italie sans que je l'eusse vu. Je n'avais pas osé parler de notre différend à Maximilien; je le voyais si occupé! tous ses momens étaient comptés. Mon jeune frère lui raconta tout, et non seulement lui parla de mon brusque départ de Grasse comme d'une rupture ouverte envers lui, mais lui dit que j'avais fait courir sur son compte et sur celui de madame Ricord des bruits qui portaient atteinte à l'honneur de l'un et de l'autre. Madame Ricord et une madame Gesnel, sa digne amie, avaient effectivement fait accroire à Robespierre jeune que je l'avais calomnié, ainsi que la femme de son collègue. Quelle noirceur! quelle monstruosité! Maximilien ne me parla de rien, mais je vis qu'il était mécontent de moi. J'aurais dû lui demander une explication, ainsi qu'à mon jeune frère; la pureté de ma conscience m'en empêcha: qu'avais-je à me reprocher? rien; je laissai au temps le soin de ma justification. D'ailleurs, ne sachant pas ce qui pouvait mécontenter contre moi mes frères, ne pouvant soupçonner une méchanceté aussi raffinée dans madame Ricord, je ne croyais pas que leurs griefs contre moi fussent aussi graves. Ce n'est qu'après le 9 thermidor que l'affreuse vérité

(1) Charlotte Robespierre et son jeune frère demeuraient ensemble avant leur brouille.

me fut connue ; tout me fut dévoilé alors ; alors seulement je pus m'expliquer la conduite de mes frères envers moi ; mais il n'était plus temps de me justifier, mes ennemis triomphaient.

Pendant mon second séjour à l'armée d'Italie, Robespierre jeune eut l'occasion de se lier assez étroitement avec Bonaparte. Durant sa première mission, il avait fait, ainsi que moi, sa connaissance, mais ne l'avait pas cultivée aussi particulièrement que pendant la seconde. Bonaparte avait une très haute estime pour mes deux frères, et surtout pour l'aîné ; il admirait ses talens, son énergie, la pureté de son patriotisme et de ses intentions. Alors Bonaparte était sincèrement républicain, je dirai même qu'il était républicain montagnard ; du moins il m'a fait cet effet par la manière dont il envisageait les choses à l'époque où je me trouvais à Nice. Ses victoires dans la suite lui tournèrent la tête, et le firent aspirer à dominer ses concitoyens ; mais lorsqu'il n'était que général d'artillerie à l'armée d'Italie, il était partisan d'une liberté large et d'une véritable égalité.

Une chose qui n'a été rapportée, que je sache, par aucun historien de la révolution, c'est qu'après le 9 thermidor Bonaparte proposa aux représentans du peuple qui se trouvaient en mission à l'armée d'Italie, et qui avaient succédé à mon jeune frère et à Ricord, de marcher sur Paris pour châtier les auteurs du mouvement contre-révolutionnaire qui avait fait périr mes deux frères. Cette proposition hardie, et qui révélait dans celui qui la faisait un courage, une portée d'esprit, un patriotisme extraordinaires, épouvanta les représentans qui se hâtèrent de la repousser.

L'admiration de Bonaparte pour mon frère aîné, son

amitié pour mon jeune frère, et peut-être aussi l'intérêt que mes malheurs lui inspirèrent, me firent obtenir une pension sous le consulat. J'avais connu madame Bonaparte lorsqu'elle était l'épouse du général Beauharnais; elle m'avait alors témoigné beaucoup d'attachement; et, après le 9 thermidor, j'avais continué à la voir. Pendant quelque temps encore elle me reçut avec les mêmes égards, mais bientôt je m'aperçus d'un changement dans l'accueil qu'elle me faisait. La froideur et l'indifférence que j'avais remarquées en elle redoublèrent au point que je crus de ma dignité de cesser des visites qui me paraissaient lui être à charge. Plusieurs fois sa porte m'avait été refusée; un jour que je la rencontrai, je lui exprimai mon étonnement à ce sujet; elle me fit mille excuses, et les accompagna de tant de démonstrations d'amitié, que je crus ingénument que si je n'avais pu pénétrer jusqu'à elle c'était l'effet d'un malentendu. « Lorsque vous voudrez m'honorer de votre visite, me dit-elle, nommez-vous, et aussitôt ma porte vous sera ouverte ». Je me rappelai cette recommandation, lorsque quelques jours après je me rendis chez madame Bonaparte; le concierge m'ayant dit qu'elle n'y était point, je me nommai, en lui disant que madame Bonaparte elle-même m'avait recommandé de décliner mon nom, et qu'aussitôt je serais reçue. « Eh! mademoiselle, me répond le concierge d'un ton moitié sec, madame dit la même chose à tout le monde, et elle n'y est pour personne. » C'était toute l'insolence d'une grande dame de la cour de Louis XV.

Lorsque Bonaparte fut premier consul on me conseilla de lui demander une audience. Je n'avais aucunes res-

sources ; depuis la mort de mes frères je recevais l'hospitalité de mon respectable et excellent ami, M. Mathon, qui avait été leur ami et était d'Arras comme nous. Bonaparte me reçut parfaitement, me parla de mes frères en des termes très flatteurs, et me dit qu'il était prêt à tout faire pour leur sœur : « Parlez, que voulez-vous ? » me dit-il. Je lui exposai ma position ; il me promit de la prendre en considération ; en effet, quelques jours après je reçus le brevet d'une pension de 3,600 francs.

. (1).

J'ai souvent vu le nom de mon frère accolé à celui de Marat, comme si la manière de voir, les sympathies, les actes de ces deux hommes fussent les mêmes, comme s'ils eussent marché de concert. C'est ainsi que l'on met côte à côte les portraits et les bustes de Voltaire et de Rousseau, comme si ces deux grands écrivains eussent été de leur vivant les meilleurs amis du monde, tandis qu'ils ne pouvaient se souffrir. Je ne prétends pas rabaisser le mérite de Marat, ni porter atteinte à la pureté de son dévouement et de ses intentions. On ose dire qu'il était vendu à l'étranger ; mais ne l'a-t-on pas dit de mon frère ? Le champ de l'absurde est immense et sans bornes. N'a-t-on pas dit de Maximilien Robespierre qu'il avait demandé en mariage la jeune fille de Louis XVI ? Après une semblable accusation, rien ne doit plus étonner ; il faut s'attendre aux plus burlesques,

(1) Ce qu'on va lire ne se rattache en rien à ce qui précède et à ce qui suit ; je l'intercale ici parce que je n'ai pas trouvé occasion de le placer dans une autre partie de ces Mémoires. L.

comme aux plus invraisemblables assertions c'est le *non plus ultra* de la sottise.

Je reviens à Marat, et j'ose affirmer qu'il n'était point agent de l'étranger, comme on a bien voulu le dire ; Marat avait senti vivement les infamies de l'ancien régime et les misères du peuple ; son imagination de feu et son tempérament irascible en avait fait un révolutionnaire ardent, et trop souvent même imprudent, mais ses intentions étaient bonne, je le répète.

Mon frère désapprouvait ses exagérations et ses emportemens et croyait, il me la dit plusieurs fois, que la marche adoptée par Marat était plutôt préjudiciable qu'utile à la révolution. Un jour Marat vint voir mon frère. Cette visite nous surprit, car habituellement Marat et Robespierre n'avaient aucun rapport ensemble. Ils causèrent d'abord des affaires en général, puis de la tournure que prenait la révolution ; enfin, Marat entama le chapitre des rigueurs révolutionnaires, et se plaignit de la douceur et de l'excessive indulgence du gouvernement. « Tu es l'homme que j'estime » peut-être le plus au monde, dit Marat à mon frère, mais » je t'estimerai davantage si tu étais moins modéré à l'égard des aristocrates. — Je te ferai le reproche contraire. » répondit mon frère, tu compromets la révolution, tu la » fais haïr en demandant des têtes. L'échafaud est un moyen » terrible et toujours funeste ; il faut en user sobrement, » et seulement dans les cas graves où la patrie penche vers » sa ruine. — Je te plains, dit alors Marat, tu n'es pas à ma » hauteur. — Je serais bien fâché d'être à ta hauteur, répliqua Robespierre. — Tu ne me comprends pas, reprend » Marat, nous ne pourrions jamais marcher ensemble. —

» C'est possible, dit Robespierre, et les choses n'en iront
» que mieux.—Je regrette que nous ne puissions nous
» entendre; ajouta Marat, car tu es l'homme le plus pur de
» la Convention.»

.....
Nous étions à la veille d'événemens très graves à Paris.

Il était nécessaire que tous les patriotes purs se trouvassent à leur poste. Robespierre jeune revint siéger sur les bancs de la convention pour lutter contre les ennemis du peuple. Cette fois encore il ne vint pas loger dans l'appartement que nous occupions en commun. Il semblait fuir ma présence. Je l'avoue, j'étais indignée contre lui; que lui ai-je fait, me disais-je, pour me traiter ainsi, pour qu'il dise à qui veut l'entendre, que je suis indigne de lui, que je me suis mal conduite à son égard, que je ne mérite plus son estime? C'est alors que je lui écrivis la lettre que Levasseur a rapportée dans ses Mémoires. Seulement je dois dire qu'elle n'était point aussi acerbe et aussi violente, et que très certainement les ennemis de mes frères y ont ajouté plusieurs phrases, et en ont exagéré d'autres pour rendre odieux Maximilien Robespierre, à qui ils ont supposé que je l'avais écrite. Je dois donc déclarer premièrement, que cette lettre a été adressée à mon jeune frère, et non à Maximilien; secondement qu'elle renferme des phrases apocryphes que je ne reconnais point pour les miennes; troisièmement enfin, que cette lettre ne devait pas être connue du public, que c'était une affaire entre mon jeune frère et moi, et que ceux qui l'ont publiée se sont rendus coupables d'une odieuse indiscrétion que je ne puis trop flétrir (1).

(1) Cette lettre, rapportée inconsidérément par Levasseur, tout-à-fait in-

Je n'ai plus revu mon jeune frère. Une ou deux fois seulement je me suis trouvée avec Maximilien, mais en présence de plusieurs personnes, en sorte qu'il m'a été impossible de lui parler des nuages qui s'étaient élevés entre Augustin et moi. Je les savais l'un et l'autre entièrement absorbés par les dangers qui menaçaient la chose publique : j'ajournai toute explication.

Le 9 thermidor approchait.

Maximilien Robespierre ne paraissait plus au comité de salut public. Il avait remarqué dans le sein de ce comité des hommes qui se faisaient un plaisir de prolonger l'état violent où se trouvait la France. Cet état violent avait été nécessaire pour déjouer les complots des aristocrates et des agens de Pitt et Cobourg ; mais une fois que les ennemis de la révolution étaient vaincus, il était indispensable de mettre un terme aux rigueurs que les dangers de la patrie avaient nécessitées, et il devait arriver une époque où l'ordre légal succéderait au régime révolutionnaire.

Cette époque, Maximilien Robespierre la croyait arrivée. Il voulait donc combler le gouffre, et substituer la clémence à la rigueur. Mais ses collègues du comité n'envisageaient pas les choses ainsi, Collot-d'Herbois, et Billaud-Varennes

nocent du reste, j'en suis persuadé, était pour Charlotte Robespierre un objet de tourment continu ; l'idée qu'on pourrait croire qu'elle l'avait écrite telle qu'elle est, et qu'elle avait été effectivement adressée à Maximilien Robespierre, la mettait au supplice. Toutes les fois que je la voyais, elle m'en parlait. Un jour nous la lûmes ensemble, et je la priai de m'indiquer les passages qu'elle n'avait point écrits, et que d'infâmes faussaires avaient ajoutés : je publie cette lettre aux Pièces justificatives (Voir la note 7), et j'ai souligné les passages qui m'ont été indiqués par Charlotte Robespierre comme ayant été exagérés ou changés. L.

surtout, voulaient rendre la terreur permanente, ou tout au moins voulaient la prolonger indéfiniment. Cette divergence d'opinion avait allumé des discussions très vives dans le sein du comité, et Maximilien avait formé la résolution de s'en exiler, jusqu'à ce qu'il eût été purgé des membres qui ne pensaient pas comme lui.

La fête à l'Etre suprême, dont mon frère aîné avait été pour ainsi dire l'auteur, l'âme, l'ordonnateur, et qui montrait qu'il voulait fonder la république sur la morale, et la morale sur l'idée consolante de l'existence de Dieu et de l'immortalité de l'âme, cette fête si sublime par le but que se proposait mon frère, en la célébrant, avait été le signal du déchainement de ses ennemis. Tout ce qu'il y avait d'impur et de corrompu dans le sein de la Convention et hors de la Convention, se ligua contre le vertueux Maximilien. Non seulement cette ligue se recruta de beaucoup de Montagnards qui avaient constamment combattu avec lui contre les partisans de la royauté, mais elle reçut dans ses rangs les débris du parti Girondin et du parti Danton.

Un des plus forts griefs que l'on mit en avant contre mon frère, fut d'avoir sacrifié Danton. Je ne sais pas si cette accusation est fondée, mais tout ce que je sais, c'est que mon frère aimait beaucoup Camille Desmoulins, avec qui il avait fait ses études, et que lorsqu'il apprit son arrestation et son incarcération au Luxembourg, il se rendit dans cette prison avec l'intention de supplier Camille de revenir aux véritables principes révolutionnaires, qu'il avait abandonnés pour faire alliance avec les aristocrates. Camille ne voulut point le voir; et mon frère, qui proba-

blement aurait pris sa défense [et l'aurait peut-être sauvé, s'il avait pu le déterminer à abjurer ses hérésies politiques, l'abandonna à la terrible justice du tribunal révolutionnaire. Or, Danton et Camille étaient trop intimement liés pour qu'il en sauvât un sans sauver l'autre ; si donc, Camille ne l'avait point repoussé au moment où il lui tendait les bras, Camille et Danton n'eussent point péri.

Danton et Maximilien Robespierre avaient marché longtemps de concert ; le seul amour de la patrie avait pu rapprocher l'un de l'autre ces deux hommes ; car, tout en eux différait : mœurs, habitudes, manières, tempéramment, esprit, éloquence. Danton avait un tempéramment insatiable de jouissances ; ses mœurs étaient dissolues, il était ce qu'on appelle *bourreau d'argent* ; ses fameux dîners à trois cents francs par tête sont assez connus ; mon frère aîné, au contraire, était chaste et sobre ; ses goûts et ses plaisirs étaient simples. Danton avait dilapidé les fonds de l'Etat pour subvenir à ses dépenses énormes ; Robespierre était tellement économe des deniers publics, qu'il ne toucha jamais intégralement la subvention à laquelle il avait droit comme membre de la Convention (1). Le premier, dans ses manières ne conservait pas toute la dignité qui convient au représentant d'un grand peuple ; sa toilette était en désordre. La tenue de Robespierre était parfaite ; il était grave sans fierté ; sa mise, sans être recherchée, était d'une propreté extrême. Danton avait un esprit fougueux, une éloquence désordonnée qui produisait sur le moment le plus

(1) Les membres de cette assemblée n'ayant point été choisis dans la classe riche, et ne pouvant subvenir à leurs besoins par le travail à cause de leurs fonctions de représentants du peuple, devaient nécessairement être retribués. L.

grand effet ; mon frère avait un esprit sage et posé, qui envisageait et pesait froidement les choses ; ce qu'il y avait de remarquable dans ses discours, c'était moins les grands éclats de voix et les figures extraordinaires, qu'une logique vigoureuse et impitoyable. L'impression ne diminuant en rien leur valeur intrinsèque, tandis que ceux de Danton perdaient toujours à être lus.

Sans être aussi intimement lié avec Danton qu'il l'avait été avec Pétion, Robespierre eut avec le premier des relations de bonne amitié. Je fus plusieurs fois témoin de leurs entrevues ; ils s'entretenaient avec une grande effusion de cœur ; leurs conversations roulaient presque toujours sur la chose publique. Avant la condamnation à mort de Louis XVI, l'issue du procès les occupait beaucoup ; ils se concertaient pour que le monarque qui avait trahi la France avec autant de perfidie ne pût jouir de l'impunité, et reçût le châtiment de ses crimes. Après le 21 janvier, et lorsque l'audace des Girondins fut devenue intolérable, ils tournèrent toutes leurs batteries contre eux, je les entendais dire que si l'on en finissait promptement avec la faction de la Gironde, la révolution avorterait. Dans la suite, et lorsque l'immolation des vingt-deux Girondins était consommée, ils se brouillèrent sur la manière de constituer la république. On conçoit que si deux hommes comme Robespierre et Danton avaient été d'accord pour détruire, ils ne pouvaient guère être d'accord pour réédifier ; leurs idées en morale étaient diamétralement opposées ; or, leurs idées politiques devaient de toute nécessité être également en désaccord. Voilà la véritable cause de la rupture de mon frère aîné et de Danton.

Il faut ajouter à cette première cause, l'opposition très hostile que Danton faisait au gouvernement révolutionnaire. Il n'était pas une mesure du comité de salut public ou du comité de sûreté générale qu'il ne critiquât amèrement, quand il ne l'attaquait pas avec son énergie accoutumée, énergie qui, d'hostile qu'elle était naguère aux aristocrates, leur était devenue pour ainsi dire favorable, puisqu'elle était dirigée contre un gouvernement que l'aristocratie battait en brèche de toutes les manières.

Camille avait été pour le moins aussi ami de Robespierre que de Danton. Mon frère avait pour lui une amitié très vive ; souvent il m'a dit que Camille était peut-être celui de tous les révolutionnaires marquans qu'il aimait le plus, après notre jeune frère et Saint-Just. Desmoulins était un véritable patriote, et avait plus de vertu que Danton, sans en avoir autant que mes deux frères ; il avait les qualités les plus aimables, mais aussi quelques défauts qui causèrent sa perte ; il était orgueilleux et irascible : dès qu'il se croyait offensé, il ne pardonnait plus, et faisait jouer contre ceux dont il croyait avoir à se plaindre, les redoutables traits d'une critique mordante et acerbe.

Des hommes qui étaient loin de le valoir pour le patriotisme et pour le talent, et qui étaient jaloux de sa gloire, le calomnièrent et l'accusèrent d'être vendu aux aristocrates ; il n'en fallut pas davantage pour que le bouillant Camille se déchainât, et contre ceux qui l'attaquaient, et contre ceux qui, sans l'avoir attaqué, suivaient la même ligne de conduite que ses calomniateurs. Voilà pourquoi, au lieu de repousser les imputations de quelques membres des comités qui étaient ses ennemis personnels, il attaqua

les comités en masse, fronda leurs actes, révoqua en doute la pureté de leurs intentions, et se rapprocha même des aristocrates. Les calomnies redoublèrent, ou plutôt les mensonges qu'on avait débités contre lui lorsqu'il était irréprochable, devinrent des vérités lorsque, par ressentiment, il eut cessé d'être pur. De jour en jour, il se sépara davantage de ses anciens amis, fit cause commune avec Danton, et, se laissant aveugler par les éloges sans nombre que les aristocrates lui prodiguaient à cause de ses hostilités avec les plus terribles révolutionnaires, il devint réellement l'acolyte de l'aristocratie.

Le malheureux Camille tournait dans un cercle vicieux : les ennemis de la révolution l'élevaient jusqu'aux nues, vantaient ses principes, son éloquence, sa modération. Toutes ses louanges le rendaient suspect aux yeux des véritables démocrates ; ses ennemis en faisaient des armes contre lui, et disaient : Camille est contre-révolutionnaire. Camille, que cette accusation mettait hors de lui, se ruait avec plus de fureur contre ceux qui l'accusaient, et les aristocrates redoublaient d'éloges.

C'est alors que Desmoulin publia son *Vieux Cordelier*, où il faisait pour ainsi dire le procès à tous les révolutionnaires, et, par contre, à la révolution. C'était une haute imprudence de sa part ; c'était plus, c'était un crime. Mon frère aîné médit tristement à ce sujet : « Camille se perd. » Il ressentait un très vif chagrin de le voir désertier la sainte cause de la révolution, et, au risque de se compromettre lui-même, il prit plusieurs fois sa défense ; plusieurs fois aussi il essaya de le ramener, et lui parla comme à son frère, mais inutilement. Dans une des séances de la Société

des Jacobins, où une explosion de reproches et d'accusations tombait sur Camille Desmoulins et sur son *Vieux Cordelier*, Maximilien prit la parole, et tout en blâmant énergiquement l'écrit, chercha à justifier l'auteur. Malgré son immense popularité et son influence extraordinaire, des murmures accueillirent ses paroles. Alors il vit qu'en voulant sauver Camille il se perdait lui-même. Camille ne lui tint pas compte des efforts qu'il avait faits pour repousser les accusations dont il était l'objet ; il ne se rappela que du blâme qu'il avait déversé sur son *Vieux Cordelier*, et dès lors il dirigea mille diatribes acrimonieuses contre mon frère.

Les ennemis de mon frère se servirent avec tant d'habileté de l'arme de la calomnie, que bientôt la convention entière fut contre lui. Aux modérés, ils disaient que Robespierre voulait noyer la France dans le sang, et ils le rendaient responsable à leurs yeux de toutes les exécutions qui se faisaient à Paris, depuis qu'il ne se mêlait plus en rien des affaires du gouvernement ; aux exagérés, au contraire, à ceux qui comme eux voulaient la terreur *quand même*, ils disaient que mon frère était modéré, qu'il voulait briser le glaive avec lequel on combattait les contre-révolutionnaires ; enfin, qu'il était l'ennemi de la révolution, et de si absurdes mensonges trouvaient des âmes crédules qui y ajoutaient foi. On voit que la ligue qui triompha en thermidor se composait de deux élémens, de scélérats qui avaient soif du sang de mes frères, et qui persuadaient aux niais qu'ils étaient des monstres, et de niais qui, sans être méchants, pactisaient avec les méchants et se laissaient guider par eux.

Il y avait plus d'un mois que mon frère aîné n'avait paru à la tribune de la convention. Son devoir, sa conscience, tout lui ordonnait de dénoncer les hommes qui avaient déserté la bonne cause. Il prit donc la parole le 8 thermidor et prononça un fort beau discours où il exposa la vérité dans tout son jour. Ses ennemis firent décréter que ce discours, dans lequel il dénonçait les membres du comité de salut public et du comité de sûreté générale, serait renvoyé à l'examen de ces deux comités. Quelle dérision ! Maximilien vit qu'il pendant son absence on avait surpris la religion de la convention. Cet échec était l'avant-coureur de la catastrophe du lendemain.

Les Jacobins toujours purs, applaudirent avec enthousiasme le discours de mon frère, dont il leur fit la lecture le soir, et promirent de le soutenir contre ses ennemis. La commune se prononça également en faveur de Maximilien contre ceux de ses collègues qui avaient juré sa perte. St-Just arriva de l'armée, et convint avec mon frère et le petit nombre de députés fidèles à la cause du peuple, tels que Gouthon, Lebas, etc., que dans la séance prochaine il renouvellerait contre les membres des comités l'accusation qui avait échoué dans la séance du 8.

Le 9 thermidor, en effet, St-Just monta à la tribune ; mais à peine eut-il prononcé quelques mots, que la parole lui fut retirée pour être donnée à ceux qui conspiraient contre lui, contre mes frères, contre tous les bons Montagnards, ou plutôt contre le peuple dont ils étaient les représentants les plus purs. Durant toute la séance, il fut impossible à mes malheureux frères et à leurs amis de faire entendre une seule parole de justification. Ils furent

décrotés d'arrestation. Mais, pendant qu'on les conduisait en prison, le peuple les délivra et les conduisit en triomphe à l'Hôtel-de-Ville.

C'est alors que les thermidoriens firent prononcer le décret de mise hors la loi contre eux. Rien n'était perdu encore; un peuple immense était rassemblé sur la place de l'Hôtel-de-Ville et dans les rues environnantes. Mon frère, dont l'influence était sans bornes sur ce peuple qui l'adorait, n'avait qu'à dire un mot, et cent mille hommes marchaient sur la convention. Mais son respect pour la représentation nationale était si grand qu'il aimait mieux périr que de porter atteinte à son inviolabilité. Les thermidoriens dirigèrent contre l'Hôtel-de-Ville les forces militaires qui étaient à la disposition de la convention. Le terrible décret de mise hors la loi dispersa tous les hommes qui s'étaient rangés autour de mon frère pour le défendre. On se saisit de sa personne....., mais je ne puis continuer ce récit; l'histoire suppléera au silence de ma douleur.

Le lendemain, 10 thermidor, je m'élance dans les rues, la tête toute troublée et le désespoir dans le cœur; j'appelle, je cherche mes frères. J'apprends qu'ils ont été conduits à la conciergerie. J'y cours, je demande à les voir, je le demande à mains jointes; je me traîne à genoux devant les soldats; ils me repoussent, se rient de mes pleurs, m'insultent, me frappent. Quelques personnes émues de pitié m'entraînent. Ma raison était égarée. Je ne sais ce qui se passa, ce que je devins, ou plutôt je le sus plusieurs jours après; quand je revins à moi, j'étais dans une prison.

Une dame était avec moi. Elle affectait de prendre le plus grand intérêt à mon sort. Elle m'apprit que plusieurs

personnes avaient été arrêtées en même temps que moi et à cause de moi, et que probablement elles monteraient avec moi sur l'échafaud. Abîmée comme je l'étais dans la douleur, je tenais peu à la vie; j'aurais regardé la mort comme un bienfait; mais les chagrins dont j'étais dévorée redoublaient à l'idée que j'entraînerais dans la tombe plusieurs personnes dont tout le crime était de s'être intéressées à mon malheur, ou de m'avoir connue avant le 9 thermidor. Ma compagne de captivité me représenta alors qu'il dépendait de moi de les sauver, et de me sauver moi-même; que je n'avais qu'à écrire aux membres des comités qui étaient sortis vainqueurs de la dernière lutte, pour implorer leur grâce. Je repoussai ce conseil avec indignation. « Alors, me dit mon artificieuse compagne qui remplissait auprès de moi l'office de mouton, alors vous périrez, et avec vous, douze à quinze victimes, au nombre desquelles je serai. » Pendant quinze jours elle me tourmenta pour écrire. « Si ce n'est pas pour vous, faites le du moins me répétait-elle, pour les infortunés qui ont été arrachés à leurs familles, à tout ce qui leur est cher, uniquement à cause de vous, et qui périront parce que vous le voulez. »

Vaincue à la fin par les obsessions de cette femme, et la croyant mon amie, d'après toutes les protestations qu'elle me faisait, je lui dis : « Eh bien ! écrivez, je signerai. » Elle s'empressa d'écrire, je ne sais quoi; elle me présenta le papier; j'y opposai ma signature sans en lire le contenu, tant j'étais abattue et désolée. La lettre partit, et le lendemain je fus mise en liberté, ainsi que ma compagne, que je ne revis plus.

Qu'aura-t-elle pu écrire en mon nom ? on m'avait mise en prison parce que, disaient mes persécuteurs, j'avais trempé dans la conspiration de mon frère contre la chose publique ; quels argumens aura-t-elle invoqués pour me justifier ? hélas ! je crains trop que, profitant de mon affreuse situation, de mon abattement, de mon désespoir, et de l'égarement de mes esprits, elle ne m'ait fait signer un écrit qui renfermait des choses indignes de moi et que mon cœur réproouve. Je ne sais si les lâches thermidoriens auront fait usage de cet écrit ; dans tous les cas, ils en sont bien capables, eux qui ont anéanti les papiers de Maximilien et qui ont substitué à la place d'autres papiers, où ils lui ont fait dire ce qu'ils ont voulu. C'était mettre le comble à tous leurs attentats.

FIN DES MÉMOIRES.

NOTES.

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES.



N. 1.

DÉDICACE

DE

MAXIMILIEN ROBESPIERRE

AUX MANES DE

JEAN-JACQUES ROUSSEAU.

C'est à vous que je dédie cet écrit, mânes du citoyen de Genève ! Que s'il est appelé à voir le jour, il se place sous l'égide du plus éloquent et du plus vertueux des hommes. Aujourd'hui plus que jamais nous avons besoin d'éloquence et de vertu. Homme divin ! tu m'as appris à me connaître ; bien jeune, tu m'as fait apprécier la dignité de ma nature, et réfléchir aux grands principes de l'ordre social. Le vieil édifice s'est écroulé ; le portique d'un édifice nouveau s'est élevé sur ses décombres et, grâce à toi, j'y ai apporté ma pierre. Reçois donc mon hommage ; tout faible qu'il est, il doit te plaire ; je n'ai jamais encensé les vivans.

Je t'ai vu dans tes derniers jours, et ce souvenir est pour moi la source d'une joie orgueilleuse ; j'ai contemplé tes

traits augustes, j'y ai vu l'empreinte des noirs chagrins auxquels t'avaient condamné les injustices des hommes. Dès lors j'ai compris toutes les peines d'une noble vie qui se dévoue au culte de la vérité, elles ne m'ont pas effrayé. La confiance d'avoir voulu le bien de ses semblables est le salaire de l'homme vertueux ; vient ensuite la reconnaissance des peuples qui environne sa mémoire des honneurs que lui ont donnés ses contemporains. Comme toi, je voudrais acheter ces biens au prix d'une vie laborieuse, au prix même d'un trépas prématuré.

Appelé à jouer un rôle au milieu des plus grands évènements qui aient jamais agité le monde ; assistant à l'agonie du despotisme et au réveil de la véritable souveraineté, près de voir éclater des orages amoncelés de toutes parts, et dont nulle intelligence humaine ne peut deviner tous les résultats, je me dois à moi-même, je devrai bientôt à mes concitoyens compte de mes pensées et de mes actes. Ton exemple et là, devant mes yeux. Tes admirables *Confessions*, cette émanation franche et hardie de l'âme la plus pure, iront à la postérité moins comme un modèle d'art, que comme un prodige de vertu. Je veux suivre ta trace vénérée, dussé-je ne laisser qu'un nom dont les siècles à venir ne s'informeront pas ; heureux si, dans la périlleuse carrière qu'une révolution inouïe vient d'ouvrir devant nous, je reste constamment fidèle aux inspirations que j'ai puisées dans tes écrits.

N. 2

LETTRE

DE

CHARLOTTE ROBESPIERRE

AU RÉDACTEUR

DE L'UNIVERSEL.

24 mai 1830

MONSIEUR,

Dans votre numéro du 5 de ce mois, vous contestez l'authenticité des *Mémoires de Maximilien Robespierre*. En général, il n'y a rien à répliquer à la justesse de votre raisonnement; mais il est dans cet article une phrase ainsi conçue : « Toutefois l'éditeur a cherché des documents « fidèles, et si ce qu'on m'a dit est exact, il aura pu s'en « procurer. Une sœur aînée de Robespierre végète à Paris, « dans le coin le plus obscur d'un faubourg, et cette femme « est accablée d'années, de misère, et du poids de son funeste nom. En achetant d'elle quelques souvenirs non « effacés, il n'a pas été difficile de suppléer à ce que d'au-

« tres biographes ont omis de rectifier, des erreurs de faits, des erreurs de dates, etc., etc. »

Ce qu'on vous a dit, monsieur, est non seulement inexact, mais cela est faux. Il est vrai que la sœur de Maximilien Robespierre, non son aînée, mais sa puînée d'une vingtaine de mois, végète, accablée de misère, d'années, et, vous auriez pu ajouter, de graves et douloureuses infirmités, dans un coin obscur de la patrie qui la vit naître, mais elle a constamment repoussé les offres des intrigans qui, dans le laps de trente-six ans, ont tenté à diverses reprises de trafiquer de son nom, mais elle n'a rien vendu à personnes, mais elle n'a aucun rapport direct ou indirect avec l'éditeur des prétendus *Mémoires* de son frère, et ceux qui ont dit que Maximilien Robespierre avait connu le besoin dans son enfance, et qu'il avait été enfant de chœur de la cathédrale d'Arras, sont des imposteurs.

Je regarde, monsieur, comme injurieuse à mon honneur et à ma probité, l'idée qu'on ait pu acheter de moi des *souvenirs non effacés*. J'appartiens à une famille à laquelle on n'a pas reproché la vénalité. Je vais rendre au tombeau le nom que je reçus du plus vénérable des pères, avec la consolation que personne au monde ne peut me reprocher un seul acte, dans le long cours de ma carrière, qui ne soit conforme à ce que prescrit l'honneur. Quand à mes frères, c'est à l'histoire à prononcer définitivement sur eux, c'est à l'histoire à reconnaître un jour si réellement Maximilien est coupable de tous les excès révolutionnaires dont ses collègues l'ont accusé après sa mort. J'ai lu dans les annales de Rome que deux frères aussi furent mis hors la loi, massacrés sur la place publique, que leurs

cadavres furent trainés dans le Tibre, leurs têtes payées au poids de l'or, mais l'histoire ne dit pas que leur mère qui leur survécut ait jamais été blâmée d'avoir cru à leur vertu.

Monsieur, j'ai l'honneur de vous saluer,

ROBESPIERRE.



N. 3.

RÉPONSE

DE

**M. FOSSEUX A UNE LETTRE QUE LUI ÉCRIVIT
MAXIMILIEN ROBESPIERRE EN LUI ENVOYANT UN EXEMPLAIRE
DE L'ÉLOGE DE GRESSET.**

Du Chantre de Vert-Vert je prisais les talens :
Mon oreille, attentive à ses tendres accens,
Ne pouvait se lasser d'écouter cette lyre
Que n'inspira jamais un coupable délire.
Mais combien il paraît plus sublime à mes yeux
Depuis que, possesseur d'un écrit précieux,
Je puis, guidé par toi, mieux régler mon suffrage.
Quoi ! ce touchant éloge où tu lui rends hommage,
Où tu peins son esprit, son style intéressant,
A ses concitoyens parut insuffisant !
Qu'ils craignent que par eux, sa cendre révéree
N'obtienne pas la gloire à Gresset préparée.
Que fallait-il de plus pour l'honneur d'un mortel ?
Pour l'honneur de Gresset fallait-il un autel !

Mais contre cet arrêt tandis que je réclame,
Cet arrêt rigoureux n'irrite point ton âme.
Pleinement insensible à sa sévérité,
Tu ne veux de vengeur que la postérité.
Je parle de vengeur, et cette modestie,
La compagne fidèle et le sceau du génie,
Daigne te prodiguer son soin consolateur,
Et porte un calme pur dans le fond de ton cœur.
Ne va pas cependant vouloir priver ta tête
Des lauriers immortels que la gloire t'apprête;
Songe, tu le dois, songe à ces infortunés,
A la honte, à l'opprobre, aux affronts condamnés :
Ils t'invoquaient tout bas au sein de l'infamie,
Ils demandaient la mort, tu les rends à la vie.
Un préjugé cruel s'évanouit à ta voix (1),
Son fatal pouvoir cède à de plus douces lois.
Va, poursuis ta carrière, une telle victoire
Te permets de monter au temple de mémoire.
Oubliant, toutefois, tes destins glorieux,
Sur mon obscurité tu viens porter les yeux;
Et dans mon cœur le tien demande à trouver place.
C'est acte de justice, est tu l'appelles grâce !
Tu n'oses prononcer ce nom doux et flatteur
Qui convient à ta bouche et convient à ton cœur.
Ne crains rien : dans mes bras vole avec assurance;
Appui des malheureux, vengeur de l'innocence
Tu vis pour la vertu, pour la douce amitié,
Et tu peux de mon cœur exiger la moitié.

(1) M. de Fossensx fait allusion ici au discours de Maximilien, qui fut couronné par la Société des Arts et de Sciences de Metz.

N. 4.

REMERCIEMENS

A.

MM. DE LA SOCIÉTÉ DES ROSATIS.

AIR : Résiste-moi, belle Aspasia.

Je vois l'épine avec la rose,
Dans les bosquets que vous m'offrez (*bis*);
Et, lorsque vous me célébrez,
Vos vers découragent ma prose.
Tout ce qu'on m'a dit de charmant,
Messieurs, a droit de me confondre :
La rose est votre compliment,
L'épine est la loi d'y répondre (*bis*).

Dans cette fête si jolie,
Règne l'accord le plus parfait (*bis*).
On ne fait pas mieux un couplet,
On n'a pas de fleur mieux choisie.
Moi seul j'accuse mes destins
De ne m'y voir pas à ma place ;
Car la rose est, dans nos jardins,
Ce que vos vers sont au Parnasse (*bis*).

A vos bontés, lorsque j'y pense,
Ma foi je n'y vois pas d'excès (*bis*);
Et le tableau de vos succès
Affaiblit ma reconnaissance.
Pour de semblables jardiniers,
Le sacrifice est peu de chose ;
Quand on est si riche en lauriers,
On peut bien donner une rose (*bis*).

MAXIMILIEN ROBESPIERRE.

N. 5.

JUGEMENT DE CHARLOTTE ROBESPIERRE

SUR UN PORTRAIT DE SON FRÈRE AÎNÉ.

Ce portrait n'est qu'une ignoble caricature, il ne ressemble en rien à Maximilien Robespierre. On a autant dénaturé sa physionomie et ses traits que ses lâches ennemis ont dénaturé son caractère.

Ceux qui voudront examiner sans prévention les jugemens que les historiens ont portés de mon frère aîné, verront avec quelle révoltante partialité ils ont écrit. Cette partialité se reproduit jusque dans les travaux des artistes : on les voit flatter dans leurs compositions la figure des puissans du jour ; s'ils peignent tel personnage fort laid, ils en font un Adonis ; si ses traits sont ingrats, sans caractère et sans expression, ils se mettent en frais d'imagination pour donner un noble caractère, une expression gracieuse à sa physionomie ; mais quand ils veulent représenter mon frère, ils cherchent sur leur palette les couleurs les plus noires, les plus hideuses, pour peindre ses traits, tandis que sa physionomie respirait la douceur, et avait une expression de bonté dont toutes les personnes qui le voyaient étaient frappées.

N. 6.

Lettre inédite de madame Roland à Maximilien

Robespierre.

(Cette lettre a été intercalée dans le texte , page 415
et suivantes.)

N. 7.

LETTRE

DE

CHARLOTTE ROBESPIERRE

A SON JEUNE FRÈRE.

Votre *aversion* pour moi, mon frère, loin de diminuer, comme je m'en étais flattée, est devenue la *haine la plus implacable*, au point que ma vue seule vous inspire de l'*horreur*. Ainsi je ne dois pas espérer que vous soyez jamais assez calme pour m'entendre; c'est pourquoi je vais essayer de vous écrire.

Abimée sous le poids de ma douleur, incapable de lier mes idées, je n'entreprendrai pas mon apologie. Il me serait cependant si facile de démontrer que je n'ai jamais mérité en aucune façon d'exciter cette *fureur qui vous aveugle*; mais j'abandonne le soin de ma justification au temps qui

dévoile toutes les perfidies, toutes les noirceurs; alors, quand le bandeau qui couvre vos yeux sera déchiré, si vous pouvez, dans le désordre de vos passions, distinguer la voix du remords, si le cri de la nature se fait entendre, revenez d'une erreur qui m'est funeste. Ne craignez pas que jamais je vous reproche de l'avoir gardé si longtemps. Je ne m'occuperai que du bonheur d'avoir retrouvé votre cœur. Oh! si vous pouviez lire au fond du mien! que vous rougiriez de l'outrager si cruellement! Vous y verriez avec la preuve de mon innocence, que rien ne peut en effacer l'attachement tendre qui me lie à vous, et que c'est le seul sentiment auquel j'é rapporte toutes mes affections. Sans cela, me plaindrai-je de votre haine? que m'importe à moi d'être haïe par ceux qui me sont indifférens et que je méprise? Jamais leur souvenir ne viendra me troubler; mais être haïe de mes frères, moi, pour qui c'est un besoin de les chérir, c'est la seule chose qui puisse me rendre aussi malheureuse que je le suis.

Que cette passion de la haine doit être affreuse, puisqu'elle vous aveugle au point de me calomnier auprès de mes amis! « Cependant, n'espérez pas dans votre délire » pouvoir me faire perdre l'estime de quelques personnes » vertueuses, unique bien qui me reste. Avec une conscience pure, pleine d'une juste confiance dans ma vertu, tu, je peux vous défier d'y porter atteinte, et j'ose vous dire qu'auprès des gens de bien qui me connaissent, vous perdrez votre réputation plutôt que de nuire à la mienne. »

Il importe donc à votre tranquillité que je sois éloignée de vous; il importe même, à ce qu'on dit, à la chose pu-

blique, que je ne vive pas à Paris... j'ignore encore ce que je dois faire, mais ce qui me semble le plus urgent, c'est de vous débarrasser d'un objet odieux ; ainsi, dès demain, vous pouvez rentrer dans votre appartement sans craindre de m'y rencontrer ; je le quitterai dès aujourd'hui, à moins que vous ne vous y opposiez formellement.

Que mon séjour à Paris ne vous inquiète pas ; je n'ai garde d'associer mes amis à ma disgrâce. Le malheur qui me poursuit doit être contagieux, *et votre haine pour moi est trop aveugle pour ne pas se porter sur tout ce qui me portera quelque intérêt* : aussi je n'ai besoin que de quelques jours pour calmer le désordre de mes idées, me décider sur le lieu de mon exil, car, dans l'anéantissement de toutes mes facultés, je suis hors d'état de prendre un parti.

Je vous quitte donc, puisque vous l'exigez ; mais, malgré vos injustices, mon amitié pour vous est tellement indestructible, que je ne conserverai aucun ressentiment du traitement cruel que vous me faites essuyer, lorsque, désabusé tôt ou tard, vous viendrez à prendre pour moi les sentimens que je mérite. Qu'une mauvaise honte ne vous empêche pas de m'instruire que j'ai recouvré votre amitié ; et, en quelque lieu que je sois, *fussé-je même par de-là des mers*, si je puis vous être utile à quelque chose, sachez m'en instruire, et bientôt je serai auprès de vous.

ROBESPIERRE.

P. S. Vous devez penser qu'en quittant votre logement, je prendrai toutes les précautions nécessaires pour ne pas compromettre mes frères. Le quartier qu'habite la citoyenne

Laporte, chez laquelle je me propose de me retirer provisoirement, est l'endroit de toute la république où je puis être le plus ignorée.

N. 8.

INVENTAIRE

DES

OBJETS LAISSÉS PAR CHARLOTTE ROBESPIERRE

A SA MORT.

Une commode ancienne en acajou.

Un lit en acajou, une pailleasse et deux matelas.

Une petite table en acajou.

Une autre petite table en noyer.

Un portrait lithographié de Maximilien Robespierre.

Un portrait dessiné de Robespierre.

Un portrait en miniature de Joséphine, donné par elle comme gage d'amitié à Charlotte Robespierre, en 1790.
(A cette époque, Joséphine était la femme du général Beauharnais.)

Un portrait lithographié de Laponneraye.

Trois couverts d'argent avec le chiffre de la famille.

Une douzaine de vieilles serviettes, en bon état avec la nappe également.

Six vieilles paires de draps.

Une douzaine de chemises usées.

Une robe ancienne en gros de Naples, et trois autres robes en toile.

Douze tabliers et torchons.

Un poêle et ses tuyaux.

Deux douzaines d'assiettes, plusieurs plats et quelques bouteilles noires.

Une carafe et six verres.

Divers ustensiles de cuisine.

Point d'immeubles, point de rente sur l'État, point de capitaux (1).

(1) Quelle éloquence dans cet inventaire.

N. 9.

PENSÉES RECUEILLIES

PAR

CHARLOTTE ROBESPIERRE.

Ceux qui cherchent le bonheur dans le faste et la dissipation, ressemblent à ces gens qui préfèrent l'éclat des bougies à la lumière du soleil.

Le vulgaire recherche les grands, non pour leur personne, mais pour leur pouvoir, et ceux-ci l'accueillent par vanité ou par besoin.

On est faible par paresse ou par défiance de soi-même. Malheur à celui qui l'est par ces deux causes ensemble ! s'il est simple particulier, il ne sera que nul ; s'il est roi, il est perdu.

Le sot a un grand avantage sur l'homme instruit ; il est toujours content de lui.

Voulez-vous compter vos amis ? tombez dans l'infortune.

De l'esprit au bon sens il y a plus loin qu'on ne pense.

La bravoure est une monnaie de convention ; tel qui va chercher hardiment la mort dans les rangs ennemis, tremble devant le fer du bourreau. Il y a de faux braves, comme il y a de faux jetons. A dire vrai, la bravoure est une qualité innée, on ne se la donne pas.

Les vieilles monarchies récrépites ne durent qu'autant que le peuple ne sent pas sa force ; de pareils édifices périssent toujours par les fondemens.

Ceux qui recherchent les honneurs ressemblent aux amoureux : la possession en diminue le prix.

Le moyen le plus sûr de rester pauvre est d'être honnête homme.

Avec de l'audace on peut tout entreprendre, on ne peut pas tout faire.

Je préfère la force du raisonnement à l'éloquence du style ; des choses valent mieux que des mots.

Dans les révolutions il y a deux sortes de gens, ceux qui les font et ceux qui en profitent.

La vengeance qu'on exerce contre le méchant est une réparation qu'on fait à la vertu.

Celui qui préfère la richesse à la gloire, est un dissipateur qui emprunte à usure et qui se ruine en intérêts.

Les cultes sont à la religion ce que l'appareil est au pouvoir. Le vulgaire mesure le crédit d'un courtisan au nombre de ses laquais ; la populace juge de la puissance du dieu par celle des prêtres.

Les vieillards qui conservent les goûts du jeune âge perdent en considération ce qu'ils gagnent en ridicule.

Un sot n'est qu'ennuyeux, un pédant est insupportable.

L'ordre matériel est extrêmement borné, il faut chercher les vérités dans l'ordre moral.

Le hasard est le seul roi légitime dans l'univers.

L'intérêt qui dirige les hommes d'un pôle à l'autre est un langage qu'ils apprennent sans grammaire.

L'homme supérieur est impassible de sa nature ; on le loue, on le blâme, peu lui importe, c'est sa conscience qu'il écoute.

Il y a des gens qui obligent comme d'autres insultent ; il faut y prendre garde, car on serait forcé de demander raison de leurs bienfaits.

Celui qui ne pratique la vertu que dans l'espérance d'acquérir de la renommée est bien près du vice.

Les folies des autres ne servent jamais à nous rendre sages.

Une belle femme plait aux yeux, une bonne femme plait au cœur ; l'une est un bijou, l'autre un trésor.

L'ambition est à l'homme ce que l'air est à la nature ; ôtez l'une au moral et l'autre au physique, il n'y a plus de mouvement (1).

(1) J'ajouterai que l'homme vertueux a l'ambition du bien, et que le méchant n'a que celui du mal. L.

N. 10:

LETTRE

DE

CHARLOTTE ROBESPIERRE

AU

CITOYEN LAPONNERAYE,

A SAINTE-PÉLAGIE.

Paris, 20 février 1834.

Il ne m'est pas facile, mon-ami, de vous témoigner le sentiment d'attendrissement que votre procédé me fait ressentir ; la réponse verbale que j'ai faite à votre aimable sœur vous prouve que j'en apprécie toute la grandeur et la délicatesse. Je le répète, vous êtes digne de faire votre offre, et vous ne méritez pas d'être refusé. J'accepte donc du meilleur, du plus humain et du plus tendre des fils (mille fois heureux la mère d'un tel fils !), j'accepte le quart de votre offre, parce que je crois que cela me suffira, attendu que je reçois deux cents francs par an. Cette amie ne m'a rien promis, mais elle est si régulière à me faire son présent, que je pense qu'elle continuera.

Je recevrai donc de celui qui veut bien avoir pour moi les sentimens d'un fils, que je regarde comme tel, et pour lequel j'avais tant d'affection, je recevrai, non pas seulement avec reconnaissance, c'est une chose toute naturelle,

mais avec plaisir. Recevoir avec plaisir ! ce mot renferme tout, je crois que vous serez content de moi.

Il me vient quelques pensées dont il faut bien, mon ami que je vous fasse part. Le bien dont vous voulez bien me faire jouir vous coûtera des peines, du travail, des veilles peut être, enfin des privations, et je vous demande si le cœur d'une mère n'éprouve rien de faire ces réflexions ? Néanmoins, je ne m'en dédis pas ; votre *non*, *vous ne me refuserez pas*, m'en a ôté les moyens, car il est irrésistible. Oh ! combien mes frères vous eussent aimé !

Adieu. Recevez mes amitiés pour toute votre famille, qui est mienne.

ROBESPIERRE.

Mille choses obligeantes de la part de mademoiselle Mathon.

TESTAMENT

DE

CHARLOTTE ROBESPIERRE.

Je, Marie-Marguerite-Charlotte Robespierre, soussignée, jouissant de toutes mes facultés intellectuelles, voulant, avant de payer à la nature le tribut que tous les mortels lui doivent, faire connaître mes sentimens envers la mémoire de mon frère aîné, déclare que je l'ai toujours connu pour un homme plein de vertu ; je proteste contre toutes les lettres contraires à son honneur qui m'ont été attribuées. Et voulant ensuite disposer de ce que je laisserai à mon décès, j'institue pour mon héritière universelle, mademoiselle Reine-Louise-Victoire Mathon, par laquelle je veux que tout ce que je laisserai soit recueilli en toute propriété.

En foi, fait et écrit de ma main, à Paris, le six février mil-huit-cent-vingt-huit.

ROBESPIERRE.

N. 12.

DISCOURS

PRONONCÉ LE 3 AOUT 1834, SUR LA TOMBE

DE

CHARLOTTE ROBESPIERRE.

Citoyens?

La sœur du grand Robespierre a cessé de vivre. Ce précieux et dernier débris d'une illustre famille, cette femme angélique, que l'échafaud de thermidor avait épargnée, et qui, d'angoisses en angoisses, et de douleurs en douleurs était parvenue jusqu'à nous comme une relique vivante de ce passé où son immortel frère brillait d'un incomparable éclat, la mort vient de la dévorer, il ne nous reste plus d'elle qu'une froide et insensible cendre; et encore cette cendre inanimée que nous contemplons ici avec douleur, va nous être ravie à tout jamais : la tombe va l'engloutir, et dans quelques instans il ne restera plus qu'un nom.

Mais quel nom !

Robespierre sera grand et admiré dans tous les siècles, parce que son dévouement à la cause de l'humanité fut inaltérable et pur. Si d'odieux calomniateurs ont, pour quelques années, terni sa mémoire, l'avenir écartera les

nuages qui obscurcissent une si belle vie ; la postérité qui s'avance réhabilitera le patriote désintéressé, le démocrate incorruptible ; ou plutôt, la postérité n'a-t-elle pas déjà commencé pour lui ? déjà ne rend-on pas justice de toutes parts à la pureté de ses intentions, à l'élévation sublime de son caractère, à la bonté de son cœur ?

Toutes ces qualités qui brillaient à un si haut degré dans Maximilien Robespierre se retrouvaient dans sa sœur : sensible et bonne, douce et pleine de candeur, il ne lui manquait rien pour ressembler parfaitement à son frère : rien ; car si la calomnie s'acharna sur Maximilien , comme lui elle fut calomniée.

Mais, dira t-on, qu'elle prise pouvait avoir sur elle la calomnie ? elle, une femme, dont la vie toute entière consacrée aux habitudes et aux occupations de son sexe, étaient en dehors de la politique et des haines envenimées qu'elle enfante ? que Robespierre eût été calomnié, on peut jusqu'à un certain point le concevoir ; n'avait-il pas pour ennemis tous les ennemis du peuple ? Mais sa sœur, bien qu'elle partageât ses principes et ses sentimens, avait-elle comme lui livré un combat à mort à l'aristocratie ? N'importe ! elle fut calomniée, on lui reprocha d'avoir renié son frère, d'avoir pactisé avec ceux qui se plongèrent dans le sang du martyr de thermidor. Quel horrible blasphème !

Non, vertueux et infortuné Maximilien, ta sœur ne t'a point renié, non, elle ne s'est point apostasiée en foulant sous ses pieds des principes qui ont été l'évangile de toute sa vie.

Sœur de Maximilien Robespierre, arrache toi pour un

instant des bras ne la mort, apparais-nous encore une fois, et dis-nous si jamais dans ta pensée ton bon et malheureux frère a cessé d'être révééré et chéri, et si jamais tu as cessé de rendre hommage à ses vertus.

Charlotte Robespierre naquit deux ans après Maximilien, et trois ans après son plus jeune frère. Elle fut la compagne assidue de leur enfance; elle partagea et leurs plaisirs et leurs chagrins, joyeuse quand ils étaient gais, triste quand ils avaient de la peine. On ne pouvait sans attendrissement l'entendre raconter des traits de leur jeune âge. Elle fut séparée de ses deux frères pendant tout le temps de leurs études, quand ils se retrouvèrent plus tard, ils apportèrent dans leur intimité la même chaleur de sentiment que dans leur enfance. Mais bientôt les deux Robespierre lancés dans la politique avec tout l'enthousiasme de deux âmes passionnées pour la liberté et l'égalité, du rivage où la retenait son sexe leur sœur les suivait avec anxiété sur cette mer si féconde en tempêtes et en naufrages, et les accompagnait de ses vœux ardens. Elle les voyait l'un et l'autre entourés d'ennemis toujours prêts à les frapper. Qu'on juge de ses tourmens ! elle mourait tous les jours de la mort qui menaçait ses frères.

Enfin le moment fatal arriva..... Deux coups de hache se firent entendre, deux têtes roulèrent, deux cadavres furent jetés pêle-mêle dans le même panier..... Ah ! vous savez trop qu'elles étaient ces deux victimes, dispensez-moi de vous les nommer. Mais leur sœur, que devint-elle quand elle apprit leur fin si épouvantablement tragique ? La vie lui devint insupportable, elle végéta tristement, douloureusement pendant quarante années, et, à la dou-

leur d'avoir perdu deux frères adorés, se joignit celle de les voir en but aux plus affreuses calomnies. Forcée de cacher son nom pour se dérober à la rage des assassins de ses frères, elle vécut dans l'obscurité, applaudissant de toute son âme aux efforts du parti républicain pour doter la France d'institutions démocratiques et pour rendre le peuple au bonheur et à la liberté.

Voilà en peu de mots quelle fut la sœur de Robespierre. Une vertu si pure mérite tous les hommages des patriotes. Honorons-la, non seulement à cause de son frère, mais parce qu'elle réunissait en elle les plus éminentes qualités.

Reçois nos adieux, sœur de Robespierre. Nous te rendons à la terre, notre mère commune, nous te quittons, mais nous emportons dans nos cœurs ton doux souvenir, et ce souvenir ne s'effacera jamais. La mort peut te ravir à nos respects et à notre amour, mais il est au-dessus de son pouvoir de nous ravir la consolation de penser à toi, de vivre avec toi en idée, de te voir, de te parler comme si tu n'avais pas cessé d'être.

Sœur de Robespierre, une dernière fois adieu.

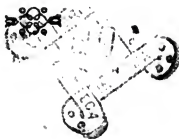


TABLE DES MATIÈRES.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE DEUXIÈME VOLUME.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du 13 août 1792.

	Pages.
Discours prononcé par Robespierre à la barre de l'assemblée au nom des citoyens de la section de la place Vendôme	5

Séance du 15 août 1792.

Deuxième discours prononcé par Robespierre à la barre de l'assemblée au nom d'une députation de la commune.	6
---	---

Séance du 22 août 1792.

Troisième discours de Robespierre à la barre de l'assemblée au nom d'une nouvelle députation de la commune.	8
Lettre de Robespierre insérée dans le <i>Moniteur</i> du 28 août 1792	9
Aux amis de la constitution sur les circonstances actuelles.	10
Aux fédérés.	21
Sur l'arrêté du directoire qui suspend le maire et le procureur de la commune de Paris	26
Sur la fédération de 1792	29
Décret sur la rébellion de La Fayette	37
Des maux et des ressources de l'État	45
Sur l'arrivée des Marseillais à Paris.	65
Sur les événemens du 10 août 1792.	69
Détails intéressans sur les événemens du 10 août et des jours suivans.	80

LETTRES DE MAXIMILIEN ROBESPIERRE A SES COMMETTANS.

Première lettre.	86
--------------------------	----

	Pages.
Tableau des opérations de la convention nationale depuis le premier moment de sa session.	98
Deuxième lettre de Robespierre à ses commettans.	120
Sur la conduite de la convention nationale envers le général Dillon, et sur les principes que les représentans de la nation doivent adopter dans la guerre actuelle.	125
Sur l'institution d'une nouvelle garde pour la convention nationale.	131
Suite du tableau des opérations de la convention nationale.	143
Troisième lettre de Robespierre à ses commettans sur l'influence de la calomnie sur la révolution.	153
Suite du tableau des opérations de la convention nationale.	177
Réponse de Robespierre à l'accusation de Louvet devant la convention nationale.	185
Suite du tableau des opérations de la convention nationale.	214
Sur le parti à prendre à l'égard de Louis XVI.	219
Suite du tableau des opérations de la convention nationale.	236
Des papiers publics	252
Suite du tableau des opérations de la convention nationale.	258
Réponse de Robespierre à Jérôme Pétion	289
Observations sur le projet annoncé au nom du comité des finances, de supprimer les fonds affectés au culte.	324
Nouvelle lettre de Robespierre à ses commettans	335
Note :	353
Mémoires de Charlotte Robespierre sur ses deux frères.	355
INTRODUCTION. — Les hommes principes. — Robespierre essentiellement réorganisateur. — Il y a deux hommes en lui. — Comment il comprenait la terreur. — Intentions pures. — Les protestans et la Montagne. — Férocity des thermidoriens. — Mauvaise foi. — Les partis au sein	

de la convention. — Ce qu'on appelle les excès de 93. — Les deux fractions de la Montagne. — Incorruptibilité et lumières. — Besoin de réveiller les croyances. — Fête de l'Être-Suprême. — Faute de Robespierre. — Sa chute. — La révolution s'arrête et rebrousse chemin. — Notice sur Charlotte Robespierre. — Son amie Mathon. — Ses liaisons avec le citoyen Laponneraye. — Sa mort et ses obsèques.	357
AVANT-PROPOS DE MADÉMOISELLE ROBESPIERRE. — Elle veut réfuter les calomnies dont son frère a été l'objet. — Pourquoi elle a gardé le silence. — Acharnement des calomnieurs. — Accusations absurdes.	385
CHAPITRE I ^{er} . Enfance de Maximilien Robespierre, — Mort de sa mère et de son père. — Il commence ses études au collège d'Arras. — Ses amusemens. — Anecdote du pigeon. — Il part pour le collège Louis-le-Grand, à Paris. — Ses brillantes études. — Il est chéri de ses maîtres et de ses condisciples. — Il est le défenseur de l'opprimé. — Il fait son droit. — Il est reçu avocat au parlement de Paris. — Motifs qui le déterminent à embrasser cette profession.	389
CHAPITRE II. Retour de Maximilien Robespierre dans sa famille. — Ses débuts au barreau. — Son désintéressement. — Son genre de vie. — Ses mœurs privées. — Son attachement pour mademoiselle Desorties. — Ses relations avec l'aristocratie d'Arras. — Ses amis et ses ennemis. — La société des arts et des sciences de Metz couronne un discours de Robespierre. — La société des <i>Rosatis</i> et l'académie d'Arras le reçoivent au nombre de leurs membres. — Augustin Robespierre. — Portrait des deux frères. — Maximilien est nommé membre du tribunal criminel d'Arras. — Il est élu député aux États-Généraux. — Jugement de Mirabeau sur Robespierre.	297
CHAPITRE III. Idée générale de ces mémoires. — Robespierre à Paris. — Il loge rue Saintonge, avec un ami. —	

Il se lie d'amitié avec Pétion. — Entrevue de Robespierre et de Pétion. — Leur entretien sur les événemens des 2 et 3 septembre. — Relations de Robespierre avec M. et M^{me} Roland. — Il fait connaissance avec les Duplay, et se met en pension chez eux. — Grieffs de Charlotte Robespierre contre madame Duplay. — Retour de Maximilien à Arras. — Magnifique réception. — Il revient à Paris. — Il est élu membre de la commune insurrectionnelle du 10 août, et plus tard, membre de la convention nationale, ainsi que son jeune frère. — Réfutation d'une note de M^{me} de Genlis.

412

CHAPITRE IV. Départ de Charlotte Robespierre et de son jeune frère pour Nice. — Ce qui leur arrive à Lyon. — Les dangers qu'ils courent avant d'arriver à leur destination. — Ils sont poursuivis par les Marseillais. — Arrivée à Nice. — Premenades à cheval. — Indigne procédé de M^{me} Ricord à l'égard de Charlotte Robespierre. — Elle est calomniée par elle auprès de son frère. — Piège infâme que lui tend M^{me} Ricord pour la faire retourner à Paris. — Conséquence de cette trahison. . .

433

CHAPITRE V. Diverses tentatives sur Maximilien Robespierre. — Fouché est présenté à Charlotte Robespierre par Maximilien. — Il la demande en mariage. — Mission de Fouché à Lyon. — A son retour, Robespierre l'accable de reproches sur sa conduite dans cette ville. — Rupture entre Charlotte Robespierre et Fouché. — Charlotte Robespierre est calomniée par M^{me} Ricord. — Relations de Charlotte Robespierre et de son jeune frère avec Bonaparte. — Entrevue de Robespierre et de Marat. — Robespierre jeune revient à Paris et ne veut point voir sa sœur. — Charlotte lui écrit. — Maximilien se sépare de ses collègues du comité de salut public. — Avant-coureur du 9 thermidor, — Grieffs des ennemis de Robespierre contre lui. — Appréciation de Danton et de Camille Desmoulins. — Séances du 8 et du 9 thermi-

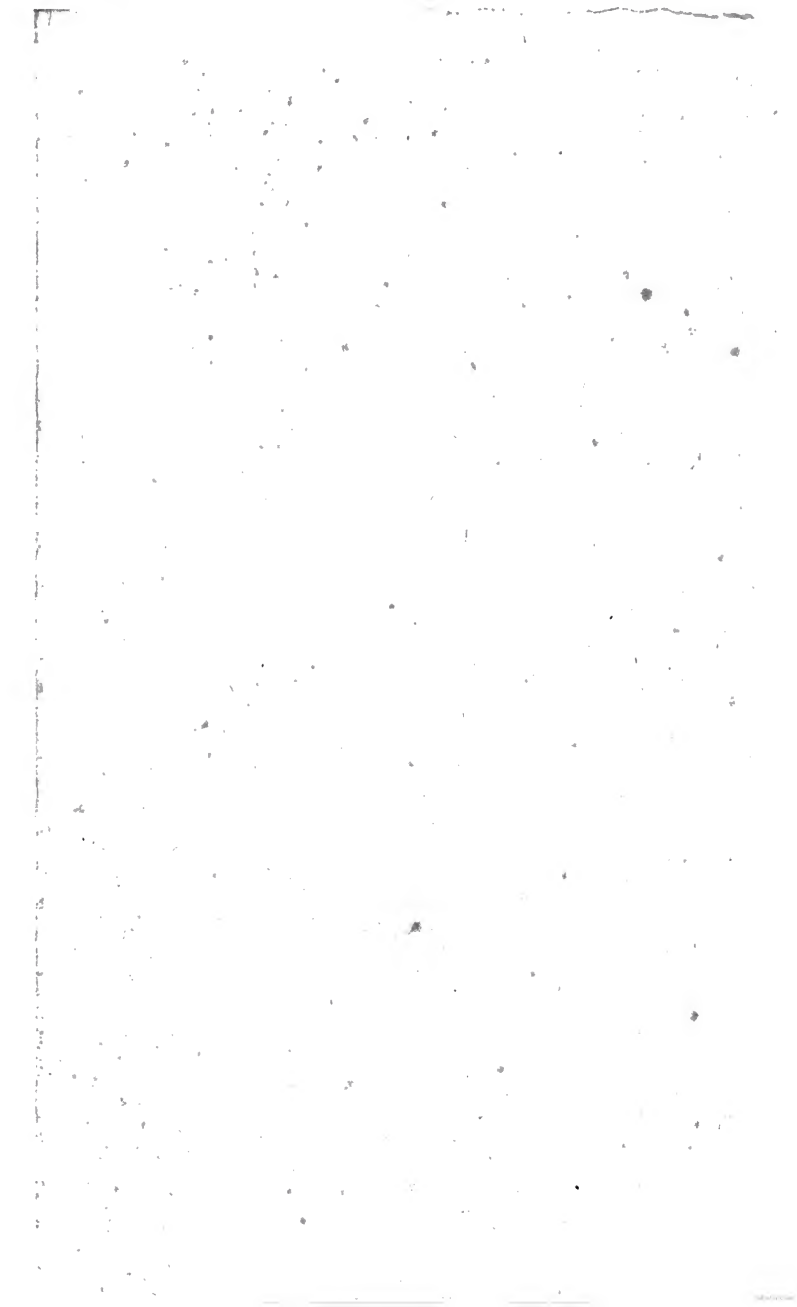


	Pages.
dor. — Mort des deux Robespierre. — Arrestation de leur sœur. — Conclusion.	447
Notes et pièces justificatives.	471
N° 1. Dédicace de Maximilien Robespierre aux mânes de Jean-Jacques Rousseau.	473
N° 2. Lettre de Charlotte Robespierre au rédacteur de l' <i>Universel</i> , 24 mai 1830.	475
N° 3. Réponse de M. Fosseux à une lettre que lui écrit Maximilien Robespierre, en lui envoyant un exemplaire de l'Éloge de Gresset.	478
N° 4. Remercimens à MM. de la société des Rosatis.	480
N° 5. Jugement de Charlotte Robespierre, sur un portrait de son frère aîné.	481
N° 6. Lettre inédite de madame Roland à Maximilien Robespierre.	482
N° 7. Lettre de Charlotte Robespierre à son jeune frère.	482
N° 8. Inventaire des objets laissés par Charlotte Robespierre à sa mort.	485
N° 9. Pensées recueillies par Charlotte Robespierre.	487
N° 19 Lettre de Charlotte Robespierre au citoyen Laponneraye, à Sainte-Pélagie, le 20 février 1834.	490
N° 11. Testament de Charlotte Robespierre.	492
N° 12. Discours prononcé le 5 août 1834, sur la tombe de Charlotte Robespierre.	493

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

818.418





Conditions :

Les Oeuvres de Maximilien Robespierre, forment 3 volumes in-8°, imprimés en caractères neufs, sur beau papier satiné.

Prix des 3 volumes : 18 fr., et 21 fr. franco.

Ouvrages de Lapouneraye :

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, DEPUIS 1789 JUSQU'EN 1814,

QUATRIÈME ÉDITION.

2 volumes grand in-8°. Prix : 7 fr. 20 c., et 10 fr. par la poste.

BIOGRAPHIE Des Rois, des Empereurs et des Papes,

DEUXIÈME ÉDITION.

2 forts vol. grand in-8°, sur beau papier satiné. Prix : 20 fr.

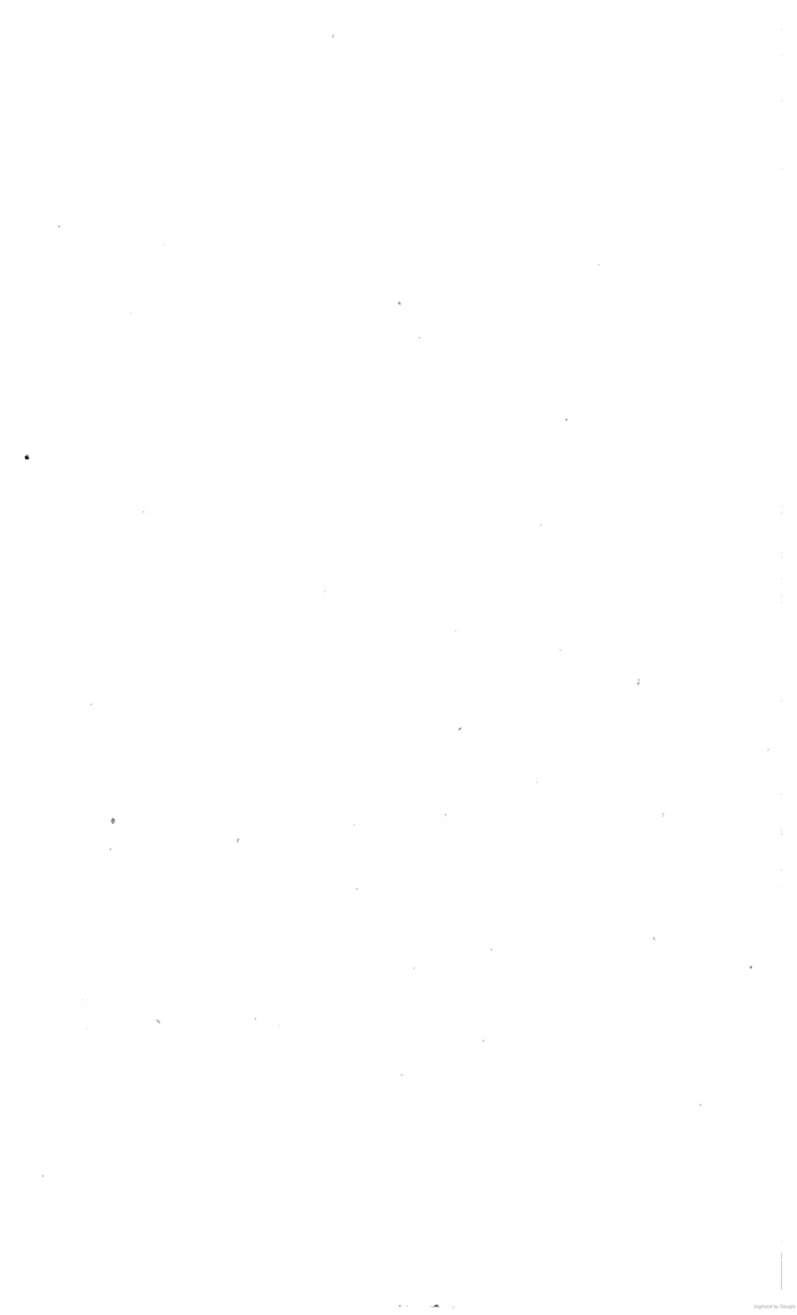
HISTOIRE DES RÉVOLUTIONS DE L'EUROPE, DEPUIS L'INVASION DES BARBARES JUSQU'EN 1789,

POUR SERVIR D'INTRODUCTION A TOUTES LES HISTOIRES DE LA RÉVOLUTION
FRANÇAISE.

L'Histoire des Révolutions de l'Europe formera 5 volumes in-8°, imprimés en caractères entièrement neufs, sur beau papier satiné, et divisés en 80 livraisons de 2 feuilles d'impression chacune.

Prix de la livraison, 30 centimes ; et les 5 volumes : 25 fr.

LE 1^{er} VOLUME EST EN VENTE.







15. 1. 1977 in 10. 10.
P. 10. 10. 10. 10. 10.
E. 10. 10. 10. 10. 10.
10. 10. 10. 10. 10.

